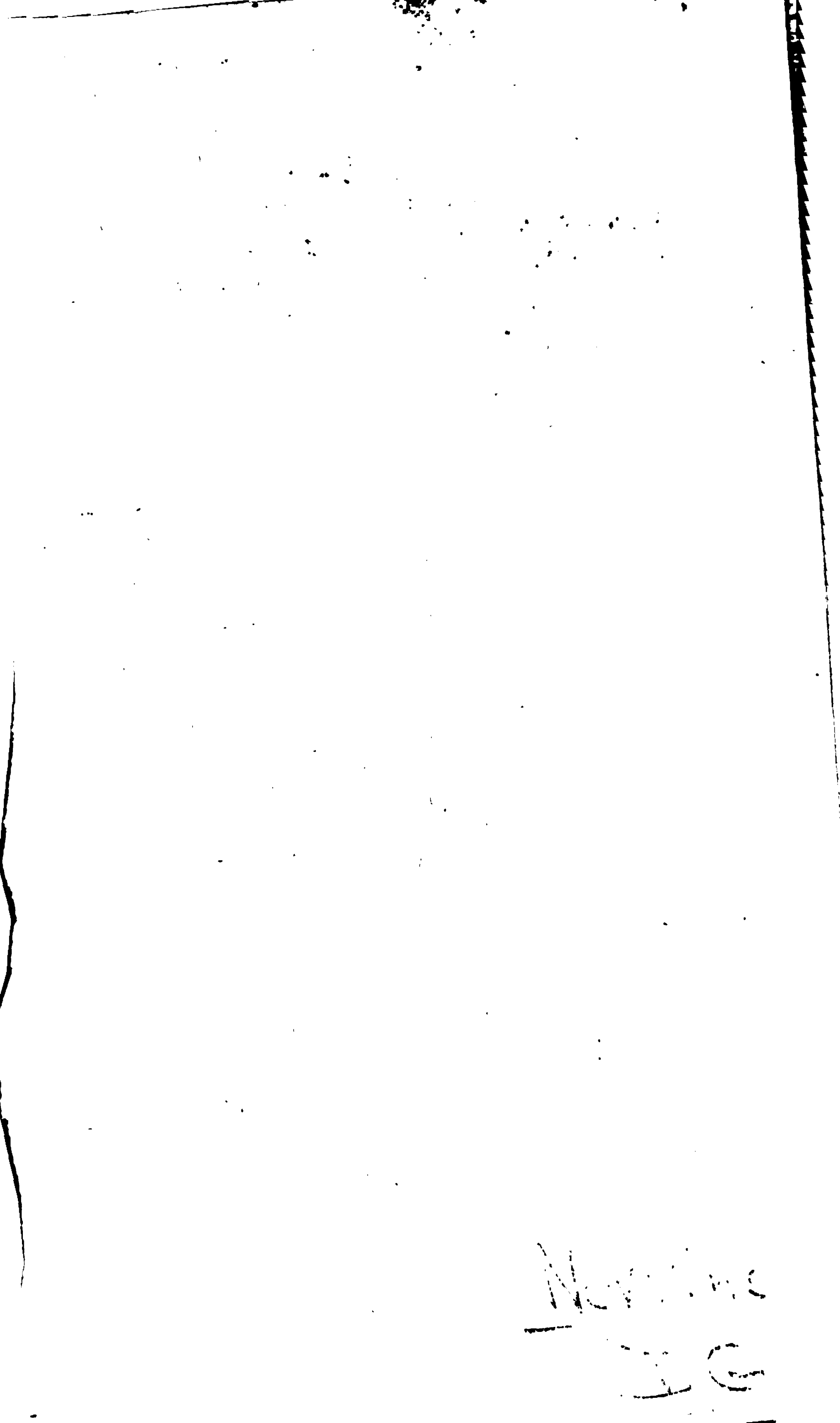
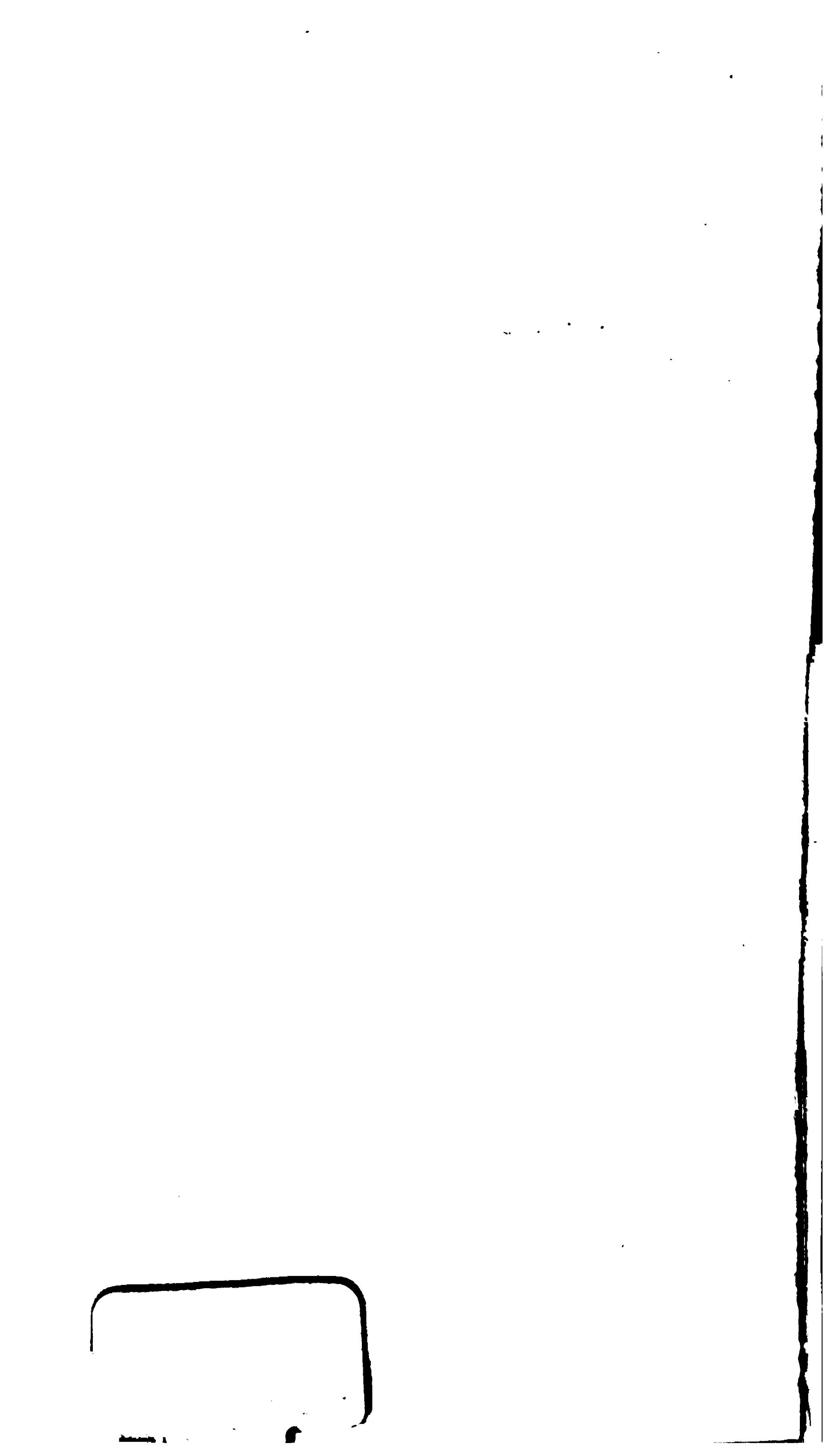






HISTOIRE

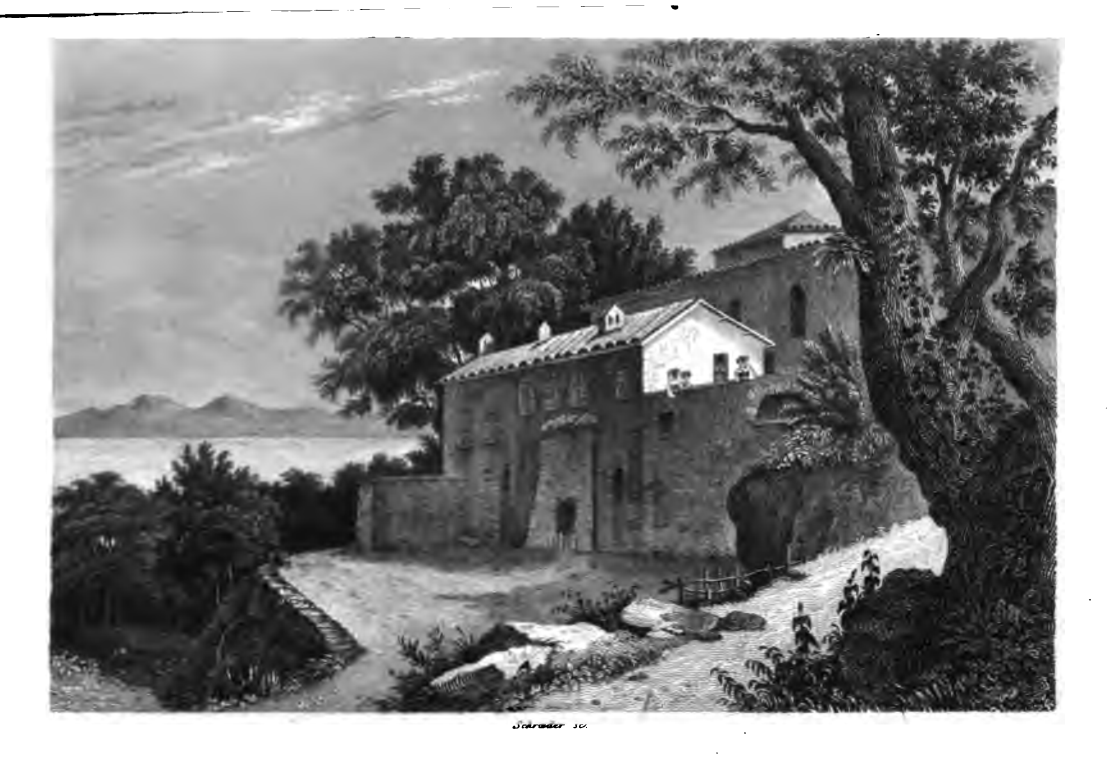
DE

NAPOLÉON.

TOME IV.



IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N. 14.



Schroeder sc.

HABITATION DE NAPOLÉON A L'ILE D'ELBE.

HISTOIRE

NAPOLÉON







HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

PAR M. DE NORVINS.

Cinquième Édition.

TOME QUATRIÈME.

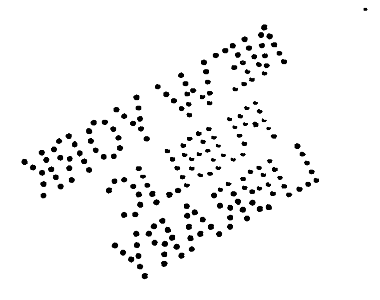


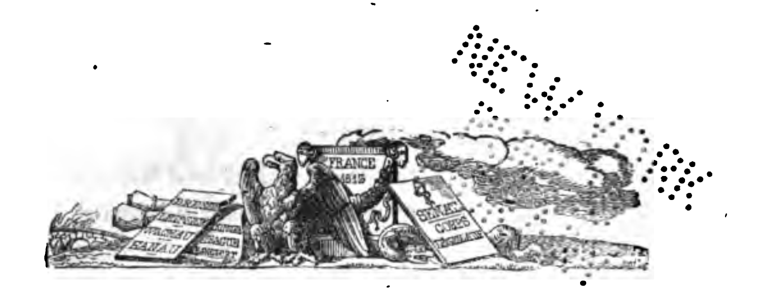
PARIS,

FURNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 39.

M DCCC XXXIV.





HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

LIVRE QUINZIÈME.

Seconde campagne de Saxe.

CHAPITRE PREMIER.

ARMISTICE DE PLESWITZ.—PRISE DE HAMBOURG.—RETOUR DE NAPOLÉON A DRESDE. — CONVENTION DE DRESDE AVEC L'AUTRICHE. — RETRAITE DE L'ESPAGNE. — BATAILLE DE VITTORIA.

Les conférences relativement à l'armistice s'ouvrirent, le 30 mai, à l'abbaye de Waldstadt, entre le duc de Vicence pour la France, le comte de Lchouwaloff pour la Russie, et M. de Kleist

pour la Prusse, elles continuèrent à Gebersdorf le 31 et le 1.er juin, et furent transportées à Plesswitz. Les prétentions des alliés et les résistances de Napoléon qui voulut selon son usage, dominer cette négociation, la rendirent tellement orageuse, qu'elle put lui faire pressentir les difficultés que le congrès lui présenterait. Car ce ne fut qu'après une véritable bataille de six jours, que le 3 juin l'armistice fut signé. Un avantage bien réel pour Napoléon et sur lequel il établirait, en cas de rupture à Prague, une grande combinaison militaire, c'était la prise de Hambourg où entra, le 31 mai, le général Vandamme; mais l'ennemi l'avait prévu, et la neutralisation de Breslau, possession alors bien plus importante que celle de Hambourg, avait été la compensation de cette ville. Cette condition, à elle seule, devait faire rejeter la trève. Cependant le 29, le Danemarck avait renoué son alliance avec la France, et l'armée danoise, commandée par le comte de Schulembourg, était depuis lors sous les ordres du maréchal prince d'Eckmühl. C'était une conquête pour Napoléon. Il n'a plus d'autres alliés dans le Nord, que le Danemarck et la Pologne. La Pologne, que l'Autriche a livrée aux Russes, reste représentée auprès de la France par cette petite armée que l'illustre Poniatowski vient de soustraire au vasselage de la défection autrichienne. Après avoir dû traverser désarmés les provinces de l'empereur d'Autriche, les Polonais ont repris leurs armes en mettant le pied dans la Lusace : ils n'ont plus d'autre patrie que le drapeau français. Aussi Napoléon a décrété le 1er juin, à Neumark, qu'ils sont tous à la solde de la France.

Le lendemain de la signature de la convention d'armistice, Napoléon a quitté son quartier-général de Neumark; le 10, il occupe à Dresde le palais Marcolini, situé dans un faubourg; le même jour, arrive le baron de Kaas, ministre de l'intérieur de Danemarck, qui fait à l'Empereur d'intéressantes révélations. A Altona les alliés n'ont épargné ni promesses ni menaces pour détourner cet ambassadeur d'aller remplir sa mission : ils avaient même été jusqu'à lui offrir d'annuler la cession de la Norwége à la Suède; mais, sur son refus, et pour se venger de l'attachement du Danemarck envers la France, le lendemain de la prise de Hambourg, l'apparition de la flotte anglaise était venue dans la rade de Copenhague réveiller un affreux souvenir. Un capitaine de vaisseau n'avait pas craint de sommer le roi de souscrire sous quarante-huit heures le traité de la cession spoliatrice qu'une politique sans pudeur avait osé lui imposer, de remettre en dépôt la province de Dronthein et de donner vingt-cinq mille hommes à la ligue du Nord. Le roi avait repoussé avec fierté cette injurieuse sommation, et le prince royal de Danemarck, déguisé en matelot, était parvenu à débarquer en Norwége, où il appelait les habitans à la défense nationale. Par le traité que M. de Kaas est venu stipuler à Dresde, son souverain met douze mille hommes à la disposition de Napoléon, et *ils pourront être portés jusqu'à la Vistule*. Les instructions données au maréchal Davoust développent l'intérêt de cette destination. L'Empereur lui prescrit, si la guerre recommence, d'être devant Hambourg avec quarante mille hommes. Quatre-vingt mille hommes

marcheront sur Berlin. L'armée du Nord destinée à Bernadotte sera battue. On se portera de concert sur la Vistule. Dantzick sera débloquée!

L'Empereur reçut aussi M. de Bubna : au lieu d'apporter les réponses aux demandes qu'avait faites le duc de Bassano à Dresde, et qu'il avait renouvelées à Liegnitz, cet envoyé se contenta de notifier au cabinet de France l'acceptation de la méditation autrichienne par les alliés, et d'annoncer la prochaine arrivée de M. de Metternich pour la même négociation. Cependant il a été autorisé à dire que la mission du baron de Weissemberg à Londres a échoué, et que le cabinet britannique *trouve à présent trop favorables encore à la France les bases de Lunéville!* Cette confidence faite par le gouvernement autrichien portait avec elle son commentaire.

La ville de Prague avait été adoptée pour le congrès; l'empereur d'Autriche ne tarda point à se rendre, avec sa chancellerie et ses ministres, au châde Gittschin, voisin de la capitale de la Bohême. Les souverains alliés s'étaient établis non loin de là, à Trachemberg, sur les bords de l'Oder. Un autre personnage parut aussi à Dresde le même jour que M. de Bubna, ce fut le duc d'Otrante, cet homme qui n'était pas le moins dangereux des amis de Napoléon, et *qu'il ne fallait pas laisser à Paris en de telles circonstances;* aussi l'envoyait-on remplacer le comte Bertrand au gouvernement général d'Illyrie; mais Fouché prit le temps de voir venir Metternich à Dresde. Cependant le mois de juin s'écoulait sans que le congrès pût s'ouvrir, et les délais d'un armistice de quarante jours se consommaient sous les lenteurs du

cabinet autrichien. D'après le silence de M. de Bubna sur la question de l'alliance qui touchait particulièrement Napoléon, le duc de Bassano avait écrit à M. de Metternich qu'il avait tous les pouvoirs nécessaires pour traiter et de la médiation et de l'alliance. Le 22, M. de Metternich annonça qu'il était autorisé à signer une convention pour la médiation, et à convenir de certaines réserves pour l'alliance. Ce jour même, le duc de Bassano répondit : « *L'Empereur, qui ne veut pas rendre son alliance onéreuse à ses amis, ne fait aucune difficulté d'y renoncer.* » Il n'y avait donc plus à traiter que de la médiation, d'après le généreux désintéressement de Napoléon. Aussi, le 27, M. de Metternich, débarrassé du fardeau de l'alliance, accourut à Dresde. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'Empereur Napoléon une lettre de son souverain; cette audience devint une longue conférence consacrée à l'exposition des prétentions de l'Autriche : elle demandait la moitié de l'Italie, l'Illyrie, le retour du pape à Rome, la Pologne saxonne; l'abandon de la Hollande, celui de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin et à la médiation helvétique : « *C'est le partage de l'Empire français que vous voulez*, » dit Napoléon. Impatient alors de tous ses griefs contre la maison d'Autriche, depuis la négociation du prince de Schwartzemberg à Minsk, il les récapitula avec chaleur; puis, arrivant aux engagemens secrets conclus par cette puissance avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, hors d'état de conserver cette reserve que leur supériorité impose aux souverains : « *Dites-moi, Metternich, combien l'Angleterre vous*

a-t-elle promis pour me faire la guerre?» Le silence de M. de Metternich prouva à Napoléon que cette apostrophe lui portait un coup mortel. Cependant elle ne termina point la conférence, et en congédiant le ministre autrichien : « *la cession de l'Illyrie*, lui dit-il, *n'est pas mon dernier mot.* » Ce fut sous ces auspices que les deux ministres signèrent, le 30 juin, la convention relative à la médiation autrichienne. M. de Metternich repartit pour Gittschin, avec la satisfaction d'avoir servi l'intérêt de sa cour, et avec le ressentiment de son injure. La convention signée ne ressemblait guère à celle que Napoléon avait proposée dans le but d'une paix générale; il y avait compris l'Angleterre, les États-Unis, le roi d'Espagne, la régence de Cadix et toutes les autres puissances des deux masses belligérantes. C'était la paix du monde sur les bases déjà publiées dans *le Moniteur* du 24 mai, qu'il voulait soumettre à la médiation de l'Autriche. Jamais, sans doute, arbitrage plus honorable n'avait été confié à aucune couronne; toutefois le cabinet autrichien s'obstina à retrancher de cette proposition tout ce qu'elle contenait de généreux; il n'y restait que ce dont il avait besoin pour assurer le succes de ses projets hostiles contre la France. Aux termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient se réunir à Prague le 5 juillet; en conséquence, l'armistice serait prorogé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était réservé de faire agréer cet engagement par la Russie et la Prusse. Il ne se hâta point de remplir sa promesse, et ce fut le 12 juillet seulement que M. de Metternich informa le duc de Bassano de l'assentiment des

cours de Pétersbourg et de Berlin; mais l'acte résultant de cet assentiment ne fut signé que le 26 juillet à Neumark par les commissaires français et alliés. Ainsi Napoléon, même sous la garantie de la médiation de l'Autriche, venait d'éprouver de la part des alliés une opposition de vingt-six jours pour l'exécution de l'article le plus important du traité.

A Prague, le même système avait accueilli la négociation française. M. de Narbonne, nommé plénipotentiaire avec le duc de Vicence, l'y avait précédé et n'avait pu voir les plénipotentiaires des alliés. M. de Vicence y arriva le 26 juillet. M. de Humboldt était le représentant de la Prusse, et M. d'Anstett, né Français, et par cela seul incapable, aux termes de l'article 20 du décret du 26 août 1811, *de servir comme plénipotentiaire dans un traité où devaient être débattus les intérêts de la France*, se trouvait le négociateur de la Russie. Toutes ces circonstances, unies au choix de M. d'Anstett, qui avait quelque chose d'inconvenant et d'hostile, ne pouvait que beaucoup déplaire à Napoléon; mais il dut regretter bien plus vivement encore de s'être engagé dans la carrière des négociations avec des puissances malveillantes et sans foi, quand il apprit que, non contente de s'être liée par des engagemens, à Reichenbach, envers l'Angleterre et les alliés, l'Autriche, le 9 juillet, en avait encore contracté d'autres à Trachemberg, quartier-général de l'empereur Alexandre : l'Angleterre y avait fait la loi à l'Autriche en l'effrayant de son oligarchie, comme elle avait décidé Alexandre en l'effrayant de ses boyards, et Frédéric-Guillaume de son peuple. Les subsides achevèrent ce que les mena-

naces avaient commencé. Napoléon fut instruit de ce nouveau pacte qui enchaînait tout à coup au serment de sa destruction la Prusse, la Suède, la Russie, et l'Autriche enfin, dix jours après qu'il l'avait reconnue médiatrice. Il sentit alors, plus que jamais, qu'il devait aussi se préparer à la guerre, sous le voile d'un congrès, et que, ne pouvant augmenter son armée, il lui fallait chercher plutôt dans son génie militaire que dans sa politique ou dans l'effectif de ses troupes, les moyens de lutter contre les deux cent mille hommes de l'Autriche, les réserves russes et prussiennes, et l'armée suédoise, qui allaient doubler les forces dont il venait de triompher. En considérant la défection de Bernadotte, en se rappelant la conduite du roi de Naples pendant la retraite de Russie, peut-être Napoléon aurait-il dû se défier de ce prince, qui, quoique sous le poids d'un accord secret avec l'Autriche, offrait alors son épée à son beau-frère. Napoléon, qui le savait si brave, ne le croyait peut-être en ce moment pas moins fidèle, et le vit avec plaisir arriver pour prendre comme français sa part de péril et de gloire dans nos derniers combats.

Pendant l'armistice et les longues délibérations qui en remplissent le cours, l'Empereur ne cesse pas un instant de suivre les relations du dehors; les affaires du dedans, et règle avec une infatigable activité tout ce qui concerne l'armée : à en juger par les détails et l'ensemble de ce qu'il fait sous ce rapport, il semble que ce soit un grand ministre de la guerre consacrant toutes ses facultés à cette seule partie du gouvernement; convois d'artillerie, troupes en marche,

officiers en mission, police des cantonnemens, travaux du génie, situation des arsenaux, constructions de nouvelles places, armement, équipement des soldats, direction des renforts sur les divers corps qui les attendent, arrivée des munitions, transports des approvisionnemens, rien n'échappe à ses regards, à sa vigilance, à son action. Par lui, l'ordre règne au milieu de tant d'élémens de confusion; par lui, la Saxe est préservée des fléaux qui accompagnent ordinairement la présence des armées. En même temps les trésors qu'il a tirés de ses caves du pavillon Marsan acquittent toutes les dépenses et alignent la solde. Ce sont les alliés vaincus à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, qui ont fourni eux-mêmes la précieuse réserve que Napoléon emploie aujourd'hui contre eux. Dresde, protégé par les nombreux ouvrages qui s'élèvent, et asile du quartier-général, où abondent une foule de militaites de tout rang, offre tout à la fois l'aspect sévère d'un camp et le mouvement d'une brillante capitale où les préparatifs même de la guerre communiquent une nouvelle activité à toute la population. Au milieu d'elle, calme et agité, méditant, ordonnant et faisant éxécuter, Napoléon veille en même temps sur l'Allemagne et sur la France, comme sur l'Italie et sur l'Espagne : les nouvelles de ce dernier pays sont d'une nature fâcheuse.

Enhardi par nos revers, et sans doute aussi par le défaut d'une direction forte, qui ne se laissait que trop apercevoir sous un prince incapable du rôle politique et militaire qui lui était imposé, Wellington a repris l'offensive le 28 mai, à la tête de soixante-

dix mille hommes, et sa marche a décidé Joseph au parti nécessaire d'évacuer Madrid. L'armée française était parvenue à mettre l'Ebre entre elle et Wellington; mais lorsqu'on apprit que l'ennemi avait passé ce fleuve, l'alarme se répandit au quartier-général du roi : un conseil de guerre fut tenu; le maréchal Jourdan proposait de descendre l'Ebre et de se retirer sur Saragosse pour y rallier l'armée de Clauzel et communiquer ainsi avec Saint-Sébastien, Bilbao, Pampelune, et avec le corps du général Foy. C'était sur les hauteurs inexpugnables de Salinas et de Mont-Dragon que l'on pourrait arrêter Wellington; et par les mouvemens simultanés de la retraite du maréchal Suchet, qui venait de sauver Tarragone et de forcer lord Murray à se rembarquer après un échec complet, la barrière des Pyrénées serait nécessairement fermée à l'invasion étrangère. Le conseil se rangea à l'avis du maréchal Jourdan : au contraire, Joseph, saisi mal à propos d'un rêve de gloire, voulut combattre, et l'ordre de la bataille fut donné pour le lendemain, 21 juin, par ordonnance royale. La bravoure française soutint jusqu'au dernier moment sa haute renommée; nos soldats ne cédèrent qu'à l'immense supériorité du nombre des ennemis : le combat de Vittoria fut glorieux pour nos armes, et la perte presque égale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander ni abdiquer le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, l'amoncèlement des immenses bagages de cette royauté fugitive, changèrent un revers, facile à réparer peut-être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour.

Cent cinquante pièces de canon, quatre cents caissons, tout le matériel de l'armée, ainsi que tous les bagages des courtisans et des officiers, furent la proie de l'ennemi. L'armée éparse se précipita confusément sur la route de Tolosa, où l'illustre général Foy arrêta les vainqueurs, à la tête de seize mille hommes. A la nouvelle de ce fatal événement, qui plaçait tout à coup la France entre deux invasions et qui allait donner à la coalition un crédit tout puissant sur le médiateur et les confédérés du Rhin, Napoléon ordonne au maréchal Soult de voler défendre les barrières méridionales de la patrie : « Je vous « ai nommé, disait l'ordre dicté par l'empereur, « mon lieutenant-général commandant mes armées « en Espagne et sur les Pyrénées...... Vous prendrez « toutes les mesures pour rétablir mes affaires en « Espagne, et pour conserver Pampelune, Saint-« Sébastien et Pancorbo, et toutes celles que les cir-« constances demanderont... » Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne; il organisa l'armée et la divisa en trois corps : le général Reille eut la droite; le général Drouet d'Erlon, le centre; le général Clauzel, l'aile gauche; cette armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée anglaise était stationnée à Irun; elle occupait la Basse-Navarre, où elle couvrait les sièges de Pampelune et de Saint-Sébastien; mais lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissait l'habileté, Wellington reprit son système de circonspection accoutumée.

En Italie, la présence du vice-roi, qui forme trois corps d'armée sur l'Adige, le dévouement des Italiens, profondément convaincus que leur destinée

repose tout entière sur les succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un roi loyal et fidèle va porter son armée à quarante mille hommes. Une confiance intime règne entre Napoléon et le roi de Wurtemberg, qui découvre à son grand allié les intrigues et les trames de l'Autriche. Ces révélations et les nouvelles de Prague avertissent l'Empereur de peu compter sur les négociations, et de se préparer à la guerre. Ainsi donc, bientôt s'ouvrira une seconde campagne. En attendant l'organisation et la disposition définitives de ses corps d'armée, le vice-roi, plus éloigné, reçoit l'ordre de se tenir prêt. Sa direction est la route de Vienne; il sera secondé par l'armée bavaroise, le 9e corps du duc de Castiglione et la cavalerie du général Milhaud. En Espagne, le maréchal Suchet doit hâter sa retraite vers les Pyrénées, et laisser quelques garnisons sur la route de Barcelone. Quant au maréchal Soult, il est chargé de commencer de vigoureuses opérations pour arrêter Wellington. Elles seront appuyées par trente mille hommes, que l'Empereur a demandés aux départemens du Midi. Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise des hostilités; on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe, ensuite il va reconnaître dans la Basse-Lusace les positions importantes de Luckau et de Luben. A peine revenu à Dresde, instruit du départ de l'Impératrice qu'il a appelée à Mayence, le 25 il s'est mis en route pour cette ville. Le 3 août, il doit être de retour à Dresde, afin d'y suivre de plus près la négociation de Prague, et de donner plutôt ses derniers ordres pour une campagne, que sa pénétration et la

joie de ses ennemis, à la nouvelle du désastre de Vittoria, lui font regarder comme inévitable.

L'on a avancé, et je crois avec raison, que si, au lieu de porter ses armes au sein de l'Allemagne, Napoléon avait attendu l'ennemi sur les barrières du Rhin, il eût conservé sous la protection d'une guerre toute nationale l'intégrité de l'Empire dans les limites que lui avait tracées, si j'ose le dire, la politique naturelle : fort de ses trois victoires, ne pouvait-il pas également profiter de l'armistice pour reployer sur le Rhin et l'armée qui venait de les remporter et les trente mille hommes du maréchal prince d'Eckmühl, et toutes les garnisons des différentes places de l'Allemagne? Après avoir déployé toutes les ressources de son génie dans la création d'une nouvelle armée, il avait assez fait pour sa gloire militaire personnelle en allant battre les alliés, avec des recrues, à deux cents lieues de sa capitale. Cet armistice, qui, signalé dans le cours de sa carrière victorieuse, donnait à la coalition le temps de nouer toutes ses trames et d'agglomérer ses forces, devenait alors un immense bienfait de la fortune; car Napoléon avait eu tort de croire à la possibilité de la paix, comme à la puissance des souvenirs de Tilsitt et d'Erfurt, comme à la partialité de François II pour son gendre. Il était condamné par l'Europe, et il ne pouvait plus résister à l'Europe qu'en se mettant sur le terrain de la patrie, à la tête et au milieu de la nation. Une pareille retraite protégeait mieux la négociation de Prague que les bivouacs de la Saxe et de la Lusace; elle protégeait au moins la patrie. L'Europe, déjà vaincue trois fois dans les plaines de la Saxe, se fût

arrêtée avec respect devant les remparts de le France, et aurait accepté le généreux *ultimatum* qui la rendait à son indépendance : toutes les haines, toutes les vengeances, toutes les ambitions étrangères expiraient à l'aspect du colosse de la France armée sur ses frontières, et offrant en sacrifice au repos du monde les fruits de vingt années de gloire et de conquêtes.

CHAPITRE II.

CONGRÈS DE PRAGUE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE A LA FRANCE.

La convention du 30 juin avait prolongé l'armistice au 10 août, et fixé la réunion des plénipotentiaires au 5 juillet. Le 3, M. de Metternich proposa qu'elle n'eût lieu que le 8, et le 8 il la fit ajourner au 12. Ainsi, sur les trente-cinq jours convenus, le ministre du médiateur en avait arbitrairement retranché sept. Le 9, M. de Narbonne était allé se mettre à la disposition de l'empereur d'Autriche, établi au château de Brandeitz; on lui avait répondu qu'il était bien placé à Prague. Évincé comme ambassadeur par M. de Metternich, il se présenta comme plénipotentiaire; mais jusqu'au 29, il ne put parvenir à voir ceux des alliés : vingt-quatre jours avaient été perdus; il n'en restait plus que douze pour traiter de la paix du monde. Telle fut la première époque du prétendu congrès de Prague qui, ouvert sous les auspices de M. de Stadion et sous la direction de M. de Metternich, s'annonça dès le principe comme une chambre ardente où Napoléon allait être condamné sans appel. La seconde époque de cette détestable machination; couverte d'un nom sacré, commença le 29 juillet par l'intervention officielle du médiateur.

Les plénipotentiaires français demandèrent que les pouvoirs fussent échangés en commun. Désespérant alors d'empêcher comme il le souhaitait, l'ouverture du congrès, M. de Metternich repoussa la forme convenue des conférences, et proposa, suivant une fausse application de la marche adoptée au congrès de Teschen, où il y avait deux médiateurs, le mode des transactions par écrit. Cependant la véritable intention de Napoléon était de décliner la fatale médiation de son ennemi caché, et, malgré le peu de succès qu'avait eu la démarche de Dresde après Lutzen, de chercher de nouveau à conclure sans intermédiaire, avec Alexandre, une paix glorieuse pour ce prince, et conséquemment de faire payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi dans la campagne de 1812 et dans le moment présent, où elle jouait un rôle encore plus odieux. Mais ses plénipotentiaires n'étant pas parvenus à échanger une parole avec celui de Russie ni avec celui de Prusse, pressé d'ailleurs par le terme si prochain de l'armistice, Napoléon fut obligé de tenter du côté du médiateur l'œuvre de la paix. Aussi, pendant ces orageuses discussions, une négociation secrète, sortie de l'arsenal politique de Napoléon, traversait le champ de bataille du congrès, et arrivait au château impérial de Brandeitz, dans le portefeuille de M. de Metternich. C'est à son beau-père que s'adresse directement Napoléon: une lettre confidentielle, du 9 août, charge seul le duc de Vicence de cette démarche; elle a pour objet « *de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et, si l'empereur Napoléon adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause*

commune avec la France, ou si elle resterait neutre. » Le 7, l'Autriche avait donné son mot; elle demandait « *la dissolution du grand-duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste.* » Il était question aussi de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne, mais comme devant être traitée à la paix générale. Prague est à vingt-cinq lieues de Dresde; cette note parvient à Napoléon le 8 au soir : il ne pense pas que le 10 soit un terme tellement fatal pour la pacification du monde, qu'il ne puisse consacrer la journée du 9 à l'examen des propositions de l'Autriche. Il répond qu'il admet *la dissolution du duché de Varsovie, mais que Dantzick sera ville libre, et que son allié le roi de Saxe sera indemnisé.* Il cède *à l'Autriche les provinces illyriennes, même le port de Fiume, mais non celui de Trieste. La Confédération s'étendra jusqu'à l'Oder; le territoire danois sera garanti.* » Les courriers de Napoléon et de M. de Bubna doivent être à Brandeitz dans la nuit du 10 au 11. Tout à coup on apprend à Dresde que le congrès est dissous! Le 11, dans la matinée, M. de Metternich l'a déclaré aux plénipotentiaires français. L'existence politique actuelle de l'Europe n'aura dépendu peut-être que du courrier de Napoléon, qui ne sera entré à Prague qu'après minuit; dans la nuit du 10 au 11 août 1813!

Le 15, M. de Narbonne arriva à Dresde, porteur de la déclaration de guerre de l'Autriche. Elle était faite d'avance, comme d'avance aussi les logemens

avaient été préparés à Prague pour les trois souverains alliés. Cependant, au milieu du triomphe de la trahison étrangère, le duc de Vicence continuait sa mission auprès de M. de Metternich. A présent qu'il n'est plus médiateur, pourra-t-il marcher plus librement? L'armistice n'est pas rompu; il y a encore six jours de délai à courir jusqu'à la reprise des hostilités. Le 11, M. de Metternich insiste pour l'abandon de l'Illyrie, sans excepter Trieste, et contre toute disposition contraire aux vues des puissances, qui s'accordent pour recréer la Prusse. L'empereur d'Autriche se charge de communiquer les propositions de la France à l'empereur Alexandre, lequel est attendu à Brandeitz. Le 13, l'empereur Napoléon cède tout ce qui est en contestation. Il accède aux demandes du cabinet de Vienne: il charge M. de Bubna, qui est toujours près de lui à Dresde, d'en aller porter l'assurance à son maître, et il donne à M. de Vicence tout pouvoir pour conclure et signer la paix à ce prix. Le 14, M. de Metternich rend compte à son souverain du consentement de l'empereur Napoléon aux conditions exigées. Le 15, il diffère de s'expliquer avec M. de Vicence, parce que l'empereur Alexandre n'est point encore à Brandeitz. Enfin, le 16, arrive ce souverain, qui, dès la première entrevue, rejette les propositions de Napoléon, et *décide l'empereur François à courir les chances que lui promet la guerre*. Napoléon reçoit cette réponse, et déclare, en montant à cheval, qu'il va se battre pour la paix. « Rien « n'empêche, dit-il, de négocier en se battant. Dites « à M. de Metternich que je propose d'ouvrir dès au« jourd'hui un congrès dans une ville frontière

« qu'on neutralisera. » On est au 18; le duc de Bassano s'empresse d'adresser une note à M. de Metternich, en conformité de ce dernier ordre de Napoléon. Le 21, le ministre en accuse réception, et déclare *que la proposition de la France va être portée par les cours de Russie, de Prusse et d'Autriche, à la connaissance des autres cours alliées.* On verra que cette réponse est devenue une espèce de mot d'ordre diplomatique. Le sang de quatre cent mille hommes va couler en attendant le résultat de cette officieuse communication! Ainsi, l'armistice, d'abord refusé par la Russie et demandé depuis par M. de Stadion, n'a été conclu que pour donner le temps à l'Autriche de compléter ses armemens, et le congrès n'a été admis que pour aider cette puissance à dénouer des engagemens qu'elle n'avait pas le courage de rompre ouvertement.

Telle fut l'issue de ce complot diplomatique, où la haine la plus déclarée et l'intention la plus évidente d'une guerre implacable se cachaient sous un vain déguisement d'amour de la paix. Quatre jours avant la fin de ce congrès, on n'avait pas même établi la forme des négociations. Tout ce qui n'était pas Français ne parlait qu'avec une féroce impatience du terme de ce congrès. Ce terme était si fatal, qu'il ne pouvait être retardé d'une heure! La civilisation du dix-neuvième siècle le voulait ainsi pour le bonheur du monde. Depuis ce temps, le monde politique est blessé à mort. Les rois anciens et les rois nouveaux sont tous rentrés dans leur indépendance; mais les peuples, qui ne sont ni anciens ni nouveaux, les peuples, qui sont éternels, sont aussi rentrés dans l'empire de leur raison.

CHAPITRE III.

PRÉLIMINAIRES DE LA CAMPAGNE. — NAPOLÉON EN BOHÊME. — IL REVIENT SUR BLUCHER. — BATAILLE DE DRESDE. — BATAILLES DE KULM, DE GROSS-BEEREN, DE DANNEWITZ, DE LA KATZBACH. — TRAITÉ DE LA TRIPLE ALLIANCE A TOEPLITZ.

Napoléon avait trois pensées dominantes pour la seconde campagne, l'occupation de Berlin par les armées concertées des maréchaux Davoust et Oudinot, celle de Breslau par l'armée de Lusace, aux ordres du maréchal Ney, et enfin celle de Prague par la grande armée, qu'il commandait. Le 10 août, l'armistice avait été dénoncé; le même jour, l'Autriche, disait son manifeste, *réunie de principes aux puissances avant même que les traités eussent consacré leur union*, voyait déjà son armée en ligne avec ses nouveaux alliés. Barclai de Tolly avait, pendant les derniers jours du congrès, fait faire plusieurs marches en Bohême aux quatre-vingt mille hommes qu'il amenait de Pologne. Moreau, le général républicain Moreau, armé jadis contre *la tyrannie consulaire*, venait de rompre le ban de son exil, et parjure à la fois à la loi qui l'avait banni, à la patrie à qui il avait dû tant de gloire, mais docile à l'appel de Bernadotte, était arrivé à temps au quartier-général de l'empereur Alexandre, pour s'associer à la haine des rois contre la France et contre Napoléon. Cependant

les hostilités ne devaient commencer que le 17, six jours après la dénonciation de l'armistice; mais le 12, le maréchal Blücher, connu depuis sa retraite d'Iéna sur Lubeck pour être peu scrupuleux en fait de bonne foi, fit marcher ses troupes sur le terrain de la neutralité. Il était entré dans Breslau, et ensuite à Jauer. Le maréchal Ney, placé à Liegnitz, attendant religieusement le dernier jour de la dénonciation, se trouva surpris par Blücher, et, après cinq jours de résistance, fut forcé d'abandonner Goldberg, Liegnitz, Haynau et Buntzlau. Ainsi, la campagne s'ouvrit, du côté des alliés, par une violation des droits de la guerre. Des commissaires de l'armistice, le baron de Krusemarck et le comte Schouwaloff, manifestèrent hautement leur indignation.

Les ennemis ont cinq cent mille hommes sous le drapeau, divisés en trois armées : celle de Bohême, dite la grande armée, sous le prince Schwartzemberg; l'armée de Silésie sous le maréchal Blücher; et l'armée du Nord sous le prince royal de Suède. Napoléon a trois cent mille hommes y compris la garde, formant onze corps d'armée qui obéissent à Vandamme, Victor, Bertrand, Ney, Lauriston, Marmont, Reynier, Poniatowski, Macdonald, Oudinot, Saint-Cyr. La cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, est commandée par Latour-Maubourg, Sébastiani, Arrighi, Kellermann; Mortier conduit l'infanterie de la garde, Nansouty la cavalerie. Hors de ligne, Davoust compte vingt mille hommes sous Hambourg, Augereau vingt-quatre mille en Bavière; le prince Eugène organise en Italie trois corps d'armée qui seront portés à cinquante mille hommes. Les

alliés ont aussi hors de ligne près de cent mille hommes, dont une partie compose le corps de l'Elbe inférieure sous le général Walmoden, et l'autre est en marche de la Pologne avec le général Beningsen. L'Autriche a une forte armée sous le général Hiller, en Italie; elle a mis activement dans la balance cent trente mille combattans. Si elle était restée neutre, la coalition n'aurait eu que soixante à soixante-dix mille hommes de plus que la France, et Napoléon à la tête de ses braves eût égalisé au moins cette différence.

L'Empereur, parti de Dresde le 15 août, avance avec sa garde sur Bautzen. Le 18, à Gorlitz, il est rejoint par le duc de Vicence, à qui M. de Metternich a renouvelé l'*ultimatum* de la guerre au nom de François et d'Alexandre. Le dessein de Napoléon est de menacer les communications entre l'armée de Blücher, celle de Barclai et celle de Schwartzemberg. Le 19, Napoléon touche à Zittau, occupée par le corps de Poniatowski, et entre avec lui à Gabel. Il espère pouvoir couper le reste de la Bohême aux colonnes de Barclai et de Wittgenstein. Mais il apprend qu'il n'a en face qu'une division autrichienne, commandée par le négociateur Bubna, et que depuis deux jours Barclai et Wittgenstein sont en ligne avec Schwartzemberg. Toutefois connaissant la lenteur autrichienne, il pense qu'il a le temps, avant de prévenir l'ennemi à Dresde, de courir en Silésie, et de repousser les cent mille hommes de Blücher au-delà des positions que le maréchal Ney a été contraint de leur abandonner.. Arrivé, le 21, à Lowenberg avec vingt-cinq mille hommes, il fait jeter des ponts sur le Bober : Maison, à la tête du 5e corps,

attaque vivement York en avant de Lowemberg, en même temps Ney et Marmont chassent Sacken de Buntzlau, tandis que Macdonald et Lauriston menacent le centre de Blücher. A la manière dont s'exécutent ces mouvemens, Blücher a deviné que Napoléon est là, et il ne cherche plus à disputer le terrain : cependant une retraite trop précipitée pourrait compromettre sa gauche; en conséquence, il se concentre derrière la petite rivière de Haynau. Mais l'armée française continue son attaque avec vigueur, et il doit se réfugier derrière la Katzbach. A la fin de cette journée a lieu la première défection dans nos rangs; un régiment de hussards westphaliens passe en entier à l'ennemi, malgré nos succès. Enfin, le 23 août, se termine la poursuite de Blücher par Napoléon. Défait de nouveau à Goldberg, le général prussien se retire en toute hâte sur Jauer; où le 24 il réunit son armée. Pendant les trois jours qui ont vu Napoléon à la tête de son armée de Lusace, le terrain de la neutralité usurpé par Blücher a été reconquis presque en entier, et cette armée a repris les positions qu'elle avait le 12.

Napoléon avait bien calculé; il a eu le temps de battre et de repousser Blücher : il aura celui d'arriver à Dresde avant Schwartzemberg. Peut-être laisse-t-il avec regret à ses lieutenans cette valeureuse armée de Lusace, où il a pendant trois jours fixé la victoire. Mais avant de quitter Lowenberg, le 23, il donne pour instruction au maréchal Macdonald, qui remplace le maréchal Ney au commandement, de concentrer toutes ses troupes, d'éviter la bataille, de se reployer sur la Queiss, et même sur le camp de Dresde,

s'il avait affaire à des forces trop supérieures. C'est avec cinquante mille hommes seulement que l'Empereur a opéré le 22; car ce même jour il avait fait rétrograder sur Gorlitz sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg. Le 23, dans sa route, il envoie au maréchal Ney l'ordre de le suivre avec son corps; mais l'ordre est mal transmis, et le maréchal rejoint seul l'Empereur : cette grave et irréparable erreur compléta à Macdonald quatre-vingt mille combattans. Le commandement du 3e corps, celui de Ney, fut donné au général Souham. Napoléon avançait sur Dresde à toute course; il venait d'apprendre que les alliés avaient franchi les montagnes de l'Erzgebirge. Il rallie en passant les corps de Victor et de Vandamme. Le 24, le maréchal Saint-Cyr, après une légère canonnade, quitte sagement le camp de Pirna devant la grande armée de Bohême, et se retire à Dresde, qui a été mise à l'abri d'un coup de main. Le lendemain, le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde, avec deux cent mille hommes; mais il remit l'attaque au 26, pour attendre l'arrivée du corps de Klenau. Moreau, qui connaissait le prix du temps et qui surtout appréciait l'absence de Napoléon, voulait que l'attaque eût lieu au moment même, et alors la ville serait nécessairement emportée. Napoléon savait que le 9 juillet, aux conférences de Trachemberg, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens s'étaient donné rendez-vous à *Dresde, dans le camp de l'ennemi*. Il avait formé son plan en conséquence. Les instructions tracées au maréchal Berthier le jour du départ de Dresde, et laissées en double au duc de Bassano, en font foi. Napoléon avait

conçu deux projets pour deux hypothèses différentes : dans l'une, marcher de Gabel sur Prague, et envahir la Bohême; dans l'autre, franchir l'Elbe à Kœnigstein ou à Lilienstein. La démonstration qu'il venait de faire par la Silésie, sur la Bohême, avait eu aussi pour but d'inspirer aux alliés l'espoir d'arriver avant lui à Dresde, et lorsque ces mêmes alliés s'avanceraient dans la plaine, Napoléon devait, en passant les ponts de l'Elbe à Kœnigstein, revenir se placer sur les derrières de l'armée ennemie, en la coupant des montagnes de la Bohême, et la forcer de recevoir la bataille au moment où elle comptait attaquer Dresde. Mais il fallait, pour l'exécution de cette belle opération, que Dresde pût tenir jusqu'au 28; et sur cette question une réponse négative, rapportée la nuit par le général Gourgaud à l'Empereur, le détermine à renoncer à son dessein. Le général Vandamme avait été chargé de débloquer Pirna: l'Empereur lui expédia le général Haxo, pour lui prescrire de s'emparer des défilés de Peterswalde, sur la Bohême. « *C'est à lui*, dit Napoléon, *à ramasser l'épée des vaincus.* » Alors, mettant encore à profit la circonspection autrichienne, il entre à Dresde le 26, vers dix heures du matin. Dans la matinée, tous les corps en route ont rejoint l'Empereur, qui les reçoit à l'entrée du pont et leur donne les ordres de direction. Il était temps : en effet, à quatre heures après midi, le prince de Schwartzemberg s'est décidé enfin à ne plus attendre le corps de Klenau, et commande l'assaut. Les alliés, formés en six colonnes précédées chacune de cinquante bouches à feu, s'avancent sur les ouvrages. En peu de momens

la canonnade devient terrible. L'artillerie de la redoute de la porte de Freyberg est démontée par celle de l'ennemi; il emporte également la redoute du centre. Nos troupes, qui occupent le parc, se replient sur les faubourgs. Les alliés débouchent entre Striesen et l'Elbe, et portent le combat jusqu'aux pieds des palissades. Les boulets, les obus balaient les rues de la ville. Les réserves de Saint-Cyr sont engagées. Napoléon juge le moment de l'offensive arrivé pour lui. Son centre est couvert par les retranchemens de Dresde. Il ordonne d'assaillir les deux flancs de l'ennemi, il lance tout sur les deux ailes. La jeune garde a l'honneur de la première attaque. Le maréchal Ney débouche par la porte de Plauen, sur la gauche des alliés; le maréchal Mortier sur la droite, par la porte de Pirna. Le roi de Naples, avec la cavalerie de la garde et celle de Latour-Maubourg, repousse l'ennemi sur la route de Wilsdruf. Bientôt la victoire, que Schwartzemberg croyait certaine, se change en une défaite sanglante, et les Français ont repris toutes leurs positions. Cinq généraux de la garde ont été blessés. Nous avons perdu trois mille hommes, l'ennemi six mille, dont deux mille prisonniers. On consacre la nuit, de part et d'autre, aux dispositions de la grande bataille du lendemain. Napoléon est en état de la donner. Les corps de Victor et de Marmont, et trois corps de cavalerie commandés par Kellermann, sont arrivés le soir, et ajoutent quarante mille hommes aux soixante mille qui viennent de sauver Dresde. Aussi, dès la pointe du jour, Napoléon, sûr de ses hautes combinaisons, présente la bataille, et Schwartzemberg l'accepte, plein de confiance dans

la supériorité de ses forces. Il a en ligne cent quatre-vingt mille combattans. La pluie, qui toute la nuit est tombée par torrens, dure toujours; elle rendra inutiles les armes à feu de l'infanterie : la baïonnette, le sabre et le canon décideront cette grande lutte. Cependant l'absence du corps de Klenau forme un vide dans la ligne ennemie; son aile gauche est sans appui. Cette lacune n'échappe pas à Napoléon. Le roi de Naples commande notre aile droite, le maréchal Ney la gauche, l'Empereur le centre. A sept heures la canonnade commence sur tous les fronts. Notre aile droite fait des progrès rapides : le roi de Naples et le maréchal Victor attaquent avec furie le corps de Giulay, le renversent, prennent ou détruisent cinq régimens, et l'avant-garde de Klenau; la division de cavalerie de Metzko avec son général met bas les armes : ce qui échappe se perd dans le défilé de Terrandt. Le centre des alliés est coupé de leur gauche qui éprouve une défaite totale : dix mille prisonniers sont conduit à Dresde. Sur leur droite, le maréchal Ney avait affaire aux Russes. Wittgenstein, malgré la plus opiniâtre résistance, a été rejeté avec une perte considérable jusqu'à Grossdobritz; au centre Napoléon faisait soutenir le feu avec une violence égale depuis le matin. Marmont et Saint-Cyr, adossés aux retranchemens, repoussent les charges multipliées des Prussiens et des Autrichiens. Saint-Cyr a repris le grand parc, et a chassé Kleist de Strehlen. Les hauteurs de Rocknitz où se tiennent les souverains alliés sont couvertes de masses énormes, qu'il est impossible d'attaquer autrement qu'avec l'artillerie. C'est celle de la garde qui est chargée de les

disperser; et bientôt on peut juger qu'elle y a porté de grands ravages. Un désordre étrange agite tout à coup le groupe des souverains. Un boulet de la garde a emporté les deux jambes au général Moreau, qui s'entretenait avec Alexandre. Ainsi furent vengés la France, l'armée et Napoléon. La conspiration de Moreau avait fait proscrire sa vie; sa mort a fait proscrire jusqu'à sa mémoire. La nuit est venue: Schwartzemberg, voyant que les deux grandes communications sur la Bohême sont occupées l'une à Pirna par Vandamme, l'autre à Freyberg par le roi de Naples, ordonne la retraite en trois colonnes sur Tœplitz. Il laisse sous les murs de Dresde trente mille morts et douze mille prisonniers.

Après cette grande bataille dont le résultat était en Bohême, les trophées ne manquèrent point dans la poursuite comme après les journées de Lutzen et de Wurschen. Plus de deux cents pièces ou caissons, mille fourgons, une foule de traînards furent pris par le maréchal Marmont et par le roi de Naples, sur la route de Dippodisvalde et sur celle de Freyberg. Les directions sont données. Le roi de Naples doit pousser Klenau sur Marienberg; Marmont, Colloredo et Chasteller sur Altemberg; Saint-Cyr, Kleist et Barclai sur Dohna; Vandamme, Ostermann et le prince de Wurtemberg sur Tœplitz; Mortier se porte sur Pirna; Napoléon le suit. «*Marmont, Saint-Cyr et Vandamme*, dit l'Empereur, *doivent recueillir la dernière rançon de l'ennemi.*» En effet, à Tœplitz est entassé tout le matériel qui n'a pu accompagner les alliés devant Dresde; Vandamme a marché avec tant de rapidité et de succès, que ce jour même, 28, il était

maître de Ghieshubel, qu'il avait franchi le défilé de Peterswalde, et qu'il était établi le soir à Nollendorf, après avoir enlevé deux mille prisonniers aux Russes. Le bruit de sa marche a chassé de Tœplitz le corps diplomatique et tout un état-major. Les premiers avantages de Vandamme à Pirna contre Ostermann avaient décidé la retraite de Schwartzemberg. C'en est fait de la grande armée de Bohême, pressée qu'elle doit être entre les maréchaux et Vandamme, maître de Tœplitz. Napoléon est arrivé à Pirna avec sa garde; il s'y arrête et y déjeûne. Tout à coup il est saisi par des vomissemens violens, que l'on attribue à une refroidissement causé par la pluie constante de la veille. On le met en voiture, et il est transporté à Dresde.

Cette fatalité n'est pas le seule. De retour à Dresde, Napoléon apprend que le 26, jour de la délivrance glorieuse de cette ville, Oudinot est en retraite devant Bernadotte, et Macdonald en mouvement pour attaquer Blücher. Hélas! il va résulter des opérations d'Oudinot, de Macdonald, de Vandamme et de Ney, que Napoléon ne peut être remplacé pour la victoire par aucun de ses lieutenans.

Cependant rien n'est changé aux ordres donnés aux maréchaux et à Vandamme; ces ordres sont renouvelés le 29 à Dresde, et le 30 Mortier a pour mission de soutenir Vandamme avec trois divisions de la jeune garde; aussi Vandamme néglige de laisser au moins un détachemeut sur les hauteurs de Peterswalde, comme le premier ordre le lui prescrivait. Mais le 30, dans la journée, Napoléon, instruit du désastre de Macdonald sur la Katzbach, a envoyé

contre-ordre aux maréchaux, à Vandamme. Les maréchaux le reçoivent et arrêtent leur mouvement. Vandamme ne le reçoit point, et il continue le sien. Ce jour même il est descendu sur Kulm avec dix bataillons; mais entre Kulm et Tœplitz il se trouve arrêté par Ostermann à la tête de douze mille grenadiers russes. Vandamme appelle vainement à lui tout ce qu'il a laissé du 1er corps à Nollendorf; son attaque est repoussée par Ostermann, qui semble résolu à défendre Tœplitz comme le palladium de l'armée de Bohême. La tenacité d'Ostermann, au lieu d'éclairer Vandamme, lui prouve au contraire toute l'importance de Tœplitz : il a d'ailleurs dix-huit mille hommes contre douze mille, et de plus il se croit suivi d'un côté par Mortier avec la jeune garde, de l'autre, appuyé par Saint-Cyr et Marmont, et il prend position à Kulm, où il passe la nuit, malgré l'avis de ses généraux. Pendant cette nuit, l'armée alliée, n'étant plus poursuivie par nos maréchaux, avait afflué sur Tœplitz par toutes les routes. Au point du jour, le 31, Vandamme a la certitude que ce n'est plus le corps d'Ostermann seul, mais l'armée entière de Schwartzemberg qui est devant lui : il a le temps encore de se retirer sur Nollendorf, et même sur Peterswalde; c'est l'avis des généraux. Mais, le 26, le général Haxo lui a dit de la part de l'Empereur qu'il trouverait dans la vallée de Tœplitz son bâton de maréchal; d'ailleurs il ne peut douter que les maréchaux ne soient à la suite de l'armée alliée, ils vont déboucher sur lui au premier moment, et Napoléon lui-même marche après Mortier avec l'invincible garde. Vandamme se dévoue : il ne compte ni ses sol-

dats, ni ses ennemis; il est sur le terrain. Là, tout à coup débordé à droite par les Russes, à gauche par les Autrichiens, assailli par dix mille hommes de cavalerie, il voit sa gauche forcée de se reployer sur Arbesau; toutefois sa droite et son centre, appuyés sur Kulm, soutiennent le combat avec d'autant plus de vigueur, qu'une forte colonne débouche de Nollendorf. C'est Saint-Cyr, ou Mortier, peut-être Napoléon lui-même; et pendant plusieurs heures les dix-huit mille braves de Vandamme reçoivent et repoussent le choc de soixante-dix mille Russes et Autrichiens. Mais enfin la colonne se découvre, elle approche, et Vandamme a reconnu le corps de Kleist en retraite devant Saint-Cyr. Il n'est plus possible de se maintenir à Kulm; il faut s'ouvrir une route sanglante; les héros de Kulm l'ont juré. Corbinau est à leur tête: formés en colonne serrée, ils se précipitent à l'arme blanche sur les Prussiens, les culbutent, les enfoncent, les traversent, enlèvent toute leur artillerie et gravissent les hauteurs avec ce trophée qu'ils ramassent en fuyant. Dans cette affreuse bagarre, chargés avec fureur par les Russes et les Autrichiens, ils ont dû abandonner les canons de Kleist. Vandamme, Haxo, Guyot, et sept mille hommes, tombent au pouvoir de l'ennemi; trois mille restent sur le champ de bataille. Corbineau parvient avec les généraux Dumonceau et Philippon à ramener huit mille hommes, qui, à deux lieues de là seulement, atteignent les troupes de Saint-Cyr. Il part pour Dresde, et le sabre prussien dont il est encore armé apprend à Napoléon le désastre de Vandamme.

Ce fut sous ces auspices funestes pour la France,

que le 2 septembre les trois souverains se réunirent à Tœplitz, où lord Aberdeen reçut leurs sermens. Le 9, on signa en sa présence le traité qui proclama l'accession de l'Autriche à la ligue du Nord, et révéla à l'Europe les mystères de Reichembach et de Trachemberg, en expliquant ceux de Slonica, de Wilna et de Kalish. Ce traité rendait à l'Autriche le *statu quo* de 1803, à la Prusse celui de 1805! L'empereur d'Autriche donnait lui-même rendez-vous dans le camp de l'*ennemi commun!*

Napoléon avait écrit le 21 aout de Lowemberg, où il venait venger son armée de Lusace avant de voler au secours de Dresde : « *aujourd'hui Oudinot entre à Berlin.* » En effet, tandis que le maréchal Davoust occupait Schwerin, menaçant Rostock et Wismar, le duc de Reggio quittait le 17 la position de Dahme, et le 18 il s'établissait à Baruth : malheureusement il demeura dans l'inaction le 19 et le 20, abandonna le jour suivant la route de Torgau à Berlin, et il fit un mouvement sur Wittemberg. Le 22, se voyant en face de Bernadotte, le duc de Reggio attaqua son armée forte de cent mille hommes, et emporta les défilés de Wittstock et Innsdorf. Mais le lendemain, le maréchal avait donné à ses troupes une direction tellement divergente, qu'il se trouvait inférieur à son adversaire sur tous les points, tandis qu'en portant la masse de ses forces sur l'extrême gauche du prince royal, il devait battre les Prussiens qui la formaient, et contenir le centre et la droite de l'ennemi avec le septième corps commandé par le général Reynier. De cette manière seulement il aurait pu arriver à Berlin. Au lieu de suivre

la marche si impérieusement tracée par Napoléon, et combinée avec celle du prince d'Eckmühl, Oudinot avait dirigé le septième corps sur Gross-Beeren, le douzième sur Ahrensdorf, et le quatrième sur Blackenfeld, où le général Bertrand se battit toute la journée contre Tauenzien. Instruit de ces directions, le prince royal avait porté tous ses efforts sur le centre à Gross-Beeren, jugeant bien que le succès de son attaque entraînerait nécessairement la défaite de nos deux ailes. L'événement justifia cette prévision. Long-temps le général Reynier, assailli par Bulow avec la plus grande impétuosité, déploya une vigueur égale à celle des ennemis. L'artillerie ne décidant pas la question, et la pluie ayant rendu les fusils presque inutiles, on en vint à la baïonnette, l'arme favorite de nos soldats; mais, écrasés sous le nombre, le général français se vit forcé d'abandonner Gross-Beeren, et de se retirer sur Gottow. Le général Guilleminot avait déjà dépassé Ahrensdorf avec le douzième corps, quand la vivacité du feu l'appela à Gross-Beeren; il reprit le village et arrêta l'ennemi. Après la défaite du septième corps, les deux ailes se reployèrent sur Trebbin. Treize pièces de canon et quinze cents prisonniers, presque tous Saxons, qui le lendemain passèrent à la solde de la Prusse, servirent de trophées au prince royal.

Cependant les pertes essuyées à Gross-Beeren n'étaient pas irréparables, et l'attaque de Berlin se représenta à l'esprit de Napoléon comme un projet que l'on pouvait reprendre d'autant mieux, que le prince d'Eckmühl se trouvait encore à même de le seconder. En effet, le 28, cinq jours après sa défaite,

le duc de Reggio s'était arrêté à Juterbogt, à dix lieues seulement du champ de bataille. La veille, à Lubnitz, le général Girard, sorti de Magdebourg avec six mille hommes, s'était vu attaqué par le général Hirschfeld, qui retournait au blocus de cette ville, et par la cavalerie de Czernischeff. Il avait été blessé dans cette action, avait perdu mille hommes et six pièces de canon, et était parvenu à rentrer à Magdebourg. L'Empereur, à la nouvelle de l'échec de Gross-Beeren, chargea le maréchal Ney de le réparer, et lui donna le commandement du maréchal Oudinot, avec l'ordre de se porter en avant et de replacer, par un mouvement de flanc, l'armée sur la route de Dresde à Berlin. Il lui promit de le faire soutenir par la cavalerie du roi de Naples, et peut-être de venir lui-même décider la question de Berlin avec Bernadotte. Mais, d'après les nouvelles qu'il reçut le 30 du maréchal Macdonald, Napoléon jugea sa présence plus nécessaire sur le Bober que sur l'Elbe.

Le 5 septembre, Ney commença son opération, chassa les Prussiens de leurs positions, et se remit en marche le lendemain. Il ne songeait pas à s'engager ce jour-là; il voulait seulement doubler l'aile gauche de l'armée combinée par-devant Juterbogt, gagner Dahme rapidement, et se diriger sur Berlin. Dans sa route, le général Bertrand rencontra au village de Dennewitz, le corps prussien de Tauenzien, et déjà il avait forcé son aile gauche à reculer, quand Bulow déboucha tout-à-coup à la tête de quarante mille hommes. Bertrand avec le quatrième corps dut soutenir ce combat inégal : il durait depuis quatre heures, lorsque l'arrivée du septième corps, attendu de-

puis long-temps par le maréchal, ébranla l'ennemi. Bientôt une fausse charge de cavalerie ayant mis notre infanterie à découvert, le maréchal, repoussé à son tour des deux villages qu'il occupait, fit avancer le douzième corps, qui ne parut qu'à midi, tandis qu'ainsi que le septième il devait être en ligne à huit heures!

Ney ne fut ni obéi, ni secondé. Cependant de part et d'autre on redoubla d'audace et de constance; et le maréchal avait fait fléchir le centre de l'ennemi, lorsque Bernadotte vint décider l'action avec soixante-dix bataillons, quatorze mille chevaux et cent cinquante pièces de canon. Dans cette situation critique, hors d'état de lutter contre des masses aussi importantes, le maréchal dut ordonner la retraite; elle s'opera en bon ordre sur Rohrbuk, où il voulait prendre position, se défendre jusqu'à la nuit, et marcher sur Torgau; mais l'armée française malheureuse était blessée à mort. La trahison achevait ce que la supériorité des forces n'avait pu faire; le septième corps perdit tout-à-coup deux divisions saxonnes qui passèrent à l'ennemi. Cette désertion laissa un vide immense dans la ligne; et, malgré les efforts du duc de Padoue, ce vide fut rempli par les alliés. Sa cavalerie se vit rejetée sur l'infanterie, et le désordre se mit dans nos rangs. En vain, avec cette intrépidité que rien n'a jamais abattue, Ney voudrait, à la tête des débris de la division Morand, sauver au moins l'honneur de ses troupes : deux divisions de cavalerie sont sourdes à sa voix, et s'éloignent du combat. Alors la déroute est complète : brisée en deux, l'armée se précipite dans deux directions différentes.

Oudinot s'est jeté sur la route de Sckweidnitz avec le septième et le douzième corps, et Ney arrive à Dahme avec le quatrième. Notre perte fut de dix mille hommes et de vingt-cinq pièces de canon; celle de l'ennemi fut de sept mille; mais Bernadotte avait recruté sur le champ de bataille deux divisions saxonnes, celle de Lecoq et celle de Sahrer, et le maréchal Ney se souvint avec son armée que Bernadotte commandait les Saxons à Wagram! Le 8 septembre, l'armée du maréchal avait repassé l'Elbe. Elle s'était réunie sous les murs de Torgau. Ney établit son quartier-général à Tulemberg, et le prince royal à Juterbogt.

Napoléon ignorait que, dans un conseil militaire où furent réunis à Prague les souverains, Bernadotte, Moreau et les principaux chefs, il avait été décidé que Bernadotte et Blücher *éviteraient toujours la bataille contre Napoléon, et devraient toujours la livrer à ses lieutenans*. S'il avait connu cette étrange disposition de la peur qu'il inspirait, il eût simplifié l'action de ses armées; mais n'imaginant pas qu'une telle décision pût être proposée à des hommes de guerre, et acceptée par eux, l'Empereur a promis au maréchal Ney de le rejoindre, et certainement l'on croira sans peine qu'il attachait un intérêt bien vif à aller punir lui-même Bernadotte de toutes ses déloyautés, comme le canon de la garde avait fait justice de Moreau. Tout-à-coup; le 30 août, le lendemain du départ de Ney pour l'armée de Berlin, il apprend que Macdonald a essuyé sur la Katzbach une déroute complète. Cependant ce maréchal avait pour instruction de se borner rigoureusement à contenir Blücher; d'ailleurs,

plusieurs jours d'une pluie continuelle ayant rendu les chemins impraticables, fait déborder les rivières, et mis les armes à peu près hors d'état de servir, un double motif de prudence lui conseillait de suivre les ennemis, plutôt que de les poursuivre, et de les attendre dans une position qu'il aurait choisie. Mais, le 26 août, malgré les représentations de ses généraux, il avait ordonné le mouvement d'attaque. Blücher, débarrassé de Napoléon, de la garde impériale et de quatre autres corps, reprenait aussi, et avec plus de raison, l'offensive. Il se disposait à passer la Katzbach. Les deux armées donnèrent l'une contre l'autre, sans le savoir, au milieu d'un épais brouillard qui masquait leur marche respective. Lauriston attaqua Langeron, pendant que Macdonald s'avançait avec le centre sur Jauer, et que Souham à l'extrême gauche se dirigeait sur Liegnitz, à deux lieues du maréchal. De son côté Blücher s'arreta et plaça ses troupes aussitôt qu'il vit le onzième corps se développer entre Wemberg et Kleintentz. Macdonald avait prescrit au général Souham de déboucher par la route de Liegnitz sur Jauer, au lieu de se porter en ligne avec lui pour appuyer sa gauche; mais Souham en habile général, au bruit de la canonnade de Lauriston, se rabattit par Kroistch sur la direction tracée pour la cavalerie : ces deux corps se croisèrent dans le défilé long et étroit de ce village. Il s'ensuivit un encombrement épouvantable. Livrée à ses propres forces, la gauche de Macdonald se vit tournée par la cavalerie ennemie. Elle fut refoulée dans les ravins des deux rivières, et le centre rejeté dans le défilé du village, et le parc et les bagages du onzième corps

restèrent au pouvoir des Prussiens. Acculé à la Katzbach et à la Wuthende-Neiss par les généraux Sacken et Yorck, Macdonald s'opiniâtre à soutenir un combat trop inégal; toutes ses tentatives pour opérer une diversion avantageuse sont inutiles, et causent des pertes considérables à son armée. Dans la nuit, il put enfin se retirer sur Buntzlau; mais Lauriston, réduit à lutter toute la journée contre les cinquante mille hommes de Langeron, attaqué par des forces trop supérieures près de Goldberg, n'est parvenu à rentrer dans cette ville qu'en laissant sur le champ de bataille dix-huit pièces de canon. D'un autre côté, la division Puthod, abandonnée seule dans les montagnes, à l'extrême droite, a succombé sous le nombre, malgré une résistance héroïque; et les flots du Bober ont enseveli tout ce qui n'a pu se sauver à la nage. L'audace inopportune de Macdonald coûte à la France cent pièces de canon et vingt-cinq mille hommes, dont quinze mille prisonniers. Son opération fut d'autant plus blâmable, que l'armée de Silésie ayant pour mission de se borner à isoler entièrement Blücher de la Bohême, et de le rejeter, si cela se pouvait, sur l'Oder, c'était la droite et non la gauche de l'ennemi qu'il fallait assaillir. Mais du moment où Macdonald s'était trouvé surpris en flagrant délit, dans sa fausse marche sur Jauer, il aurait dû se replier et défendre son front de bataille avec les rivières, au lieu de les avoir derrière lui. La Katzbach donna son nom à la bataille; et la bataille le titre de prince à Blücher. Bien que ce général eût combattu ces deux journées avec la supériorité de deux contre un, sa perte fut à peu près égale à celle de l'armée française. Mais celle-

ci était irréparable. Macdonald continua sa retraite sur Gorlitz et de Gorlitz sur la fameuse position d'Hochkirch.

Il ne pouvait plus être question d'aller soutenir le maréchal Ney : il fallait sauver Macdonald et l'armée de Lusace. Napoléon part de Dresde le 3 septembre, avec sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg, pour arrêter Macdonald dans sa retraite et ressaisir l'offensive contre Blücher. Celui-ci, à la première rencontre qui eut lieu près de Bautzen, reconnut à l'attaque du roi de Naples que l'armée de Macdonald venait d'être renforcée. Fidèle à la décision honteuse de Prague, loin de s'exposer à compromettre ses succès, Blücher se dirigea sur Gorlitz et sur Lobau. Le 6, dans l'espoir de l'attirer à une bataille, Napoléon fit un mouvement sur Reichembach. Mais Blücher, qui le devina, se porta derrière la Neiss et la Queiss. Napoléon jugea alors que ce général n'avait d'autre intention que de le tenir éloigné de Dresde, afin de favoriser sur le Haut-Elbe les entreprises de la grande armée de Bohême; il se vit donc réduit à reprendre en toute hâte la route de la capitale de la Saxe, désespéré de n'avoir pu joindre Blücher, et prescrivant de nouveau à Macdonald d'imiter la conduite des Prussiens, de ne rien hasarder, et de se retirer devant des forces supérieures. Il était temps de revenir à Dresde. Le 5 septembre, Wittgenstein avait remplacé Saint-Cyr à Peterswalde, et le 7 à Pirna; mais après avoir dépassé cette ville, le général russe fut contraint de rétrograder, ainsi que le général Klenau, par un mouvement de Napoléon sur Liebstadt, qui nous

mit en possession des positions de Geyersberg, de Hollendorf, d'Altemberg et de Borna. Le 11, l'Empereur était de retour à Dresde; le 14, le prince de Schwartzemberg délogea les Français de Hollendorf: le 16, il y rentrèrent; le 17, Napoléon ordonna l'attaque sur Kulm, et s'empara pour la seconde fois, des villages qui avaient vu la perte de Vandamme; cependant l'ennemi parvint de nouveau à s'en rendre maître, et revint occuper encore Peterswalde.

Blücher ayant jugé bientôt que Napoléon avait quité l'armée de Macdonald, s'était reporté en avant. De son côté, le maréchal français, prenant trop à la lettre les derniers ordres de l'Empereur, avait reculé sans brûler une amorce de Hochkirch jusqu'à Bischoffswerda à une petite journée de Dresde; il avait facilité ainsi, au lieu de la retarder, comme il le pouvait, en défendant au moins le passage de la Neiss et celui de la Sprée, la jonction des trois armées alliées. Bubna débarrassé de l'observation de Gabel, grace au départ du corps de Poniatowski que Napoléon a rappelé, touchait par sa droite à Blücher, et par sa gauche à Schwartzemberg. Mais Blücher inquiet de la marche du roi de Naples sur Grossenhayn, a porté le corps de Sacken à Kamentz, et Macdonald se vit contraint de quitter Bischoffswerda et de se retirer sur Hartau : le roi de Naples eut affaire à Tauenzien, et prit Mühlberg; le lendemain cette ville retomba au pouvoir de l'ennemi. Le 21, Napoléon voulut tenter encore de livrer bataille à Blücher; le 22, il chassa son avant-garde de Hartau; le 23, il la poursuivit jusqu'à Goedau, mais il trouva Blücher placé à Bautzen dans une position tellement avanta-

geuse, qu'il ne crut pas devoir l'attaquer, notre gauche étant débordée par le corps de Sacken, qui de Komentz, rejoignait l'armée de Silésie. Cette fatalité enleva, pour la troisième fois à Napoléon, l'espérance d'attirer Blücher à une action décisive; il fit prendre position à Macdonald, à Weissig, à deux lieues de Dresde, où il rentra le 24. Blücher suivit ce mouvement rétrograde. Bernadotte, plus prudent, conservait toujours son quartier-général de Juterbogt, et se contenta de s'assurer, pour le passage de l'Elbe, de deux points fortifiés, Rosslau et Acken; bientôt il poussait son avant-garde jusqu'à Dessau, et faisait investir Wittemberg par Bulow : en même temps Tauenzien s'étendait sur la gauche pour communiquer avec Blücher. Le 24, la tranchée fut ouverte devant Wittemberg, qui perdit ses faubourgs. Le bombardement commencé le 25, continua le 26; la ville était en feu. Bulow ouvrit la seconde parallèle; mais, le même jour, le maréchal Ney reprit l'offensive, obligea les Suédois à quitter Dessau, et, trop faible pour attaquer leur tête de pont à Rosslau, il établit son quartier-général à Oranienbaum. Cette journée du 26 septembre était signalée par un événement bien important : les cinquante mille hommes que Beningsen amenait à marches forcées de la Pologne à travers la Silésie passèrent l'Elbe à Lietmeritz. La présence de Beningsen va faire donner le signal de la destruction de Napoléon sur toute la ligne des coalisés.

Assiégé de toutes parts, Napoléon s'obstinait à garder Dresde comme un immense arsenal, comme la forteresse d'où, suivi de son invincible garde, il

pourrait encore s'élancer au secours de ses armées, et y porter la victoire avec lui : mais les alliés avaient résolu de le forcer dans cette position, ou de l'en arracher. En conséquence, les armées de Schwartzemberg et de Beningsen se combinèrent pour agir sur notre flanc droit, et celles de Blücher et de Bernadotte pour agir contre notre gauche. Afin de résister à un orage si redoutable, Napoléon appela à lui les vingt mille hommes organisés par Augereau à Wurtzbourg, et dès lors la Bavière resta abandonnée à elle-même. Dès la rupture de Prague, le roi Maximilien avait loyalement écrit à Napoléon qu'il espérait pouvoir continuer l'alliance jusqu'à la fin de novembre. Mais, le 8 octobre, le traité de Ried fit passer aussi cet ancien ami de la France sous le joug de la défection autrichienne. Bientôt il ne reste plus à Napoléon que la fidélité du roi Saxe. L'Empereur est l'hôte du roi dans sa capitale, le roi sera l'hôte de l'Empereur dans son camp, devenu leur seul asile. En effet, le 4 octodre, toute l'armée de Blücher avait effectué le passage de l'Elbe, à l'exception du corps du général Thümen, qui continuait le siège de Wittemberg. De son côté, le prince royal de Suède franchissait le fleuve à Rosslau et à Aéken. Le maréchal Ney dut évacuer Dessau et se retirer sur Delitsh, où, le 5, il fut rejoint par le général Bertrand. Le 6, Bernadotte entrait à Dessau, et Blücher à Duben. Le mouvement était général. Le 5, le prince de Schwartzemberg s'était porté à Mariemberg, et Beningsen l'avait remplacé à Tœplitz.

Cependant, avant de partir de Dresde, Napoléon conçoit encore le projet de surprendre Blücher et

d'empêcher sa jonction avec Bernadotte. Le 7, à six heures du matin, il a quitté Dresde; il y laisse malheureusement deux de ses meilleurs généraux, le maréchal Saint-Cyr et le comte de Lobau, ainsi que trente mille hommes qu'il ne reverra plus. Le 9, d'Eilembourg, Napoléon marche en tête de cent vingt-cinq mille hommes sur Duben, où est Blücher; mais celui-ci, par une manœuvre hardie, lui échappe: il passe la Mulda, et se réunit à Zœrbig avec le prince royal de Suède. Tous deux, malgré leur immense supériorité, se sont repliés sur la Saale; ils craignent d'engager le fer avec le redoutable Napoléon jusqu'à la coopération de la grande armée de Bohême. Le 11, Napoléon poursuit son mouvement. Wittemberg est débloquée par le général Reynier; Dessau est forcée par le maréchal Ney. Tauenzien et Thümen sont rejetés avec perte de l'autre côté de l'Elbe : ils détruisent le pont de Rosslau, et se retirent par Zerbst sur Potsdam et Berlin. Bernadotte défend à Coethen les approches de cette capitale. Désespéré de ne pouvoir atteindre ni Blücher ni Bernadotte, Napoléon fut saisi de l'idée de transporter la guerre entre l'Elbe et l'Oder. Ses maréchaux en furent effrayés. Cependant il y persistait, quand, le 14 octobre, il reçut la déclaration de guerre de la Bavière. Cet audacieux dessein devenait inexécutable. Dans peu le roi de Wurtemberg, le plus actif et le plus dévoué de ses alliés, va céder aussi, malgré lui, à l'obsession menaçante du cabinet de Vienne. Entraîné par le même tourbillon, le grand-duc de Bade suivra bientôt l'exemple de ses voisins. Napoléon, en pleine marche militaire, voit soudainement les tentes qui couvrent son

terrain stratégique coupées par de grands intervalles : mais le coup le plus funeste vint de lui être porté par l'armée bavaroise, dont la jonction avec le corps de Reuss découvre la frontière française depuis Huningue jusqu'à Mayence. Napoléon n'a plus d'autre ressource, pour ne pas perdre toute communication avec la France, que de gagner rapidement Leipsick, où les armées combinées pourraient le prévenir. D'ailleurs, la grande armée autrichienne avait débouché de la Bohême ; et, le 13, le roi de Naples, vivement attaqué vers le village de Wachau, n'a écouté que sa valeur, et a payé un imprudent succès par un revers. Napoléon, arrivant le soir à Leipsick, vit dans le lointain les feux du combat inégal que soutenait son beau-frère. Le roi de Saxe a suivi la marche de Napoléon; il arrive dans la dernière ville qui lui reste. Seul de tous les alliés de la France, ce Nestor des rois a rejeté les instances, a dédaigné les menaces de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, qui ont envahi tous ses États. Les alliés n'ont pas cessé d'avancer ; ils sont avec trois cent cinquante mille hommes en présence de Napoléon, qui n'en compte que cent cinquante-cinq mille, et n'a que vingt-deux mille hommes de cavalerie à opposer à un nombre plus que double de cette arme si importante dans des vastes plaines comme celles de Leipsick. C'est avec ces forces que Napoléon va disputer encore, non plus l'empire du monde, mais la victoire d'où dépend le salut de sa patrie.

CHAPITRE IV.

BATAILLE DE WACHAU, DE LEIPSCK ET DE HANAU — L'ARMÉE REVIENT A MAYENCE.

La journée du 15 octobre fut consacrée par les deux armées aux préparatifs pour la bataille du lendemain : elle était inévitable; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une portée de fusil. Napoléon et Schwartzemberg ne changent rien le jour suivant aux dispositions de la veille; ils ont la même ardeur d'en venir aux mains, quoiqu'il manque aux Français le 7e corps, qui est en marche d'Eilembourg sur Taucha; et aux alliés, l'armée de Bernadotte, celle de Beningsen et celle de Colloredo, qui n'étaient pas encore arrivées sur le champ de bataille. A neuf heures précises, au signal de trois coups de canon tirés à intervalles, trois fortes colonnes des armées de Wittgenstein et de Kleist, débouchent couvertes par deux cents piéces d'artillerie. La bataille de Wachau commence; une canonnade effroyable l'annonce sur les deux lignes. Tous les efforts des alliés se dirigent sur Wachau et Liebertwolkwitz; ces deux villages, six fois attaqués, résistent six fois, défendus qu'ils sont par Victor et par Lauriston, et par la cavalerie de Latour-Maubourg, de Sébastiani, de Milhaud. A onze heures, Macdonald a enlevé une batterie; à midi, le deuxième corps repoussait la sixième attaque. Napo-

léon juge le moment favorable de forçer le centre ennemi par un mouvement décisif pour la journée; il fait avancer sa réserve en ligne. Oudinot, Mortier, Victor, combinent leurs manœuvres, et rivalisent de bravoure et de succès. Drouot protège avec soixante bouches à feu de la garde la marche de Victor. Le prince de Wurtemberg ne peut résister; ses troupes sont culbutées et vivement poursuivies. Le centre ennemi allait être enfoncé, quand les grenadiers de Rajewski opposent à l'impétuosité française une barrière impénétrable, et permettent au prince de Wurtemberg de se rallier derrière leurs rangs. Le combat est aussi acharné sur les deux ailes : Macdonald et Lauriston ont repoussé Klenau; Schwartzemberg envoie aussi sa réserve appuyer son centre. Mais Napoléon, que fatigue une canonnade meurtrière sans résultat, lance la cavalerie par grandes masses, afin de déterminer notre triomphe. Kellermann a débouché par la droite de Wachau avec les Polonais et les dragons de la garde; par la gauche s'élance le roi de Naples, avec la cavalerie de Latour-Maubourg; le duc de Bellune revint à la charge sur les grenadiers de Rejewski et les colonnes du prince de Wurtemberg. Kellermann, après avoir culbuté les cuirassiers russes, se voit ramené sur les hauteurs de Wachau par la réserve autrichienne de Nostitz. De son côté, le roi de Naples a dispersé la cavalerie qui couvrait Gossa, entamé les grenadiers russes, renversé le corps du prince de Wurtemberg, emporté une batterie de vingt-six pièces; le duc de Bellune s'est rendu maître de la bergerie d'Auenheim; mais, au moment d'achever la victoire, les généraux Mai-

son et Latour Maubourg sont tombés blessés, et surprise tout à coup, dans le désordre qui suit une charge à fond, par les Cosaques de la garde russe, que l'empereur Alexandre a le temps de lui opposer, notre cavalerie recule à son tour, en perdant vingt-quatre des bouches à feu dont elle venait de s'emparer avec une rare audace. Cependant Troubeskoi parvient à rallier les grenadiers de Rajewski, et les réserves de la cavalerie autrichienne entrent en ligne : leur apparition sur le champ de bataille fait rétrograder vers leur première position les colonnes d'attaque du deuxième corps. Alors Napoléon met en mouvement les deuxième et cinquième corps de cavalerie; une artillerie formidable les soutient : ils enfoncent le corps de Gorzakof, et enlèvent le village central de Gossa. Mais la division prussienne de Pirsch les arrête et rentre dans le village; elle est appuyée sur deux régimens de la garde russe et par quatre-vingts bouches à feu. Telle fut la dernière attaque que Napoléon dirigea à la journée de Wachau sur le centre des ennemis. A la droite, le prince Poniatowski venait de mériter le bâton de maréchal, en défendant avec succès le passage de la Pleiss contre les Autrichiens, malgré la supériorité de leur nombre et la fureur de leur efforts; cependant sur le soir, le général Meerweldt était parvenu à la traverser à un gué près de Dolitz. Notre droite se trouvait forcée; la grande combinaison de Schwartzemberg pour percer la ligne qui couvrait notre camp et nos parcs, et prendre toutes nos positions à dos, allait réussir, quand l'Empereur que l'on croyait occupé tout entier du mouvement sur Gossa, envoya le général Curial

avec une division de la vielle garde. Dolitz fut repris, le corps de Meerweldt fut culbuté dans la rivière, et lui-même tomba entre nos mains. Ainsi Napolécn remporta la victoire au lieu même où le feld-maréchal autrichien espérait que les Français rencontreraient leur défaite assurée.

Sur la rive gauche de l'Elster; le général Bertrand, chargé de la défense de Lindenau, a été vivement assailli par le général Giulay, et contraint, après sept heures de combat, à se retirer derrière la Luppe Tout était perdu si le général autrichien eût fait sauter le pont de Lindenau, qu'il occupait depuis notre retraite; mais Giulay n'a point eu cette prudence, et Bertrand, ayant repris l'offensive avec audace, est parvenu à rejeter l'ennemi dans ses positions, et à nous rouvrir la route d'Erfurt, qui est celle de France.

Au nord de Leipsick, nos armes ont autant de gloire peut-être et moins de bonheur. Privé des deux divisions Souham qu'il a envoyées du côte de Wachau et qui n'ont pu le rejoindre quand il les rappelait, séparé du corps de Reynier vainement attendu, ayant encore en arrière la division Delmas, le prince de la Moskowa a dû soutenir avec le duc de Raguse les efforts des corps de Langeron, d'Yorck et de Sacken, c'est-à-dire avec dix-huit mille hommes le choc des soixante-cinq mille que commande Blücher. Ney a déployé pendant toute la journée une telle vigueur, qu'il a lassé la constance des ennemis, contre lesquels nous luttions dans la proportion d'un contre quatre. Mais enfin nous avons à regretter la position de Mœckern, douze pièces de canon et surtout

deux mille hommes, perte irréparable, que ne compensent point les dix mille qui manquent à Blücher. A six heures le maréchal Ney fit passer la Partha à Schœnfeld au sixième corps et à la division Delmas. Le duc de Padoue et le général Lombrowski se replièrent sur le faubourg de Halle, à Pfaffendorf.

La nuit approche; il n'est plus temps de songer à combattre en ce moment : après une action si longue et si terrible, qui a vu trois batailles en un jour, chacun se retire, et les feux du bivouac remplacent les clartés meurtrières de l'artillerie. L'armée française a sa droite à Markléeberg, tout son centre à Wachau, sa gauche à la redoute suédoise. Les tentes de Napoléon ont été dressées en avant de Probstheyda, près de la route de Rochlitz; c'est là qu'on lui amène le général Meerweldt, auquel il fait rendre son épée; et, après une longue conférence, ce général est conduit aux avant-postes alliés. L'ancien négociateur du traité de Campo-Formio pour l'Autriche, avec le vainqueur de l'Italie dont la brillante étoile remplissait l'horizon, est devenu le négociateur de l'empereur Napoléon dont la fortune touche au déclin. Napoléon envoie le comte de Meerweldt porter des offres conciliatrices à François II. « Ce n'est pas trop, « lui dit-il, de l'Autriche, de la France et même de « la Prusse, pour arrêter sur la Vistule le déborde- « ment d'un peuple à demi nomade, essentiellement « conquérant, et dont l'immense empire s'étend « depuis nous jusqu'à la Chine. » Mais Napoléon s'aveugle s'il croit que son beau-père se souviendra d'avoir recouvré deux fois sa couronne; Alexandre d'avoir obtenu le sauf-conduit d'Austerlitz et la paix

de Tilsitt; Frédéric Guillaume d'être remonté sur son trône; le républicain Bernadotte d'avoir peut-être été gracié comme général, pardonné plusieurs fois comme maréchal, enfin, autorisé et aidé puissamment à prendre place parmi les rois. La quadruple alliance n'admet ni le pardon des injures, ni le pardon des bienfaits.

La journée du 17, pendant laquelle on attendit vainement une réponse de M. de Meerweldt, ne fut pas une journée de repos pour nos soldats; ils la passèrent sous les armes, occupés à se préparer, et battus par une pluie continuelle. L'Empereur, comme cédant à une espèce de pressentiment, se hâte d'envoyer les insignes de maréchal de l'empire au prince Poniatowski, et reste dans sa tente à dresser le plan de la bataille du lendemain. Le 17 au soir, le blocus de l'armée française est consommé : le corps de Colloredo est entré en ligne, ainsi que celui de Beningsen; l'un s'établit à Grœbern, l'autre à Naunhof; le prince royal de Suède remplit le dernier vide en occupant Bretenfeld. Instruit de ces circonstances, Napoléon sent la nécessité de rétrécir encore son ordre de bataille, et, en se rapprochant de Leipsick, de se lier plus fortement avec sa gauche. A une heure du matin, il quitte son bivouac; et fait exécuter un changement de front, la gauche en arrière, le village Connewitz servant de pivot. Pendant ce mouvement, il va donner ses instructions, à Reudnitz, au maréchal Ney; de là il se porte à Lindenau, où il ordonne au général Bertrand de marcher sur Lutzen et de se rendre maître des défilés de la Saale à Weissenfels. A midi, ce général avait rempli cette mission salu-

taire. En revenant, Napoléon visite les ponts de Lindenau, commande qu'on pratique dans les marais voisins quelques nouveaux passages qui puissent faciliter la traversée de ce long défilé, envoie le maréchal Mortier, avec deux divisions de la garde, relever le corps de Bertrand, et à huit heures du matin on le revoit sur la hauteur du Thomberg, où est la garde en réserve.

A la même heure s'ébranlent sur trois points différens les trois armées ennemies. La grande armée de Bohême, sous Schwartzemberg, s'avançait sur trois épaisses colonnes : celle de droite, commandée par Beningsen, celle du centre par Barclai de Tolly, celle de gauche par le prince de Hesse-Hombourg; la première se dirigea sur Holzhausen, la seconde sur Wachau, la troisième sur Dolitz et Dœsen. Le prince royal de Suède avait quitté Bretenfeld, manœuvrait pour tourner la droite du maréchal Ney, et nous aborda par la route de Taucha à Leipsick. Blücher, sur la rive droite de la Partha, se disposait à franchir cette rivière. Le prince de Hesse-Hombourg commença l'action : après une attaque vive et opiniâtre, il emporta les villages de Dolitz et Dœsen, reçut une blessure, et fut remplacé par le général Bianchi. Le centre ennemi s'empara aussi de la bergerie de Meysdorf, et de la tuilerie en avant de Wachau. La droite traversa sur trois colonnes le ruisseau de Liebertwolkwitz. A dix heures, les deux armées étaient en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détachemens français, postés en avant pour arrêter la marche des alliés, étaient rejetés sur le gros de l'armée. Macdonald, menacé d'être

pris à revers sur sa gauche par Beningsen, déjà maître de Baalsdorf, se retira sur Stœtteritz, et s'étendit jusqu'à Probstheyda, qui devint l'angle saillant de la ligne de défense. Là aussi se porta l'effort de l'ennemi. A la droite le maréchal Poniatowski était vivement pressé à Connewitz. Cependant Oudinot, avec deux divisions de la garde, repoussait sur Dolitz le général Bianchi, qui fut secouru à temps par Colloredo. Oudinot dut ralentir son mouvement offensif. Poniatowski, ayant en tête des forces trop supérieures, se replia sur sa première position de Connewitz; il la conserva toute la journée, malgré l'acharnement des Autrichiens, qu'il empêcha de déboucher de Lœssnig. Au centre, la grande attaque eut lieu à deux heures. Probstheyda, où se défendaient le duc de Bellune et Lauriston, fut assailli si vigoureusement par le prince Auguste de Prusse, qu'ils perdirent deux fois le village; mais l'occupation de ce poste était si importante, que Napoléon lui-même ordonna une dernière tentative, et en chassa définitivement les Prussiens. Stœtteritz, où s'était reployé Macdonald, résista aux troupes de Ziethen et de Beningsen, et fut incendié par leur artillerie. A cinq heures, Napoléon, pressé de finir cette terrible attaque du centre, fit établir ses réserves d'artillerie, sur le plateau de Probstheyda, et refoula l'ennemi dans le vallon. Schwartzemberg, repoussé sans cesse, garnit d'une artillerie également formidable le plateau opposé. Deux fois Victor et Lauriston ont tenté de sortir de Probstheyda. Vial et Rochambeau sont tués à la tête de leur division. De part et d'autre, les armées immobiles tombaient foudroyées par une mort inévi-

table à la peur comme au courage. Ce stupide dévouement à la discipline militaire, contre laquelle l'honneur défend au dernier soldat le moindre murmure, doit paraître, sans contredit, la preuve la plus complète du degré d'asservissement que la tyrannie des institutions peut imposer aux facultés physiques èt morales de la multitude. Cette grande destruction sur place, sans gloire et sans passion, moissonna les deux camps jusqu'à la nuit, qui enfin lui enleva la clarté nécessaire à la continuation du carnage.

La bataille n'était pas moins meurtrière sur les rives de la Partha, où le prince de la Moskowa avait à combattre le prince royal de Suède et le maréchal Blücher. Menacé d'être tourné par le premier à Mockau, où Langeron a forcé le passage de la rivière, et à Taucha, le maréchal Ney, par un changement de front rapidement conçu et habilement exécuté, a fermé la ligne circulaire que l'armée française formait au tour de Leipsick. Alors une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, avant-garde du corps du général Reynier, aux approches de la cavalerie russe, qui débouchait de Taucha, au lieu de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste d'avant-garde qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Ce n'était là que le prélude d'une trahison en masse; car au moment où l'ennemi parut devant Paunsdorf, le reste des troupes saxonnes, composant deux brigades, avec quarante pièces d'artillerie, l'une sous les ordres du général de Ryssel, l'autre sous ceux du colonel de Brause, et la cavalerie wurtembergeoise commandée par le général

Normann, passèrent à l'ennemi, malgré les efforts de leur digne chef, le général Zeschau, qui, fidèle à son prince et à l'honneur, demeura parmi nous, n'ayant plus que cinq cents hommes de sa nation. Pour comble d'horreur, à peine ces infames déserteurs furent-ils arrivés à distance, qu'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division Durutte, dont ils faisaient partie! Cet attentat militaire, le plus odieux qu'offrent les annales de la guerre, avait son asile naturel sous les drapeaux de l'ex-maréchal français, qui venait, comme prince royal de Suède, porter les derniers coups à sa patrie. L'ennemi lui-même ne cacha point l'indignation que lui inspirait une telle perfidie. La conduite de l'armée saxonne a pu flétrir, mais non souiller la vieillesse de son vénérable monarque. La défection de ces indignes soldats avait laissé un grand vide dans la ligne française; réduit à quatre mille hommes, le général Reynier était hors d'état de conserver Paunsdorf.

Dans le même moment, un autre Français, le comte de Langeron, attaquait avec les Russes le village de Schœnfeld, un des faubourgs de Leipsick; deux fois il s'en empara, deux fois il en fut chassé par le sixième corps, qui, faute de munitions, dut enfin céder. Mais le maréchal Ney ayant fait relever le sixième corps par le troisième, Schœnfeld tomba de nouveau en notre pouvoir. Langeron engagea alors tout son corps d'armée, et, après des prodiges de valeur, le troisième corps, écrasé par cette masse d'assaillans, se vit aussi obligé d'abandonner ce village. Dix mille hommes de part et d'autre payèrent de leur sang l'affaire de Schœnfeld. Le maréchal Ney

se replia sur Reudnitz, où Langeron le suivit de près.

La division Durutte, restée seule contre l'armée suédoise et le corps de Wintzingerode, renforcée bientôt de la division Delmas, était parvenue à déposter les Suédois du village de Kohlgarten; mais, assaillie par trente mille hommes, elle ne put résister plus long-temps, et l'ennemi poursuivait sa marche sur Leipsick. Les Suédois touchaient déjà aux premières maisons de Wolmansdorf. Le vieux Delmas, qui, après quinze jours de disgrace, a repris ses armes, se précipite sur eux avec sa division et la cavalerie badoise de Beurman, et parvient à les repousser: mais, entouré tout à coup par les Russes de Wintzingerode, ses troupes doivent céder, et lui, il marque de son sang républicain cette généreuse défense contre son ancien frère d'armes Bernadotte. Averti de ce péril si pressant, Napoléon s'y porte de sa personne, avec une division de sa garde à pied et ses grenadiers à cheval, et rejette l'ennemi jusque sur la position de Schœnfeld. Encouragé par ce succès important, l'Empereur ordonne à Nansouty de prendre Bernadotte en flanc, pour l'empêcher de se réunir à Beningsen. Mais à peine la cavalerie légère eut-elle débouché par Mœelchau, que Bubna, Bulow et le prince de Hesse-Hombourg, l'assaillirent, tandis qu'elle était arrêtée en face par deux divisions suédoises que soutenaient l'artillerie saxonne et une batterie à la congrève au service du prince de Suède. Ce furent encore les masses qui firent fléchir les Français. Le général Friederich et le chef d'état-major du sixième corps furent tués. Bulow resta maî-

tre des villages de Stuntz et de Sellerhaussen. Ney, avec quarante mille hommes, avait résisté toute la journée à cent cinquante mille alliés; et il fut trahi par les Saxons!

Blücher, de son côté, avait fait attaquer le faubourg de Rosenthal, que les Polonais de Dombrowshi et la cavalerie du duc de Padoue défendirent vigoureusement. Le soir, il détacha vers Hall le corps d'Yorck, il voulait prévenir sur la rive gauche de la Saale la retraite des Français, que parut lui indiquer la marche d'un train considérable d'équipages dans la direction de Weissenfels.

La nuit seule sépara les combattans et mit fin au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés out opposé trois cent mille soldats aux cent trente mille hommes de Napoléon. L'élite de notre armée a été moissonnée dans les champs de Leipsick; soixante mille hommes manquent aussi à l'ennemi, et il balancerait à venir nous attaquer dans les remparts de Leipsick, si nous avions des munitions pour nous y défendre. Mais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon; il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-à-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurt et à Magdebourg : il fallait donc nécessairement quitter Leipsick, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lindenau sur Lutzen, qui avait vu la première victoire de Napoléon dans cette campagne; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanterie, suivirent dans la nuit. La

marche était difficile par le défilé de deux lieues qui sépare Leipsick de Lindenau, et que coupent plusieurs rivières sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les ordres réitérés de Napoléon.

A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillent de joie et lancent toutes leurs masses contre Leipsick. L'Empereur veut épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent; il apprend, le 19 au matin, qu'Alexandre et Frédéric-Guillaume viennent de paraître à leur armée. Par son ordre, une députation de la ville, des officiers du roi de Saxe, des parlementaires français, sont allés intercéder pour Leipsick. Ces demandes de l'humanité sont rejetées avec un froid orgueil par des vainqueurs qui n'ont pas contribué à la victoire. Que Leipsick périsse, même sans nécessité! Telle est la réponse des souverains alliés. Blücher y joint un outrage à notre armée; il ose la sommer de mettre bas les armes! Napoléon, Français par le cœur, et aussi généreux dans les revers que dans la prospérité, sera plus humain envers une ville allemande que les sauveurs de l'Allemagne. On lui donne le conseil rigoureux, mais utile et décisif, de brûler les faubourgs de Leipsick, et de tenir jusqu'au dernier moment dans cette ville. On lui démontre tous les avantages d'une résistance prolongée qui assurera au moins la retraite de notre armée. Mais Napoléon préfère le péril de succomber, s'il le faut, dans cette ville fidèle, au crime d'imiter la conduite de Rostopchin à Moskou. Il veut à tout prix conserver Leipsick au vieux monarque, qui aussi a préféré l'honneur au salut de ses États, et il ordonne la dé-

fense des faubourgs. Bientôt l'Empereur monte à cheval, et va porter des consolations au roi de Saxe. Dans une longue entrevue, il le délie de ses engagemens, et le presse de la manière la plus vive, au nom de ses plus chers intérêts, de traiter avec les alliés, qui respecteront sans doute en lui la vieillesse, la vertu et le rang suprême. Le roi ne lui répond que par le chagrin profond qu'il ressent encore de la trahison de ses troupes à Paunsdorf. On ne peut relire sans émotion cette scène des derniers adieux entre Napoléon et son vieil ami, comme il l'appelait. Rien de plus beau, de plus touchant, que les paroles du vénérable monarque qui ne s'occupe que des périls de l'hôte illustre dont il a reçu sa couronne; rien de plus grand que Napoléon, qui, à l'approche de Bernadotte, de Beningsen et de Schwartzemberg, entrés par trois côtés dans Leipsick, ne cède, pour se retirer, qu'aux prières et aux larmes de toute la famille royale. Elle tremble de le voir égorger sous ses yeux, au milieu du palais même : telle était l'idée que la cour de Dresde se formait de l'humanité des alliés !

Napoléon veut sortir de la vieille ville par la porte de Rendstadt, mais elle est déjà encombrée : obligé de revenir sur ses pas, il va chercher la porte opposée (celle de Saint-Pierre), et longe le boulevart de l'ouest pour gagner le faubourg par lequel l'armée s'écoule. Dans le trajet, il a pu connaître lui-même le véritable état des choses, et il pousse encore l'attention jusqu'à envoyer le duc de Bassano rassurer le roi de Saxe. L'arrière-garde du duc de Raguse tient toujours en avant du faubourg de Halle, que Blücher a vainement tenté de forcer. Reynier occupe le

faubourg de Rosenthal; dans ceux de Taucha et de Grimma, le maréchal Ney lutte avec une constance sans égale contre les corps russes de Woronzow, les Prussiens de Bulow, et l'armée suédoise; Poniatowski et Lauriston défendent de même les faubourgs du midi. Derrière nous, les boulevards circulaires de la vieille ville sont intacts, et peuvent se soutenir long-temps. Deux heures encore d'une pareille résistance, l'arrière-garde est sauvée et se réunit avec tout notre matériel à l'armée, que Napoléon a déjà mise hors d'atteinte; car l'Empereur, sous les yeux duquel a été miné le premier pont, a donné l'ordre au commandant du génie de le faire sauter à la première approche de l'ennemi.

Parvenu enfin à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, l'Empereur descend de cheval, place lui-même sur la route des officiers d'état-major, pour indiquer aux hommes isolés le lieu de la réunion de chaque corps, et s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc de Tarente qu'il charge du commandement en chef de toute l'arrière-garde. Accablé par les fatigues de la veille et par les émotions de la journée, Napoléon s'est endormi profondément au bruit du canon qui tonnait de toutes parts, quand tout à coup une explosion plus forte se fait entendre; aussitôt le roi de Naples, le duc de Castiglione, entrent chez l'Empereur et lui annoncent que le grand pont de l'Elster a sauté. Ainsi, près de vingt mille hommes, séparés à jamais peut-être de lui, sont livrés au plus affreux désespoir; ceux-ci jurent de mourir plutôt que de se rendre; ceux-là posent les armes; d'autres, jugeant

aussi toute résistance inutile, se précipitent dans la Pleiss et l'Elster; mais pour la plupart les eaux bourbeuses de ces rivières deviennent un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Macdonald passe à la nage, le général Dumoutier se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrêtait les efforts des alliés par des prodiges de courage; en apprenant que tout espoir lui était ravi, il dit à ses officiers : « C'est ici qu'il faut succomber avec honneur. » A ces mots il s'élance suivi de quelques cavaliers au milieu des ennemis : atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance vers les bords de l'Elster déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y rencontre la mort.

Racontons la cause de cet horrible désastre. Les alliés s'étaient enfin rendus maîtres des faubourgs; l'arrière-garde française se trouvait refoulée sur les boulevarts, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à l'ennemi l'entrée de la ville, où il se précipita. Alors nos trois corps d'armée qui la défendent s'efforcent de gagner la grande route en combattant toujours. Leur valeur héroïque eût assuré leur retraite, si l'officier du génie, chargé de la destruction du pont après le passage, n'eût pas confié cette importante commission à un simple caporal de sapeurs. Cependant, le feu des Badois et des Saxons du haut des murs de la vieille ville, d'où ces infâmes déserteurs tiraient sur nos soldats, et surtout les tirailleurs de Langeron répandus sur la rive de la Pleiss, ont produit un grand désordre autour du pont. Le sapeur,

armé de la mèche fatale, croit que l'ennemi arrive en masse; il exécute sa consigne et détruit l'unique voie de salut pour nos braves soldats, dont la valeur contient encore le gros des alliés. Dès lors cette héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon et un matériel immense sont enlevés à Napoléon. L'état-major-général et l'arme du génie ne se laveront jamais du reproche d'un aussi coupable oubli de leurs devoirs; le commandant de cette arme avoue lui-même que, du 5 au 19, on aurait eu le temps de jeter cinquante ponts sur les deux rivières : à Wagram, il n'avait fallu que douze heures de nuit pour en jeter six en face des Autrichiens. Après cet aveu et ces précédens, que le commandant du génie détourne comme il le pourra la terrible responsabilité d'un désastre qui pèse presque tout entier sur sa tête! A la vérité les ennemis perdirent plus de quatre-vingt mille hommes mais cette perte énorme ne compensait pas la désorganisation de notre armée, l'abaissement de notre fortune et la ruine de notre influence en Europe. Les journées de Leipsick nous coûtèrent une trentaine de mille hommes dont vingt mille morts. Vingt-deux mille blessés restèrent dans les hôpitaux de Leipsick; dix-sept de nos généraux furent pris. Le roi de Saxe aussi fut fait prisonnier. On le déclara traître aux alliés pour n'avoir pas trahi son allié; il fut emmené en Prusse.

Napoléon était en arrière du dernier pont de Lindenau, au moment de la destruction du pont de l'Elster; il devait à sa position de renfermer dans son ame le chagrin profond qui la dévorait : il fit former sa garde en bataille et placer ses batteries; il se trouva

ainsi chargé de protéger jusqu'à la Saale les débris de l'armée, qui, supérieure à la funeste impression d'un si cruel revers et aux défections successives des troupes de la Confédération, ne cessa de combattre de Leipsick jusqu'à Erfurt, c'est-à-dire, du 20 au 23, et contre des forces quadruples des siennes. L'ennemi la vit toujours la même, toujours digne de sa renommée, à Markranstadt, à Freybourg, à Naumbourg, et surtout à Kosen. Le 22, l'Empereur est à Ollendorf, où, débarrassé par la désertion de tous les étrangers qui servaient encore dans ses rangs, il se livrait à la sécurité d'un repos de famille. Mais un général autrichien, le comte de Mier, s'est glissé la nuit dans son camp, et encore tout couvert de la poussière des trois journées de Leipsick, le preux Murat, ou plutôt le roi de Naples, a reçu cet émissaire à son bivouac. Cette circonstance explique l'ardeur de la poursuite du corps de Giulay, auquel appartient le comte de Mier. Ce général a garanti son royaume à Murat de la part de l'Angleterre et de l'Autriche. Deux jours après, Napoléon et Murat se sont fait des adieux éternels.

Napoléon ne donne à Erfurt que deux jours de repos à ses généreux soldats. Menacé par Blücher du côté d'Eisenach, on dut quitter Erfurt le 25 et se porter à Gotha; le 26 on s'engage avec assez de sécurité dans la forêt de Thuringe; le 28, nous sommes à Schluchtern, et nous avons passé Fulde. Là semblait s'arrêter l'archarnement de l'ennemi; il n'a mis à notre poursuite que des hordes de Cosaques qui massacraient avec barbarie nos traînards et nos malades. Nous espérions gagner désormais sans coup

férir les remparts de Mayence; mais un obstacle aussi grand qu'imprévu nous attendait aux bords de la Kintzig, et contraignit la valeur française à marquer par une victoire ses derniers pas sur la terre germanique.

La nouvelle armée austro-bavaroise, qui avait fait sa jonction à Braunau le 19 octobre, s'était mise en mouvement sous les ordres du général de Wrède, et portée à marches forcées sur les derrières de nos troupes, afin de leur fermer même la route de la France. Le 24, au bruit de la victoire de Leipsick, elle se présenta devant Wurtzbourg: là, elle se vit arrêtée par douze cents français; le général Tharreau, leur commandant, rejeta fièrement en leur nom toutes les sommations d'une armée de cinquante mille hommes. De Wrède eut la barbarie de faire jouer cent pièces de canon contre une ville amie, et la honte de laisser une brigade devant la citadelle où s'étaient renfermés Tharreau et ses douze cents braves.

Le 29, de Wrède occupait Hanau avec le gros de son armée. Napoléon instruit de cette circonstance, partit de Schluchtern et renversa les brigades autrichiennes et bavaroises qui inquiétaient son passage. Certain qu'une bataille devait encore ouvrir à son armée les portes de la vieille France, il fit diriger sur Coblentz tous les bagages, sous la protection de la cavalerie des généraux Milhaud et Lefebvre-Desnouettes. En effet, le 30, quarante-cinq mille hommes l'attendaient sur la Kintzig, en avant de Hanau, couverts par une artillerie formidable. Au débouché de la forêt qui sépare les deux armées, Napoléon, faute

d'artillerie, est obligé de suspendre l'attaque et de se borner à la fusillade de ses tirailleurs. A trois heures, le général Drouot paraît avec cinquante pièces de la garde, et fait taire le feu de l'ennemi. Mais une charge générale de la cavalerie austro-bavaroise, profitant du moment où le général Nansouty étend la sienne sur la droite, entoure de si près l'artillerie française, que les canonniers doivent défendre leurs pièces à l'arme blanche. Alors la cavalerie de la garde et les cuirassiers dégagèrent l'artillerie, et culbutant par une charge à fond l'infanterie ainsi que la cavalerie des ennemis, dispersèrent entièrement leur gauche. Cependant le généra lde Wrède, pour favoriser sa retraite, engagea sa droite dans une attaque vigoureuse, qui, bientôt arrêtée par une autre partie de la garde, n'eut pas plus de succès que la première; et l'armée austro-bavaroise, repoussée en désordre au-delà de la Kintzig, ne put se rallier que la nuit sous le canon de Hanau, après avoir eu six à sept mille homme tués, blessés et prisonniers. Ainsi se termina cette bataille que la trahison avait préparée à Ried et à Braunau.

Le lendemain, le maréchal Marmont entra dans Hanau : il poursuivit l'ennemi, tomba sur son aile droite, l'enfonça et l'accula sur le Mein. Cette entreprise réussit comme Napoléon l'avait ordonné. Le maréchal Mortier, resté le 30 à Gelnhausen, put faire sa jonction avec le gros de l'armée. Marmont se reploya au-delà de la Kintzig. Le quatrième corps, commandé par le général Bertrand, demeura devant Hanau et occupa le débouché de Lamboi. Le général de Wrède revint sur le maréchal Marmont, et voulut reprendre Hanau; mais, après avoir forcé la porte de

Nuremberg, une blessure le mit hors de combat, et il ne put empêcher ses colonnes d'être rejetées de l'autre côté de la ville. L'attaque qu'il avait dirigée sur le pont de Lamboi, défendu par le général Guilleminot, n'eut pas non plus une heureuse issue; malgré l'infériorité de ses troupes et celle de son artillerie qui n'était que de douze pièces contre trente, ce général garda sa position. Débarrassé de toute inquiétude, le quatrième corps évacua Hanau pour prendre la route de Francfort. La division bavaroise, qui se trouvait dans cette ville, l'abandonna devant Napoléon. Le 31 octobre, toute l'armée y arriva successivement; et, le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois dans ses murs l'empereur Napoléon et sonarmé e.

Le général Bertrand resta seul en dehors de la barrière du Rhin, et se fortifia à Hocheim. Le 9 il dut cèder cette place à des forces trop supérieures, et se renferma dans la fameuse tête de pont de Cassel.

Ce fut le dernier combat de la campagne. Les armées combinées prirent des cantonnemens sur la rive droite du Rhin; Blücher s'établit entre Coblentz et le Mein, Schwartzemberg entre le Mein et le Necker, de Wrède sur la rive gauche de ce fleuve; Beningsen bloquait Magdebourg; Klenau retenait le maréchal Saint-Cyr dans Dresde; le 28 octobre, Saint-Priest et ses Russes occupèrent Cassel, capitale du royaume de Westphalie, rayé du nombre des États par les alliés, qui avaient sanctionné son érection et traité de puissance à puissance avec Jérôme; leurs troupes envahirent également le duché de Berg tout entier, ainsi que le Hanovre; Wintzingerode s'étendit dans

l'Oldenburg et l'Ost-Frise, tandis que Bulow marchait pour soulever la Hollande. Les princes coalisés, réduits désormais à adopter les principes, à parler le langage, à employer les moyens de la révolution, siégeaient avec leur état-major militaire et politique à Francfort; et c'est de là que, pour consommer la la ruine de Napoléon, ils allaient, presque dans les mêmes termes que la Convention nationale de France, prêcher aux peuples de l'Europe l'insurrection, comme le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES D'ESPAGNE ET D'ITALIE, JUSQU'A LA FIN DE 1813. — NAPOLÉON A PARIS. — PROPOSITION DE FRANCFORT. — SÉANCES DU SÉNAT ET DU CORPS LÉGISLATIF.

Avant et depuis la rupture du congrès de Prague nos armées, excitées dans les deux péninsules par Napoléon qui sentait profondément les périls de la France, répondaient avec la même constance, mais avec une fortune diverse, aux appels du génie infatigable de ce grand capitaine. De glorieux faits d'armes, perdus dans les escarpemens des montagnes et étouffés par les désastres de la grande armée, signalèrent les derniers efforts de l'armée d'Espagne sous le maréchal Soult. Les généraux Foy, Clausel, Abbé, Reille, Rey, Conroux, Drouet, etc., attachèrent leurs noms à cette campagne malheureuse, où la valeur française soutint le dernier vol de l'aigle impériale sur le sommet des Pyrénées. A la fin de 1813, il ne reste plus à la France en Espagne que le petit port de Santona, qui, presque sans défense, partagera avec Hambourg, à l'autre extrémite de l'Europe, l'honneur de garder le drapeau tricolore jusqu'au traité de Fontainebleau.

Le prince Eugène, arrivé le 18 mai à Milan, après s'être illustré par la belle retraite de Posen, comptait, vers le millieu de juillet, sous ses drapeaux, plus de cinquante mille hommes. Dans le mois d'août il occu-

pait sur la ligne de la Save, Wippach, Alpen, Tarvis, Villach, Laybach et Trieste; des succès variés lui enlevèrent et lui rendirent ces diverses positions, qu'il aurait fini par conserver, malgré le soulèvement de l'Illyrie et la désertion de tous les soldats des contrées réunies à la France. Mais le traité de Ried entre l'Autriche et la Bavière étant venu donner tout à coup à la guerre d'Italie un caractère plus dangereux, en ouvrant aux troupes autrichiennes les défilés du Tyrol, le vice-roi a cru devoir resserrer sa ligne. Ce prince se trouvait, comme son père adoptif, les armes à la main contre son beau-père; comme Napoléon, il fut aussi trahi dans son camp, et marcha entre la défection du roi de Bavière et la perfide amitié du roi de Naples. Si Joachim, que Napoléon et le vice-roi appellent au secours de l'Italie, reste fidèle, la route de Vienne reverra Eugène et Murat, et Napoléon devra son salut à ceux à qui il a confié les insignes royaux de l'Italie pour les défendre contre les ennemis de la France. Tous deux sont ses élèves, ses compagnons d'armes. Il appelle l'un son fils, et l'autre son frère.

La tâche d'Eugène est cruelle : condamné à redescendre les premiers degrés de la gloire militaire de Napoléon, à franchir les pentes et non plus les sommets des Alpes juliennes, sa retraite est une lutte perpétuelle. Le 31 octobre, il prend Bassano aux Autrichiens; le 5 novembre, après avoir secouru Palma-Nova et organisé la défense de Venise, il se replie sur l'Adige, et porte son quartier-général à Vérone. Le 15 il bat à Caldiero le général Bellegarde; le 27, un revers enlève aux Français Ferrare et Rovigo; les Autrichiens s'opi-

niâtrent à occuper ces deux territoires, parce qu'ils savent que Joachim, qui a fait dresser ses tentes derrière celles du vice-roi, attend des nouvelles du prince Cariati, son négociateur auprès du cabinet de Vienne. Ce prince est resté à Naples avec l'Autrichien Neipperg et un envoyé de l'Anglais Bentinck. Les proclamations couvrent l'Italie. De Ravennes, le général Nugent promet aux Italiens le bonheur dont ils jouissent à présent sous la maison d'Autriche; Joachim leur annonce hautement leur indépendance. Cependant le vice-roi fait construire un pont à Borgo-Forte et armer le fort de Plaisance pour défendre le passage du Pô contre nos alliés de Naples. L'attitude équivoque ou plutôt menaçante du roi Joachim était l'objet constant de la correspondance de l'Empereur avec le vice-roi : « *Faites-lui toutes les prévenances possibles*, écrivait Napoléon à Eugène, le 3 décembre, *pour en tirer le meilleur parti.* » En attendant, et d'après les ordres de l'Empereur, les villes, les arsenaux, les magasins des provinces françaises et italiennes sont ouvertes aux Napolitains. Joachim a demandé des armes à l'Empereur; il les reçoit pour les tourner bientôt contre la France. Zara a succombé à un siége et à un bombardement par la défection des Croates. Venise, que les Autrichiens bloquent étroitement, repousse leurs attaques avec vigueur. Le 19 décembre, ils ont été battus à Cartaguaro. Dans les derniers jours de ce mois se consommait la trahison de Joachim : ses troupes arrivaient à Rimini et à Imola; elles étaient entrées comme amies à Ancône, et le 30 elles entraient de même à Bologne. Ce fut alors que le vice-roi, ayant reçu des renforts

d'Espagne et d'Alexandrie, prit de nouvelles dispositions militaires.

Immédiatement après la victoire de Hanau, Napoléon, revenu à Mayence, consacre six jours dans cette ville à la réorganisation de son armée. Le duc de Tarente défendra le Rhin à Cologne, Marmont à Mayence, le duc de Bellune à Strasbourg : le duc de Valmy va à Metz commander les réserves; le général Bertrand, qui a livré le dernier combat sur la Kintzig, est placé en première ligne dans la tête du pont de Cassel, cet inexpugnable boulevart de Mayence. Tout le reste de l'armée a repassé cette grande limite que la nature et la république avaient donnée à la France. Mais, ainsi qu'à Torgau, le typhus des hôpitaux militaires moissonne sous leurs abris les braves que le champ de bataille a respectés : cette terre, encore française, semble n'avoir plus que des tombes pour ses défenseurs.

Le 9 novembre, Napoléon était de retour à Saint-Cloud. Le même jour un événement singulier se passait à Francfort. La campagne s'était ouverte par l'enlèvement du secrétaire de la légation française à Weymar; elle venait de se terminer par celui de M. de Saint-Aignan, ministre de Napoléon près les cours ducales de Saxe. Dans sa route, ayant réclamé contre cette violation, M. de Saint-Aignan fut appelé par M. de Metternich à Francfort, où étaient réunis les ministres des cabinets belligérans. « Il s'agit, lui dit M. de Metternich, de la réponse aux propositions dont le général de Meerfeldt a été chargé. *Personne n'en veut à la dynastie de l'empereur Napoléon. L'Angleterre*, reprend lord Aberdeen, *est disposée à rendre*

à pleines mains. Les choses s'arrangeront bien vite, ajoute le comte de Nesselrode, *si le duc de Vicence, votre beau-frère, est chargé de la négociation.* » Le Le prince de Schwartzemberg renchérit encore sur le dire des trois ministres. Enfin, M. de Saint-Aignan écrit, sous la dictée de M. de Metternich, les propositions qu'il doit transmettre à Napoléon. « Il s'agit « d'une paix générale. La France sera renfermée entre « le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. L'Angleterre re- « connaîtra la liberté du commerce et de la navigation « à la France. Après l'acceptation de ces bases, une « ville sera neutralisée sur la rive droite du Rhin « pour la négociation. » M. de Saint-Aignan arrive à Saint-Cloud et remplit sa mission. Napoléon propose Manheim pour le congrès, et nomme pour plénipotentiaire le duc de Vicence, à qui il donne le portefeuille des affaires étrangères; mais, dans l'intervalle de la correspondance du cabinet de France avec celui d'Autriche, parut, le 1er décembre, la trop fameuse déclaration de Francfort, qui, par un arrêt européen de la coalition, sépara tout à coup la cause de Napoléon de celle de la nation française, au moment où on négociait avec lui la paix du monde! Le lendemain, M. de Vicence écrivait à M. de Metternich que l'Empereur adhérait aux bases proposées. Ce n'était point le manifeste de Francfort qui était une improvisation de la politique des alliés, mais bien les propositions faites à M. de Saint-Aignan.

Dès le principe, l'Autriche avait senti qu'il lui fallait du temps pour armer sa médiation, et elle y employa les deux mois de la négociation de Pleswitz et du prétendu congrès de Prague. Il en était de

même à l'égard de la coalition; elle avait décidé la destruction de Napoléon et de l'empire français: toutefois il lui fallait aussi du temps afin de se faire ouvrir toutes les portes de la France, et elle en avait trouvé le moyen dans la fallacieuse négociation de Francfort, pour laquelle Napoléon s'est montré disposé aux plus grands sacrifices. Déjà, après Leipsick, l'Autriche avait cherché à séduire cette neutralité, admirable privilége que l'Europe depuis plusieurs siècles reconnaissait à la Suisse; le 18 octobre, la Suisse l'avait de nouveau réclamé, et Napoléon s'était empressé d'y adhérer. Mais le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la mer, ne suffisait pas à l'invasion européenne : les alliés décidèrent secrètement à Francfort que la neutralité helvétique serait traitée comme une protection du sol français, et l'oligarchie bernoise, qui gardait la frontière allemande, convint de prêter la main à la violation du territoire helvétique par le prince de Schwartzemberg, qui de Francfort était allé lui-même négocier cette trahison. Ainsi rien ne pourra plus arrêter l'envahissement de la France : le Rhin est livré aux coalisés à Bâle, à Rheinfelden, à Schaffouse, et la route de Genève est devant eux. On charge Schwartzemberg du premier mouvement, Bubna du second; Blücher attend la nouvelle de leur marche pour passer le Rhin à Manheim; Bernadotte attend aussi en Hollande, pour entrer en Belgique, que Blücher ait mis le pied dans la vieille France. Cependant, qu'ont-ils à craindre, ces généraux à la tête de leurs masses victorieuses? Ils n'ont laissé derrière eux que des captifs à Hambourg, à Dantzick et dans quelques places du Nord. Dès le

11 novembre, le maréchal de Saint-Cyr avait capitulé à Dresde pour ses trente-deux mille hommes avec les généraux Tolstoï et Klenau. Mais le dernier ambassadeur d'Autriche à Paris, le généralissime Schwartzemberg, a refusé de ratifier la capitulation; et lorsqu'ils s'avançaient vers la France, Saint-Cyr et son armée ont été investis, désarmés, conduits prisonniers en Autriche! Ce fut ainsi que Schwartzemberg préluda à la violation de la neutralité helvétique. Le 21 novembre, Stettin, après huit mois de blocus, ouvre ses portes; le 24, Amsterdam reçoit le général Bulow, proclame l'indépendance de la Hollande et le rappel de la maison d'Orange; le 2 décembre, Utrecht se rend; le 4, les Suédois sont dans Lubeck; le 10, l'ennemi occupe Breda et Wilhemstadt; enfin, le 15, pour qu'il ne restât plus en Europe un seul allié à Napoléon, le fidèle roi de Danemarck signe malgré lui un armistice avec les Russes. Cependant la forte ville de Torgau, où vingt-sept mille hommes ont été entassés dans les maisons d'une population de quatre mille cinq cents habitans, a subi tous les maux de l'humanité, toutes les horreurs de la guerre : en proie à une contagion qui dévore quatre cents hommes par vingt-quatre heures, bombardée nuit et jour, livrée à la famine, au désespoir, elle n'a plus d'autre asile pour ses morts que les glaces de l'Elbe. Son cimetière est occupé par l'ennemi. Son gouverneur, Narbonne, le négociateur de Prague, a péri victime du typhus. Le général Dutaillis, qui le remplace, aura jusqu'au dernier moment la force de tenir fermées à l'ennemi les portes de cette malheureuse place.

Cependant, le 11 décembre, au milieu des désastres de ses troupes d'outre-Rhin, et des trames machiavéliques de la coalition, Napoléon, par le traité de Valençay, donne un gage solennel à la paix dont il a reconnu les bases posées par les alliés eux-mêmes, et rend l'Espagne à Ferdinand.

Le duc de Bassano avait encore entamé une autre négociation avec le pape; il la continua, quoiqu'il ne fût plus ministre des relations extérieures : l'évêque de Plaisance, qui en était le plénipotentiaire, la fit connaître par des lettres qu'il publia dans les journaux. Ainsi Napoléon, en traitant avec Ferdinand et avec le pape, était allé de lui-même au-devant de ces bases de Francfort, qu'on lui refusait depuis qu'il les avait acceptées.

Cependant, le 15 novembre, un sénatus-consulte avait appelé trois cent mille hommes sous les armes; un autre avait fixé au 15 décembre l'ouverture du Corps-Législatif. Le 17 de ce mois, un décret impérial mobilisait cent quatre-vingt mille gardes nationaux, pour renfoncer les garnisons de l'intérieur. Napoléon a besoin de toutes les ressources de la France et de toutes celles de son génie, au moment où il doit faire face aux périls sans nombre qui l'environnent : pour trouver des secours et du dévouement dans de si graves circonstances, il avait convoqué le Sénat, le Corps-Législatif et le Conseil-d'État. Il ouvrit en ces termes cette séance solennelle, dont les suites furent si fatales à lui-même et à la France :

« Sénateurs, Conseillers-d'État, Députes des départemens au Corps-Législatif,

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes fran-

« çaises dans cette campagne : des défections sans « exemples ont rendu ces victoires inutiles. La France « même serait en danger sans l'énergie et l'union des « Français... Je n'ai jamais été séduit par la prospé- « rité : l'adversité me trouvera au-dessus de ses at- « teintes ; j'ai plusieurs fois donné la paix aux nations « lorsqu'elles avaient tout perdu. D'une part de mes « conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui « m'ont abandonné ; j'avais conçu de grands desseins « pour la prospérité et le bonheur du monde... Mo- « narque et père, je sens que la paix ajoute à sécu- « rité des trônes et à celle des familles. Des négocia- « tions on été entammées avec les puissances coali- « sées : j'ai adhéré aux bases préliminaires qu'elles « m'ont présentées ; rien ne s'oppose de ma part au « rétablissement de la paix... » Les pièces de la négociation furent communiquées au Sénat et au Corps-Législatif, qui nommèrent chacun une commission pour leur examen. Le 30, la commission du Sénat présenta son adresse à l'Empereur ; le Sénat approuvait tous les sacrifices demandés à la France dans le but de la paix... « C'est le vœu de la France, dit la dé- « putation ; c'est le besoin de l'humanité. Si l'ennemi « persiste dans ses refus, et bien ! nous combattrons « pour la patrie entre les tombeaux de nos pères « et les berceaux de nos enfans. »

Le Sénat de Rome ne s'exprimait pas autrement quand Annibal campait à ses portes ; mais si le temps était le même, les hommes étaient différens.

Napoléon répondit : « Ma vie n'a qu'un but, le « bonheur des Français. Cependant, le Béarn, l'Al- « sace, la Franche-Comté, le Brabant, sont entamés ;

« les cris de cette partie de ma famille me déchirent « l'ame : j'appelle des Français au secours des Fran- « çais ; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, « de la Normandie, de la Champagne, et d'autres dé- « partemens, au secours de leurs frères. Les aban- « donnerons-nous dans leur malheur? *Paix et déli-* « *vrance de notre territoire!* doit être un cri de rallie- « ment. A l'aspect de tout ce peuple en armes, « l'étranger fuira ou signera la paix *sur les bases* « *qu'il a lui-même proposées. Il n'est plus question de* « *recouvrer les conquêtes que nous avons faites.* » C'é- tait parler en grand homme et en grand citoyen. Le rapport de la commission au Sénat était également digne de la nation, du Sénat et de Napoléon. Il se terminait ainsi : « Le moment et décisif. Les étran- « gers tiennent un langage pacifique ; mais quelques- « unes de nos frontières sont envahies et la guerre « est à nos portes. Trente-six millions d'hommes ne « peuvent trahir leur gloire et leur destinée... Rallions- « nous autour de ce diadème, où l'éclat de cinquante « victoires brille au travers d'un nuage passager. *La* « *fortune ne manque pas long-temps aux nations qui* « *ne se manquent pas à elles-mêmes.* » Le Sénat de Rome, celui de Sparte, celui de 93, auraient fait triompher cette maxime généreuse, ou ils auraient péri pour elle. Mais, peu de mois après, le grand principe que proclamait le Sénat de 1813 fut perdu pour la France et pour lui, et il y survécut tout entier.

L'attitude du Corps-Législarif eut moins de noblesse : au lieu d'accourir au secours de la patrie et de son souverain, il instruisit le procès de l'empire

avec la liberté; sa commission ne sembla n'être que l'organe du parti de l'étranger, au lieu de l'être des départemens de la France. « ... On ne veut pas nous « humilier, dit l'orateur de la commission, *on veut « seulement nous renfermer dans nos limites et ré- « primer l'élan d'une activité ambitieuse, si fatale « depuis vingt ans à tous les peuples de l'Europe.* De « telles propositions nous paraissent honorables pour « la nation, *puisqu'elles prouvent que l'étranger nous « craint et nous respecte.* Ce n'est pas lui qui assigne « des bornes à notre puissance; c'est le monde effrayé « qui invoque le droit commun des nations. Les « Pyrénées, le Rhin et les Alpes renferment un vaste « territoire dont plusieurs provinces ne relevaient « pas de l'*empire des lis, et cependant la couronne « royale de France était brillante de gloire et de ma- « jesté entre tous les diadèmes.* — *Orateur,* s'écrie le « duc de Massa, président, *ce que vous dites est in- « constitutionnel.* — *Il n'y a ici d'inconstitutionnel que « votre présence!* » réplique l'orateur; et il continua par le tableau du despotisme sous lequel gémissaient les peuples *du Rhin, du Brabant et de la Hollande.*

Ainsi l'Europe assiégeante et la France assiégée apprirent en même temps que le Corps-Législatif se constituait l'opposition. Une adresse à l'Empereur fut votée à la majorité de deux cent vingt-trois voix contre trente-et-une : cette adresse était, comme le rapport, une véritable émanation de la déclaration de Francfort; elle séparait aussi de Napoléon le peuple français; elle exprimait violemment le vœu d'un redressement des griefs imputés au gouvernement impérial; elle demandait à l'Empereur des ga-

ranties contre lui-même, *des garanties politiques, pour engager la nation, pour rendre la guerre nationale.*

Il s'agissait bien alors de théories; il s'agissait d'être ou de ne pas être. Le devoir actuel, le devoir pressant, le devoir vraiment constitutionnel du du Corps-Législatif était de s'unir, *séance tenante*, à Napoléon pour sauver la patrie. Ce devoir était de prendre l'initiative légale du salut public, et de garder en réserve ces remontrances comme des droits qui devaient survivre aux malheurs de la France pour les empêcher de se renouveller jamais. Si le Corps-Législatif, redevenu dès lors un grand pouvoir, adoptait la résolution de proclamer lui-même la guerre nationale, il se constituait, par cette seule déclaration, le dictateur politique de la nation en danger, dont Napoléon eût été le dictateur armé: alors toute la France, se levant à la voix de ses représentans, aurait rejeté au-delà du Rhin les alliés, trop heureux d'accepter les conditions de Francfort, qu'à présent ils refusaient. Des passions honorables, mais peu éclairées, aveuglèrent les uns, des haines particulières entraînèrent les autres. Une trahison commencée fit habilement fermenter ces mauvais germes, qui se développèrent avec une incroyable activité. Napoléon sentit profondément les conséquences d'une division si contraire aux intérêts du pays et à toute saine politique; ne sachant quel remède apporter au mal, il ordonna de saisir l'épreuve du rapport et celle de l'adresse chez l'imprimeur, et de briser les planches de la composition; en outre, les portes du palais du Corps-Législatif furent fermées

et la législature ajournée. Peut-être la loi de la nécessité, qui gouverne encore plus les princes et les empires que les particuliers, exigeait-elle cette inégale et violente détermination; mais c'était le cas de la justifier par un appel direct et généreux à la nation, et de s'adresser à elle avec l'audace et la confiance d'un grand homme sous lequel elle avait accompli tant de prodiges. Au lieu de cela, Napoléon conçut la malheureuse idée de donner aux députés une audience de congé, et il laissa éclater à peu près en ces mots son vif mécontentement :

« J'ai supprimé votre adresse; elle était incen« diaire. Les onze douziémes du Corps-Législatif sont « composés de bons citoyens; je les connais, je saurai « avoir des égards pour eux; mais un autre douzième « renferme des factieux, des gens dévoués à l'An« gleterre : votre commision et son rapporteur, « M. Lainé, sont de ce nombre; il correspond avec « le prince régent par l'intermédiaire de Desèze; je « le sais, j'en ai la preuve; les quatre autres sont des « factieux... S'il y a quelques abus, est-ce le moment « de me venir faire des remontrances, quand deux « cent mille Cosaques franchissent nos frontières? « Est-ce le moment de venir disputer sur les libertés « et les sûretés individuelles, quand il s'agit de sau« ver la liberté politique et l'indépendance natio« nale? Il faut résister à l'ennemi; il faut suivre « l'exemple de l'Alsace, des Vosges et de la Franche« Comté, qui veulent marcher contre lui et s'adres« sent à moi pour avoir des armes... Vous cherchez « dans votre adresse à séparer le souverain de la na« tion... C'est moi qui représente ici le peuple, car

« il m'a donné quatre millions de suffrages : si je vou-
« lais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne
« me demande... Vous aurez la paix dans trois mois,
« ou je périrai... Votre adresse était indigne de moi
« et du Corps-Législatif. » Il aurait bien mieux valu se contenter d'avoir dissous la Chambre des Députés que de lui adresser une pareille réprimande. Sous le rapport de l'attitude à garder vis-à-vis des ennemis, Napoléon parlait comme la vérité elle-même; cependant beaucoup de choses qu'il n'aurait pas dû dire lui échappèrent dans l'entrainement de l'improvisation. A la place de l'Empereur, César, habitué à l'art de manier les esprits dans le sénat et devant le peuple comme au camp, aurait conquis et entraîné le Corps-Législatif. Napoléon, quoique doué d'une haute éloquence, ne savait pas gouverner ses paroles dans toutes les circonstances, et pour n'avoir pas possédé ce talent, il a peut-être perdu l'empire. Après ce funeste entretien avec le Corps-Législatif, il soutint sa résolution par des raisons d'État irrésistibles; mais cette résolution n'en était pas moins une grande faute que tout commandait d'éviter, même au risque d'une révolution. Il fallait enfin sauver la France par la France, dût-on périr soi-même au milieu de la tourmente qui l'aurait arrachée des mains de l'étranger. Il n'était plus au pouvoir d'un homme et d'une armée d'obtenir ce prix des plus héroïques efforts.

FIN DU LIVRE QUINZIÈME.



LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

SUITE DE LA NÉGOCIATION DE FRANCFORT. — DÉFECTION DU ROI DE NAPLES — CAMPAGNE DE FRANCE. — CONGRÈS DE CHATILLON.

L'ANNÉE 1814 commence pour Napoléon sous de sinistres auspices : sur les bords de la Baltique, les vingt mille braves, reste de la garnison de Dantzick, sont, au mépris de la capitulation, envoyés dans les déserts de la Russie par l'ordre d'Alexandre, au nom duquel le prince de Wurtemberg les a déclarés libres de retourner en France ; Genève, qu'un lâche magistrat vient d'abandonner, a ouvert ses portes que l'on pouvait défendre long-temps contre Bubna ; Lyon, confié au maréchal Augereau déjà indigne de lui-même, Lyon, qui doit sauver le Midi de la France, si le duc de Castiglione se souvient de ce qu'il a fait autrefois et des dernières instructions de Napoléon, menace de tomber aux mains de l'ennemi. Serons-nous plus heureux dans les négociations ? La tournure

qu'elles prennent ne promet pas une réponse favorable à cette demande.

Le duc de Vicence, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, n'avait pu être admis auprès de M. de Metternich. Le 18 janvier, il attendait encore ses passeports aux avant-postes français. Napoléon avait lu clairement dans les propositions des alliés, lorsqu'il disait à ses plénipotentiaires qu'elles n'étaient qu'un masque. Et sans doute, après les démarches officielles qu'il avait fait résulter de la note confidentielle de M. de Saint-Aignan, il n'était point permis d'accuser l'Empereur de ne pas vouloir mettre un terme à la guerre, quand, d'ailleurs, il ne comptait plus qu'une petite armée de cinquante mille hommes pour défendre la France assigée par un million de soldats. La paix n'était pas seulement un devoir pour lui; elle était une nécessité, une loi de la fortune, et d'une fortune propice, si la conduite des alliés s'accordait avec leurs déclarations.

Ce même mois de janvier devait encore être fatal à l'honneur du diadème. Un souverain à qui la France donnait depuis vingt-ans le titre de *son premier soldat*, que Bonaparte, en reconnaissance de cette valeur devenue historique pour la nation, avait uni à sa famille et doté d'une des plus belles couronnes de l'Europe, le roi Joachim oublie tout à coup qu'il n'est rien sans la France et sans Napoléon. Il imite Bernadotte, dont toutefois la condition politique est bien différente, et il court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 de ce mois, il a signé nn armistice avec l'Angleterre; le 11, un traité d'alliance offensif et défensif avec l'Autriche;

en vertu de ce traité, trente mille Napolitains doivent marcher contre la France. Ces étranges conventions, conseillées par les passions privées, par les haines implacables des obscurs amis de Murat, entraînent la perte de l'Italie, et vont devenir une des principales causes de la chute de l'empire français. Elles ferment au vice-roi la route de Vienne, qu'une bataille combinée avec le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte.

La France semble marquée de la même fatalité au dedans qu'au dehors, au commencement de cette année. Dans le courant de janvier, le Fort-Louis, Montbelliard, Haguenau, le Fort-l'Écluse, Saint-Claude, Cologne, Trèves, Vesoul, Épinal, Forbach, Bourg-en-Bresse, Nancy, le fort de Joux, Langres, Dijon, Toul, Chambéry, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, sont occupés par l'ennemi. Avant la fin de janvier, la France est saisie au nord, à l'est, au sud; elle n'a plus de frontière où elle a un voisin : la mer, sous le joug de la marine britannique, complète le blocus continental qui nous enveloppe de toutes parts. Cependant Napoléon, oubliant la résistance politique qu'il vient d'éprouver dans le Corps-Législatif, a appelé aux armes toute la population virile des Vosges, de la Haute-Saône, de l'Isère, de la Drôme, du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. On donne aux levées en masse de ces départemens des officiers et des généraux qui y sont nés; le général Berckeim a sous ses ordres toutes celles de l'Alsace. Dès le 8 janvier, un décret a mis en activité les trente mille hommes de la garde nationale de

Paris; l'Empereur les commande en chef, et prend le maréchal Moncey pour major-général. Cette armée est l'armée de la capitale; c'est elle qui, en 1789, a fait la révolution; mais jamais elle n'aura vu un plus grand péril. Les invalides de Fleurus, de Jemmapes. d'Arcole, d'Auterlitz, d'Iéna, d'Essling, de Wagram, de Friedland, et quelques-uns de Moskou, demandent à partager les travaux de la défense nationale; plusieurs centaines de ces vétérans généreux vont grossir les bataillons de l'armée active : « Le moment est « venu, disait *le Moniteur*, où de tous les points de « ce vaste empire les Français qui veulent délivrer « promptement le territoire de la patrie et conserver « l'honneur national que nous tenons de nos pères, « doivent prendre les armes et marcher vers les « camps, rendez-vous des braves et des vrais Fran- « çais. » En effet, malgré les discours perfides des conspirateurs de Paris, c'était bien pour la France et non pour Napoléon que la nation était appelée aux armes.

La destinée de Napoléon dépend de la guerre et du congrès qui en suivra toutes les phases; heureux, il dictera encore la loi, et renverra les étrangers de France pour n'y plus revenir; malheureux, il perdra sa couronne, avec la douleur de voir le territoire sacré au pouvoir des alliés. Pour soutenir la guerre, il invoque son génie dont il a la confiance d'obtenir de nouveaux prodiges; mais en même temps la prudence lui conseille de ne rien négliger dans les négociations, de même que sa dignité lui prescrit de prendre une attitude convenable par une déclaration franche de ses résolutions : il fait donc écrire au duc



LE ROI DE ROME.

Publié par Furne, à Paris.

[illegible]

a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes; un co[illegible]
de vieille garde, commandé par le duc de Trév[illegible]

de Vicence : « „ La chose sur laquelle Sa Majesté est « revenue le plus souvent, c'est la nécessité que la « France conserve ses limites naturelles... Le système « de ramener la France à ses anciennes frontières *est* « *inséparable du rétablissement des Bourbons*... Sa « Majesté ne voit que trois partis : ou combattre et « vaincre, ou combattre et mourir glorieusement ; ou « enfin, *si la nation ne la soutient pas*, abdiquer.... » Napoléon avait tout prévu, et ne pouvait plus être surpris par aucune chance du sort.

Le 23 janvier, après avoir confié le roi de Rome et sa mère à la fidélité de la garde nationale, l'Empereur signe les lettres patentes qui confèrent la régence à l'Impératrice ; le 24, par une confiance que rien ne justifie, il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'était laissé ravir Madrid et l'Espagne ; dans la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 25 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie. Quoique toute l'Europe soit armée contre lui, il tiendra ce serment s'il n'est pas trahi par des compagnons d'armes. Le 26, le quartier-général se trouve à Châlons-sur-Marne ; les avant-postes sont à Vitry. Napoléon vient d'entrer en campagne. Nos troupes vont manœuvrer dans ces plaines de Walmy où, vingt ans auparavant, les Français ont remporté leur première victoire contre les Prussiens, sous le vieux Kellermann qui les conduit encore. Napoléon passe toute la soirée à recueillir des nouvelles, et voici ce qu'il apprend : la grande armée autrichienne, descendue des Vosges, a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes ; un corps de vieille garde, commandé par le duc de Trévise,

a défendu le terrain pied à pied, et livré de glorieux combats à Colombey-les-Deux-Églises et à Bar-sur-Aube; mais la ville de Troyes n'en court pas moins un danger imminent. Le duc de Raguse est derrière la Meuse, entre Saint-Michel et Vitry; le duc de Bellune, qui semble destiné partout à commettre des fautes presqu'aussi fatales que des trahisons, a abandonné les défilés des montagnes, et s'est replié, ainsi que le prince de la Moskowa, sur Vitry-le-Français. Toute l'armée française, moins le duc de Tarente que le duc de Valmy doit attendre à Châlons, se trouve réunie sous la main de l'Empereur; instruit que le duc de Trévise se retire de Troyes, il lui donne avis de sa marche, et vole, dès le 27, attaquer un corps de Blücher à Saint-Dizier, le chasse de cette ville avec vigueur, et coupe en deux l'armée de Silésie. La présence de Napoléon jette la terreur parmi les ennemis, elle ranime le courage des habitans et nous amène une foule de nouveaux défenseurs; on déterre ses armes, on se précipite sur l'ennemi; on lui fait de nombreux prisonniers; l'enthousiasme est universel. Napoléon a résolu d'empêcher la jonction de Blücher avec Schwartzemberg, et se dirige vers Troyes par Brienne, où la rupture du pont de Lesmont-sur-Aube avait retenu ce général. Napoléon s'en réjouit; il voudrait qu'une grande bataille, livrée pour le salut de la France, immortalisât ce bourg de Brienne, son second berceau, cette école militaire que, trente ans après en être sorti, il est réduit à conquérir sur des Russes et des Prussiens. Tandis que le duc de Trévise va revenir à Troyes, par les ordres de Napoléon, l'armée arrive, à travers une forêt im-

praticable pour d'autres soldats que des Français, sous Brienne. Nos attaques sur les terrasses du parc et à l'entrée de la ville basse sont si vives, que Blücher pense être pris. Un prisonnier aussi important eût valu le gain d'une bataille. Blücher est à la fois le génie militaire de la Prusse et le héros du Tugendbund, qui s'était levé à sa voix. Le bourg défendu par les Russes, le château par les Prussiens, ont vu le combat le plus acharné, qu'une perte égale rend funeste aux deux armées. Il semble que Brienne soit pour elles un de ces lieux sacrés dont la possession assurait la victoire aux anciens Grecs. La nuit, après douze heures d'une lutte opiniâtre, ne sépara pas les combattans; elle pensa être fatale aussi à Napoléon, qui, vers dix heures du soir, regagnait son quartier-général de Mézières, à une demi-lieue de Brienne: un hurra de Cosaques se jeta au milieu de sa colonne, et l'un d'eux allait le frapper de sa lance, quand, d'un coup de pistolet, Gourgaud l'abattit à ses pieds. Cette journée fut malheureuse. L'Empereur n'avait avec lui qu'une partie de sa garde et de son armée; le gros de ses forces marchait dans une autre direction pour couper la route de Troyes à Blücher, qui s'est replié silencieusement vers Bar-sur-Aube. Le 30, à la pointe du jour, Napoléon va occuper Brienne, et s'établit au château. Bientôt il apprend que Blücher a fait sa jonction avec Schwartzemberg, et que cent mille hommes nous attendent dans les plaines de l'Aube. Le 1er février, il accepte le combat avec ses cinquante mille hommes, presque tous conscrits des nouvelles levées; il a en tête les vieilles bandes de toutes les nations, qui se sont aguerries par ses

exemples et sous son drapeau ; l'élite de l'armée de Silésie, celle de l'armée autrichienne, de la garde impériale russe. Napoléon est au centre de son armée, au village de la Rothière, et soutient avec la plus grande vigueur tout l'effort de l'ennemi, qui a dirigé sur ce point son attaque principale. Mais vainement les généraux Duhesme et Gérard déploient une intrépidité héroïque, l'un à la Rothière, l'autre à Dienville ; la supériorité numérique des alliés rend inutiles les miracles de la valeur française. Toutefois l'audace leur a manqué pour nous ravir le champ de bataille. Dans la nuit, Napoléon ordonne la retraite sur Troyes, et trompe habilement Blücher, qui espère nous détruire. Le lendemain, l'armée française pousse son mouvement sur la rive gauche de l'Aube, après avoir coupé encore une fois le pont de Lesmont qui a été rétabli le 31 janvier ; mais Marmont, chargé de protéger notre marche, est resté sur la rive droite, et n'a plus d'autre ressource que celle de franchir la Voire à Rosnay. Assailli par les vingt-cinq mille Bavarois du général de Wrède, Marmont se souvient de Hanau : l'épée à la main, il passe sur le corps de ses infidèles alliés, et le même jour il arrive à Arcis.

Le 1er février, Bruxelles avait été évacuée. Ne pouvant plus sauver la Belgique envahie par Bernadotte, Maison était réduit à défendre pied à pied la frontière de la Flandre. Eugène, que l'agression de Joachim a forcé, le 4, de se replier de l'Adige sur le Mincio, y attendait les Autrichiens. Murat avait dit au général Gifflenga, aide-de-camp d'Eugène : « ... Au-« jourd'hui, je dois ma couronne à l'Autriche, et à « l'Autriche seule : elle pouvait la rendre à la reine

« Caroline ; elle a mieux aimé me la conserver. En « conséquence, je la servirai fidèlement et chaude- « ment, comme j'ai servi l'Empereur..... » Joachim était trompé sur tout, même sur sa nouvelle fidélité.

Cependant Napoléon apprend, le 3 février, à Piney, entre Brienne et Troyes, que le lendemain le congrès doit s'ouvrir ; toute l'Europe diplomatique et toute l'Europe militaire sont réunies contre lui. Si la position avait été changée de Prague à Francfort, elle l'est bien davantage de Francfort à Châtillon ; de plus, l'Angleterre est représentée à ce congrès par quatre plénipotentiaires. Cela seul indique au duc de Vicence, que l'Angleterre réclame la prépondérance pour traiter et que c'est à elle qu'il doit s'adresser. Mais il n'en fut pas ainsi ; les habitudes de Prague prévalurent ! Comme il n'est déjà plus question à Châtillon des bases de Francfort, le duc de Vicence demande d'autres pouvoirs ; Napoléon résiste long-temps aux exigences de sa situation, aux souvenirs et aux instances de ceux qui l'entourent ; enfin il donne *carte blanche* à son plénipotentiaire « pour « conduire la négociation à une heureuse issue, « sauver la capitale et éviter une bataille où sont les « dernières espérances de la nation. »

Ainsi le duc de Vicence n'a plus *les mains liées*, et par cette carte blanche, il lui est bien déclaré *que le salut de la France dépend d'une paix ou d'un armistice à faire dans quatre jours.* Et en effet les souverains alliés venaient d'arrêter définitivement à Brienne la marche sur Paris, par les deux rives de la Seine. Macdonald, repoussé du pays de Liége, était déjà à Meaux ; où il retenait les fuyards ; il avait dû,

le 5, évacuer Châlons devant le général Yorck. Blücher s'était séparé de ses alliés pour agir isolément sur la Marne. Dans le but de l'attendre, Napoléon, après avoir, le 3 et le 4, marqué son mouvement de retraite par de brillantes affaires d'avant-garde, et avoir forcé l'ennemi de se replier sur Bar-sur-Aube, était parti de Troyes. Cependant la tristesse se répandait dans les rangs de nos soldats, qui n'avaient pas l'habitude de reculer devant l'ennemi. « Où nous arrêterons-nous ! » disaient-ils au sortir de Troyes : ils ne savaient pas qu'ils marchaient au secours de Paris.

Le 7, Nogent est mis à l'abri d'un coup de main par la rupture du pont et de promptes dispositions. Mais les courriers de Paris et les aides-de-camp du duc de Tarente viennent annoncer la nouvelle de la marche de Blücher sur la capitale, par la grande route de Châlons. Le salut ou la perte de la France dépendent maintenant du congrès de Châtillon; Napoléon a donné à son plénipotentiaire la mesure du péril public, en mettant entre ses mains le sort de l'État : il a été six heures à s'y décider. Il reçoit à Nogent, sous la date du 6, une lettre par laquelle M. de Vicence lui accuse réception de la *carte blanchc* expédiée la veille de la ville de Troyes; ce ministre se plaint de n'être pas éclairé touchant le danger dont parle l'Empereur, et il demande des instructions positives sur les sacrifices qu'il faut consentir. Ces instructions étaient toutes dans la *carte blanche*. D'ailleurs lord Castelreagh, ayant fait déclarer à la première conférence *qu'il n'y aurait point de discussion sur le code maritime*, s'était proclamé, par cela seul,

l'autocrate du congrès. C'était donc avec le chef du cabinet de Londres qu'il fallait s'entendre. M. de Metternich se tenait à Chaumont auprès de son souverain. Cependant, après les protestations de la plus haute raison et du courage le plus inflexible, après les révoltes d'un cœur généreux et livré aux plus cruelles angoisses, déterminé enfin par le seul intérêt de la patrie, dont il crut entendre la voix, Napoléon s'est décidé à abandonner la Belgique et la rive gauche du Rhin, l'Italie, le Piémont, l'Allemagne, Gênes, etc. Il doit signer cette dépêche le 9, à sept heures du matin; mais à cinq heures, il a reçu un rapport sur les mouvemens des armées russe et prussienne. A la lecture de ce rapport, une illumination de génie s'est emparée de lui; le duc de Bassano l'en trouve entièrement préoccupé. « Ah! c'est vous... » dit l'Empereur qui lui voit dans les mains la dépêche pour Châtillon. « Il s'agit d'autres choses, « ajoute-t-il; je suis dans ce moment à battre Blücher « de l'œil; il marche par Montmirail. Je pars; je le « battrai demain, je le battrai après-demain : si je « réussis, l'état des affaires va changer, et nous ver« rons; en attendant, laissez Caulaincourt avec les « pouvoirs qu'il a. » C'était le jour où Razumowski suspendait le congrès après en avoir violé les formes.

Napoléon a donné ses ordres. Bourmont est chargé de défendre à Nogent le passage de la Seine; Oudinot garde le pont de Bray. Le soir, Napoléon arrive à Sézanne par la traverse; il a fait douze grandes lieues avec son armée. Il n'est plus qu'à quatre lieues de Blücher, qui court sur Meaux avec sécurité après Macdonald. Le 10, au matin, l'Empereur marche de

nouveau : Marmont a rétrogradé avec l'avant-garde à cause des mauvais chemins; Napoléon se met en route. Marmont force les défilés de Saint-Gond, et enlève à l'ennemi le village de Baye. Dans l'après-midi, Napoléon débouche à Champ-Aubert, engage aussitôt ses troupes, bouleverse les colonnes russes du général Alsufief, qui ont défendu Brienne, et brisé l'armée de Blücher. Nansouty en suit une partie sur Montmirail; Marmont poursuit l'autre sur Châlons. Napoléon s'arrête à Champ-Aubert, et fait dîner avec lui les généraux prisonniers. En informant le duc de Vicence de ce succès, il se contente de lui recommander *de prendre une attitude plus fière* au congrès. Marmont tenait Blücher en échec, entre Châlons et Champ-Aubert. Le lendemain 11, Napoléon accourt sur les traces de Sacken, qui marche vers La Ferté, et d'Yorck, qui est déjà à la vue de Meaux; mais à la nouvelle de la défaite de Champ-Aubert, ils ont rebroussé chemin et viennent au-devant de la bataille que Napoléon leur apporte; une attaque générale la décide bientôt en faveur des Français. Ney et Mortier ont emporté avec la plus grande valeur la ferme des Grenaux, où l'ennemi a concentré ses forces; il fuit vers Château-Thierry en pleine déroute, dans l'espoir de rejoindre Blücher sur la Marne. Mais le 12, poursuivis jusqu'à cette ville, les Russes et les Prussiens, qui n'ont pas eu le temps d'en couper le pont, y sont entrés pêle-mêle avec la cavalerie française. Mortier refoule sur la route de Soissons tous ces fuyards d'Yorck et de Sacken. Les habitans de Château-Thierry ramassent les fusils des vaincus et se forment en partisans.

Cependant Marmont n'a pu contenir plus long-temps Blücher, renforcé de deux corps russes et prussiens arrivés de Mayence : il a même dû évacuer Champ-Aubert; enfin il se voit poussé jusqu'à Montmirail; tout à coup il fait volte-face et prend position dans la plaine de Vaux-Champs; il se retrouve encore à l'avant-garde, ayant derrière lui Napoléon avec son armée en bataille. Il est huit heures du matin : Blücher, étonné, voudrait refuser la bataille; mais, attaqué soudain par notre cavalerie qui se précipite sur les carrés prussiens, les enfonce et les disperse, la retraite qu'il ordonne n'est plus qu'une fuite. Lui-même, le soir, enveloppé avec son état-major, il ne peut se dégager que le sabre à la main et à la faveur de l'obscurité. Marmont continue la poursuite toute la nuit. Napoléon retourne coucher à Montmirail; il envoie huit mille prisonniers russes et prussiens porter à Paris les bulletins de cette glorieuse semaine. Il peut se rappeler la fameuse campagne de cinq jours qui marqua ses premiers succès en Italie; d'autres vont encore illustrer ses derniers combats en France.

Les deux routes de Châlons sont balayées par les troupes françaises dix fois victorieuses; maintenant Napoléon est appelé sur les routes de la Seine, où s'avance Schwartzemberg, tandis que Mortier et Marmont restent gardiens des avenues de Châlons. Le 15, l'Empereur marche sur Meaux avec sa garde et le corps de Macdonald; il prévient Victor et Oudinot que le lendemain il débouchera derrière eux par Guignes. Le 16, c'est à leur canon que l'Empereur se rallie, ils se battaient dans la plaine de Guignes : sa présence arrête l'ennemi, qui était bien

éloigné de le croire si près de lui. Schwartzemberg, avec ses cent cinquante mille hommes, avait à la fin forcé les ponts de Nogent, de Bray, de Montereau, et s'avançait plein de sécurité sur Nangis, dans l'espoir d'arriver à Paris avant Blücher : l'émulation de ces deux généraux est prématurée. Le 17, Napoléon attaque Schwartzemberg devant Nangis; les dragons venus d'Espagne avec le général Treilhard contribuent au succès de cette journée. Schwartzemberg, vaincu comme Blücher, éprouve la déroute la plus complète : Oudinot et Kellermann poursuivent les Russes jusqu'à Nogent; Macdonald, les Autrichiens sur Bray; et Gérard, les Bavarois, qu'il écrase à Donne-Marie et à Villeneuve. Victor a l'ordre de s'emparer le soir même du pont de Montereau; et Napoléon va coucher au château de Nangis, dans la confiance que Montereau est occupé par ses troupes; il espère alors forcer Schwartzemberg à une bataille rangée.

Le 17, dans la soirée, un officier autrichien se présente aux avant-postes; il vient demander une suspension d'hostilités. Napoléon saisit cette occasion d'échapper aux lenteurs et aux perfidies d'un congrès, et écrit directement à son beau-père, en lui envoyant une lettre de Marie-Louise. Il témoigne le plus vif désir d'entrer en arrangement avec l'Autriche; mais, après ses huit jours de victoire, il compte traîter sur de meilleures bases que celles de Châtillon, par lesquelles on lui dictait les plus dures conditions. En même temps, et sous l'inspiration du retour de la fortune à ses drapeaux, il s'empresse de mander au duc de Vicence : « Je vous ai donné carte « blanche pour sauver Paris et éviter une bataille

« qui était la dernière espérance de la nation : la ba-
« taille a eu lieu ; la Providence a béni nos armes ;
« j'ai fait trente à quarante mille prisonniers ; j'ai
« pris deux cents pièces de canon, un grand nombre
« de généraux, et détruit plusieurs armées, sans
« presque coup férir ; j'ai entamé hier l'armée du
« prince de Schwartzemberg, que j'espère détruire
« avant qu'elle ait repassé nos frontières. Votre atti-
« tude doit être la même ; vous devez tout faire pour
« la paix ; mais *mon intention est que vous ne signiez*
« *rien sans mon ordre*, parce que moi seul je connais
« ma position..... Je veux la paix ; mais ce n'en serait
« pas une qui imposerait à la France des conditions
« plus humiliantes que celles de Francfort..... Je suis
« prêt à cesser les hostilités, *et à laisser les ennemis*
« *rentrer tranquilles chez eux*, s'ils signent les préli-
« minaires basés sur les propositions de Francfort... »
Napoléon a reconnu toute la force de la carte blanche, puisqu'il la révoque : dès ce moment seulement, elle n'existe plus pour lui ; mais elle existe encore pour son plénipotentiaire jusqu'au 21, jour où cette lettre lui parvient. Il fallait le courage d'obéir à Châtillon aux ordres de Troyes ; il fallait désintéresser l'Angleterre aussitôt la réception de ces pouvoirs illimités. Si, le 7, le 8 ou le 9, M. de Vicence avait déclaré à lord Castlereagh qu'il abandonnait, pour la paix, Anvers, la Belgique, le Rhin, la paix était faite, malgré Razumowski et Stadion. Le 8 mars, et il n'est plus temps, M. de Metternich le dit clairement ; il écrit à M. de Vicence, de Chaumont : « ..... Je ne
« doute pas que vous êtes journellement dans le cas
« de vous convaincre que l'Angleterre va rondement

« en besogne; *le ministre actuel est assez fort pour*
« *pouvoir vouloir la paix... Pour arriver à cette paix,*
« *il faut également en vouloir les moyens, et ne pas*
« *oublier que l'Angleterre dispose seule de toutes les*
« *compensations possibles...* » A Prague, M. de Metternich était l'intermédiaire nécessaire de la négociation, aussi eut-on la guerre; à Châtillon, c'était lord Castlereagh : il n'eût pas osé refuser une paix achetée par les sacrifices spécifiés plus haut, sans s'exposer à payer ce refus de sa tête, si les chances de la guerre venaient à changer, comme elles changèrent réellement depuis le 10 jusqu'au 19 février.

Pendant que ces choses se passaient à Nangis, le congrès s'était rouvert le 17, et les plénipotentiaires alliés présentaient leur projet de traité préliminaire. L'empereur Napoléon devait renoncer aux acquisitions faites par la France depuis 1792, ainsi qu'aux titres dérivans de son influence sur les pays placés hors des anciennes limites de la France; l'indépendance de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, était déclarée; la Hollande rentrait sous la souveraineté de la maison d'Orange, et l'Espagae sous celle de Ferdinand VII, etc. C'était bien le cas sans doute d'accepter ce traité préliminaire, et de faire usage de la carte blanche; il portait d'ailleurs que quatre jours étaient donnés pour l'échange des ratifications. On ne sait quel motif engage M. de Vicence à intervenir pour la couronne d'Italie, pour le prince Eugène, le prince Jérome et le roi de Saxe, et à ne pas répondre sur-le-champ. Quatre ou cinq jours plus tard, il n'était plus libre; il recevait les lettres de Nangis, du 17 et du lendemain, par lesquelles l'Empereur révoquait les pouvoirs sans limites.



Eugène Lami pinx — Blanchard aqua forti

NAPOLÉON A MONTEREAU.

trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille, le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 12, contre toute

7.

Le 17 février doit marquer dans nos fastes comme un jour fatal. Le maréchal Victor n'a pas exécuté l'ordre si précis et si important de prendre Montereau : cette ville est encore occupée par les Wurtembergeois, qui couvrent la retraite sur Sens du corps autrichien de Bianchi. Le 18, le maréchal se présente devant Montereau, et veut forcer cette position. Le général Chateau, son gendre, qui avait emporté avec tant de valeur les hauteurs de Brienne, y est mortellement blessé d'un coup de feu. L'action devient générale, l'Empereur s'empare du commandement et la victoire reste aux Français. Dans cette affaire, se souvenant de son ancien métier, Napoléon pointe lui-même des pièces d'artillerie, s'expose gaiement aux coups de l'ennemi, et répond aux alarmes ainsi qu'aux murmures des soldats : « Allez, « mes amis, ne craignez rien; le boulet qui me tuera « n'est pas encore fondu. » Gérard, qui a puissamment contribué au succès, reçoit le commandement du corps du maréchal Victor, à qui l'Empereur permet de se retirer chez lui; mais touché par les larmes d'un ancien compagnon d'armes, et surtout par la perte du général Chateau, Napoléon tend la main à Victor, et l'envoie commander deux divisions de sa garde.

Le 19, l'armée a l'ordre de pousser l'ennemi sur Troyes et de nettoyer la rive droite de la Seine. Les Autrichiens, les Russes, les souverains alliés sont en pleine fuite. Paris reçoit les drapeaux des journées de Nangis et de Montereau. Le 20, l'Empereur se trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille; le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 12, contre toute

l'armée de Schwartzemberg, et où il a gagné le grade de lieutenant-général. Le 22, Napoléon poursuit sa marche; la retraite des alliés se change en déroute; cent mille hommes se précipitent vers nos frontières devant les quarante mille braves de Napoléon, qui n'a pu décider Schwartzemberg à une bataille rangée. Les équipages des alliés refluent jusque sur les Vosges et les bords du Rhin. On arrive le 22 à Méry-sur-Seine; de l'autre côté un corps ennemi en force le passage, et l'on apprend avec la plus grande surprise que ce corps est celui de Sacken, appartenant à cette armée de Blücher, qui partout se reproduit, et semble renaître de ses ruines. Une action vigoureuse s'engage avec les Russes dans les rues de cette petite ville; ils en sont chassés; ils se retirent à la hâte de l'autre côté de l'Aube. Cependant les flammes dévorent Méry, et le quartier-général impérial se transporte au hameau de Châtres, où Napoléon passe la nuit du 22 au 23 dans la boutique d'un charron. Le matin se présente le prince de Wentzel de Lichtenstein, aide-de-camp de Schwartzemberg, et porteur d'une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre du 17 de l'empereur des Français. Une conversation secrète prolongea l'audience que Napoléon accorda au prince. On assure qu'interrogé par ce souverain touchant l'influence que trois membres de la famille des Bourbons, arrivés en France, semblaient avoir prise sur les intentions des alliés, le prince de Lichtenstein avait répondu que « l'Autriche ne se prêterait à rien de semblable; qu'on n'en voulait ni à « l'existence de Napoléon ni à sa dynastie, et que sa « mission était une preuve sans réplique qu'on ne

« voulait faire que la paix. » Alors Napoléon dit au prince qu'il serait le soir même à Troyes, d'où il enverrait aux avant-postes ennemis un général pour y traiter d'un armistice. Immédiatement après le départ de l'aide-de-camp autrichien, le baron de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence, revenait de Paris, d'une mission, et il était admis chez l'Empereur, qu'il trouva entièrement rassuré sur la position des affaires. Deux ministres que n'avait éblouis aucune des victoires, bien que miraculeuses, qui venaient d'illustrer le mois de février, avaient fait promettre à M. de Saint-Aignan de présenter à l'Empepereur le tableau véritable de l'opinion, de la situade la capitale, et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les avis dont il s'était chargé étaient sévères; il les porta à Napoléon avec autant de courage que de fidélité, et le pressa instamment de répondre aux vœux unanimes que l'on formait à Paris pour la paix, quelles que fussent les concessions auxquelles il fallût descendre. Napoléon, tout rempli de ses succès et des dernières paroles du prince de Lichtenstein, repoussa les représentations de M. de Saint-Aignan; mais la loyauté de ce plénipotentiaire de la pensée publique ne fut point ébranlée : « Sire, dit-il « en terminant, la paix sera assez bonne si elle est assez « prompte. — Elle arrivera assez tôt, répliqua vive- « ment Napoléon, si elle est honteuse! » Ces mots se répandent, et l'armée reprend la route de Troyes, aussi tristement qu'elle avait repris de cette ville, le 5 du même mois, le chemin de la capitale.

Les conseils qui arrivaient de Paris avaient sans doute de la sagesse; les circonstances leur prêtaient

beaucoup de forces : toutefois si les ministres, celui de la guerre surtout, si le général qui commandait la grande ville, si Joseph et les autres membres du gouvernement, eussent rempli la moitié de leur devoirs, Napoléon n'aurait pas eu besoin d'entendre de pareils avis, parce qu'il ne se serait jamais vu réduit à une extrémité semblable. En effet, même dans la position où il se trouvait, son génie, qui venait de lui ramener la fortune par de si incroyables succès sur les forces combinées de l'Europe, pouvait encore la sauver.

Le 23, dans l'après-midi, nous paraissons devant Troyes; les portes en sont fermées et barricadées. L'ennemi semble vouloir la défendre ou plutôt la détruire avant d'évacuer. Le combat s'est engagé; mais à la nuit l'ennemi fait demander une trève pour remettre les portes à la pointe du jour : Napoléon préfère le salut de la ville à un nouveau triomphe.

L'Empereur rentre à Troyes le 24. Fatigués de dix-huit jours de domination étrangère, les habitans laissent éclater des accusations de trahison et de connivence avec l'ancienne dynastie. Deux émigrés sont dénoncés pour avoir porté publiquement la croix de Saint-Louis et la cocarde blanche pendant le séjour des alliés; l'un deux est arrêté et fusillé. Napoléon a appris que les proclamations d'Hartwell circulent dans Paris, et que des lettres émanées de Louis XVIII sont mystérieusement parvenues aux principaux personnages de l'empire. Il sait que le duc de Berri est à Jersey, le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz avec l'armée anglaise, et le comte d'Artois en Franche-Comté. Aussi, à son entrée à Troyes, il a

rendu un décret qui prononce la peine des traîtres contre tous ceux qui auront arboré les insignes de l'ancienne monarchie. Cependant, dans cette même ville de Troyes, l'empereur Alexandre avait déclaré à M. de Vitrolles que les alliés n'épousaient pas la cause de la maison de Bourbon, que ce négociateur officieux venait plaider auprès de lui; les autres souverains tenaient le même langage. A Châtillon, on avait également affirmé au plénipotentiaire français que le comte d'Artois était arrivé à Vesoul, sans en prévenir les puissances, sans leur assentiment, et qu'il allait repartir.

Dans l'espoir de tirer un grand parti de sa nouvelle situation, Napoléon s'occupe de la suspension d'armes. Les alliés se sont retirés sur Bar-sur-Aube, d'où le prince de Schwartzemberg fait proposer Lusigny pour la négociation. Le point le plus difficile à décider était la ligne d'armistice. Napoléon demanda qu'elle s'étendît depuis Anvers jusqu'à Lyon; cette demande étonna les alliés. En attendant leur réponse, Napoléon se livrait aux espérances que devait lui donner l'espèce d'empressement que la coalition avait montré pour une trève, lorsque, dans la nuit du 26 au 27, il découvre l'énigme de cette attaque de Méry, suivie si rapidement d'une retraite de la part des Russes. Ceux-ci étaient la nouvelle avant-garde d'une autre armée de cent mille hommes, récemment formée par Blücher des différens corps descendus de la Belgique. Cet infatigable général, présent à l'échauffourée du pont Méry, où il venait de recevoir une blessure, avait voulu, pour la seconde fois, rallier le prince de Schwartzemberg;

mais la déroute de ce dernier, après Nangis et Montereau, ayant détruit cette combinaison, le général prussien l'avait remplacée en reprenant un projet plus hardi et plus brillant, celui d'arriver seul à Paris par les deux rives de la Marne. En effet, devant lui Marmont s'était vu forcé d'évacuer Sézanne le 24; Mortier se retirait également de Soissons, et ces deux maréchaux se reployaient sur la Ferté-sous-Jouarre. Loin de se laisser abattre par un événement aussi inattendu, Napoléon se retrouva au contraire dans son élément naturel, les grandes difficultés. La plus pressante à surmonter est sans doute celle de masquer son départ et celui de son armée pour courir après Blücher, sans que Schwartzemberg puisse dans son mouvement de retraite en avoir le moindre soupçon. Oudinot et Macdonald doivent contenir les Autrichiens : l'un se bat déjà à Bar-sur-Aube; l'autre, avec Gérard, fait faire sur toute la ligne ces acclamations qui annoncent la présence de Napoléon. Cette ruse réussit. A midi l'Empereur était à Arcis : pour la première fois il se trouve mener de front deux négociations et deux opérations militaires.

Arrivé à Sézanne, il apprend la marche sur Meaux de Mortier et de Marmont, qui n'ont pu rester à la Ferté-sous-Jouarre. Il faut sauver Meaux; c'est un faubourg de la capitale. De Sézanne, Napoléon se porte à la Ferté-Gaucher. Là, il reçoit de fâcheuses nouvelles : le généralissime Schwartzemberg a découvert que Macdonald et Oudinot sont seuls devant lui, et en conséquence il a repris vigoureusement l'offensive à Bar-sur-Aube; Wittgenstein et Schwartzemberg, blessés dans l'action ont refoulé sur Troyes,

par la masse de leurs troupes, les faibles corps français placés en face d'eux; Macdonald, qui devait fournir la garde au congrès de Châtillon, a dû également suivre le mouvement rétrograde sur Troyes; et enfin Augereau, qui a reçu à Lyon l'ordre le plus pressant de rallier en Franche-Comté, va avoir à combattre, outre le corps de Bubna, ceux de Bianchi et de Hesse-Hombourg, que Schwartzemberg, embarrassé du nombre de ses troupes, vient de diriger sur Lyon.

Cependant Napoléon ne perd pas de vue son ennemi principal. Le 2 mars, pendant qu'on rétablit le pont de la Ferté-sous-Jouarre, détruit par Blücher, il s'arrête dans cette ville pour envoyer au duc de Vicence, avec une lettre autographe, le *contre-projet* que ce ministre lui a demandé, en réponse au projet de traité préliminaire des alliés. La veille, le traité de la quadruple alliance avait été signé à Chaumont. Il garantissait les bases auxquelles venait de répondre le contre-projet, et renfermait deux clauses bien menaçantes pour la France. Par l'une, chacune des quatre grandes puissances s'engageait à tenir constamment en campagne une armée de cent cinquante mille hommes, et la Grande-Bretagne donnait un subside annuel de 120 millions : par l'autre, aucune négociation séparée n'aurait lieu avec l'ennemi. Ce nouveau pacte est un arrêt de mort contre Napoléon et la France. Il ne reste qu'à combattre. Blücher a pris la rive gauche de la Marne, et s'avance sur Soissons. Tout est sauvé si Napoléon arrive à Soissons avant Blücher, engagé dans des chemins de traverse impraticables. Pas un moment de perdu du côté des Français : des courriers sont expédiés à Paris, à Châ-

tillon, à Meaux; Mortier et Marmont ont l'ordre de ressaisir l'offensive. Le pont de la Ferté rétabli dans la nuit du 2 au 3, l'Empereur a passé la Marne : il se précipite sur Château-Thierry et sur la route de Soissons; il est en pleine manœuvre sur les flancs de l'ennemi, auquel nous avons coupé le chemin de Reims. Tout se dirige vers Soissons, la clef de la barrière de la Marne. Marmont et Mortier s'y portent par deux routes différentes : ce dernier maréchal est tranquille sur le sort de Soissons, défendue par une garnison et par des fortifications nouvellement réparées. Cerné de toutes parts, Blücher ne saurait éviter sa ruine, puisque nous occupons Soissons. Blücher ne l'ignore pas; aussi se propose-t-il d'emporter la ville de vive force et de s'y renfermer : il se présente et les ponts s'abaissent devant lui!..... Bulow et Wintzingerode, arrivés aussi de la Belgique, de l'armée de Bernadotte, avaient, le 2 mars, menacé Soissons, intimidé le commandant, qui ouvrit ses portes! Le 4 au matin, Napoléon apprend à Fismes l'entrée des Prussiens dans Soissons! Le général qui avait livré la place se nommait Moreau : « Ah! « s'écrie Napoléon, ce nom m'a toujours été fatal. »

Soissons perdue, la Marne franchie par les alliés, il faut surprendre le passage de l'Aisne. Le 5 mars, l'Empereur court à Béry-au-Bac qu'enlève le général Nansouty; ainsi le chemin de Reims à Laon nous appartient. Le 6, il marche à Laon, et trouve sur les hauteurs de Craonne une armée russe en position; il remet la bataille au jour suivant. Le soir, des nouvelles de Strasbourg lui apprennent le mouvement presque général de la population des Vosges contre

les Autrichiens en retraite, et le concert d'attaque qui semble lier par les opérations offensives les garnisons du Rhin, celles de la Lorraine et celles de l'Alsace. Mais, le 7, il faut emporter Craonne; Ney et Victor à la tête de l'infanterie, Grouchy et Nansouty à la tête de la cavalerie, s'élancent sur le plateau avec leur impétuosité ordinaire; les trois derniers sont blessés. Belliard prend le commandement en chef de la cavalerie, soutenu par Drouot et son artillerie. Nous sommes maîtres de Craonne, après avoir éprouvé la plus vigoureuse résistance. Nous suivons les ennemis jusqu'à l'embranchement de la route de Laon à Soissons; ils tiennent quelques heures à l'auberge de l'Ange-Gardien, afin de donner le temps à Blücher d'évacuer Soissons et de se rallier. La journée fut fort sanglante, et notre difficile victoire eut un caractère de tristesse qui se manifesta dans toute l'armée. Napoléon avait encore le front tout chargé de soucis, quand il parvint à Bray; ce succès sans trophées lui inspirait de profondes réflexions. Ce qui entoure l'Empereur, hommes de guerre, hommes d'État, a les yeux fixés du côté de Châtillon.

M. de Rumigny, attaché au cabinet, en arrive; il est porteur des nouvelles du duc de Vicence : elles ont un aspect grave; les propositions de Lusigny sont qualifiées à Châtillon d'infractions aux bases de la négociation; on ne veut point admettre de discussion; on persiste à exiger que le duc de Vicence souscrive à la condition *des anciennes limites de la France*, ou remette un *contre-projet*; sans cela on menace de se séparer. La dépêche du plénipotentiaire est très-pressante. M. de Rumigny emporte, le 8, une longue réponse

à cette lettre du duc de Vicence, et cette réponse donne encore une carte blanche, *sauf ratification!*

Napoléon a rejoint la tête de ses colonnes; elles sont en pleine marche sur Laon : on fait occuper Soissons qui n'est plus une barrière, et à deux lieues de Laon nous nous voyons arrêtés par l'ennemi, maître d'un défilé au milieu des marais; il est trop tard pour forcer ce passage. Napoléon rétrograde jusqu'à Chavignon, où Flahaut vient lui révéler la rupture des conférences de Lusigny. Le mouvement de Blücher a rétabli les affaires des alliés, en attirant Napoléon sur ses traces; ils n'ont plus besoin d'un armistice. Cependant, dans la nuit du 8 au 9, un fait d'armes à la fois heureux et hardi ouvre le défilé au maréchal Ney. Gourgaud, premier officier d'ordonnance de l'Empereur, a surpris les grand'gardes des alliés. L'armée se trouve au pied des hauteurs de Laon. Le 9, Marmont, Ney et Mortier font leurs dispositions pour aborder, le lendemain, à la pointe du jour, cette forte position : elle est défendue par l'armée de Blücher, grossie de cette avant-garde qui a pris Soissons sans coup férir : cette armée est deux fois plus nombreuse que la nôtre. Laon est le centre presque inexpugnable des opérations du général prussien. Mais dans la nuit qui précède l'attaque, Marmont, à son tour, se laisse surprendre, et son corps est dispersé. Fatale représaille du beau fait d'armes de Gourgaud! Ainsi se perd tout à coup, pour la seconde fois, et d'une manière irréparable, le fruit d'une marche pénible et savante. La disgrace de Soissons allait être réparée; l'audace de Gourgaud avait conduit l'armée sous les remparts de Laon! Une

grande bataille était près de se donner pour sauver la capitale. Napoléon montait à cheval à quatre heures du matin, pour engager l'action, quand il apprit le désastre de son lieutenant : il dut alors se retirer sur Soissons, dont il confia la garde à Mortier. Ce fut de cette ville qu'il écrivit au prince vice-roi, le 12 : « Je « reçois votre lettre et le projet de traité que le roi « de Naples vous a envoyé : vous sentez que cette idée « est une folie; cependant, envoyez un agent auprès « de ce traître extraordinaire, et faites un traité avec « lui en mon nom... Que ce traité reste secret jusqu'à « ce qu'on ait chassé les Autrichiens du pays, et que « vingt-quatre heures après sa signature, le roi se « déclare et tombe sur les Autrichiens. Vous pouvez « tout faire en ce sens. *Rien ne doit être épargné, dans « la situation actuelle, pour ajouter à nos efforts les « efforts des Napolitains.* » Ainsi Napoléon connaît mieux que personne le péril de sa position, et le besoin qu'il a de conclure la paix à tout prix.

Le 13, l'Empereur s'empare à force ouverte de Reims, dont Corbineau avait été repoussé par un corps russe aux ordres de l'émigré Saint-Priest. Une scène, qui rappelle celle de Victor à Montereau, a lieu le lendemain pour Marmont : ce maréchal vient rendre compte du désastre qu'il a essuyé à Laon. Napoléon lui adresse des reproches foudroyans, lui pardonne, et retient à dîner celui qu'il nomme *l'un de ses enfans!* Dans la même journée, il reçoit six mille hommes que lui amène le fidèle Jansens, général hollandais, commandant dans les Ardennes. L'Empereur n'avait pas négligé de l'informer de sa marche sur l'Aisne. Ce brave arrivait à Reims par la route de

Rethel : un renfort de six mille hommes est un corps d'armée pour Napoléon, qui combat avec trente-cinq mille hommes les forces de tout le Nord de l'Europe. Ney s'avance sur Châlons.

Pendant les trois jours de repos que l'armée prend à Reims, deux événemens de la plus haute gravité se passsaient dans le midi de la France : le 12, le duc d'Angoulême entrait à Bordeaux avec l'armée anglo-espagnole; le 13, Ferdinand VII reparaissait en Espagne sous la protection du maréchal Suchet. Augereau, à qui Napoléon a donné de Troyes l'ordre de se porter à toute course, avec ses vingt mille hommes, sur Vesoul, afin d'y écraser la retraite de Schwartzemberg, avait désobéi. Ainsi l'armée de Lyon n'est plus cette précieuse réserve qui, conduite par un vieux capitaine, doit réunir sous son aigle les belliqueux enfans du Jura et des Vosges, de la Bourgogne, de la Champagne; Augereau, le soldat Augereau, n'a pas voulu de cette gloire qui sauvait la France; son armée et lui vont cesser de compter dans la défense nationale. Le 21 mars, Lyon ne sera plus à Napoléon, la même semaine aura vu tomber Lyon et Bordeaux : l'une par la défection d'un maréchal, l'autre par l'arrivée d'un prince de la Maison de Bourbon.

Jamais la guerre ne s'est présentée sous un aspect plus menaçant et plus multiplié. Le cri de la coalition est PARIS! Napoléon a été deux fois à Vienne, à Berlin; il a été à Moskou : François, Frédéric-Guillaume, Alexandre, ont juré d'aller à Paris; ils y sont attendus : M. de Vitrolles leur en a porté le vœu. Schwartzemberg a sonné le tocsin de l'irruption sur Paris. Oudinot et Macdonald ont évacué Troyes le

4 mars devant cette grande révolte de la peur. Schwartzemberg se dirige sur Nogent; il n'a plus en face Napoléon et sa troupe sacrée.

Le 16 au soir, Napoléon avait choisi entre Schwartzemberg et Blücher; c'est au généralissime qu'il veut livrer bataille. Le 17, on marche sur l'Aube par Epernay; le 18, Napoléon entre à Fère-Champenoise, où M. de Rumigny paraît encore, venant de Châtillon. A la séance du 13, les plénipotentiaires alliés ont renfermé le duc Vicence dans un cercle de vingt-quatre heures pour donner son contre-projet. D'après cette résolution, leur projet est à peu de chose près leur ultimatum. Le duc de Vicence demande un nouveau délai; il l'obtient, et, le 15, jour de la séance décisive, il présente un contre-projet où il ne parle nullement des concessions spécialisées par l'Empereur lui-même le 2 mars; mais il réclame le grand-duché de Varsovie pour le roi de Saxe, et les souverainetés dont ils sont titulaires pour la princesse Élisa, pour le grand-duc de Berg, pour le prince de Neuchâtel, et enfin pour M. de Talleyrand. Quand le sort de la France est entre ses mains, quand le salut de la patrie devrait être sa seule pensée, ce plénipotentiaire a l'attention de s'occuper même aussi des petits princes allemands, tandis que dans la dépêche du 8, dont M. de Rumigny a été porteur, l'Empereur dit formellement à leur sujet : « *Il laissera les alliés faire à leur gré.* »

La correspondance et le protocole des séances de Châtillon prouvent que la paix aurait été faite le 13, le 14, le 15, le 16, le 17, si le duc de Vicence eût accédé aux sacrifices que dans son intime conviction

l'Empereur ne pouvait éviter. La gloire d'une résolution généreuse autant qu'habile lui restait tout entière, et sans aucun péril, puisqu'il avait pour appui les ordres du cabinet et la voix de la France.

Le 18, les alliés annoncent à nos plénipotentiaires que les négociations sont terminées par le fait de la France. Cette fatale nouvelle arrive au hameau de Châtres au moment où Napoléon écrivait à Caulaincourt : « *Il est bien temps de parvenir à savoir* quels « sont les sacrifices que la France ne peut éviter de « faire pour obtenir la paix. » Le 19, les alliés rappellent avec dérision au duc de Vicence que, six semaines auparavant, il a offert pour un armistice ce qu'il refuse aujourd'hui pour la paix. Cependant, le même jour, le duc de Vicence leur déclare « *qu'il ne peut encore regarder sa mission comme terminée, qu'il doit attendre les ordres de sa cour*..... » Ce sont les dépêches de Reims du 17. Il quitte le 21 au matin Châtillon, où restent encore les plénipotentiaires des alliés. Tout nous devient funeste : les dépêches de l'Empereur avaient été confiées à l'auditeur Frochot : l'ennemi le retarde dans sa route ; il n'a pu rejoindre le duc de Vicence que le 21, et il le rencontre à quelques lieues de Châtillon ! Frappé de la teneur de ces dépêches du 17, Caulaincourt s'arrête à Joigny d'où il écrivit à M. de Metternich « *que le courrier qu'il vient de recevoir a augmenté ses regrets. Ce qu'il m'a apporté*, dit-il, *ne me laisse pas de doute sur la possibilité qu'on aurait eue à s'entendre, même à Châtillon.* » C'était peut-être le cas d'y retourner; les plénipotentiaires des alliés avaient seuls titre pour recevoir cette confidence.

CHAPITRE II.

SUITE DE LA CAMPAGNE DE FRANCE. — CAPITULATION DE PARIS.

Cependant Napoléon apprend à Châtres que la déroute du corps de Saint-Priest à Reims, et sa propre marche sur Épernay, ont changé en retraite vers Troyes le mouvement général des alliés sur Paris. Une terreur panique a saisi le conseil des rois : cette terreur était si grande, qu'Alexandre disait lui-même que la moitié de sa tête en grisonnerait. Macdonald et Oudinot, qui avaient dû rétrograder de Provins, ont rejoint l'Empereur à Plancy; ils croyaient poursuivre Wittgenstein, et Napoléon croyait manœuvrer sur les flancs de l'ennemi contre un corps isolé. Peu de jours après, une erreur tout-à-fait contraire devait lui être bien fatale!

Le 20, l'Empereur veut traverser Arcis pour remonter jusqu'à Bar-sur-Aube; mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont rencontré l'ennemi. Une affaire sérieuse s'engage avec l'avant-garde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se développe devant lui; c'est celle de Schwartzemberg!..... Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce

généralissime s'était enfin déterminé à mettre un terme à tant de défaites, et, du moment où le prince royal de Suède serait en ligne, à faire simultanément un mouvement général sur Paris. Mais, sollicité de nouveau, l'empereur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre Bernadotte. C'était cette tempête inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie.

Napoléon n'a jamais su reculer tant qu'il a pu combattre, et bientôt la bataille l'environne. Cette journée, il ne se regarde que comme le premier soldat de la France à qui sa vie appartient tout entière : il l'offre mille fois au fer, au feu de l'ennemi; souvent il est obligé de se servir de son épée pour se dégager des masses qui l'entourent. Un obus tombe à ses pieds; il y pousse son cheval : la pièce éclate... un nuage de poudre le dérobe tout à coup à ses soldats; mais ni lui ni son cheval ne sont atteints, et il va, inutilement encore, chercher la mort au milieu de ses batteries. Tant qu'il a l'épée à la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui l'assiége. La nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourgs et le feu continuel des deux armées éclairent la défense des Français et les travaux des assiégeans, dont cette terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon pour se soustraire, lui et ses soldats, à une perte inévitable : il ordonne d'en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit pas, et notre brillante retraite devant des masses si supé-

rieures devient un beau fait d'armes à ajouter à tant d'autres. L'ennemi pourrait anéantir l'armée française; mais il craint encore, tant elle est menaçante, même en reculant. Napoléon se replie dans le plus grand ordre sur Vitry-le-Français. Les routes de la capitale appartiennent à l'ennemi!

Napoléon passe à Sommepuis la nuit du 21 au 22; le 23, son quartier-général est à Saint-Dizier, où le rejoint le duc de Vicence, à neuf heures du soir. Ce ministre écrit à M. de Metternich, sous la dictée de Napoléon : « Arrivé cette nuit seulement près de « l'Empereur, Sa Majesté m'a sur-le-champ donné « ses derniers ordres pour la conclusion de la paix; « elle m'a remis en même temps tous les pouvoirs « nécessaires pour la négocier et la signer. » Cette lettre était terminée, lorsqu'au moment où Napoléon montait à cheval pour se porter sur Doulevent, on lui amena le baron de Weissemberg, ambassadeur autrichien à Londres, qui revenait d'Angleterre; il voulut l'entendre avant le départ de la dépêche de M. de Vicence, que l'on confia au colonel Galbois, de l'état-major du prince de Neuchâtel. Napoléon prescrivit à M. de Weissemberg de le suivre à Doulevent, où il le chargea d'une communication verbale pour l'empereur d'Autriche, relative à la conclusion de la paix; mais cette mission ne pouvait être remplie. Par suite d'un mouvement du général Piré à Chaumont, et sur la route Langres, l'empereur d'Autriche s'était vu séparé de l'empereur Alexandre, et forcé d'aller se réfugier à Dijon, accompagné d'un seul officier. Si ce prince avait été pris dans cette échauffourée, sa rançon eût été mise sans doute au prix de la paix,

et Doulevent eût jugé le procès de Châtillon, de Francfort et de Prague.

Napoléon trouva à Doulevent un avis secret de l'honorable comte Lavallette, directeur-général des postes; cet avis portait : « *Il n'y a pas un moment à perdre si on veut sauver la capitale.* » Napoléon savait bien que politiquement Paris c'était la France; mais, entouré par la grande armée alliée, comment pouvait-il se faire jour afin de la prévenir à Paris? Le 26, une forte canonnade le rappelle à Saint-Dizier. Attaquée par des forces supérieures, son arrière-garde a évacué cette ville. Milhaud et Sébastiani, accourus avec leur cavalerie, repoussent l'ennemi au gué de Valcourt sur la Marne. Chassé de Saint-Dizier, où rentre l'Empereur, l'ennemi fuit dans le plus grand désordre sur les routes de Bar-sur-Ornain et de Vitry. Le 27 au soir, auprès de cette dernière ville, Napoléon apprend que ce n'est point Schwartzemberg qui le poursuit, mais un des lieutenans de Blücher, Wintzingerode, que l'on a détaché pour masquer le mouvement général des alliés sur Paris. Là, il apprend encore que Blücher a opéré enfin sa jonction avec Schwartzemberg, le 23, dans les plaines de Châlons, après son départ d'Arcis; et le même jour, une proclamation des alliés, dictée par les émissaires du comité de Paris, annonçait à la France la rupture des négociations et la marche de Schwartzemberg et de Blücher sur la capitale! « Les alliés, » dit le général Wilson, témoin oculaire, « se trouvaient dans un cercle « vicieux, d'où il leur était impossible de se tirer, si « la défection ne fût venue à leur secours.... Le mou- « vement sur Saint-Dizier, qui devait assurer l'em-

« pire à Napoléon, lui fit perdre sa couronne. » Cependant il ne désespère pas du salut de Paris; il compte y paraître encore assez tôt pour faire payer cher aux alliés l'erreur qui l'abusait depuis son départ d'Arcis. Il a enjoint à Marmont et à Mortier de se reployer à la hâte sur Paris, d'en arrêter tous les convois, d'en réunir autour d'eux tous les renforts. Ces deux maréchaux présenteront alors à l'ennemi, devant les barricades des faubourgs, une force intacte qui doit enlever et appeler autour d'elle la population de la capitale. Que fera Schwartzemberg, quand il trouvera sous les murs de Paris la menace d'une bataille d'extermination, dans laquelle un demi-million de Français combattra pour ses foyers, et quand il sentira peser sur ses derrières Napoléon, arrivant à vol d'aigle à la tête de ses trente mille braves, et soutenu par l'insurrection des habitans des Vosges, du Jura, de l'Aube, de la Côte-d'Or, etc.? Si Napoléon pouvait craindre qu'il fût trop tard pour préserver Paris, il exécuterait son premier projet, il irait rallier les garnisons de la Lorraine, de l'Alsace; il convoquerait à son ban la généreuse levée en masse des peuples les plus guerriers de la terre natale. D'ailleurs son frère Joseph a l'ordre de résister jusqu'à l'extrémité, de barricader les rues de Paris, de créneler les maisons, de couper les ponts extérieurs, d'enlever les bateaux. Clarke a fait transporter de Cherbourg et du Hâvre quatre-vingts pièces de gros calibre; elles devaient être en batterie. Le comité de défense a entouré Paris de redoutes; vingt mille hommes d'infanterie, établis dans les dépôts voisins, sont prêts à entrer en ligne avec les autres

forces de la capitale. Outre la terreur qu'inspire une aussi grande cité et le dévouement chaque jour renouvelé de sa garde nationale, Paris peut tenir assez long-temps pour que l'arrivée de Napoléon la délivre à l'instant : mais malheureusement il faut compter sur l'intrépidité de Joseph et sur la fidélité de Clarke!

Le 28, au point du jour, Napoléon part de Saint-Dizier à tire d'aile pour la capitale : il croit d'autant plus devancer l'ennemi à Montmartre, que, d'après le rapport de ses courriers, la route de Troyes se trouve libre. Ainsi, la Seine est le Rubicon des deux partis. L'Empereur, qui s'apprête à suivre la rive gauche, envoie à franc étrier le général Dejean annoncer son retour aux Parisiens : il fait dans cette journée quinze grandes lieues avec sa garde, et entre à Troyes. De cette ville il expédie, avec une pareille mission, Girardin, premier aide-de-camp du major-général. Nous sommes au 29 : dans le même moment, un conseil avait lieu aux Tuileries, et, malgré l'opposition de M. de Talleyrand qui veut la régence et s'oppose chaudement à ce que Marie-Louise et son fils s'éloignent, cette princesse et le roi de Rome partent pour Blois, escortés par deux mille cinq cents hommes de ligne que réclame la défense de Paris. Les grands dignitaires, les ministres, même celui de la guerre, et le roi Joseph, à qui l'Empereur a confié sa capitale, tous se pressent sur les pas de la régente qu'ils viennent de faire abdiquer par son départ. Talleyrand retarde assez le sien pour que la barrière lui soit refusée. Il demeure à Paris afin de juger les événemens. Le comité se rallie autour de lui : la crainte,

l'intérêt, l'ambition, tout, excepté le patriotisme, appelle la foule dans son hôtel, devenu tout à coup le centre d'un gouvernement inconnu, qui aujourd'hui agit et délibère mystérieusement, et demain rendra des oracles!

Le 30, après quelques heures de repos, Napoléon poursuit sa route. Qu'a-t-il besoin d'arriver avec une armée? Lui seul est l'armée qui peut sauver Paris. A quelques lieues de Troyes, il se jette dans une carriole de poste. A chaque relais, il demande où sont l'Impératrice et le roi de Rome. On lui dit que sa femme et son fils ont quitté Paris, qu'on se bat aux portes... Il vole... A dix heures du soir, cinq lieues seulement le séparent de Paris..... Dans une heure, il se verra à la tête des braves qui disputent la capitale aux coalisés... IL EST TROP TARD DE DEUX HEURES... PARIS VIENT DE CAPITULER!

Napoléon se trouvait à pied sur la route, au relais de Fromenteau, quand il reçut cette fatale nouvelle du général Belliard, que Paris a vu figurer parmi ses plus illustres défenseurs. Les courriers envoyés à Paris, ainsi qu'à Mortier et Marmont, avaient été pris; ces maréchaux, croyant que l'Empereur, après la bataille d'Arcis, se reployait sur eux, étaient venus au devant de lui jusqu'à Fère-Champenoise, où, le 25, attaqués par la grande armée alliée, et par un effroyable ouragan qui battit le front de leurs troupes, ils résistèrent pendant plusieurs heures, et furent obligés de céder au nombre. Les généraux Pacthod et Amey escortaient un convoi avec leurs divisions; ils avaient en tout six mille soldats, dont les deux tiers, encore en habits de paysans, étaient des re-

crues des départemens de l'ouest. Rencontrés par toute l'armée alliée, ils se disposèrent à vendre chèrement leur vie; les gardes russes, prussiennes, autrichiennes se brisèrent contre ces bataillons rustiques; la mêlée devint affreuse. Les hommes de toutes les nations assaillirent cette poignée de Vendéens qui, la veille du retour des Bourbons, jurèrent de mourir pour Napoléon, refusèrent quartier, et périrent presque tous. Les généraux Pacthod, Amey, Jamin, Delort, Thévenot et Bouté, seuls encore debout au milieu de leurs carrés renversés à leurs pieds, tombèrent aux mains de l'ennemi. Ce combat héroïque, dont la fortune rendit l'issue si déplorable pour nous, avait fait éclater un tel acharnement, que les alliés, ne pouvant se reconnaître à cause de la variété des uniformes, se chargèrent entre eux. Le géralissime ordonna en conséquence à toute l'armée d'invasion de porter une écharpe blanche au bras gauche : cet ordre, deux jours après, reçut des conjurés de Paris une perfide interprétation : ils dirent que les ennemis avaient arboré les couleurs de la Maison de Bourbon.

L'armée avait honoré sa retraite sur Paris par de beaux combats à Sézanne. à Chailly, à la Ferté-Gaucher, à Trilport, à Meaux, à Ville-Parisis. Séparés l'un de l'autre à Nangis, Mortier avait marché par Guignes, et Marmont par Melun. Réunis à Brie-Comte-Robert, ils étaient arrivés ensemble à Charenton, où ils disposèrent leurs troupes pour la bataille du lendemain, 30 mars : cette bataille fut celle de Paris. Le 29, les alliés avaient afflué sur Paris par toutes les avenues du nord et de l'est. Cependant, dans cette

terrible extrémité, les maréchaux parvinrent à réunir à leurs glorieux débris quelques milliers d'hommes des dépôts, dix mille citoyens de la garde nationale parisienne et plusieurs compagnies d'artillerie spontanément formées par les généreux élèves de l'École Polytechnique. A la tête d'environ trente mille hommes, Mortier et Marmont engagèrent le combat à cinq heures du matin. Jamais les Français n'avaient déployé une plus brillante valeur : les villages de Pantin et de Romainville, pris et repris plusieurs fois, étaient demeurés à nos troupes. L'ennemi laissa douze mille tués sous les murs de Paris : la perte des nôtres fut moins considérable, quoiqu'ils ne se battissent que pour mourir à la vue de sept à huit cent mille habitans qui ne surent ni soutenir les vivans ni remplacer les morts. Le roi Joseph ni le général Clarke, ministre de la guerre, n'avaient organisé la défense matérielle de la capitale, malgré les moyens suffisans proposés par le comité. Le ministre avait refusé à vingt mille braves vingt mille fusils renfermés dans l'arsenal. A midi, la grande ville et la petite armée se trouvèrent enveloppées par l'inondation étrangère, à Montmartre, à Charonne, à Vincennes. Alors le roi Joseph, qui, en se demandant : « Que ferait mon frère à ma place? » devait rester à son poste jusqu'au dernier soupir, ordonna aux maréchaux de capituler, et se mit en route pour la Loire. Clarke, celui des ministres dont la présence à Paris était de premier devoir; Clarke qui répondait surtout de Paris à l'Empereur, se hâta de suivre le prince fugitif qui n'avait pas senti bouillonner dans ses veines le sang de Napoléon.

Cependant, tandis que Marmont négociait un armistice, l'ennemi faisait des progrès par le seul déploiement de ses masses : il occupait Mont-Louis, Belleville, Ménilmontant, la butte Chaumont, la Villette, et Blücher menaçait de forcer la barrière de Saint-Denis, quand des deux côtés on suspendit les hostilités. Toutefois Mortier avait devant lui Kleist, Yorck, Woronzow et l'émigré Langeron. Le maréchal et Belliard, son chef d'état-major, ignoraient le départ du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montmartre, lorsque l'aide-de-camp Dejean, expédié de Doulencourt par Napoléon, arriva et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwartzemberg des ouvertures de paix faites à l'Empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'obéir; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés, après la rupture de Châtillon. Dans l'intervalle de cette communication, Mortier, n'étant pas informé par Marmont de l'ordre de capituler, tenait ferme, et répondit à la sommation d'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre : « Les alliés « pour être au pied de Montmartre ne sont point « dans Paris; mes soldats et moi, nous périrons plutôt sous ses ruines que d'accepter une honteuse « capitulation : au reste, quand je ne pourrai plus « défendre Paris, je sais où et comment effectuer ma « retraite devant vous, et malgré vous. » Cependant Marmont venait de conclure la suspension d'armes, et Mortier, en ayant enfin reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait d'autre ligne aux maréchaux que l'enceinte de Paris. Ainsi

l'on devait remettre Montmartre aux alliés. L'émigré Langeron eut connaissance de ce traité; mais, impatient de se signaler contre la capitale de son ancienne patrie, il ne voulut pas attendre l'évacuation de Montmartre : il l'attaqua de vive force, et, malgré la suspension d'armes, on se battit encore depuis Montmartre jusqu'à Neuilly. La capitulation fut vivement discutée à la Villette par les maréchaux : on convint que l'armée se retirerait avec son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris; cette convention était verbale. Le conseil chargea Marmont de la rédiger et de la signer au nom de son collègue : les troupes des deux maréchaux se dirigèrent sur Fontainebleau par les barrières du Maine et d'Orléans. Mortier avait évacué Paris le premier; il occupait Villejuif, au moment où le général Belliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écouté dans le plus grand silence : « Eh bien! « dit-il, allons à Paris; partons. — Mais, Sire, il n'y « a plus de troupes à Paris, lui répondit Belliard. — « N'importe, reprit l'Empereur, j'y trouverai la garde « nationale; mon armée m'y rejoindra demain ou « après, et j'y rétablirai les affaires. Suivez-moi avec « toute votre cavalerie. — Votre Majesté s'expose, « répondit Belliard, à être prise et à faire saccager la « capitale; elle est entourée par cent trente mille « hommes. Je n'en suis sorti que par une convention, « je ne puis y rentrer, ni moi ni mes troupes. » Après ces mots, Napoléon s'achemine vers la maison de poste, ordonne de prendre position, et se résout à à envoyer le duc de Vicence pour traiter. Parvenu, non sans peine, à Bondy, quartier-général de l'em-

pereur Alexandre, le duc de Vicence rendit compte des ordres dont il était chargé. Alexandre remit sa réponse après l'entrée à Paris, qui allait avoir lieu. Le duc de Vicence revint attendre dans cette ville l'audience du czar, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière négociation.

Cinquante mille hommes lui restent; ils arrivent de la Champagne par Sens, de Paris par Essonne. Ces débris de l'honneur militaire de la France vont se reconnaître en se serrant autour du grand capitaine pour lequel ils sont toujours prêts à combattre et à mourir. Les soldats de Marmont, de Mortier, qui viennent d'illustrer encore une fois nos aigles, doivent protéger contre la ville ennemie, contre la capitale, le quartier-général de l'Empereur. Il donne à son ancien aide-de-camp, à Marmont, le poste de confiance qui couvre le camp de Fontainebleau,

CHAPITRE III.

LES ALLIÉS A PARIS. — NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU. — SON ABDICATION. — LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU. — DÉPART POUR L'ÎLE D'ELBE.

Le 31 mars à midi, Alexandre et Frédéric-Guillaume, ainsi que le généralissime Schwartzemberg, firent leur entrée dans Paris. Après vingt-deux années de guerre, ils occupent à leur tour en triomphateurs la capitale de leur ennemi. Les Parisiens cherchent vainement à la tête de ce cortége le père de l'Impératrice, l'aïeul du roi de Rome. François II avait été retenu en Bourgogne par la marche de Napoléon sur Fontainebleau. Le hasard servit heureusement d'abord l'empereur d'Autriche, en le tenant éloigné des événemens qui livraient à ses alliés la capitale de son gendre. Cette sorte de bonne fortune fut partagée aussi de plein gré par lord Castlereagh. M. de Metternich, afin de profiter, sans en être responsable, du mal que l'on ferait à la France, prolongea l'absence de son maître et la sienne le temps qui lui parut nécessaire au premier établissement de la conquête; car la coalition voulait imprimer le caractère de conquête à son entrée à Paris, et cependant elle n'avait osé aborder la pensée de ce triomphe, malgré une armée de cinq cent mille soldats, avant l'arrivée de M. de Vitrolles au quartier-général

d'Alexandre. Blücher seul l'avait tenté deux fois, et deux fois il avait été battu par Napoléon.

Si les alliés ne se trouvèrent pas sans surprise les armes à la main dans la capitale du grand empire, celle-ci se sentit frappée à leur aspect d'une morne stupeur; ce moment détruisit tout à coup le juste orgueil de vingt-cinq années de gloire. Les Parisiens furent, et ils devaient l'être, plus étonnés, plus à plaindre que les habitans de Vienne, de Berlin, de Moskou, qui n'avaient pas eu de pareils souvenirs à abdiquer devant le même malheur; aussi les alliés parurent-ils inquiets du silence qui régna sur leur passage. Ce silence ne fut interrompu qu'au boulevart Italien par des cris rares et violens en faveur de la Maison de Bourbon. Le bracelet blanc, que Schwartzemberg avait ordonné à l'armée alliée de s'attacher autour du bras, parut un signal impérieux que donnait le vainqueur de se rallier à la famille royale. La population, élevée dans la haine de ces couleurs, ne vit en elles que la loi de l'étranger, et demeura muette à l'apparition de cette nouvelle servitude de la guerre. Les royalistes, au contraire, encouragés par ce qu'ils regardèrent comme un appel à leur opinion, sortirent tout à coup de l'obsuurité dont leur conspiration s'enveloppait depuis six mois, et lancèrent dans les groupes des oisifs du boulevart des Italiens quelques femmes hardies qui attachèrent des cocardes blanches aux chapeaux des hommes; ils pavoisèrent aussi quelques fenêtres avec des mouchoirs, et firent entendre des balcons de plusieurs maisons les cris de *vivent les Bourbons! vivent nos libérateurs!* Ce mot de *libérateurs* devint à l'instant le

sobriquet des alliés, et l'on chantait bientôt : *Nos amis les ennemis.* D'autres royalistes plus audacieux, environ au nombre de vingt personnes armées, vinrent, sur le boulevart de la Madeleine, au-devant des souverains en habits bourgeois, portant des cocardes blanches et le drapeau des fleurs de lis. Les vieux habitans se rappelèrent les commencemens de la révolution; en effet, c'en était une que l'on essayait. Des dames se précipitèrent, au péril de leur vie, au milieu des chevaux, pour approcher l'empereur Alexandre; elles lui demandèrent à grands cris le rétablissement de la famille royale. Plusieurs d'entre elles étaient dames du palais de Marie-Louise, et ne s'en distinguèrent pas moins par la vivacité de leurs instances; mais Alexandre, encore plus frappé du calme et de l'aspect de la ville depuis la barrière de Bondy jusqu'à ce boulevart, était resté impassible à la vue de cette scène bizarre, et avait froidement continué sa route jusqu'aux Champs-Élysées. Il y fit défiler pendant trois heures les armées de la coalition, et se rendit ensuite, à pied, vers cinq heures, chez le prince de Bénevent, où il avait établi son quartier-général. Par un sentiment délicat de ménagement pour l'empereur Napoléon, ce prince avait formellement refusé d'occuper soit le palais des Tuileries, soit celui de l'Élysée, dans lequel il ne s'installa qu'après le traité du 11 avril.

Mais pendant qu'Alexandre goûtait les premiers fruits de la victoire devant ses soldats, un secret entretien avait lieu entre M. de Nesselrode et le prince de Bénévent; ils y préparaient l'objet que l'on allait discuter le soir dans le conseil des souverains, c'est-

à-dire la question du gouvernement à établir en France. De son côté, le prince de Schwartzemberg n'avait pas tenu la conduite d'un ennemi généreux; oubliant son titre de dernier ambassadeur d'Autriche auprès de Napoléon, auquel il devait son grade de feld-maréchal, il s'était souvenu seulement des engagemens qu'au mépris du serment militaire et de la foi des traités, il avait contractés avec la Russie, à Minsk, en 1812. En sa qualité de généralissime, qui, pendant l'absence de son maître, le rendait l'égal des deux autres souverains, il s'était hâté de déclarer *que l'existence de Napoléon en France était incompatible avec le repos de l'Europe, et que, Napoléon vivant, on devait se fixer au retour de l'ancienne dynastie.* Cette manifestation inattendue des intentions de l'Autriche précéda l'ouverture du conseil. On ne remarquait pas dans Alexandre le même empressement à détrôner Napoléon que dans le représentant de François II; il dit qu'il y avait trois partis à adopter : *Faire la paix avec Napoléon, en prenant contre lui toutes ses sûretés; établir la régence; rappeler la Maison de Bourbon.* » M. de Talleyrand vota hautement en faveur du dernier parti, ajoutant « qu'*il se portait fort pour le Sénat*, lequel entraînerait Paris, qui entraînerait la France. » Cependant Alexandre ne paraissait pas persuadé, et alors on proposa d'admettre à la délibération deux membres du comité que M. de Talleyrand avait formé autour de lui. Le conseil se trouva ainsi composé des deux souverains, du généralissime, du prince de Bénévent, du duc de Dalberg, de l'archevêque de Malines et du baron Louis. Alexandre proclama que ses alliés et lui

ne connaissaient que deux ennemis, l'empereur Napoléon, et *tout ennemi de la liberté des Français*. Il demanda ensuite les opinions des nouveaux venus; l'un d'eux affirma que *toute la France était royaliste*, et que d'ailleurs l'exemple de Paris deviendrait décisif. L'empereur Alexandre prit alors l'avis du roi de Prusse et du généralissime; et, d'accord avec eux, ce prince déclara qu'*il ne traiterait plus avec l'empereur Napoléon ni avec aucnn membre de sa famille.* Les votans français obtinrent facilement la permission de publier cette déclaration, dont les imprimeurs Michaud, présens, par hasard ou à dessein, dans une salle voisine, couvrirent deux heures après les murailles de Paris. « *Il y a,* écrivit en 1816 un publiciste devenu célèbre, et qui était de ce conseil, *il y a un point décisif dans les affaires, et il était là... On ne peut trop le dire, la restauration est sortie de ce conseil.* » Voilà comme la nation fut consultée, représentée et interprêtée.

Il fallait assurer le dénouement de cette comédie politique, que ses propres auteurs ont nommée depuis *la journée des dupes.* « *A la fin du conseil,* dit l'historien de la restauration, *nous mîmes tous nos soins à empêcher l'effet des représentations que les négociateurs, au nom de Napoléon, pourraient chercher à produire. Si nous ne pûmes les empêcher d'arriver, on parvint du moins à abréger leur séjour et à en atténuer l'effet. Dès que nous fûmes sortis du conseil, nous travaillâmes à nous assurer d'un des généraux les plus influens.* » Mais quand même ces précautions n'eussent pas eu le succès qu'elles ont obtenu, les trois personnages qui conduisaient l'affaire de la

royauté depuis la fin de 1813, se trouvaient garantis par les alliés. « *MM. de Talleyrand et de Dalberg*, dit le même auteur, *avaient fixé leur attention d'une manière plus positive. On avait poussé l'attention jusqu'à pourvoir à notre avenir*, S'IL EÛT ÉTÉ COMPROMIS PAR L'ISSUE DES ÉVÉNEMENS. »

Cependant on sentait la nécessité de dire quelque chose à la nation dans la déclaration dont le comité venait de fournir l'improvisation à l'empereur Alexandre; voilà pourquoi cette pièce portait aussi: « *Les souverains alliés reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera; ils invitent, en conséquence, le Sénat à désigner un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et préparer* LA CONSTITUTION QUI CONVIENDRA AU PEUPLE FRANÇAIS! » Il y avait encore une autre mission à confier au Sénat, c'était de consulter le peuple français sur *la dynastie qui lui convenait*, et d'ouvrir à cet effet des registres dans tous les chefs-lieux, suivant le mode mis en usage pour l'avénement de Napoléon au consulat à vie et à l'empire; cet acte de justice et de franchise eût été une noble démonstration de la sincérité des principes de la déclaration de Francfort, de celle de Châtillon; enfin, de la dernière déclaration de Paris, où les alliés redisaient encore qu'ils voulaient que la France fût libre, forte, grande, heureuse! Mais l'opinion publique, qui, le jour même de l'occupation de la capitale, n'avait certainement pas eu le temps de se reconnaître, venait d'être surprise dans une embuscade française et étrangère. Prisonnière sans cartel, elle n'était même pas admise à capitulation : on lui avait

seulement donné d'office un interprète, comme les tribunaux donnent un défenseur à un accusé sans espoir, et cet interprête était le Sénat. Ce corps avait fait depuis vingt ans ses preuves de complaisance et de docilité. Imperturbable instrument des volontés de Napoléon, et accablé de ses bienfaits, il n'avait pas appris, dans la longue habitude de rendre des services et d'en recevoir le prix, la générosité qui resserre les liens de la fidélité aux sermens envers le prince abandonné de la fortune. Convoqué par M. de Talleyrand, et sous la présidence de ce ministre, en qualité de vice-grand-électeur de l'empire, le Sénat fournit d'urgence à cette convocation une minorité choisie, laquelle, en raison d'une délibération convenue, nomma un gouvernement provisoire, composé de MM. de Talleyrand, de Beurnonville, de Jaucourt, de Dalberg et de l'abbé de Montesquiou. Les constituans se trouvèrent en majorité dans le gouvernement provisoire, circonstance qui leur inspira le faux espoir auquel ils se laissèrent entraîner; car on doit croire, à leur honneur, qu'ils rêvèrent alors la France de 1790. Soit poussé par de hautes instigations, soit excité par les souvenirs amers d'une ambition déçue, M. Bellard prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la famille royale; et en effet il pouvait bien déclarer pour Paris, avec le conseil général, ce que trois Français avaient déclaré en présence des chefs de la coalition pour toute la France. Mais tel n'était pas encore le vœu connu des souverains alliés; ils n'avaient spécifié que la déchéance de Napoléon *et l'œuvre d'une*

constitution qui convint à la France. Le procès de Napoléon était perdu, celui de la Maison de Bourbon n'était pas gagné.

Dans la soirée du 31, le duc de Vicence, d'après les espérances données la veille à Bondy, obtenait l'audience de l'empereur Alexandre et remplissait sa mission. Mais le prince de Schwartzemberg, transformé par lui-même en ministre de la contre-révolution, avait fait signifier au plénipotentiaire de Napoléon qu'il n'était toléré à Paris que comme parlementaire. On alla même jusqu'à lui demander sa parole d'honneur qu'il n'agirait en aucune manière, soit auprès des autorités, soit auprès des individus. Pour mieux trancher la question, on inséra dans *le Moniteur* du 2 avril la note suivante. « Le duc de Vicence, « s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu « parvenir à s'en faire entendre. Ses propositions « n'étaient pas celles que les puissances avaient le « droit d'attendre, surtout d'après la manifestation « éclatante des habitans de Paris *et de toute la « France.* » Le même jour, à neuf heures du soir, le Sénat, qui avait le mot d'ordre des alliés, déclara « Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité aboli « dans sa famille, le peuple et l'armée déliés envers « lui du serment de fidélité. » Le lendemain, une assez forte minorité du Corps-Législatif adhéra au Sénatus-Consulte. La Cour de cassation envoya également son adhésion; il en fut de même de la part de la Cour des comptes et de la Cour impériale. Des milliers d'exemplaires du Sénatus-Consulte furent expédiés dans les départemens, aux armées françaises, aux armées ennemies et à tous les corps con-

stitués, pour être simultanément publiés. Le premier secrétaire de Bonaparte, jadis son compagnon de l'école de Brienne, Bourrienne, le jour de l'entrée des alliés, avait pris la direction des postes, que le comte Lavallette, ancien aide-de-camp et l'ami de Napoléon, avait dû quitter le matin pour sa propre sûreté; la poste était devenue ainsi un puissant agent de la trahison domestique et de l'occupation étrangère. Toutefois, il répugnait à la morale politique de cette époque de constituer un pays uniquement sur la désertion. Les souverains alliés, les princes de la Maison de Bourbon, ce gouvernement provisoire lui-même, bien qu'éphémère, ne pouvaient regarder ces apostasies, les uns comme une garantie suffisante de leur triomphe, les autres comme un gage certain d'une fidélité si subite, le dernier enfin comme une sanction de ses actes.

En effet, il est de l'essence des choses, et surtout des choses politiques, que le moindre obstacle suffise pour les arrêter dans leur marche précipitée. Prévenu par le comité de défection, qui, suivant sa tactique, occupait toutes les avenues des souverains alliés, le duc de Vicence venait, à la vérité, de se voir enlever à l'improviste la cause personnelle de Napoléon; mais il lui restait à soutenir celle de la régence et celle de la dynastie impériale. Alexandre l'avait entendu, l'avait même écouté favorablement; le plénipotentiaire avait obtenu au moins une promesse de protection pour les derniers intérêts qu'il était chargé de défendre. Il avait balancé pendant douze heures toute la coalition anti-napoléonienne, soit française, soit étrangère; il avait su regagner tout le terrain conquis

par la trahison : en un mot, il était parvenu à remettre en doute la question de l'ancienne dynastie, que le prince de Bénévent et son parti croyaient avoir décidée. Mais, avant de se prononcer définitivement sur une affaire aussi grave et aussi compliquée dans ses chances, l'empereur Alexandre voulut réunir le jour même, 3 avril, les principales notabilités de Paris, et présider un grand conseil de famille, où seraient portés et discutés les intérêts de la France, tant par rapport à elle que par rapport à l'Europe : « Il faut décider, dit l'Empereur dans cette réunion, « quel est le gouvernement qui convient à la France « pour remplir ces deux objets. » La discussion, entamée dans l'esprit de modération dont Alexandre venait de donner l'exemple, fut suivie en toute liberté, et la balance des opinions des étrangers penchait évidemment pour la régence. Mais le général Dessoles, nommé la veille au commandement de la garde nationale, prit la parole, et, plaidant avec chaleur la cause de ceux qui, comme lui, s'étaient aventurés dans l'œuvre de la restauration, fit reprendre à la déclaration du 31 mars tout son empire. Ainsi le procès fut jugé de nouveau contre Napoléon. Remonté dans ses appartemens, l'empereur Alexandre reçut le duc de Vicence, et lui déclara que *Napoléon devait abdiquer*. Le duc partit pour Fontainebleau.

Pendant que ces choses se passaient à Paris, l'Impératrice-régente, établie à Blois avec le gouvernement, faisait publier cette proclamation, dans laquelle elle plaçait les droits de son fils et sa personne sous la sauve-garde des Français :

« Français !

« Les événemens de la guerre ont mis la capitale
« au pouvoir de l'étranger. L'Empereur, accouru
« pour la défendre, est à la tête de ses armées si sou-
« vent victorieuses : elles sont en présence de l'en-
« nemi, sous les murs de Paris. C'est de la résidence
« que j'ai choisie, et des ministres de l'Empereur,
« qu'émanent les seuls ordres que vous puissiez re-
« connaître. Toute ville au pouvoir de l'ennemi cesse
« d'être libre, toute direction qui en émane est le
« langage de l'étranger, ou celui qu'il convient à ses
« vues hostiles de propager. Vous serez fidèles à vos
« sermens ; vous écouterez la voix d'une princesse
« qui fut remise à votre foi, qui fait sa gloire d'être
« associée aux destinées du souverain que vous avez
« choisi. Mon fils était moins sûr de vos cœus au
« temps de vos prospérités ; ses droits et sa personne
« sont sous votre sauve-garde. »

Le lendemain de cette proclamation, qui resta inconnue à Paris, où elle ne fut colportée que secrètement, le comte de Schouwaloff et le baron Saint-Aignan vinrent à Blois, l'un au nom de l'empereur de Russie, l'autre au nom du gouvernement provisoire, déclarer à l'Impératrice, dont le projet était de se rendre à Orléans et à Fontainebleau, qu'elle devait partir pour Rambouillet, avec son fils. Cette princesse écrivit à son père et à son époux, pour se plaindre de la violence exercée contre elle. Arrivée le 10 à Paris, M. de Metternich s'empara de la lettre adressée à l'empereur d'Autriche ; M. de Bausset

porta l'autre à Fontainebleau : « *J'abdique et ne cède rien*, » lui dit Napoléon, après avoir blâmé le départ de Marie-Louise pour Blois.

On a vu que dans la soirée du 31 mars, qui avait suivi le conseil des alliés, les membres du comité de défection s'occupèrent *de s'assurer d'un des généraux les plus influens*. En effet, le 2 avril, des pourparlers avaient lieu entre Marmont et Schwartzemberg d'après la négociation entamée par le gouvernement provisoire avec ce maréchal. Ainsi on ne négligeait aucune précaution contre l'ennemi commun, et afin qu'il n'y eût rien d'intact autour de Napoléon, la trahison s'introduisait jusque dans ce qu'il appelait *sa famille militaire*. Le généralissime avait été s'établir au château de Chevilly, voisin d'Essonne. Le lendemain, le maréchal Marmont reçut, à son quartier-général d'Essone, une lettre par laquelle le prince de Schwartzemberg, en lui envoyant les papiers publics, ainsi qu'une invitation du gouvernement provisoire *de se ranger sous les drapeaux de la bonne cause française*, l'engageait à écouter ses propositions. Le maréchal se hâta de répondre «que l'armée étant déliée par le Sénat « de son serment de fidélité, il était prêt à quitter, « *avec ses troupes*, l'armée de l'empereur Napoléon aux « conditions suivantes : Que le prince de Schwartzemberg garantirait *à toutes les troupes françaises* « qui quitteraient les drapeaux de Napoléon Bonaparte, de pouvoir se retirer librement en Normandie, avec armes et bagages ; et que *si, par suite* « *de ce mouvement, les événemens de la guerre faisaient tomber entre les mains des puissances alliées* « *la personne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa li-*

« *berté lui seraient garanties dans un espace de ter-*
« *rain, et dans un pays circonscrit, au choix des puis-*
« *sances alliées et du gouvernement français.* » Le 4 avril, le prince de Schwartzemberg envoya au maréchal la garantie demandée. Ainsi l'aide-de-camp Marmont savait que son mouvement livrait son général aux ennemis les plus acharnés, et il avait la générosité de mesurer la terre où son Empereur resterait captif!... Un espace de terrain!... Marmont aurait-il deviné Saint-Hélène?

Dès le 1er avril, le lendemain de son arrivée à Fontainebleau, l'Empereur n'avait pas perdu un seul moment pour la réorganisation de l'armée, et le jour suivant il avait mis en discussion un plan de campagne. La question était, ou de manœuvrer autour de la capitale, ou de se retirer sur la Loire. Le premier avis avait prévalu, et par suite des dispositions que Napoléon prit alors, il désigna pour son quartier-général Montlignon, au lieu de Ponthierry. Le 3, après avoir passé sa garde en revue, il lui avait dit :

« SOLDATS !

« L'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est
« rendu maître de Paris; il faut l'en chasser. D'in-
« dignes Français, des émigrés, auxquels nous avions
« pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont
« joints à nos ennemis. Les lâches! ils recevront le
« prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de
« mourir, et de faire respecter cette cocarde trico-
« lore qui, depuis vingt ans, nous trouve dans le
« chemin de la gloire et de l'honneur. »

Ce serment avait été prononcé par la garde avec enthousiasme : toute la soirée, les soldats dansèrent des farandoles aux cris de *vive l'Empereur! allons à Paris!* Napoléon se vit même obligé de contenir l'effervescence guerrière qui s'était emparée de ses troupes. Cependant, dans cette même journée, remplie d'événemens, de circonstances, d'actes de toute nature, l'annonce de la déchéance proclamée par le Sénat, celle de l'abdication demandée par les alliés, tous les journaux, tous les pamphlets de la capitale, étaient partout colportés, grace aux émissaires du gouvernement provisoire et aux amis des hôtes du palais de Fontainebleau. C'était par Essonne, et avec raison, que toutes ces nouvelles pénétraient dans l'intérieur de Napoléon et sous les tentes de sa fidèle armée. Mais si la déchéance était débattue dans le palais, au camp elle était hautement rejetée. Les acclamations de la garde prouvaient suffisamment l'esprit du soldat. Quant aux chefs de l'armée, aux maréchaux, il s'en trouvait qui paraissaient regarder la question de l'abdication comme un asile au moins pour la patrie, et ils se disposaient à l'aborder avec l'Empereur à la première occasion.

Le duc de Vicence arriva à Fontainebleau dans la nuit, et rendit compte à Napoléon de la décision fatale dont il était porteur. Napoléon se détermina alors à adjoindre au duc de Vicence deux plénipotentiaires qui, par leur influence personnelle, donneraient des représentans aux intérêts de la France, à ceux de l'armée, et du poids aux vœux que cette armée, encore menaçante pour les alliés, formait si hautement en sa faveur! Le lendemain matin, Napo-

léon désigna les maréchaux Ney et Marmont. L'acte d'abdication fut discuté, rédigé et signé en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'em-
« pereur Napoléon était le seul obstacle au rétablis-
« sement de la paix en l'Europe, l'empereur Napo-
« léon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à
« descendre du trône, à quitter la France, même la
« vie, pour le bien de sa patrie, inséparable des
« droits de son fils, de ceux de la régence de l'Im-
« pératrice et du maintien des lois de l'empire.

« Fait à notre palais de Fontainebleau, le 4 avril
« 1814. NAPOLÉON. »

Le duc de Bassano écrivit à M. de Metternich pour l'informer de l'abdication et de la condition que Napoléon y avait mise. Cette dépêche fut portée à M. de Metternich à Villeneuve-l'Archevêque, à quelques lieues de Sens. Ce ministre n'avait garde de se hâter de se rendre à Paris; l'Autriche voulait achever son ouvrage; c'était elle qui, de Prague, avait amené les alliés à Paris. Le système de son vieux cabinet pour l'abaissement de la France devait prévaloir sur tous les liens du sang. Depuis un an Schwartzemberg n'avait rien laissé de douteux à cet égard, par ses paroles au duc de Bassano : « *La politique a fait le mariage; la politique peut le dissoudre.* » Le moment était venu.

Tandis qu'on expédiait les pouvoirs des négociateurs, on annonça à l'Empereur que le maréchal Macdonald venait d'arriver à Saint-Dizier avec son

corps d'armée. Entraîné par la destinée, Napoléon se sentit encore plus frappé de l'importance du commandement d'Essonne, où était le maréchal Marmont. *C'est là*, dit Napoléon, *que s'adresseront toutes les intrigues, toutes les trahisons de Paris. Il faut que j'aie à ce poste un homme comme Marmont, mon enfant, élevé dans ma tente!* » Et Macdonald fut nommé plénipotentiaire. Cependant le prince de la Moskowa, les ducs de Vicence et de Tarente, reçurent l'ordre formel de dire au duc de Raguse, en passant à Essonne, que Napoléon l'avait aussi choisi; mais que ne pouvant refuser à sa fidélité, garantie par tant de bienfaits d'un côté et par tant de services de l'autre, ce dernier témoignage de sa confiance et de son affection, il le laissait maître de se joindre à ses collègues dans le cas où il ne croirait pas être plus utile à l'Empereur à Essonne qu'à Paris. Malgré l'imminence de ses périls et la sagacité de son esprit, il n'avait pas été donné à Napoléon de tout prévoir.

Porteurs de l'abdication, les trois plénipotentiaires prennent la route de Paris. La veille, on avait ordonné aux troupes de se mettre en mouvement : la garde impériale s'était ébranlée pour occuper Montlignon, où Napoléon avait résolu d'établir son quartier-général. Arrivés à Essonne, les plénipotentiaires descendent chez le duc de Raguse, et lui font connaître les ordres de l'Empereur. Ils devaient attendre, pour aller plus avant, l'autorisation du général ennemi; le maréchal les retint à dîner. Bientôt il confie à Ney et à Macdonald qu'il a traité avec Schwartzemberg; il voulait parler de la convention d'Essonne, ratifiée le matin même à Chevilly. Un moment

après, le duc de Vicence reçoit cette confidence du maréchal Macdonald. Alors la conversation devient générale; elle est des plus vives de la part des plénipotentiaires de Fontainebleau : celui d'Essonne paraît céder à la puissance des sentimens qui combattent sa conduite; il leur affirme que rien n'est signé, et qu'il les suivra à Paris. Les plénipotentiaires, dans la persuasion que cette affaire repose sur Marmont, lui proposent ou d'aller à Fontainebleau tout avouer à l'Empereur, ou de les accompagner à Chevilly et de tout dénouer avec Schwartzemberg; Marmont se décide pour le dernier parti. Avant de monter en voiture, il déclare en présence de ses collègues, au généraux Souham et Bordesoult, ses principaux divisionnaires, que l'arangement convenu avec le généralissime doit être regardé comme nul, qu'il ne tardera pas à revenir, et il leur ordonne de garder leurs positions; il ajoute qu'il ne sépare point sa cause de celle de l'armée. Arrivés au château de Chevilly, le prince de la Moskowa, les ducs de Vicence et de Tarente, entrèrent chez le prince de Schwartzemberg, qui seul pouvait transmettre aux nouveaux plénipotentiaires l'autorisation nécessaire pour pénétrer jusqu'à Paris et remplir leur mission. Le duc de Raguse demeura dans la voiture, « préférant, dit-il, ne voir le généralissime qu'après leur visite. » Le maréchal Macdonald, ayant appris que le prince royal de Wurtemberg était malade dans le château, monta à son appartement. Le prince lui parla de la convention de Chevilly comme d'une affaire totalement terminée, et dont rien ne devait arrêter l'exécution. Macdonald quitte le prince et court à la voiture, où il avait laissé

Marmont; mais il ne l'y trouve plus : Marmont était chez le généralissime autrichien. Macdonald raconta alors au duc de Vicence ce qu'il tenait du prince de Wurtemberg. Un moment après, Marmont les rejoignit dans le salon, où il fut suivi presque immédiatement par le généralissime. Le duc de Raguse essuya de vifs reproches, balbutia, allégua l'embarras de s'expliquer devant tant de personnes, et assura qu'il avait rempli sa promesse; Schwartzemberg ne démentit aucune des paroles de Marmont. Enfin, l'autorisation de se rendre à Paris étant venue, les plénipotentiaires se mirent en route. Le maréchal Marmont partit avec eux « *pour répéter*, leur dit-il, *la même déclaration à l'empereur Alexandre, la négociation avec le prince de Schwartzemberg étant connue de S. M. I.* » A une heure du matin, ils furent admis en présence de l'empereur, qui les reçut avec bienveillance. Ils reproduisirent dans toute leur force les premiers argumens du duc de Vicence, relatifs à la déclaration du 31 mars. « La régence, dirent-ils, « n'avait point eu de défenseurs : elle avait été jugée « et condamnée par défaut. » Loin de rejeter leurs raisonnemens, l'Empereur écouta avec intérêt la lecture que lui fit le duc de Vicence de quelques articles rédigés d'avance à Fontainebleau, et les discuta, même sans y faire beaucoup d'objections. Il était deux heures du matin : l'empereur congédia les plénipotentiaires, et les ajourna à midi. Ils s'éloignèrent, rassurés par l'impression qu'ils venaient de produire, par les dispositions qu'on leur avait montrées, et par la renonciation de Marmont aux engagemens de Chevilly.

Ils s'étaient réunis à onze heures et demie chez le maréchal Ney. attendant l'instant où ils devaient revoir l'empereur Alexandre. Marmont arriva, et bientôt on l'avertit que son premier aide-de-camp, le colonel Fabvier, le demandait. Il sortit, et rentra cinq minutes après, pâle comme la mort : « Souham « et Bordesoult, dit-il, ont enlevé mon corps d'armée. « Fabvier est venu en toute hâte..... » Et l'on appela Fabvier, qui rendit compte de l'événement. Marmont dit qu'il allait ramener ses troupes, chose impossible, puisqu'elles se trouvaient, depuis la pointe du jour, dans les lignes des ennemis : elles étaient parties avec ardeur, dans l'espoir qu'on les menait au combat! Bien qu'aucune illusion n'abusât les plénipotentiaires sur cette irréparable aventure, ils engagèrent le maréchal à faire tout ce qu'il croirait devoir tenter pour tenir la parole qu'il leur avait donnée à Essonne, renouvellée à Chevilly et à Paris. Midi était déjà sonné; ils n'avaient pas un moment à perdre pour paraître chez l'empereur Alexandre : ils dissimulèrent autant que possible leur dévorante anxiété; car tous leurs efforts seraient vains si Alexandre apprenait cette défection. Ce prince les accueillit aussi bien que la nuit précédente, et la conversation avait repris un cours favorable, quand un officier se présenta et parla en russe à l'Empereur : « *Nous sommes perdus*, dit tout bas le duc de Vicence au maréchal Macdonald, *l'Empereur sait que le corps de Marmont a passé.* » Alexandre sortit un moment, puis il rentra. Mais la discussion des articles, presque approuvée dans la conférence de la nuit, ayant recommencé, donna lieu de la part de ce souverain à une foule

d'objections : la défection du premier corps avait tout changé. La suite de l'entretien fut remise à cinq heures; on parla avec chaleur de l'armée et de ses sentimens : « Messieurs, dit l'Empereur avec vivacité, « vous faites sonner bien haut la volonté de l'armée, « et vous n'ignorez pas que le corps du duc de Raguse « a passé de notre côté; d'autres sont encore dans « les mêmes dispositions : on est las de la guerre. Nous « ne voulons que le bonheur de la France : *peu nous* « *importe son gouvernement*, s'il la rend heureuse. Nous « ne voulons aujourd'hui que ce que le vœu national « a déjà proclamé. *Il repousse la régence*, comme il « a repoussé l'empereur Napoléon. Je vous déclare « donc que nous ne pouvons admettre que *son ab-* « *dication absolue; à cette condition seule, vous pou-* « *vez regarder la paix comme faite*. Nous nous enga- « geons à faire assurer à l'empereur Napoléon une « existence indépendante et convenable sous tous les « rapports. » Les plénipotentiaires se récrièrent en vain contre cette étrange détermination, si différente des espérances qui leur avaient été données. Ils combattirent vivement la conséquence que l'Empereur tirait de la défection du sixième corps, et affirmèrent qu'elle ne serait suivie d'aucune autre. Efforts inutiles! L'arrêt européen venait d'être prononcé par Alexandre, en l'absence de François II, mais de concert avec le gouvernement provisoire. Les plénipotentiaires durent se résigner à retourner à Fontainebleau pour porter à l'empereur Napoléon la nouvelle décision du vainqueur.

Le duc de Vicence ayant eu des audiences particulières de l'empereur de Russie, dans une de ces

audiences, le 3 avril, il avait été question de choisir le lieu de retraite qui serait assigné à Napoléon. Alexandre avait désigné l'île d'Elbe au lieu de Corfou et de la Corse dont on avait parlé. Le 5 avril, on lisait dans *le Moniteur :* « S. M. l'empereur de Russie, « dès qu'elle a su le changement opéré dans le gou- « vernement français par le Sénat, et l'établissement « du gouvernement provisoire, a fait proposer, au « nom des puissances alliées, à Napoléon Bonaparte, « de se choisir un lieu et un établissement de retraite « *pour lui et sa famille.* M. le duc de Vicence a été « chargé de lui remettre cette proposition. » Ainsi cette détermination sur l'abdication absolue datait du 2 avril. Napoléon devait en avoir eu connaissance, et sans doute elle lui revint à l'esprit le 4, après le départ de ses négociateurs. La renonciation qu'il avait signée en faveur de son fils lui parut alors, non plus un sacrifice qu'il faisait généreusement à la France, mais une démarche que sa haute raison frappait de nullité. « On a voulu, dit-il, me faire abdiquer en fa- « veur du roi de Rome, je l'ai fait; cependant ce « n'est pas l'intérêt de la France. Mon fils est un en- « fant, ma femme n'entend rien aux affaires. Vous « auriez donc une régence autrichienne pendant « douze ou quinze ans, et vous verriez M. de Schwart- « zemberg, vice-empereur des Français : cela ne peut « vous convenir. D'ailleurs il faut raisonner : quand « même cela entrerait dans les vues de l'Autriche, « *croit-on que les autres puissances consentent jamais* « *à ce que mon fils règne tant que je vivrai?* Non cer- « tainement. Elles auraient trop peur que j'arra- « chasse le timon des affaires des mains de ma

« femme; aussi je n'attends rien de bon de la dé-
« marche des maréchaux. »

Napoléon disait à Fontainebleau ce que le prince de Bénévent disait à Paris, et ce que venait de répéter en d'autres termes Alexandre aux plénipotentiaires. Napoléon jugeait mieux que personne toute sa position, et il en était d'autant plus porté à tenter encore le sort des armes, comme la seule ressource qui restât à une condition aussi désespérée. On assure qu'il avait dit au duc de Vicence : « *Pendant que*
« *vous négocierez à Paris, je leur tomberai dessus*
« *avec mes braves. Je pars demain.* » Mais avant de prendre la route d'Essonne avec le gros de l'armée, car on a vu que la garde était déjà en mouvement sur Montlignon, l'Empereur envoya son premier officier d'ordonnance, Gourgaud, à Essonne, pour inviter à dîner les maréchaux Marmont et Mortier, et le général Souham, le plus ancien divisionnaire de l'armée. Il voulait s'entretenir avec eux des opérations qu'il projetait. Le colonel Gourgaud ne trouva ni le maréchal Marmont, alors parti pour Paris avec les plénipotentiaires, ni le général Souham, qui pourtant était à Essonne; mais il lui laissa l'ordre de se rendre à Fontainebleau. L'Empereur l'attendit inutilement, et dans la nuit du 4 au 5 il lui expédia un autre officier. Celui-ci ne trouva à Essonne ni Souham ni le corps d'armée, et revint en toute hâte apporter à Napoléon cette fatale nouvelle. Ainsi Fontainebleau restait à découvert! L'honneur de l'armée n'était plus intact, et tout espoir était perdu, jusqu'à celui qui n'avait jamais manqué, l'espoir dans les armes. Napoléon doute encore de la défection de Marmont. Il

refuse de croire que son élève, son ami, son enfant, « celui, disait-il, qui a mangé mon pain sous ma « tente, » l'ait trahi, abandonné au dernier jour. « *L'ingrat*, s'écria-t-il, *il sera plus malheureux que* « *moi!* » Cependant il ordonne au général Belliard de faire couvrir Fontainebleau par quelques escadrons. Mais le maréchal Mortier, voisin d'Essonne, avait pourvu à cette pressante nécessité, du moment où il avait appris le départ du corps de Marmont. Ce malheur, tout nouveau pour Napoléon, le touchait de trop près, et son âme se sentait depuis plusieurs jours oppressée sous le poids de trop de chagrins, pour qu'il ne cédât pas enfin à l'impérieux besoin de lui donner un confident digne de sa douleur. Ce confident ne pouvait être que l'armée de Fontainebleau. Voici comme il lui parle dans l'ordre du jour du 5 avril :

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attache- « ment qu'elle lui témoigne, et principalement parce « qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non « dans le peuple de sa capitale. Le soldat suit la for- « tune et l'infortune de son général, son honneur « et sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré « ces sentimens à ses compagnons d'armes : il est « passé aux alliés. L'Empereur ne peut approuver la « condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il « ne peut accepter ni la vie ni la liberté de la merci « d'un sujet.

« Le Sénat s'est permis de disposer du gouverne- « ment français. Il a oublié qu'il doit à l'Empereur « le pouvoir dont il abuse maintenant; que c'est lui « qui a sauvé une partie de ses membres de l'orage

« de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé « l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se « fonde sur les articles de la constitution pour la « renverser. Il ne rougit pas de faire des reproches « à l'Empereur, sans remarquer que, comme le pre- « mier corps de l'État, il a pris part à tous les évé- « nemens. Il a été si loin, qu'il a osé accuser l'Em- « pereur d'avoir changé des actes dans la publica- « tion. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin « de tels artifices.... Aussi long-temps que la fortune « s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes « sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue « sur les abus du pouvoir. Si l'Empereur avait mé- « prisé les hommes, comme on lui a reproché, alors « le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des « raisons qui motivaient son mépris. Il tenait sa di- « gnité de Dieu et de la nation : eux seuls pouvaient « l'en priver. Il l'a toujours considérée comme un « fardeau, et, lorsqu'il l'accepta, c'était dans la con- « viction que lui seul était à même de la porter di- « gnement. Aujourd'hui que la fortune s'est décidée « contre lui, la volonté de la nation seule pouvait le « persuader de rester plus long-temps sur le trône. « S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la « paix, il fait ce dernier sacrifice à la France. Il a en « conséquence envoyé le prince de la Moskowa, les « ducs de Vicence et de Tarente à Paris pour en- « tamer les négociations. L'armée peut être certaine « que son honneur ne sera jamais en contradiction « avec le bonheur de la France. »

Pendant que Napoléon confiait ainsi à son armée, avec une modération digne des plus grands carac-

tères, les douloureux secrets de sa fortune actuelle, une portion de cette armée, soustraite le matin à son drapeau, sous l'espoir qu'elle allait se battre pour lui, répondait à Versailles aux nobles sentimens qu'il lui témoignait à Fontainebleau. Voici quelle avait été la destinée du corps de Marmont : depuis deux jours, dans l'armée de Napoléon, on ne parlait que d'une attaque sur Paris; le mouvement opéré la veille par la garde avait de nouveau confirmé ce bruit. Placé au premier poste, le corps de Marmont attendait avec impatience le signal de s'ébranler à son tour. Le 5, à la pointe du jour, le général Souham met le corps en mouvement; et à peine avait-il franchi le rayon de cantonnement, il se voit entouré par des régimens de cavalerie étrangère qui précèdent, qui flanquent et qui ferment sa marche au travers de toutes les troupes ennemies en armes sur sa route. A l'aspect des cavaliers bavarois, qui l'abordèrent au sortir du territoire d'Essonne, les officiers et les soldats, partis avec joie, parce qu'ils croyaient aller attaquer le flanc droit de l'ennemi, reconnurent qu'on les avait livrés. Alors des murmures sinistres parcoururent les rangs, et de menaçantes clameurs révélèrent aux généraux Souham et Bordesoult l'énergie des sentimens qui soulevaient contre eux tous les esprits. Néanmoins le corps du maréchal Marmont, traîné comme un vil prisonnier, dut défiler ainsi sous les fourches caudines de la trahison, et, quoique plein d'une vigoureuse indignation, promener l'infamie d'un déserteur à la vue des soldats de toutes les nations, qu'il avait cru aller combattre. Enfin, à Versailles, où ses braves furent débarrassés de leurs gar-

diens, l'explosion éclata, et ils se soulevèrent spontanément contre les chefs qui les avaient arrachés au commandement de Napoléon. Ces généraux n'eurent que le temps de se soustraire à la fureur commune, au milieu des coups de fusil. Les soldats se rassemblèrent vers l'Orangerie avec le dessein de retourner à Napoléon, et de venger son injure et leur honneur; ils voulaient reprendre le chemin d'Essonne, et passer en plein jour sur le ventre des étrangers, auxquels on les avait lâchement livrés pendant la nuit.

On a vu plus haut toutes les protestations et toutes les infidélités de Marmont; on a vu qu'il avait juré de ne pas se séparer du reste de l'armée, et promis de ramener lui-même à Essonne le sixième corps qu'il feignait de croire enlevé par les généraux sous ses ordres, qui n'avaient fait que lui obéir; mais outre l'impossibilité de tenir cette promesse, il pensait si peu à l'exécuter, qu'au lieu d'aller risquer lui-même de revoir ses troupes déjà rendues à Versailles, et condamnées à ne pouvoir plus rejoindre Napoléon, il leur adressa au contraire, une proclamation où on lisait : « Vous êtes les soldats de la patrie; ainsi c'est « l'opinion publique que vous devez suivre, *et c'est « elle qui m'a ordonné* de vous arracher à des dangers « désormais inutiles, pour conserver votre sang que « vous saurez répandre encore lorsque la voix de la « patrie et l'intérêt public réclameront vos efforts. « *De bons cantonnemens et mes soins paternels* vous « feront oublier bientôt, j'espère, jusqu'aux fatigues « que vous avez éprouvées. »

Le même jour, à trois heures après midi, le gé-

néral qui commandait à Corbeil la division de réserve disait dans sa proclamation : « ... La nuit dernière des corps entiers ont quitté leurs positions. « J'avais l'ordre d'occuper Corbeil : aucun ordre contraire ne m'a été donné; je suis donc resté fidèle « avec vous à mon poste. Les braves ne désertent « jamais; ils doivent mourir à leur poste... » On inséra cette pièce après celle de Marmont, dans *le Moniteur* du 7 avril. Le rapprochement n'était pas heureux pour la proclamation du maréchal. A la lecture de celle-ci, ses officiers arrachèrent leurs épaulettes, brisèrent leurs épées; les soldats jetèrent leurs armes, et, se trouvant sans chef pour retourner à Essonne, ils durent subir la loi de la nécessité, et se laissèrent conduire à Mantes.

Je ne saurais comprendre pourquoi, au premier aveu de Marmont de sa convention avec Schwartzemberg, l'un des plénipotentiaires ne partit pas sur-le-champ, ou comment on n'expédia pas au moins un secrétaire pour en instruire l'Empereur à Fontainebleau. On ne pouvait douter cependant que, si cette convention avait lieu, la négociation ne fût perdue, comme cela arriva en effet. Je dirai plus : un ancien serment et des devoirs plus sacrés que jamais, obligeaient chacun de ses plénipotentiaires à la déclaration d'une vérité si importante pour l'Empereur; tout leur prescrivait de s'arrêter à Essonne et de demander de nouveaux ordres.

Ainsi, par le départ du 6e corps, Fontainebleau n'est plus une position militaire et Napoléon se trouve à la discrétion des alliés. Il lui reste à peine quarante mille hommes pour livrer la bataille du dé-

sespoir, si redoutée encore des souverains et du gouvernement provisoire. Le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, de Tilsitt, de Wagram, devra subir toute la condition d'un triomphe des temps barbares, et prononcer la déchéance de son fils! Tel est le résultat du crime de Marmont, à qui est dû l'ultimatum d'Alexandre dans la soirée du 6 avril! Congédiés d'une manière aussi rigoureuse par l'empereur Alexandre, les plénipotentiaires français arrivèrent le soir à Fontainebleau. Après le compte rendu de leur mission, ils se retirèrent, et l'Empereur, dans le dessein de sonder les dispositions de ses maréchaux sur les projets militaires qu'il pouvait avoir conçus, fit appeler le prince de la Moskowa. Ce qui se passa dans cette entrevue a échappé à l'investigation historique.

Le 6 avril vit sortir du gouvernement provisoire, décréter par le Sénat après quelques changemens, imprimer, proclamer et insérer au *Bulletin des Lois*, la nouvelle constitution française. Cet acte *appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, et après lui les membres de sa famille. Mais la constitution devait être soumise à l'acceptation du peuple français, et Louis ne devait être proclamé* ROI DES FRANÇAIS, *qu'aussitôt qu'il aurait accepté la constitution et juré de l'observer et de la faire observer.* Cette disposition, à elle seule, établissait le contrat entre la nation et le Roi; c'était précisément ce qui devait faire rejeter par les conseils du Roi l'acte du Sénat. L'abbé de Montesquiou engageait alors le Roi à faire une simple déclaration. *On ne parlerait au public ni du Sénat ni de la constitution, et il ne serait redevable*

qu'à S. M. de ce que le Sénat prétend lui donner à un prix si dégoûtant. Mais de son côté le Sénat, par sa maladresse à stipuler ses intérêts privés qu'il fallait régler dans un traité secret et particulier, pour ne montrer au public que la constance à soutenir les intérêts généraux, perdit une admirable occasion de mettre à jamais les droits de la France à couvert, et de donner ce qu'il se réduisait à recevoir. A la vérité ce corps était dominé par une minorité dévouée à M. de Talleyrand, alors vice-grand-électeur, et au gouvernement provisoire, où il ne siégeait pas un homme d'un grand caractère et capable de conduire dignement la négociation entamée avec le prince auquel on pouvait rendre la couronne à des conditions également honorables et utiles pour la nation et pour la royauté. Les alliés eux-mêmes, et surtout Alexandre qu'une raison habile rejetait alors du côté des principes libéraux comme le seul moyen de faire prendre le change à l'enthousiasme militaire de la France, auraient vu avec plaisir le prince enchaîné par un traité qui, en le défendant contre les préjugés et l'entraînement de ses anciens amis, tous opposés au besoins de l'époque, aurait encore délivré l'Europe de la crainte d'une révolution nouvelle.

Le 7 avril, Napoléon se leva plus guerrier que de coutume; il en avait fini avec la politique. Déjà familiarisé à l'idée d'être un souverain sans empire, il ne pouvait encore supporter l'idée d'être un général sans armée. Il ordonna la revue du deuxièue et du septième corps. Le maréchal Oudinot reçut cet ordre avec une surprise qui frappa Napoléon : ce n'était pas la première fois qu'il avait remarqué plus que de

la lassitude de la part des chefs de l'armée. La revue eut lieu, et les vives acclamations des soldats prouvèrent à l'Empereur la fidélité de leurs sentimens qui recevaient alors de son infortune une expression plus énergique. Les chefs de l'armée étaient devenus des hommes de palais; les soldats étaient demeurés les hommes de la tente : ceux-ci restaient toujours dévoués au grand capitaine qui venait de les illustrer dans la postérité la plus reculée, par la plus belle campagne de sa vie; ceux-là savaient que l'Empereur avait abdiqué. On prétend que Napoléon, vivement ému de l'enthousiasme des troupes, qui effectivement n'étaient plus les siennes, dit au duc de Reggio : « *Maréchal, puis-je compter sur votre corps d'armée? — Non, Sire; Votre Majesté a abdiqué. — Oui, mais sous condition. — Il est vrai, Sire, mais le soldat ne connaît pas les restrictions. — Eh bien! maréchal, attendons les nouvelles de Paris.* »

Après la revue, l'Empereur fut reconduit dans ses appartemens par les maréchaux Berthier, Ney, Lefebvre, Oudinot, Macdonald, par les ducs de Bassano et de Vicence, et le général Bertrand, grand-maréchal du palais. Napoléon engagea tout à coup avec une entière liberté d'esprit la conversation sur les affaires, faiblement sur sa position personnelle, mais fortement sur celle de la France et de l'armée, et traita la haute question de ces grands intérêts, comme s'il n'eût été qu'un citoyen et un militaire. Le développement qu'il donna à ses idées le ramena naturellement à celles d'une juste défense, et il se complut à mettre en balance les chances de la guerre avec l'ignominie d'une paix qu'il disait mortelle pour la

France. Il savait bien que quatre armées resserraient chaque jour davantage le camp de Fontainebleau; qu'une armée russe se trouvait entre Essonne et Paris, une autre entre Montereau et Melun; que des corps nombreux étaient en marche par les routes de Chartres et d'Orléans, tandis que d'autres troupes accouraient par celles de la Bourgogne et de la Champagne, et tenaient le pays entre l'Yonne et la Loire. « Mais d'un autre côté, disait-il, les alliés seront forcés « de se battre, ayant Paris à dos. L'immense popula- « tion de la capitale entendra notre canon. La garde « nationale, le peuple des faubourgs, en partie com- « posés de vétérans de la vieille gloire républicaine « et de celle de l'empire, voudront partager les pé- « rils de l'armée et feront trembler l'ennemi. » Aucun des avantages d'une telle position n'échappe à Napoléon; il compte aussi sur l'armée du maréchal Soult sous Toulouse, sur celle du maréchal Suchet qui est à Narbonne et qui doit se réunir à celle de Soult; sur celle du maréchal Augereau dans les Cévennes, sur celle encore du prince Eugène, et sur celle du général Maison dans la Flandre; enfin sur les nombreuses garnisons de nos places frontières. Pourquoi, forçant les lignes ennemies, comme il l'a fait tant de fois avec les braves éprouvés qui lui restent, n'irait-il pas chercher les armées du Midi..... quand il reste à combattre derrière la Loire? Napoléon est d'avis qu'il faut y marcher sans délai.

On oppose à ce projet de l'Empereur les forces immenses qui occupent toutes les avenues de Fontainebleau, les distances qui séparent de l'armée les armées du Midi, le blocus qui interrompt toutes les

communications et jusqu'au passage des courriers. « Une route fermée pour des courriers, répond « Napoléon, s'ouvre bientôt devant cinquante « mille hommes.» Alors on lui parle des maux de la France menacée tout à coup des horreurs d'une guerre civile dont il serait et l'auteur et l'objet. Ce mot de guerre civile a sur lui la puissance d'un talisman, et sa résolution, qu'il a nourrie sans doute pendant la veillée d'une longue nuit, s'évanouit à l'instant. Le citoyen l'emporte : mais le guerrier devait reparaître. « Et bien! dit-il avec force, puisqu'il « me faut renoncer à défendre plus long-temps la « France, l'Italie n'est-elle pas une retraite digne de « moi? Veut-on m'y suivre encore une fois? Mar-« chons vers les Alpes!» Ce cri aurait entraîné l'armée, encore toute bouillante de courage et pleine d'enthousiasme; il frappa vainement sur les cœurs émoussés des grands dignitaires affamés de repos. Napoléon termina ce qu'on appela alors *la conférence des maréchaux*, par leur déclarer qu'il se décidait à signer l'abdication absolue. Toutefois, il ajouta que cette détermination ne devait nullement contrarier les opérations militaires qu'il pouvait avoir projetées, ce qui n'est pas probable. Les conférences avec ses plénipotentiaires furent reprises trois fois pendant cette journée; Napoléon y discuta vivement la forme de l'abdication absolue, et enfin l'acte en fut ainsi rédigé :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'em-« pereur Napoléon était le seul obstacle au rétablis-« sement de la paix en Europe, l'empereur Napo-

« léon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce,
« pour lui et ses héritiers, aux couronnes de France
« et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel,
« même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à
« l'intérêt de la France.

« Fontainebleau, le 11 avril 1814. »

Les plénipotentiaires, partis pour Paris, arrivèrent chez l'empereur Alexandre à deux heures du matin. « *Apportez-vous l'abdication?* » leur dit le prince en les voyant entrer. Le duc de Vicence lui fit la lecture de l'acte; l'empereur en exigea à l'instant une copie, afin de rassurer dans la même nuit le gouvernement provisoire, dont le fantôme de Napoléon armé troublait encore le sommeil.

Indépendamment de la négociation relative à l'abdication absolue, au choix d'une principauté pour Napoléon, et aux arrangemens relatifs à la famille impériale, les plénipotentiaires français devaient en outre traiter d'un armistice, afin de mettre un terme aux agitations de l'armée et aux inquiétudes de la France envahie.

La publicité que l'on s'empressa de donner à cet armistice manqua son effet par rapport au soldat, qui persista noblement jusqu'à la fin à ne pas se croire étranger au sort de son général. Le soldat n'avait rien entendu à la déchéance, ni à l'abolition de son serment de fidélité; il ne comprenait pas davantage l'intérêt d'un armistice, quand il n'attendait encore qu'un signe de Napoléon pour recommencer la guerre : mais on pensait autrement dans les rangs les plus élevés de l'armée. Les principaux lieutenans de

l'Empereur désertaient son drapeau comme son palais; et Fontainebleau, jadis peuplé d'une cour de princes et de rois heureux de trouver place au milieu de la foule des compagnons d'armes de l'Empereur, devenait d'heure en heure un désert. Berthier lui-même avait offert l'un des premiers l'exemple d'un si lâche abandon; la veille il avait pris la route de Paris, où il s'était fait précéder par l'acte de son adhésion au gouvernement provisoire. «*Il ne reviendra point*,» dit froidement Napoléon en le voyant partir. Cependant il y avait des héros à côté des ingrats qui se montraient si impatiens de s'éloigner d'un grand homme aux prises avec l'adversité.

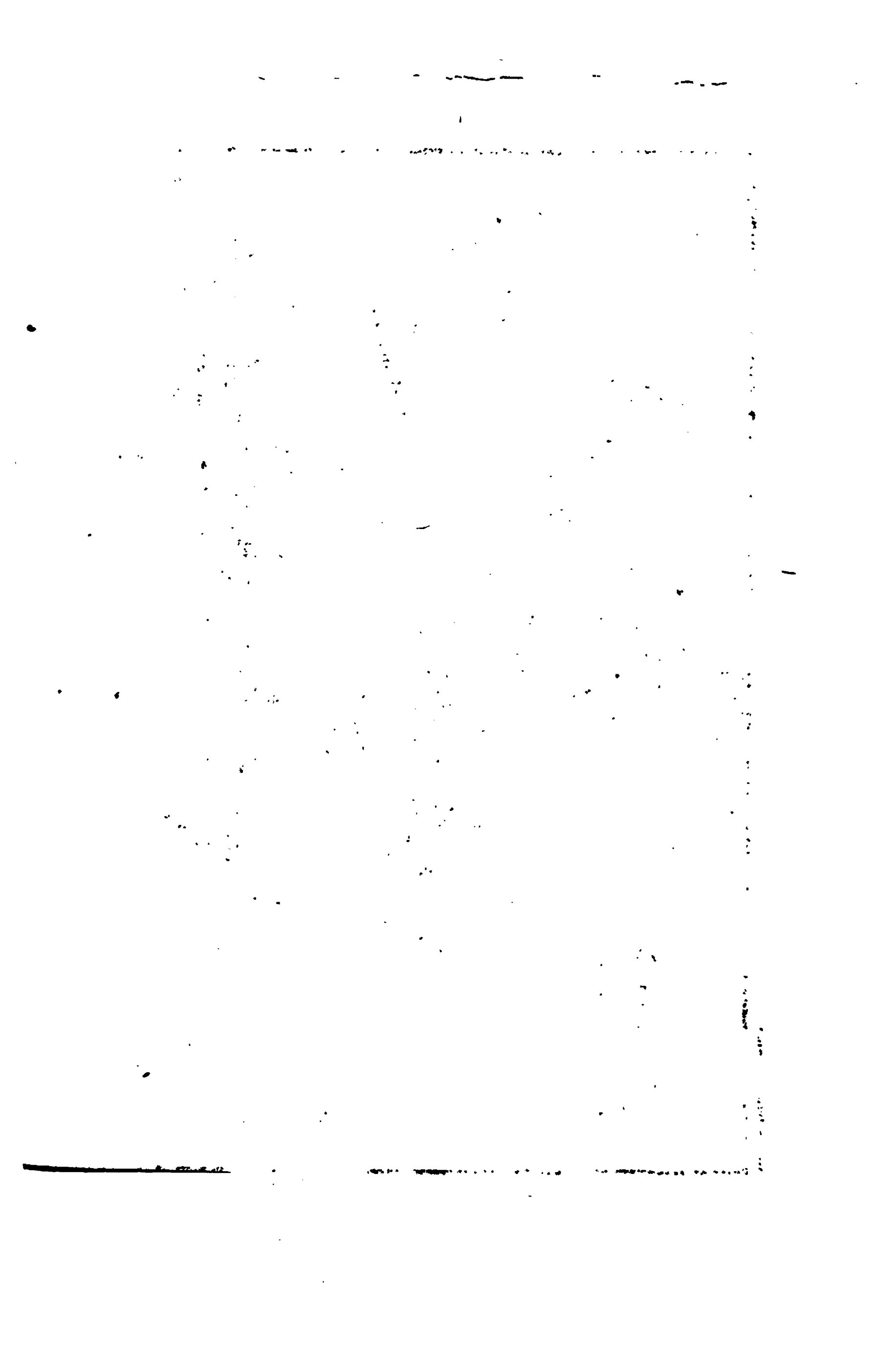
J'ai dit que, dans une conversation entre le duc de Vicence et l'empereur Alexandre, ce souverain, en parlant du séjour futur de Napoléon, avait insisté pour l'île d'Elbe. Les plénipotentiaires se prévalurent adroitement de cette première ouverture comme d'un engagement, pour obtenir que l'île d'Elbe fût accordée à Napoléon comme souveraineté indépendante. Heureusement cet engagement avait précédé la défection de Marmont; car dejà les alliés, éveillés par les agens de la restauration sur les dangers d'un tel voisinage pour la France, ne voulaient plus donner l'île d'Elbe : en effet cet île était un port sur la France.

Cependant, tandis que Napoléon trahi, mais non pas vaincu, traitait encore en souverain, le maréchal Soult, après la bataille d'Orthez, livrée le 27 février, et suivie de la glorieuse retraite de sa petite armée, en présence des forces considérables des Anglais, était arrivé le 24 mars dans la ville de Tou-



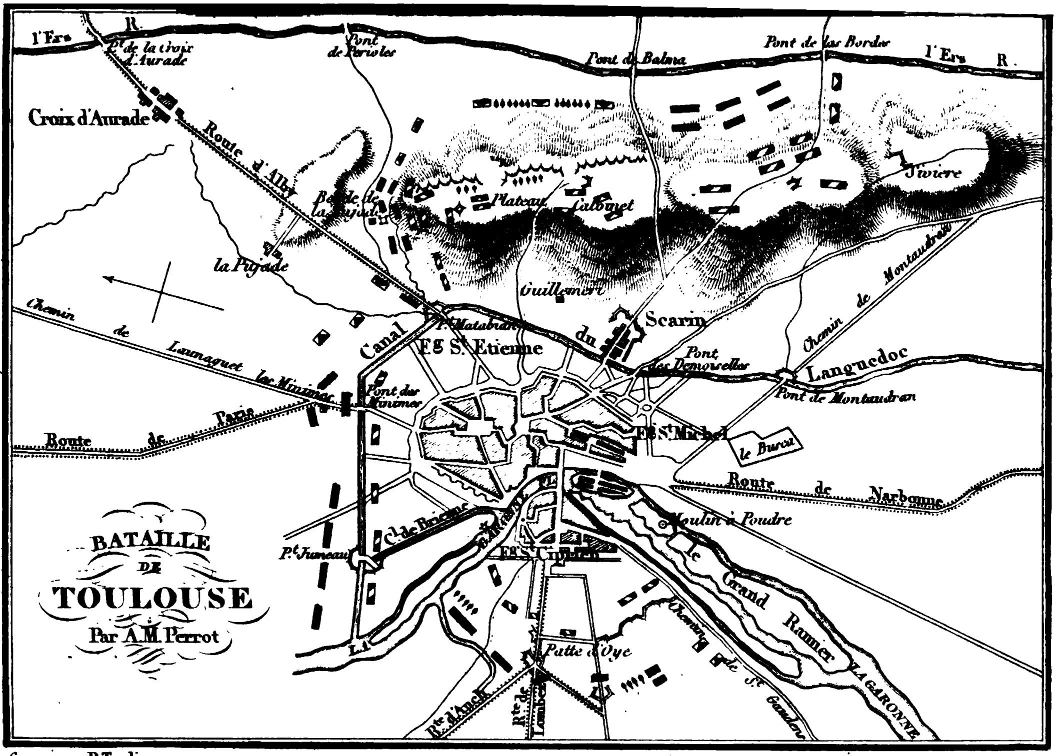
SOULT.

Publié par Furne, à Paris.





— [illegible] *par* [illegible]urne; à Paris.



Grave par P. Tardieu

louse, et, en quinze jours, avait fait un vaste camp retranché de la capitale du Languedoc. Quinze jours aussi avaient paru nécessaires à Wellington pour oser attaquer les trente mille Français de Soult avec ses quatre-vingt mille vieux soldats. Le 10 avril, à six heures du matin, l'action s'était engagée autour de l'immense enceinte fortifiée par le maréchal sous les yeux de son ennemi. Wellington fut d'abord repoussé sur tous les points. De leur côté, les Espagnols et les Portugais, culbutés et forcés à prendre la fuite, ne parvinrent qu'avec peine à se rallier sous la protection de la cavalerie anglaise. Beresford, que Wellington avait rappelé de Bordeaux, ayant reçu l'ordre de s'emparer des retranchemens du Calvinet, jugea, après la déroute des Espagnols, plus prudent de tourner la position que de l'assaillir de front. Le duc de Dalmatie avait fait les plus habiles dispositions pour empêcher le général Beresford d'accomplir son projet, et même pour le séparer du reste de l'armée anglo-espagnole. Malheureusement les manœuvres que le maréchal ordonna furent mal exécutées : le trouble et la confusion se mirent dans nos rangs, et laissèrent à l'ennemi le loisir d'attaquer le premier. Les Français se virent obligés de plier. Bientôt le combat se ranima avec une nouvelle fureur; nos soldats s'efforcèrent de reprendre l'avantage; mais que pouvaient l'audace et le courage le plus intrépide contre cette masse d'assaillans? Il fallut céder au nombre, et les Anglais se rendirent maîtres du Calvinet. La nuit seule avait terminé la bataille, où une seule redoute, un seul canon, tombèrent au pouvoir des Anglais, où un seul moment d'hésitation causée

par la mort d'un général qui s'égara avec sa colonne, empêcha les Français d'être victorieux. Le maréchal perdit trois mille six cents hommes tués ou blessés, Wellington dix-huit mille. Le lendemain, trompant encore la vigilance de Wellington, à qui la nécessité le force d'abandonner Toulouse, Soult s'est remis en marche par le département de l'Aude, pour conduire à Napoléon une de ses plus braves armées. Il ne sait pas que la bataille de Toulouse a été dérobée à un armistice; le 12, il l'apprend dans sa route par Wellington, qui lui envoie la copie de la convention conclue à Paris pour la suspension d'armes. Ainsi l'héroïque résistance de notre armée n'a été qu'un sacrifice inutile à la France?

Pendant la négociation de Paris, Napoléon, toujours poursuivi par le chagrin d'avoir donné sa dernière abdication, fit écrire et écrivit lui-même au duc de Vicence pour la lui demander. Ce ministre répondit que l'acte d'abdication étant la base de la négociation, il ne pouvait se rendre responsable des graves inconvéniens qui résulteraient, pour les intérêts de Sa Majesté, du parti de manquer aux engagemens qu'elle avait pris. « A quoi bon ce traité, disait « l'Empereur, puisqu'on ne veut pas régler avec moi ce « qui concerne les intérêts de la France? Du moment « qu'il ne s'agit plus que de ma personne, il n'y a plus « de traité à faire. Je suis vaincu : je cède au sort des « armes. Seulement je demande à n'être pas prisonnier de guerre, et pour me l'accorder un simple « cartel doit suffire; d'ailleurs il ne faut pas une « grande place pour enterrer un soldat. »

Dans le moment où l'on publiait à Paris l'acte

d'abdication absolue et l'adhésion de l'armée à la restauration, on annonçait aussi l'arrivée de MONSIEUR, frère du Roi. Le lendemain, ce prince devait faire son entrée solennelle. Napoléon n'ignorait aucune de ces circonstances, ni aucun de ses nouveaux périls : mais, inflexible dans sa volonté comme au temps de ses prospérités, n'ayant plus qu'elle pour appui, ne reconnaissant plus qu'elle pour destinée, il persista toute la journée du 12 avril à ne point ratifier le traité signé la veille à Paris avec toutes les puissances. L'abdication avait été remise au gouvernement provisoire en échange de son acceptation du traité. Rien ne semblait presser Napoléon de se décider; intérieurement dominé par un autre sentiment, il paraissait également indifférent au refus et à l'acceptation des ratifications. Dans cette même journée il avait discuté froidement, et pendant plusieurs heures, avec le duc de Bassano, la question du suicide, et quoiqu'il eût fini par la résoudre négativement, l'impression avait parut tellement forte, qu'on s'étudia à écarter tous les moyens qui auraient pu favoriser une tentative funeste.

Napoléon se trouvait dans cette disposition morale, quand les ducs de Tarente et de Vicence arrivèrent à Fontainebleau et lui remirent le traité. Un plénipotentiaire russe y vint aussi pour l'échange des ratifications. La secrétairerie d'État travaillait aux expéditions; elle y employa toute la nuit. Le plénipotentiaire russe se présenta avec de nouvelles difficultés qui blessaient l'honneur de Napoléon. Les prétentions qu'il mit en avant pour avoir un ordre de l'Empereur relatif à la remise des places fortes

aux alliés, indignèrent Napoléon, et des discussions assez vives eurent lieu chez le prince de Neuchâtel. L'Empereur refusa la demande incidentelle de l'ennemi; puisqu'on n'avait pas voulu traiter avec lui pour la France, il était au moins étrange de vouloir lui faire donner l'ordre d'en livrer les forteresses. Napoléon passa une partie de la soirée avec le duc de Vicence, et se retira à onze heures.

On ignora alors, mais on a su depuis, que Napoléon avait constamment porté sur lui, pendant la retraite de Moskou, un poison inventé par Cabanis pour soustraire ses amis aux supplices de la terreur. Devenu prisonnier d'Alexandre, il se souvint de ce poison; la vigueur seule de sa constitution la fit triompher après une longue agonie. « *La mort ne veut pas de moi,* » dit-il alors. Cependant la crise avait été si violente, qu'il lui fut impossible de se lever avant onze heures pour expédier le maréchal Macdonald. Son visage était renversé, ses yeux enfoncés dans leurs orbites, son teint livide, ses membres brisés. Enfin, son ame reprit tout à coup toute sa supériorité sur ses infortunes. Vainement il a cherché à mourir; l'évènement vient de tromper sa dernière volonté : n'en ayant plus à remplir vis-à-vis de lui-même ni à opposer à la destinée, il signa les ratifications, et congédia ensuite le maréchal Macdonald, après lui avoir offert un sabre pour reconnaître sa fidélité : « *Je regrette,* lui dit-il, *de n'avoir plus à vous donner d'autres témoignages de mon estime.* » En effet, pendant toute la négociation, Napoléon se plaisait à nommer le maréchal *un homme d'honneur.*

Par le traité signé le 11 à Paris et le 13 à Fontai-

Publié par Furne, à Paris.

nebleau, l'empereur Napoléon, l'Impératrice et tous les membres de la famille impériale, conservent leurs titres et leurs qualités. L'île d'Elbe lui est accordée en toute souveraineté, avec deux millions de revenus, dont un reversible à l'Impératrice, et à la charge de la France. On donne en toute propriété à l'Impératrice les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla; ces duchés passeront à son fils, qui en prendra le titre. Le traité affecte en outre deux millions cinq cent mille francs de revenu, comme propriété et transmissibles à leurs héritiers, aux membres de la famille impériale, indépendamment de leur fortune particulière; il assigne un million pour le traitement de l'impératrice Joséphine, et un établissement convenable est assuré hors de la France au prince vice-roi. Sur les fonds que l'Empereur abandonne à la couronne, un capital de deux millions est réservé pour des gratifications aux généraux de sa garde, à ses aides-de-camp, à sa maison. L'article 13 porte « que les obli-« gations du Monte-Napoléone de Milan, envers « tous les créanciers de Napoléon, soit français, soit « étrangers, seront exactement remplies. » (*C'était la seule condition que Napoléon avait mise à l'abdication du trône d'Italie; elle n'a pas été remplie.*) L'article 17 porte : « S. M. l'empereur Napoléon pourra « emmener avec lui et conserver pour sa garde quatre « cents hommes de bonne volonté..... »

La publication de l'armistice et de l'ordre d'adhésion au gouvernement provisoire arrêta tout à coup dans le Nord les succès miraculeux du général Maison, qui, avec ses douze mille hommes, tenant tête à soixante mille homme de l'armée de son ancien gé-

néral, le prince royal de Suède, était rappelé en libérateur par les peuples de la Belgique. Le maréchal Soult, tant en son nom qu'au nom du maréchal Suchet dut aussi conclure un armistice avec lord Wellington. Le général Decaen l'avait signé pour son armée de la Gironde avec lord Dalhousie; et le maréchal Augereau, ayant conclu le sien avec le prince de Hesse-Hombourg, adressa à son armée une allocution dans laquelle il osait dire que *Napoléon n'avait pas su mourir en soldat;* lui qui, par sa désobéissance aux ordres du 16 mars, avait livré Lyon le 21 aux Autrichiens!

L'abdication et l'armistice passèrent les Alpes, et vinrent avertir le vice-roi qu'il n'y avait plus pour lui ni drapeau français ni drapeau italien. L'évacuation de l'Italie fut convenue entre ce prince et le maréchal de Bellegarde, par des commissaires. Les adieux de l'armée française à la belle Italie durent retentir jusqu'au cœur de Napoléon. Il ne lui restait donc plus que l'écho d'une grandeur déjà tout ensevelie. Napoléon survivant à l'empire français et à lui-même n'est plus qu'un banni à qui ses juges, avec dédain, ont abandonné un vain titre... Le 15, l'empereur d'Autriche revient pour s'entendre féliciter par le Sénat d'avoir détrôné son gendre; le 16, il enlève à Napoléon son fils et sa femme : l'un et l'autre partirent pour Vienne par les ordres de François II; les mémoires sont restés silencieux jusqu'à présent sur la résistance que Marie-Louise pouvait opposer aux violences d'un père. Une autre princesse, moins élevée dans la hiérarchie des souverains, la fille du roi de Wurtemberg, qui avait lui-même sollicité pour elle et malgré elle la main de Jérôme sous la toute-

puissante influence du traité de Tilsitt, sut résister avec courage et respect à une volonté tout aussi impérieuse, tout aussi sacrée, et remplir ses devoirs d'épouse et de mère.

Le 19 avril, veille du jour où Napoléon devait quitter Fontainebleau, le général Montholon arriva de Moulins. Admis dans le cabinet de l'Empereur, ce général lui proposa de se rendre soit à Roanne, soit à Moulins, où il serait reçu par un corps de dix mille hommes. Il assura qu'en prenant la route des montagnes, Napoléon pourrait rallier les corps d'armée des maréchaux Soult, Augerau, Suchet, et se trouver à la tête de cent mille hommes. « Il n'est plus temps, « lui dit Napoléon, j'ai abdiqué, tout est fini; je ne « veux point avoir *à me reprocher la guerre civile;* « *mais je n'oublierai jamais ce que vous êtes venu* « *me proposer : jamais, entendez-vous, jamais !* » La réponse était généreuse de la part d'un prince si indignement outragé dans les liens les plus sacrés de la nature, et qui avait jugé d'un coup d'œil les moyens qu'on lui présentait, et la certitude de la réunion des armées qu'il pouvait aller chercher.

Enfin, le 20 avril, Napoléon va se séparer de sa fidèle armée, de sa garde!... Sa garde! elle est rangée dans les cours du palais pour recevoir ses adieux. Ses vieux soldats, noircis par tous les climats, cicatrisés par la guerre, flétris par la douleur, ne lèvent point les yeux vers l'astre qui les guidait à la victoire; cet astre est à son déclin : ils suivent sa triste fortune; ils tiennent leurs regards baissés, il les fixent sur la terre que leur général va quitter... En traversant les rangs de ses braves, Napoléon revoit toute sa gloire :

il reconnaît tous ses exploits. Cette phalange immortelle compte toujours quelques grenadiers d'Arcole, d'Aboukir, de Marengo; les autres datent d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Madrid, de Wagram, de Moskou, même de Lutzen, de Bautzen, de Wurschen, de Dresde, de Hanau... Tout à l'heure encore ils se sont vu décimer au sein de la France dans vingt combats où ils ont toujours vaincu... En contemplant ces témoins, ces auteurs de tant de travaux fameux déjà si loin de lui, il était permis à Napoléon de céder à une impression que les plus inébranlables caractères auraient eu peine à surmonter; mais, puisant des forces nouvelles dans la grandeur même des sacrifices qu'il venait de consommer par la signature du traité, après avoir embrassé ses amis, il avait descendu les degrés du palais avec autant d'assurance que s'il eut monté les marches du trône; puis, jetant un regard tout à la fois calme et attendri sur ses vieux guerriers, il leur dit d'une voix ferme comme son ame :

« Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que « nous sommes ensemble, je suis content de vous. « Je vous ai toujours trouvés au chemin de la gloire. « Toutes les puissances de l'Europe se sont armées « contre moi, quelques-uns de mes généraux ont « trahi leur devoir et la France, elle-même a voulu « d'autres destinées. Avec vous et les braves qui me « sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre « civile; mais la France eût été malheureuse. Soyez « fidèle à votre nouveau Roi; soyez soumis à vos « nouveaux chefs, et n'abandonnez point notre



ADIEUX DE FONTAINEBLEAU.

Bretagne qui rendait la France à Louis XVIII ;
tune, qui proscrivait Napoléon, se plaisait à fo

ADIEUX DE FONTAINEBLEAU.

« chère patrie. Ne plaignez pas mon sort ; je serai « heureux lorsque je saurai que vous l'êtes vous-« mêmes. J'aurais pu mourir; si j'ai consenti à sur-« vivre, c'est pour servir encore à votre gloire : « j'écrirai les grandes choses que nous avons faites. « Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse « votre général : venez, général Petit, que je vous « presse sur mon cœur ! Qu'on m'apporte l'aigle, que « je l'embrasse aussi ! Ah ! chère aigle, puisse le baiser « que je te donne retentir dans la postérité ! Adieu, « mes enfans; mes vœux vous accompagneront tou-« jours; gardez mon souvenir ! »

Cette scène mémorable eut quelque chose de déchirant par l'émotion qui, pour la première fois, attendrit devant ses compagnons d'armes le visage de Napoléon. Il pleurait; ils pleurèrent aussi : cette douleur commune des premiers soldats et du premier capitaine de l'Europe fut sublime.

Napoléon monta en voiture avec le général Bertrand; une faible escorte le suivit. Le même jour où Napoléon quittait Fontainebleau en exilé, Louis XVIII faisait comme roi de France une entrée solennelle dans la ville de Londres. Félicité à son arrivée au palais par le prince régent, le Roi avait répondu à ce prince : « ... C'est aux conseils de V. A. R., à ce « glorieux pays et à la confiance de ses habitans que « j'attribuerai toujours, après la divine Providence, « le rétablissement de notre Maison sur le trône de « ses ancêtres... » Et, en effet, c'était bien la Grande-Bretagne qui rendait la France à Louis XVIII; la Fortune, qui proscrivait Napoléon, se plaisait à fournir à

l'histoire cet étrange rapprochement ou cet étrange contraste, le 20 avril 1814. Rien ne manquait plus à la catastrophe qui précipitait du trône le capitaine du siècle, investi de tous les titres dont peut être décorée une fortune humaine; celui que l'armée avait appelé son *héros*, la France son *libérateur*, le Sénat *Napoléon-le-Grand;* celui qui était pour l'Europe l'homme de la destinée, le distributeur des couronnes et le souverain des rois; en qui le clergé français célébrait l'*envoyé du Très-Haut*, et que le pape avait nommé tant de fois, l'*Oint du Seigneur.*

Partout sur son passage, Napoléon fut accueilli aux cris de *vive l'Empereur!* Nulle part les témoignages d'amour et de regrets n'éclatèrent plus vivement qu'à Lyon; mais le maréchal Augereau eut l'audace et la bassesse d'insulter au malheur d'un grand homme qu'il avait trahi, et de couronner par cette infamie le crime d'une défection qui méritait la mort. Le reste du voyage ne fut pas exempt de dangers; ils augmentèrent à mesure qu'on avançait vers les provinces méridionales. Napoléon n'entra pas dans Avignon, ou douze mille forcenés manifestaient des intentions féroces. A Orgon, la fureur était encore plus violente contre lui : des misérables, rassemblés pour fêter les généraux autrichiens, voulurent le massacrer. Il courut d'autres risques très graves, et peut-être le vainqueur généreux qui avait rendu des trônes aux rois vaincus, et relevé des empires abattus à ses pieds, fut-il réduit à se mettre sous la protection de l'étranger, pour ne pas tomber victime de brigands apostés par des conspirateurs bien plus coupables et bien plus odieux que leurs barbares in-

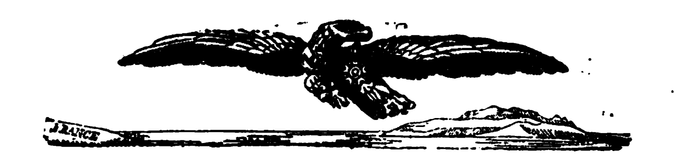
strumens. Le voile à moitié déchiré sur la mission confiée à Maubreuil; d'autres découvertes que l'histoire a déjà enregistrées pour l'avenir; la même direction donnée aux fanatiques qui depuis ont assassiné le général Ramel ainsi que le maréchal Brune et ensanglanté les départemens de l'Hérault et du Gard, placent sous le poids d'une terrible responsabilité les auteurs du complot contre les jours du prince avec lequel les princes de l'Europe, soit respect ou crainte, venaient encore de traiter de souverain à souverain. Napoléon échappa aux émeutes semées sous ses pas, et s'embarqua enfin au port de Saint-Rapheau : quatorze ans auparavant, cette même contrée l'avait vu arriver d'Égypte pour aller prendre les rênes d'un empire. Une frégate anglaise se chargea de transporter le maître du continent dans l'étroite domination que la fortune lui laissait.

Le 3 mai, à six heures du soir, l'Empereur entra à Porto-Ferrajo; il y fut reçu par le général Duhesme, commandant français : « Général, lui dit-il, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, et je me « suis réservé la propriété et la souveraineté de l'île « d'Elbe. Faites connaître aux habitans le choix que « j'ai fait de leur île pour mon séjour. Dites-leur qu'ils « seront toujours pour moi l'objet de mon intérêt le « plus vif. » Le maire de Porto-Ferrajo remit à Napoléon les clefs de la ville; la mairie devint le palais; un *Te Deum*, où assista l'Empereur fut chanté dans la cathédrale : ainsi se termina l'inauguration de cette souveraineté si restreinte. L'exercice de son gouvernement ne fut pour Napoléon qu'une administration de famille pendant les dix mois qu'il régna sur les

Elbois. Il étendit le travail des mines, fit des plantations, des constructions, répandit des bienfaits. Sa mère, sa sœur, la princesse Pauline Borghèse, quittèrent leurs palais de Rome, leurs jardins enchantés, pour venir adoucir sur les rochers de l'île d'Elbe l'exil d'un fils et d'un frère constamment chéri d'elles; tendres soins, dévouement touchant, où l'histoire se repose de son austère devoir.

Toutefois l'île qui renferme Napoléon n'est pour lui qu'un observatoire d'où il voit, d'où il croit entendre la France. Il errait sur ses sommets comme un aigle égaré qui plonge ses regards perçans à travers l'immensité, pour y chercher sa route vers l'aire paternelle.

FIN DU LIVRE SEIZIÈME.



LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

DÉBARQUEMENT DE NAPOLÉON AU GOLFE JUAN. — SON ARRIVÉE A GRENOBLE, A LYON, A FONTAINEBLEAU. — DÉCLARATION DE VIENNE. — DÉPART DE LA FAMILLE ROYALE.

Napoléon n'était tombé tout entier pour personne, encore moins pour lui-même. La France et lui s'occupaient de leur commun voisinage, mais silencieusement, car aucune communication, aucune intelligence n'avait établi entre eux la moindre relation directe. Les voyageurs étrangers faisaient seuls cette contrebande d'un intérêt si naturel, et leurs rapports étaient reçus avec une égale avidité par les Français de la grande patrie et par ceux de l'île d'Elbe. Il suffisait à Napoléon de la supériorité de son jugement pour apprécier la vérité dans les récits qui lui parvenaient, et pour estimer la position de la France vis-à-vis de son gouvernement : elle avait été blessée dans tous ses souvenirs, menacée dans ses droits, troublée dans ses jouissances, châtiée dans ses institutions les plus chères ; chez elle, c'était elle

qui était devenue étrangère : les généraux, les administrateurs, éconduits, l'avaient laissée bientôt sans protecteurs et sans guides, sous des princes tout nouveaux pour elle, entourés de vieux généraux inconnus, d'une vieille noblesse pleine de jactance, et d'un clergé persécuteur. L'armée, humiliée par d'insolens mépris, avait vu décimer le corps de ses officiers par un ministre et ce ministre était l'accusé de Baylen! Trois mille vétérans, mutilés dans les guerres de la république et de l'empire, allaient, en mendiant, porter à leurs villages les nouvelles du changement de système; chassés de l'hôtel des Invalides, ils avaient été tous remplacés par des Vendéens et des Chouans!

Dès le dernier mois de 1814, Napoléon dut se sentir entraîné vers la France par le mécontentement qu'elle éprouvait. Cependant ce ne fut pas de la nation qu'il reçut l'inspiration de rompre son exil et de concevoir l'audacieux projet d'ajouter à l'histoire de la conquête de l'Europe celle de la conquête de la France. Si des officiers, dont plusieurs de l'ancienne garde, avaient formé une conspiration afin de changer l'état des choses, cette conspiration, dans laquelle trempait Fouché, n'avait pas la restauration de Napoléon pour objet. L'idée de revenir en France. qui tout à coup prit sur Napoléon la force d'une resolution, lui vint d'abord de Paris par la seule lecture du *Moniteur*, qui l'avertit que le moment de son retour était arrivé, comme la lecture des gazettes de Francfort, à Alexandrie, lui avait donné autrefois le signal de son départ d'Égypte. Des lettres de Vienne, ainsi que de son beau-frère Joachim, à qui il avait pardonné, et qui avait des agens auprès du congrès,

le fortifièrent dans sa pensée, en lui annonçant le dessein proposé aux alliés par les ministres français, de le surprendre à l'île d'Elbe et de le transporter à Sainte-Hélène. Il fit alors des dispositions pour mettre Porto-Ferrajo en état de défense. Pendant qu'on s'en occupait, deux nobles anglais, indignés d'un projet de trahison dont la honte retomberait sur leur nation, quittèrent Vienne et vinrent donner à Napoléon des détails qui lui dévoilèrent l'imminence de son péril. Quelques personnes crurent que c'était un piège britannique, pour faire encore de Napoléon l'ennemi commun, en le forçant de se montrer dans une attitude menaçante. D'ailleurs, outre les lumières qu'il avait acquises de l'étranger, Napoléon savait aussi que le gouvernement royal de France ne voulait plus exécuter le traité de Fontainebleau, ce qui remettait en jugement la révolution et l'empire. Quant au complot ourdi contre lui par les membres du congrès, il était absolument ignoré à Paris, où les partisans de Napoléon, tombés pareillement sous le poids de la disgrâce européenne, n'avaient plus aucuns moyens de connaître ce qui se passait au-dehors. Ceux d'entre eux que l'on a proscrits comme les conspirateurs de son retour, en raison de la confiance dont ils avaient été honorés pendant son règne, n'avaient pas fait la moindre tentative pour se rappeler à son souvenir. Cependant rien n'était plus facile; car, Napoléon le dit lui-même (tom. II, page 33): « *Dans l'espace de neuf mois, plus de cent officiers français ou italiens arrivèrent successivement à l'île d'Elbe avec leurs uniformes et leurs épées ayant des passeports en règle.* » Mais, ainsi

que je l'ai déjà dit, on conspirait en France pour un autre que Napoléon. Il n'y eut dans le secret de l'île d'Elbe que le roi Joachim, à qui Napoléon prescrivait d'attendre ses ordres pour agir, et un auditeur au conseil d'État, Fleury de Chaboulon, qui vint de lui-même rendre compte à Napoléon de l'état des choses en France.

Des munitions de guerre avaient été achetées à Naples, des armes à Alger, des transports à Gênes. Tout se trouva bientôt prêt pour le départ; une troupe de mille hommes, dont six cents de la garde, deux cents chasseurs corses, deux cents fantassins, et cent chevau-légers polonais, reçut tout-à-coup l'ordre d'embarquement par un coup de canon, le 26 février, à huit heures du soir, Napoléon choisit ce jour où le commandant de la station anglaise était parti pour Livourne; et afin d'éloigner tout soupçon, il donnait lui-même une fête dont sa mère et sa sœur Pauline faisaient les honneurs. Il s'y déroba. « *Le sort en est jeté!* » dit-il en mettant le pied sur le brick *l'Inconstant.* Ce bâtiment, armé de vingt-six pièces de canon, portait quatre cents grenadiers; six autres petits bâtimens légers composaient la flotille impériale. Bientôt on perdit l'île de vue. Excepté les généraux Bertrand et Drouot, personne ne savait où l'on allait. Cependant l'opinion commune sur la flottille était que Napoléon débarquerait en Italie : on s'en inquiétait peu; il était là, « *Grenadiers*, dit-il après une heure de route, *nous allons en France. Nous allons à Paris.* » Le cri de *vive la France! vive Napoléon!* s'éleva dans les airs; et une joie patriotique reparut sur le front des vieux guerriers de Fontainebleau.

Ainsi la Méditerranée allait rapporter encore en France, pour détrôner la famille royale, celui que vingt ans plus tôt elle avait ramené d'Égypte pour renverser le Directoire. Cependant le vent devint contraire après qu'on eut doublé le cap Saint-André. A la pointe du jour, on n'avait fait que six lieues, et la mer était gardée par les croisières anglaise et française. Les marins conseillaient de retourner à Porto-Ferrajo; mais comme au retour d'Egypte, Napoléon *voulait arriver en France*, et l'on suivit la direction indiquée : son projet, si l'ennemi l'attaquait, était, ou de s'emparer de la croisière, ou d'aller en Corse. Dans le premier cas, il fallait peut-être se battre, et, pour mieux se préparer à cette nécessité, il commanda de jeter à la mer tous les effets embarqués, sacrifice que chacun fit avec plaisir. Le soir, on découvrit deux frégates; et un bâtiment de guerre français, qu'on reconnut pour être *le Zéphir*, vint droit sur la Flotille. Napoléon préféra passer incognito avec sa fortune, et ordonna à sa garde de se coucher sur le pont. Une heure après, les deux bricks étaient bord à bord, et *le Zéphir* ayant demandé à *l'Inconstant* des nouvelles de l'Empereur, Napoléon lui-même répondit qu'il se portait bien. Le 28, on reconnut un vaisseau de 74, qui n'aperçut point le bateau de César. Cette journée fut employée à copier trois proclamations, deux au nom de l'Empereur, l'une aux Français, l'autre à l'armée, et la troisième à l'armée, au nom de sa garde. Les ponts se couvrirent de copistes : ce singulier bureau d'état-major écrivant sous la dictée de Napoléon, en vue des croisières ennemies, au milieu de la mer, sur un bâti-

ment sans défense, des proclamations qui invitaient trente millions d'hommes à arborer la bannière d'un bataillon, est un fait curieux dans cette période si romanesque de la vie de Bonaparte. Enfin, le 1er mars, mois favori de l'Empereur dans ses prospérités, il revit la terre française, et débarqua au golfe Juan. Les habitans ne lui votèrent pas, comme les Calaisiens à Louis XVIII, une plaque de bronze portant l'empreinte du pied qu'il avait posé sur le sol après vingt-cinq ans d'absence; mais il reçut un bon accueil des paysans que réveilla le bruit du débarquement. Le bivouac fut établi dans une plantation d'oliviers. « *Beau présage,* s'écria Napoléon, *puisse-t-il se réaliser!* » Parmi les habitans qui arrivèrent, l'un d'eux avait servi; il reconnut Napoléon, et ne voulut plus le quitter. « *Eh bien! Bertrand,* dit l'Empereur au grand-maréchal, *voilà du renfort!...* »

Déjà un capitaine de la garde et vingt-cinq hommes étaient partis pour Antibes, avec ordre de s'y présenter comme déserteurs et de séduire la garnison. Mais Napoléon avait mal choisi ses négociateurs; il entrèrent dans la ville aux cris de *vive l'Empereur!* et furent dans l'instant désarmés et arrêtés. N'ayant point de nouvelles de ce détachement, Napoléon envoya à Antibes un officier civil chargé d'instructions pour le commandant : cet officier trouva les portes fermées, et ne put communiquer avec personne. A onze heures du soir, la petite troupe que Napoléon appelait *la députation de la garde* se mit en mouvement; les Polonais, à pied, portaient sur le dos l'équipement des chevaux qu'ils allaient avoir, à mesure que l'on en achèterait sur la route. Après vingt

lieues d'une marche continue, Napoléon arriva au village de Cérénon le 2 au soir; le 3, il coucha à Barême; le 4, à Digne; le 5, à Gap : il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers. Ce fut à Gap qu'il fit imprimer les proclamations qu'il avait dictées à bord le 28 février, faute de n'avoir pu déchiffrer lui-même celles qu'il avait écrites à Porto-Ferrajo la veille du départ. Ces proclamations se répandirent en France avec la plus grande profusion, et produisirent sur la masse de la population un effet d'autant plus magique qu'il était inattendu. Elles offraient une disparate singulière avec tout ce qui se faisait alors; aussi obtinrent-elles soudain le triomphe d'une ancienne habitude sur une nouveauté à laquelle on est mal disposé : elles portaient le cachet de cette éloquence de conquérans qui tant de fois avait remué les ames des Français en leur prédisant de si prodigieuses choses, ou en les remerciant de les avoir accomplies : tout le monde y fut pris, les uns par l'étonnement, les autres, et c'était la foule, par l'admiration. C'était sans doute une étrange merveille jetée tout à coup au milieu de la monarchie des Bourbons, que Napoléon rentrant en France à la tête de onze cents hommes! Le titre de ses proclamations était le titre impérial de son règne: NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE, EMPEREUR DES FRANÇAIS. Il avait apparemment oublié son abdication, ou plutôt il se croyait dégagé d'un traité que les alliés se proposaient de rompre par la force et contre toute espèce de droit; quelle que fût la pensée de Napo-

léon, il n'avait pas perdu son talent de parler aux hommes le langage du génie et de la gloire.

PROCLAMATION A L'ARMÉE.

Golfe Juan, 1er mars.

« Soldats!

« Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes « sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, « leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon exil, j'ai « entendu votre voix. Je suis arrivé à travers tous les « obstacles et tous les périls... Nous devons ou- « blier que nous avons été les maîtres des na- « tions; mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune « se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être le maî- « tre chez nous?... Reprenez ces aigles que vous aviez « à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Montmirail!..... Les « vétérans de l'armée de Sambre-et-Meuse, du Rhin, « d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de la grande armée, « sont humiliés..... Venez vous ranger sous les « drapeaux de votre chef;..... la victoire marchera « au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs natio- « nales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours « de Notre-Dame..... Dans votre vieillesse, entourés « et considérés de vos concitoyens, ils vous enten- « dront avec respect raconter vos hauts faits. Vous « pourrez dire avec orgueil : Et moi aussi, je faisais « partie de cette grande armée qui est entrée deux « fois dans les murs de Vienne, dans ceux de Rome, « de Berlin, de Madrid, de Moskou, qui a délivré « Paris de la souillure que la trahison et la présence « de l'ennemi y ont empreinte... »

PROCLAMATION AUX FRANÇAIS.

« FRANÇAIS!

« La défection du duc de Castiglione livra Lyon « sans défense à nos ennemis. L'armée dont je lui « avais confié le commandement était, par le nombre « de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme des « troupes qui la composaient, en état de battre le « corps d'armée autrichien qui lui était opposé, et « d'arriver sur les derrières du flanc gauche de l'ar- « mée ennemie qui menaçait Paris.

« Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail, « de Château-Thierry, de Vaux-Champs, de Cor- « mans, de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Ar- « cis-sur-Aube et de Saint-Dizier; l'insurrection des « braves paysans de la Lorraine et de la Champa- « gne, de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la « Bourgogne, et la position que j'avais prise sur les « derrières de l'armée ennemie, en la séparant de « ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses « convois et de tous ses équipages, l'avaient pla- « cée dans une situation désespérée. Les Français « ne furent jamais sur le point d'être plus puissans, « et l'élite de l'armée alliée était perdue sans res- « source : elle eût trouvé son tombeau dans ces « vastes contrées qu'elle avait si impitoyablement « saccagées, lorsque la trahison du duc de Raguse « livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite « inattendue de ces deux généraux, qui trahirent à « la fois leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, « changea le destin de la guerre. La situation de l'en-

« nemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu
« devant Paris, il était sans munitions, par la sépa-
« ration de ses parcs de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances,
« mon cœur fut déchiré, mais mon âme resta in-
« ébranlable, etc... »

Le 6, Napoléon partit de Gap pour Grenoble. A Saint-Bonnet, on allait sonner le tocsin afin de faire lever les villages en sa faveur : « Non, dit-il aux ha-
« bitans, vos sentimens me garantissent ceux de mes
« soldats. Plus j'en rencontrerai, plus j'en aurai. Res-
« tez donc tranquilles chez vous. » A Sisteron, le maire voulut insurger sa commune contre Napoléon; mais le général Cambronne, arrivé seul en avant de ses grenadiers, dont il venait préparer le logement, intimida tellement ce magistrat, qu'il s'excusa sur la crainte que ses administrés ne fussent pas bien payés : « Eh bien! payez-vous, » dit Cambronne en jetant sa bourse. Les habitans fournirent des vivres en abondance, et offrirent un drapeau tricolore au bataillon de l'île d'Elbe. En sortant de la mairie, le général Cambronne se trouva arrêté, avec ses quarante grenadiers, par une colonne envoyée de Grenoble. Il chercha à parlementer : on ne l'écouta pas. Napoléon, instruit de ce contre-temps, s'avança vers la troupe, et fut bientôt rejoint par sa garde, accourue au danger, malgré la fatigue qui l'accablait : « Avec vous,
« mes braves, leur dit Napoléon, je ne craindrais pas
« dix mille hommes. » Cependant le bataillon de Grenoble, ayant rétrogradé avait pris position. Napoléon alla le reconnaître, et se fit précéder d'un officier, qu'on ne voulut pas entendre : « *On m'a trompé*, dit

Napoléon au général Bertrand; *n'importe, en avant!* » Il mit pied à terre, et découvrant sa poitrine : « S'il « en est un parmi vous, dit-il aux soldats de Gre- « noble, s'il en est un seul qui veuille tuer son géné- « ral, son Empereur, il le peut; le voici! » Les soldats répondirent par acclamation : *vive l'Empereur!* et demandèrent à marcher sur Grenoble avec lui. Ce moment fut décisif pour Napoléon. Un seul coup de fusil enlevait à la postérité le plus étonnant épisode de l'histoire de France, et la moindre résistance de la part de ce bataillon eût produit celle de toute la division qui couvrait Grenoble. Le colonel de Labédoyère n'aurait pas pu amener à Napoléon le 7e de ligne. Ce puissant renfort décida ce prince à entrer le soir à Grenoble, où le général Marchand avait pris des mesures de défense. Les portes de la ville étaient fermées : la garnison se déployait sur les remparts; elle se composait du 3e régiment du génie, du 6e de ligne, dont un bataillon était rangé depuis le matin sous le drapeau impérial; du 4e de hussards, et du 4e d'artillerie, où Napoléon avait été capitaine. Du haut des remparts, où s'était portée la population de la ville, la garnison, frappée d'étonnement, voyait s'avancer Napoléon avec sa troupe, l'arme renversée, et marchant, ivre de joie, aux cris de *vive Grenoble! vive la France! vive l'Empereur!* L'enthousiasme est électrique chez tous les hommes, dans les circonstances qui surprennent tout à coup leur imagination. Les remparts de Grenoble retentirent soudain des mêmes acclamations, et soudain les portes de la ville furent brisées par les habitans. « Tiens, dirent-ils à Napoléon, au défaut des clefs

« de ta bonne ville, en voici les portes. — *Tout est « décidé maintenant*, dit Napoléon à ses officiers; « *tout est décidé: nous allons à Paris.* » Le lendemain, 8 mars, il fut reconnu et complimenté solennellement comme Empereur par toutes les autorités civiles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques. Il leur parla ainsi : « J'ai su que la France était malheu- « reuse, j'ai entendu ses gémissemens et ses repro- « ches. Mes droits ne sont autres que les droits du « peuple... Je viens les reprendre, non pour régner, « le trône n'est rien pour moi; non pour me venger, « je veux oublier tout ce qui a été dit, fait et écrit « depuis la capitulation de Paris. J'ai trop aimé la « guerre; je ne la ferai plus... Nous devons oublier « que nous avons été les maîtres du monde... Je veux « régner pour rendre notre belle France libre, heu- « reuse et indépendante..... Je veux être moins son « souverain que le premier et le meilleur de ses ci- « toyens. » Napoléon redevint subitement l'homme des soldats et du peuple, dont son retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les facultés. Aussi, à la revue qu'il passa de la garnison de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au délire, surtout après ces paroles qu'il adressa au 4e d'artillerie : « C'est parmi « vous que j'ai fait mes premières armes; je vous « aime tous comme d'anciens camarades. Je vous ai « suivis sur le champ de bataille, et j'ai toujours été « content de vous : mais j'espère que nous n'aurons « pas besoin de vos canons. Il faut à la France de la « modération et du repos. L'armée jouira, dans le « sein de la paix, du bien que je lui ai déjà fait et que « je lui ferai encore. Les soldats ont retrouvé en moi

« leur père; ils peuvent compter sur les récompenses « qu'ils ont méritées... »

Après la revue, la garnison se mit en marche sur Lyon, au nombre de six mille hommes. Le soir, Napoléon écrivit à l'Impératrice et au roi Joseph. Les courriers ne manquèrent pas de dire sur leur passage, et le peuple de répéter, qu'ils portaient l'ordre à l'impératrice de venir avec le roi de Rome rejoindre l'Empereur. Cependant Napoléon ne se contenta pas à Grenoble de prendre possession de l'opinion : il reprit aussi celle du pouvoir impérial, en décrétant qu'à dater du 15 mars, les actes publics seraient faits et la justice rendue en son nom. L'organisation des gardes nationales dans les cinq départemens qu'il venait de traverser ne fut point oubliée.

Il y avait sept jours que cette révolution d'une espèce si merveilleuse, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque *le Moniteur* apprit à la France l'arrivée de Napoléon, par une ordonnance royale qui le mettait hors la loi, et par une proclamation qui convoquait sur-le-champ les deux Chambres. Le lendemain, ce même journal publia que Napoléon, abandonné des siens, poursuivi par la population et les garnisons, errait dans les montagnes, et ne pouvait échapper à la haine commune. Mais on connaissait *le Moniteur;* ainsi les nouvelles de cette feuille officielle n'obtinrent pas un grand crédit. Toutefois il y eut deux opinions : l'une, celle de la masse, qui croyait au succès de Napoléon, l'autre, celle de la cour; qui méprisait un si faible ennemi, comme vingt-cinq ans auparavant elle avait méprisé la révolution. Cependant on ne put cacher

long-temps l'entrée à Grenoble, ni la marche sur Lyon : en conséquence, MONSIEUR, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald, partirent en toute hâte pour cette ville.... Mgr le duc d'Angoulême, le maréchal Masséna, les généraux Marchant et Duvernet, devaient fermer la retraite à Napoléon; sur ses flancs se trouvait le général Lecourbe. Le maréchal Oudinot s'avançait à la tête de ses invincibles grenadiers : tout le Midi était levé. Enfin, le 11 mars, on annonça à Paris que Bonaparte avait été complètement battu du côté de Bourgoing. Cependant il avait occupé Bourgoing, le 9, sans coup férir, et le 10, à sept heures du soir, il était entré à Lyon, à la tête de l'armée envoyée pour le combattre. Descendu à l'Archevêché, que venait de quitter MONSIEUR, il n'avait pas voulu d'autre garde que la garde nationale à pied; celle à cheval s'étant présentée : « Nos institutions, « lui dit-il, ne reconnaissent pas de gardes nationa- « les à cheval; d'ailleurs, vous vous êtes si mal con- « duits avec le comte d'Artois, que je ne veux point « de vous. » En effet, de tous les nobles dont cette garde était presque entièrement composée, un seul avait suivi le prince jusqu'à ce que sa personne fût hors de tout danger. Napoléon le fit appeler : « Je « n'ai jamais laissé, lui dit-il, une belle action sans « récompense : je vous donne la croix de la Légion- « d'Honneur. »

Pendant que Napoléon recevait à Lyon, de toutes les divisions militaires de l'Est, les assurances les plus positives de leur retour à son drapeau, le roi recevait chaque jour des autres points de la France une foule d'adresses qui lui portaient, au nom des géné-

raux et des troupes, le vœu de mourir pour le défendre. Ces adresses, en partie, sans doute, étaient forcées par la position des signataires, telles que celles des ministres.

Dans le mois de décembre, le maréchal Soult avait proposé d'élever un monument aux victimes de Quiberon; cette proposition ayant été acceptée, il fut placé à la tête de l'association qui se forma pour en faire les frais. Deux jours après, il avait remplacé au ministère de la guerre le général Dupont. Le 8 mars, Soult publia un violent ordre du jour contre celui qu'il appelait *un aventurier*, et dont bientôt il devint le major-général! Probablement le roi ne vit-il point dans cette injure, au moins inutile, un gage suffisant de la fidélité du maréchal; car le 11 mars, *le Moniteur* annonça la nomination au ministère de la guerre du duc de Feltre, qui, en 1813 et en 1814, et dans le même poste, avait si bien servi les intérêts de la famille royale contre l'Empereur. Toutefois Napoléon, qui le connaissait à fond, ne dut pas être alarmé du choix d'un homme tout-à-fait incapable de prendre une décision forte dans une grande circonstance. Soult eût été plus redoutable, si quelqu'un pouvait l'être devant Napoléon déjà maître du Midi, et environné d'un enthousiasme qui d'heure en heure devenait contagieux pour la France.

En écrivant de Lyon à son frère Joseph, Napoléon l'avait chargé de faire déclarer à la Russie et à l'Autriche, ainsi qu'aux autres puissances qu'il voulait tenir loyalement le traité de Paris. Les paroles qu'il dit alors aux autorités retentirent dans toute la France : «... *J'ai été entraîné par la force des événe-*

mens dans une fausse route ; mais instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux Français, qui a eu pour la France et pour moi tant de funestes résultats..... Je me suis trompé en croyant que le siècle était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire. Cette abjuration de l'esprit de conquête était sincère de la part de Napoléon prêt à jurer le traité de Paris. Ce fut aussi à Lyon que, naturellement entraîné à ce parti par le triomphe politique et militaire qui l'avait porté du golfe Juan, à travers la ville forte de Grenoble, dans la seconde ville de France, au milieu d'une population dont à chaque moment l'exaltation l'enivrait lui-même, Napoléon reprit la souveraineté et dicta plusieurs décrets d'une haute importance, mais non pas tous marqués du même caractère d'àpropos. Le premier prononçait la dissolution des deux Chambres, et ordonnait la réunion, *à Paris*, en assemblée extraordinaire du *Champ-de-Mai*, des collèges électoraux de l'empire, soit *pour corriger nos institutions*, soit pour assister au couronnement de l'Impératrice et du roi de Rome. Le second décret rétablissait contre les émigrés non rayés, rentrés en France depuis le 1er janvier 1814, la législation des assemblées nationales, et il frappait leurs biens du séquestre. Le troisième se rattachait, par le premier article, au système de la révolution, en abolissant la noblesse et les droits féodaux. Napoléon aurait dû s'en tenir là, et ne pas se réserver encore les moyens de perpétuer en faveur des héritiers des grandes notabilités de la France, dans tous les genres d'illustration, des privilèges qui blessaient la passion des Français pour

l'égalité. Le quatrième décret congédiait tous généraux et officiers de terre et de mer introduits dans nos armées depuis le 1er avril 1814, et qui, émigrés ou non, avaient quitté le service à la première coalition contre la France. Ce décret était éminemment populaire pour l'armée, qui n'obéissait qu'avec une répugnance invincible à des officiers qu'elle n'avait jamais vus. Le cinquième décret rappelait à leurs fonctions tous les magistrats éliminés, *parce que tous les membres de l'ordre judiciaire sont inamovibles par nos constitutions*. Un sixième décret ordonnait le séquestre sur les biens des émigrés, pour tous les établissemens publics à qui ils avaient été repris, et annulait ainsi une mesure dont s'était vivement alarmés les acquéreurs de biens nationaux. Ce décret était juste : il retablissait des propriétés nationales, qui sont aussi sacrées que les propriétés particulières. Enfin, un autre décret licenciait la maison du roi et les Suisses. La première disposition n'a pas besoin de commentaire; la seconde encore moins : elle délivrait la France de cet impôt à la fois inutile, honteux et ruineux, qui s'appelle *le service étranger*, et que la politique française devait rejeter, surtout depuis que la Suisse a ouvert deux fois ses portes à l'Europe pour envahir avec elle le territoire de son ancienne protectrice.

Le général Bertrand et le duc de Bassano refusèrent avec raison d'apposer leurs signatures à ces décrets. « *Je ne signerai point*, disait Bertrand à Lyon ; *ce n'est pas ce que l'Empereur nous a promis.* » Et, en effet, Napoléon venait de dire aux magistrats de Grenoble. « Je veux être moins le souverain de la

« France, que son premier et son meilleur citoyen. »

On lit dans ses *Mémoires*, tom. II, page 276: « ..... Il résolut de rentrer en France, non avec l'am« bition de conquérir son trône, mais pour se placer « entre les factions. Il avait toujours pensé que la « France ne voulait que l'égalité, et il la lui avait « donnée tout entière. *Les événemens venaient de lui « apprendre qu'elle voulait aussi la liberté; et il avait « résolu de rendre le peuple français le plus libre de « tous les peuples de la terre.* » C'était à Lyon, à Paris surtout, que Napoléon aurait dû tenir ce langage en l'appuyant d'une nouvelle constitution qui eût été le gage et la preuve de sa sincérité. Il est impossible de trouver le germe de ces généreuses intentions dans les actes qui précédèrent et qui suivirent son retour à Paris.

Le gouvernement royal avait envoyé le maréchal Ney se mettre à la tête d'une armée à Lons-le-Saulnier. Napoléon chargea le général Bertrand de lui écrire l'état des choses, en le rendant responsable de la guerre civile, s'il ne faisait pas sa soumission. « *Flattez-le*, disait l'Empereur, *mais ne le caressez pas trop: il croirait que je le crains, et se ferait prier.* » Cependant, grace à la renommée, la révolution était déjà faite dans l'armée du maréchal : elle n'avait qu'un cri, celui de marcher à Lyon, non pour combattre Napoléon, mais pour le suivre. La défection s'était mise dans plusieurs de ses régimens; et, entraîné par son armée hors du parti du Roi qu'il ne pouvait plus défendre, le malheureux maréchal adressa, le 13 mars, à ses soldats, l'ordre du jour suivant :

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. La « dynastie que la nation française a adoptée va « remonter sur le trône..... Soldats! *les temps ne sont « plus où l'on gouvernait les peuples en étouffant tous « leurs droits. La liberté triomphe enfin, et Napoléon, « notre auguste Empereur, va l'affermir à jamais.....»* Tel était l'esprit de l'armée; le maréchal n'en était que l'organe.

Rassuré par la déclaration de cette armée, Napoléon alla au-devant d'elle à Auxerre, où, le 18, il embrassa le maréchal. Là, malgré l'ordonnance qui enjoignait *de lui courir sus*, et les projets sinistres qu'on lui annonçait contre sa personne, Napoléon se mêlait au milieu de la foule avec l'abandon de la plus entière confiance. Il comptait sur l'amour du peuple et des troupes, il ne se trompait pas. L'armée, déjà forte de quatre divisions, s'embarqua sous les yeux de l'Empereur, avec l'ordre d'être à une heure du matin dans Fontainebleau. Le 19 au soir, il était arrivé lui-même à Moret, où il s'arrêta pour attendre le retour des grand'gardes qui avaient dû fouiller la forêt, car on supposait que l'armée du duc de Berri occupait les hauteurs d'Essonne. Essonne avait été fatale à Napoléon; il ne pouvait l'oublier en revenant à Fontainebleau : il entra dans cette résidence à quatre heures du matin, et revit sans émotion apparente ce théâtre de son abdication, qu'il ne regardait plus que comme une aventure rayée de sa vie. En effet, le départ du Roi, qui monta en voiture à minuit, lui ouvrait Paris; et, au lieu d'être gardé à Fontainebleau, ainsi qu'en 1814, au milieu de trente mille Français, par deux cent mille étrangers, il marchait

vers la capitale, accompagné du peuple et de l'armée. Jamais faveur de la fortune ne dut avoir tant de prix pour Napoléon; elle pouvait effacer à ses yeux l'adversité dont elle était sortie; mais ce grand souvenir rendit nécessairement plus douloureuse la lente agonie de Sainte-Hélène. En regard de ce brillant retour de prospérité qui faisait saluer encore du nom d'*Empereur* le captif de Fontainebleau, le fugitif de l'île d'Elbe; pendant cette même nuit une scène à laquelle l'infortune et la puissance donnèrent aussi un imposant caractère, s'était accomplie à Paris. Après vingt-cinq ans d'absence et dix mois de règne, Louis XVIII, vieux et infirme, reprenait la route de l'exil, appuyé sur les anciens compagnons qui l'y avaient déjà suivi; et, avant de quitter, pour la dernière fois peut-être, le palais de ses pères, témoin de tant d'événemens, il n'avait reçu que des adieux timides et privés : il avait pu entendre les acclamations de la France proclamant Napoléon; il avait vu revenir tout seuls de l'armée qui devait arrêter le conquérant, son propre frère et les princes de son sang, réduits comme lui à aller avec quelques serviteurs chercher encore un asile dans une hospitalité étrangère. Le 20 mars 1815 est un des grands tableaux de l'histoire.

Cependant le congrès de Vienne publiait, le 13 mars, une déclaration qui renouvelait l'ordonnance royale du 6. Ce manifeste, cet arrêt commun de toutes les puissances, devint pour elles un nouveau lien. La nécessité réunit tont à coup ceux que l'intérêt avait déjà divisés. L'entreprise trop prématurée de Napoléon resserra le faisceau des cabinets, qui allait, dit-

on, se briser. On parlait d'une convention secrète qui unissait l'Angleterre, l'Autriche et la France avec toutes les vastes dépendances de leurs alliés et des trônes de famille, contre la Russie et la Prusse. L'apparition subite de *l'ennemi commun*, la peur de son génie, de sa popularité, l'effrayant succès d'une marche triomphale d'Antibes à Paris, l'espoir attaché à son retour par la France et l'armée, rapprochèrent soudain les politiques de Vienne, effrayés du murmure des ames que l'on s'était partagées au nom de l'indépendance des nations!

CHAPITRE II.

ARRIVÉE DE NAPOLÉON A PARIS. — ACTE ADDITIONEL. — CHAMP-DE-MAI.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon entra à Paris, par la barrière de Fontainebleau, avec les troupes qui avaient été placées pour le combattre à Villejuif, et sans se faire annoncer, comme il avait fait en revenant de Marengo, d'Austerlitz, de Tilsitt, de Madrid, de Vienne,... de Moskou. Une foule nombreuse l'attendait dans la cour du Carrousel et sur le quai; mais il passa par la porte du pavillon de Flore, et il fut porté jusqu'à ses appartemens particuliers sur les bras de la multitude. Il se vit tout à coup entouré d'une partie de ses anciens ministres, des maréchaux, des officiers et des dames du palais : il se retrouvait en famille. Les acclamations extérieures se prolongèrent long-temps. Paris, qui s'était réveillé capitale du royaume, s'endormit capitale d'un empire.

Napoléon dit, dans ses *Mémoires*, que la nuit même de son arrivée à Paris, il délibéra si, avec trente-cinq ou trente-six mille hommes qu'il pouvait réunir dans le Nord, il commencerait les hostilités le 1er avril, en marchant sur Bruxelles et ralliant sous ses drapeaux cette armée belge qui n'attendait que son signal pour lui servir d'avant-garde. Wellington était à Vienne, Blücher à Berlin. Dans les premiers

jours d'avril, l'Empereur serait entré à Bruxelles avec son armée. Les forces anglaises et prussiennes étaient faibles, sans chefs et sans places fortes, disséminées sur les bords du Rhin. Mais il sacrifia au vœu général de la France, c'est-à-dire à un sentiment fondé sur la plus grave erreur, une inspiration qui seule eût assuré le succès de la téméraire entreprise qu'il venait d'exécuter. La déclaration du congrès de Vienne ne permettait ni à la France ni à Napoléon la moindre incertitude à cet égard : elle disait « qu'*il ne pouvait y avoir ni paix ni trève avec Napoléon: qu'en détruisant le seul titre légal auquel* l'EXÉCUTION *du traité de Fontainebleau se trouvait attachée, il s'était placé hors des relations civiles et sociales; qu'il s'était livré à la vindicte publique*, etc... » Il fallait donc que Napoléon surprît la coalition, comme il avait surpris la monarchie. Rien ne l'empêchait de s'emparer de la Belgique, d'où le général Maison avait emporté d'énergiques souvenirs de l'attachement des troupes et des habitans pour la France. De plus, une vieille animosité aigrissait les Belges, d'abord contre l'Angleterre dont la Hollande était presque un ancien municipe, et dont la politique avait déjà séquestré, pour les détruire, Flessingue et Anvers; ensuite contre la Prusse, par une antipathie de voisinage et de nation. Il n'y avait pas d'espoir de désarmer ces puissances implacables, par l'exécution la plus religieuse du traité de Paris. Il fallait qu'elles fussent chassées par les efforts réunis de la France, de la Belgique et des frontières rhénanes, des camps qu'une surveillance menaçante contre la France avait tracés dans les anciens électorats ecclé-

siastiques. Une telle invasion, commandée par Napoléon pendant l'absence de leurs généraux en chef et l'éloignement des Russes et des Autrichiens, établissait, au moins pour le moment, l'occupation de la France, et entraînait la foule de ceux qui, répugnant à se rallier au danger, s'empressent de se rallier au succès. Napoléon se trompa en différant; il agit contre l'opinion du plus grand nombre : il donna du temps à ses ennemis du dedans et du dehors. Il remit au mois de mai la décision d'un plan de campagne dont le choix était tout fait s'il l'eût conçu à Bruxelles, où il redevenait purement et redoutablement défensif, derrière la barrière du Rhin. Et qui sait si la conquête de la Belgique par Napoléon n'aurait pas servi les ressentimens de la cour de Vienne contre l'ascendant que le roi de Prusse, son ancien ennemi, s'attribuait au sein de sa capitale, en sa qualité d'un nouveau dominateur de l'Europe?

Dans la nuit du 20 au 21, arrivèrent les grenadiers de l'île d'Elbe. Les généraux Bertrand, Drouot, Cambronne, représentaient aux Tuileries les trophées d'un triomphe qui n'avait pas coûté une seule goutte de sang, qui avait duré vingt jours et dont Paris était le repos..... et le terme! Ce triomphe était tout populaire : aussi Napoléon, entouré de son ancienne cour, et surtout des hommes qui n'avaient presque pas quittté le palais depuis son départ, disait hautement : « *Ce sont les gens désintéressés qui m'ont amené à Paris; ce sont les sous-lieutenans et les soldats qui ont tout fait: c'est au peuple et à l'armée que je dois tout.* »

Le 21, l'Empereur passa en revue toute l'armée de Paris que commandait le duc de Berri.

« Soldats! dit-il, je suis venu avec six cents hom-« mes en France, parce que je comptais sur l'amour « du peuple et sur le souvenir des vieux soldats. Je « n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats! je « vous en remercie. La gloire de ce que nous « venons de faire est toute au peuple et à vous. La « mienne se réduit à vous avoir connus et appré-« ciés..... »

Au moment où le général Cambronne et les officiers du bataillon de l'île d'Elbe parurent avec les anciennes aigles de la garde, il reprit la parole et dit :

« Soldats! voilà les officiers du bataillou qui m'a « accompagné dans mon malheur : ils sont tous mes « amis; ils étaient chers à mon cœur. Toutes les fois « que je les voyais, ils me représentaient les différens « régimens de l'armée. Dans ces six cents braves, il « y a des hommes de tous les régimens; tous me « rappelaient ces grandes journées dont le souvenir « m'est si cher : car tous sont couverts d'honorables « cicatrices reçues à ces batailles mémorables. En les « aimant, c'est vous tous, soldats de l'armée fran-« çaise, que j'aimais. Ils vous rapportent ces aigles; « qu'elles vous servent de ralliement : en les donnant « à la garde, je les donne à toute l'armée. La trahi-« son et des circonstances malheureuses les avaient « couvertes d'un voile funèbre; mais, grace au peuple « français et à vous, elles reparaissent resplendissan-« tes de toute leur gloire. Jurez qu'elles se trouve-« ront toujours et partout où l'intérêt de la patrie les « appellera; que les traîtres et ceux qui voudraient

« envahir notre territoire n'en puissent jamais sou-
« tenir les regards ! »

Le Roi et sa famille avaient quitté Lille pour se rendre à Gand. Le duc de Bourbon, après avoir inutilement cherché à soulever la Vendée, était parti le premier; le 22, à deux heures du matin, il s'était embarqué au pont de Cé, sur la Loire. Il ne restait plus en France que le duc et la duchesse d'Angoulême. La princesse se trouvait à Bordeaux, et le prince à Toulouse. MADAME, animée d'un courage viril, essaya de défendre la première de ces cités, et fut réduite enfin à se retirer sur un vaisseau anglais. De son côté, le duc d'Angoulême voulait entraîner le Midi, à la tête de douze mille hommes de ligne ou de gardes nationales. La guerre civile régnait en Provence et en Languedoc. Le prince avait demandé des secours aux Sardes et aux Suisses. Il marchait avec deux corps d'armée : l'un sous ses ordres, l'autre sous ceux du général Ernouf. Après son entrée à Valence, le prince occupa Sisteron, Gap, et se disposait à se porter sur Grenoble et sur Lyon. Mais c'était le 3 mars, et non le 3 avril, qu'il eût fallu être en arme sur la route de Grenoble. Bientôt le prince se vit, par les mouvemens rapides des troupes impériales, renfermé entre la Drôme, le Rhône, la Durance et les montagnes. Il pouvait se sauver seul; il préféra justifier la fidélité du petit nombre de braves qui l'avaient suivi, et capituler. A son lever, l'Empereur reçut du duc de Bassano la dépêche télégraphique qui transmettait cette importante nouvelle, et décida que la capitulation serait exécutée : cette loyale conduite ne devait pas être imitée par

ses ennemis. Dans l'après-midi, quelques oppositions se manifestèrent autour de Napoléon. Sa mise hors de la loi semblait lui commander de ne pas se dessaisir d'un otage aussi précieux. Le soir, le duc de Bassano lui remit une seconde dépêche télégraphique annonçant que, d'après le refus de la ratification par le général Grouchy, la capitulation n'existait plus. Napoléon demanda à son ministre si l'ordre d'accorder la capitulation était parti : le duc répondit affirmativement. Napoléon voulut savoir encore si, avant d'expédier cet ordre, le ministre avait reçu la seconde dépêche : la réponse fut également affirmative. Napoléon approuva son ministre, et fit écrire au général Grouchy :

« L'ordonnance du roi en date du 6 mars, et la « déclaration signée le 13 à Vienne par ses minis- « tres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'An- « goulême comme cette ordonnance et cette décla- « ration voulaient qu'on me traitât, moi et ma « famille. Mais, constant dans les dispositions qui « m'avaient porté à ordonner que les membres de « la famille des Bourbons pussent sortir librement de « France, mon intention est que vous donniez des « ordres pour que le duc d'Angoulême soit conduit « à Cette, où il sera embarqué, et que vous veilliez « à sa sûreté et à écarter de sa personne tout mau- « vais traitement. » Cet ordre reçut son exécution le le 9 avril : le prince mit à la voile le 16 pour l'Espagne. Le lendemain, le général Grouchy fut nommé maréchal de l'empire. Par sa marche rapide, Grouchy a détruit la guerre civile dans le Midi, comme le général Lamarque dans l'Ouest; et bientôt il aura l'im-

mense honneur d'être chargé du salut de l'armée, grâce à cette fatale dignité de maréchal qu'il a gagnée sur tant de champs de bataille, et qu'il doit perdre quand Napoléon perdra l'empire.

Enfin, la France tout entière voit flotter le drapeau impérial : chaque jour apporte à Napoléon la nouvelle des progrès que sa cause a faits parmi les habitans et les chefs de l'armée. Les adresses des corps, les proclamations des généraux se succèdent sans interruption; mais Napoléon dut s'indigner en lisant celle du maréchal Augereau, gouverneur de la 14e division. « Soldats! disait-il, vous l'avez entendu:
« le cri de vos frères d'armes a retenti jusqu'à nous :
« il a fait tressaillir nos cœurs. L'Empereur est dans
« sa capitale. Ce nom, si long-temps le gage de la
« victoire, a suffi pour dissiper devant lui tous ses
« ennemis. Un moment la fortune lui fut infidèle.
« Séduit par la plus noble illusion (le bonheur de la
« patrie), il crut devoir faire à la France le sacrifice
« de sa gloire et de sa couronne. *Égarés nous mêmes*
« *par tant de magnanimité*, nous fîmes alors serment
« de défendre d'autres droits que les siens. Ses droits
« sont impérissables! il les réclame aujourd'hui :
« jamais ils ne furent plus sacrés pour nous. Soldats!
« dans son absence vos regards cherchaient en vain
« sur vos drapeaux blancs quelques souvenirs hono-
« rables. Jetez les yeux sur l'Empereur : à ses côtés
« brillent d'un nouvel éclat ses aigles immortelles;
« rallions-nous sous leurs ailes. Oui, elles seules con-
« duisent à l'honneur et à la victoire. Arborons donc
« les couleurs de la nation.

« Caen, 22 mars. »

Onze mois avant, le maréchal Augereau avait dit à ses troupes : «..... Jurons fidélité à Louis XVIII, et « arborons les couleurs vraiment françaises. » Il leur avait dit aussi que Napoléon *n'avait pas su mourir en soldat;* et il osait se ranger avec elles sous ses aigles, après avoir été flétri à leurs yeux par les proclamations vengeresses du golfe Juan !

Le 26 mars, l'Empereur reçut en audience solennelle les adresses des cours judiciaires, de ses ministres et de son Conseil d'État; elles étaient toutes patriotiques et annonçaient assez à Napoléon qu'une grande révolution s'était opérée, pendant l'espace qu'ils nommaient l'*interrègne*, dans les esprits de ses anciens serviteurs. Le Conseil d'État surtout s'exprimait avec la plus noble indépendance ; voici le début de son éloquente adresse :

« Le Conseil d'État, en reprenant ses fonctions, « croit devoir faire connaître les principes qui sont « la règle de ses opinions et de sa conduite. La sou- « veraineté réside dans le peuple; il est la seule « source légitime du pouvoir... » Après avoir ainsi proclamé le dogme fondamental de la démocratie, dogme que Napoléon avait reconnu lui-même en soumettant sa nomination à l'approbation du peuple; après avoir parcouru les phases de la révolution, du consulat, de l'empire, le Conseil d'État démontrait que l'abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat formé entre elle et l'Empereur, et que Napoléon n'était pas libre de sacrifier les droits de son fils. Passant ensuite à l'établissement du gouvernement royal, il dit que la constitution, décrétée par

le Sénat et non acceptée par le Roi, n'avait pas été soumise à l'acception du peuple; *que le Roi accorda volontairement, et par le libre exercice de son autorité royale, une Charte constitutionnelle appelée Ordonnance de réformation;* que cette Charte n'eut d'autre sanction que sa lecture en présence d'une nouvelle Chambre de députés qui ne l'accepta point, n'avait aucun caractère pour la recevoir, et dont les deux cinquièmes n'avaient plus le caractère de représentation; que la présence des armées ennemies avait imprimé un caractère de violence à la publication de ces actes... « L'Empereur, ajoutait le Conseil « d'État, est appelé *à garantir de nouveau par des* « *institutions* (et il en a pris l'engagement dans ses « proclamations à la nation et à l'armée) tous les « principes libéraux, la liberté individuelle et l'éga- « lité des droits, la liberté de la presse et l'abolition « de la censure, la liberté des cultes, le vote des « contributions et des lois par les représentans de la « nation légalement élus, le maintien des propriétés « nationales de toute origine, l'indépendance et « l'inamovibilité des tribunaux, la responsabilité « des ministres et de tous les agens du pouvoir; « pour mieux consacrer les droits et les obligations « du peuple et du monarque, les institutions natio- « nales doivent être revues dans une grande assem- « blée des représentans, déjà annoncée par l'Em- « pereur.... »

Sans doute cette adresse, résultant d'une discussion approfondie, ne semblait plus émaner de l'ancien Conseil d'État de l'empire; mais ce corps était le seul

qui eût conservé la liberté des opinions sur les matières politiques; et bien qu'à cette époque sa composition n'eût pas éprouvé de changement, il renfermait parmi ses membres beaucoup d'hommes qui saisissaient avec joie une grande occasion de rentrer dans un ordre constitutionnel. L'empereur répondit :

« Les princes sont les premiers citoyens de l'État : « *leur autorité est plus ou moins étendue, selon l'in-* « *térêt des nations qu'ils gouvernent.* La souveraineté « elle-même n'est héréditaire que parce que l'intérêt « des peuples l'exige. Hors de ces principes, je ne « connais pas de légitimité. J'ai renoncé aux idées « du grand Empire dont, depuis quinze ans, je « n'avais encore que posé les bases. Désormais le « bonheur et la consolidation de l'Empire français « seront l'objet de toutes mes pensées... » C'était parler en monarque, et non en réformateur, comme le demandait le Conseil. On désirait une autre Constitution : Napoléon préparait un Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire !

L'Ouest, que l'on n'avait pu soulever, le Midi, soumis si rapidement, rendaient à l'heureux Napoléon la France disposée à rentrer avec enthousiasme, encore au nom de la liberté et de l'indépendance nationale, dans la carrière des armes : mais pour se donner tout entière, elle attendait le manifeste de sa régénération politique de la même bouche qui au golfe Juan avait proclamé sa délivrance; elle l'attendait de celui qui venait de la mettre en péril, et qu'elle voulait sauver comme elle-même. Par une fatalité, ou plutôt par un aveuglement inconceva-

ble, au lieu de la proclamation solennelle des garanties complètes qui étaient dues à la nation, Napoléon s'obstina à publier, malgré les plus notables oppositions, malgré les vives résistances de ses anciens serviteurs et de ses plus fidèles ministres, l'ACTE ADDITIONNEL AUX CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE. Cette promulgation frappa de stupeur la capitale le 22 avril, et apprit à la France que le retour de l'île d'Elbe lui ramenait Napoléon tout entier, et non un empereur converti a la liberté par ces méditations profondes qui inspirent de grandes résolutions à un grand caractère. Le soulèvement général de l'opinion, si cruellement désabusée par un acte supplémentaire qui supposait le maintien des institutions du pouvoir absolu, fut mortel pour Napoléon. Les véritables amis de la liberté légale avaient salué avec transport le dictateur de la patrie en danger; ils jugèrent qu'ils étaient trompés : ils se retirèrent malheureux et mécontens. Dès ce jour il n'y eut plus à opposer à la crise terrible dont l'Europe menaçait la France, qu'une armée tout impériale et une nation toute silencieuse.

Cependant, le 25 mars, les quatre grandes puissances avaient pris, dans un traité, l'engagement de ne déposer les armes qu'après avoir forcé Bonaparte à se désister de ses projets, et l'avoir mis hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, Napoléon avait, sur le rapport du duc d'Otrante, renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidens de son Conseil d'État : il en était résulté une réfutation, qui, par l'énergie du style, le

rapprochement des faits, la vigueur des raisonnemens et les principes qu'elle contenait, ne laissa pas long-temps méconnaître son auteur; Napoléon répondait lui-même à l'Europe. Cette pièce, d'une très haute importance, restera comme une des plus habiles et éloquentes qui soient sorties de la plume d'un homme d'État, et comme un des documens les plus curieux de l'histoire de Napoléon; elle contrastera singulièrement avec le manifeste furibond que le congrès lança de nouveau le 12 mai contre l'ennemi commun. Malgré l'échange de ces hostilités écrites, Napoléon crut pouvoir reprendre des relations, soit avec la Russie, soit avec l'Autriche. Un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, pour défendre la Saxe du démembrement dont la Russie et la Prusse la menaçaient, avait été oublié dans le cabinet du ministre des affaires étrangères au départ de la cour. A l'arrivée de Napoléon à Paris, les ministres d'Autriche et de Russie étaient encore dans la capitale. Napoléon pensa que la communication de ce traité secret au ministre de Russie détacherait cette puissance des intérêts de la Maison de Bourbon, et jetterait la discorde dans le congrès de Vienne. En conséquence, on montra ce traité à M. de Boudiskim : d'autres démarches furent faites auprès de l'empereur Alexandre, et quelques ouvertures au cabinet de Londres. Après ces tentatives préliminaires dont aucune n'atteignit son but, Napoléon avait pensé devoir répondre aussi par une déclaration à celle du congrès de Vienne; et, le 4 avril, il écrivit aux princes de l'Europe. Sa lettre était ainsi conçue :

« Monsieur mon Frère,

« Vous aurez appris dans le cours du mois der-
« nier mon retour sur les côtes de France, mon
« entrée à Paris et le départ de la famille des Bour-
« bons. La véritable nature de ces événemens doit
« être maintenant connue de Votre Majesté; ils sont
« l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage et
« la volonté unanime d'une grande nation qui con-
« naît ses devoirs et ses droits. L'attente qui m'avait
« décidée au plus grand des sacrifices avait été
« trompée. Je suis venu, et du point où j'ai touché
« le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté jus-
« qu'au sein de ma capitale. Le premier besoin de
« mon cœur est de payer tant d'affection par une
« honorable tranquillité. Le rétablissement du trône
« impérial étant nécessaire au bonheur des Français,
« ma plus douce pensée est de le rendre en même
« temps utile à l'affermissement du repos de l'Europe.
« Assez de gloire a illustré tour à tour les drapeaux
« des diverses nations. Les vicissitudes du sort ont
« assez fait succéder de grands revers à de grands
« succès. Une plus belle arène est aujourd'hui ou-
« verte aux souverains, et je suis le premier à y des-
« cendre. Après avoir présenté au monde le specta-
« cle de grands combats, il sera plus doux de ne
« connaître désormais d'autre rivalité que celle des
« avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte
« sainte de la félicité des peuples. La France se plaît
« à proclamer avec franchise ce noble but de tous
« ses vœux. Jalouse de son indépendance, le prin-

« cipe invariable de sa politique sera *le respect le*
« *plus absolu pour l'indépendance des autres nations.*
« Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse con-
« fiance, les sentimens personnels de Votre Majesté,
« le calme général est assuré pour long-temps, et la
« la justice, assise aux confins des États, suffit seule
« pour en garder les frontières. »

Cette lettre de Napoléon, jurant à la face du monde le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations, contrariait trop fortement les plans formés contre cette indépendance par les généraux alliés, alors occupés du projet de se partager l'Europe comme une proie. Aussi ne fut-elle point accueillie des cabinets étrangers, qui se craignant mutuellement, avaient fermé toutes les avenues à des communications avec le gouvernement français. Malgré ce rigoureux interdit, Napoléon, à qui la confiance souriait comme une expression de sa volonté, renouvela ses démarches auprès de la cour de Vienne; il fit même sonder le prince de Talleyrand, son ancien ministre, alors plénipotentiaire du roi de France au congrès : cette lettre, ces démarches datées de Bruxelles, ne fussent pas restées sans réponse.

Persuadé que le glaive devait mettre un poids immense dans la balance de ses destinées, et qu'une victoire éclatante pouvait seule faire de sa nouvelle adoption par les Français un titre tout-puissant aux yeux de l'Europe, Napoléon ne négligeait aucun moyen pour assurer le succès de sa cause. Éclairé par l'expérience, il s'attachait à acquérir de la popularité, levier d'une force incalculable dans des posi-

tions semblables à la sienne. C'est ainsi qu'il parcourut seul les rangs de la garde nationale, malgré les craintes qu'on avait cherché à lui inspirer, et cette confiance excita un enthousiasme universel : en même temps il cimentait habilement l'alliance des citoyens avec la garde impériale, par un banquet de quinze cents couverts que ses vieux soldats donnèrent au Champs-de-Mars à la garde nationale. Cependant sept armées se formaient sous les noms d'armée du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées; l'armée de réserve se réunissait à Paris et à Laon. Cent cinquante batteries étaient dressées; on allait placer trois cents bouches à feu sur les hauteurs de Paris; les corps francs et les partisans s'organisaient; la levée en masse des sept départemens frontières du Nord et de l'Est se préparait. Toutes les villes étaient fortifiées jusque dans le centre de la France; tous les défilés gardés, tous les passages retranchés : les redoutes, les ouvrages de campagne, s'élevaient partout où il y avait un obstacle à défendre, une issue à fermer, une route à protéger. La France était disposée comme une citadelle à soutenir l'assaut de l'Europe.

Napoléon possédait au plus haut degré la magie militaire sur le soldat français; il avait rendu aux régimens ces beaux surnoms d'*invincible*, de *terrible*, d'*incomparable*, d'*un contre dix*. Aussi, de quatre-vingt mille hommes, l'armée se trouva portée à deux cent mille. Dix mille soldats d'élite entrèrent dans les rangs de la vieille garde; les braves marins immortalisés à Lutzen et à Bautzen composèrent un corps de dix-huit mille hommes. La grosse cavalerie fut

remontée par dix mille chevaux de la gendarmerie; trente mille officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite s'offrirent pour les garnisons des places fortes. Enfin, la garde nationale de France, réorganisée en trois cent trente bataillons, présentait une masse de deux millions deux cent cinquante mille hommes; et quinze cents compagnies de chasseurs et de grenadiers de cette garde, formant cent quatre-vingt mille hommes, furent mis à la disposition du ministre de la guerre. Cependant les ouvriers de Paris fabriquèrent quinze cents fusils, et ensuite trois mille par jour : on eut bientôt pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'habillement des troupes : au 1er juin, quarante-six mille chevaux étaient en ligne ou dans les dépôts; l'artillerie en comptait en outre dix-huit mille; la trésorerie payait comptant toutes ces fournitures; la solde des troupes était alignée sans que le paiement des rentes et des pensions ni aucun service public n'éprouvassent de retard : le génie et l'infatigable activité de Napoléon enfantaient toutes ces ressources comme par enchantement; à la vérité l'élan national le secondait partout.

Si Napoléon n'avait voulu être que le dictateur de la France en péril, la liberté serait sortie triomphante de toutes ses ruines; je n'en veux pour preuve que ce qui se passait dans l'Est de la France, dans les provinces de montagnes, dont la nature sauvage est en rapport avec les sentimens austères du patriotisme : leurs habitans firent éclater de nouveau l'enthousiasme et les efforts qui les avaient illustrés pour la cause de la liberté. Il y eut dans les Thermopyles des

Vosges et du Jura beaucoup d'exemples de dévouemens antiques : en Alsace, en Franche-Comté, beaucoup de femmes, beaucoup de mères, dignes de Rome et de Sparte, excitaient leurs maris et leurs enfans à prendre les armes. Napoléon avait au fond du cœur la persuasion de la nécessité de son alliance intime avec la nation, et il ne fallait peut-être qu'une conviction forte et une voix courageuse pour le déterminer à suivre son impulsion secrète. Mais, environné de conseils timides, n'ayant autour de lui aucun homme vraiment populaire, nourrissant d'ailleurs d'anciennes et profondes préventions contre la force entraînante des masses, il n'osa point adopter le parti que sa raison jugeait indispensable comme le seul moyen de salut. Il eut peur du peuple, il s'inquiéta pour sa couronne impériale, quand, le 12 mai, il entendit le langage austère des fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau; et leurs acclamations à son passage dans leurs rangs ne dissipèrent pas ses craintes : voilà comment une armée qu'il aurait pu composer au sein de la capitale avec les robustes enfans du travail, presque tous éprouvés dans les immortelles campagnes de la république, ne devint entre ses mains qu'un secours faible et borné.

L'agitation des clubs qu'il avait fait rouvrir à Paris, et que Fouché, tout en faisant semblant de les protéger, craignait comme un apostat tremble au souvenir de la religion qu'il a quittée, vint fortifier encore cette disposition de l'Empereur, qui eut des conséquences funestes. En effet, les fédérations bretonne, bourguignonne, lyonnaise, angenive, alsacienne, se formèrent vainement sous les plus rigou-

reux sermens, au bruit des chants populaires; elles ne trouvèrent pas leurs places dans le grand système de la défense générale, dont la nation ainsi fédérée eût été l'arme invincible. Inquiet de l'aspect, de l'ardeur de ces fédérations, auxquelles ressemblaient toutes les autres insurrections volontaires des campagnes, Napoléon parut également redouter, en les acceptant, de voir renaître cette force morale qui, après avoir fait lever tout un peuple sous le drapeau d'un chef pour défendre son indépendance contre l'étranger, le tient encore debout après la victoire, pour défendre aussi contre ce même chef les libertés de la patrie. Il jugea les fédérés; et ne voulant pas en faire des citoyens, il en fit des mécontens. Sans doute Napoléon était bien grand à la tête de la glorieuse armée qui vint ressusciter sous ses aigles; mais la France entière se levant contre l'Europe entière sous un pareil dictateur, était plus grande encore. Napoléon et l'armée pouvaient succomber dans la lutte avec l'Europe; Napoléon et la France étaient invincibles.

Le 16 avril, cent coups de canon annoncèrent à la capitale que le drapeau tricolore flottait à Marseille, Antibes et Draguignan. Le maréchal Masséna, gouverneur de cette division militaire, avait eu son gouvernement envahi le premier par Napoléon, et ce fut le dernier qui reconnut l'autorité de l'Empereur. Le 12 avril, le maréchal rendait compte des retards que la présence du duc d'Angoulême avait apportés à la soumission de Toulon et de Marseille. Toulon, que le prince voulait mettre en dépôt entre les mains des Anglais, n'avait arboré que le 11 les couleurs natio-

nales. Pour contrepoids à cette heureuse nouvelle, on apprit par des lettres interceptées, que le duc de Wellington avait quitté Vienne le 25 mars; que le roi de Prusse retournait le 30 à Berlin; que les empereurs d'Autriche et de Russie partaient le 1er avril pour le quartier-général de Francfort. Tandis que tout se préparait à la guerre au-delà du Rhin et en France, l'Italie aussi était devenue le théâtre d'un grand événement, qui, en dérangeant les vues de Napoléon, donna tout à coup à la coalition un avantage inespéré. Joachim Murat, qui avait trahi Napoléon en 1814, qui, en récompense de cette trahison, avait conservé sa couronne, qui était au moment d'être reconnu par l'Angleterre elle-même, comme l'avait été Bernadotte; Joachim, cédant à une sorte de remords de vanité, venait de se décider à affronter seul l'Europe en armes, et à lever l'étendard de l'invasion contre l'Autriche, quoique Napoléon n'eût cessé de lui prescrire de ne pas agir avant d'avoir reçu ses ordres. Au lieu d'attendre le signal de Napoléon pour marcher, et ne pas tromper une seconde fois sa confiance par une tentative qui les perdait tous deux, Murat court attaquer les Autrichiens à la tête de cinquante mille Napolitains, et entre dans Florence le 6 avril. Les Autrichiens, surpris, sont obligés de se replier depuis Césenne jusqu'aux rives du Pô; mais les généraux Bianchi et Neipperg combinent leurs mouvemens, prennent à leur tour l'offensive, chassent bientôt devant eux les bandes napolitaines, et, le 2 et le 3 mai, leur font essuyer une déroute complète, dans la Marche d'Ancône, à Tolentino et à Macerata.

Cependant Napoléon, ayant appris la téméraire levée de boucliers de son beau-frère, lui avait envoyé un officier-général très-habile pour régler les opérations de son armée; mais il n'était déjà plus temps quand le général Belliard arriva. Un mois avait suffi pour détruire l'armée de Joachim et pour le détrôner. Vainement sa bouillante valeur, encore excitée par son propre désespoir, l'avait vingt fois précipité seul au milieu des rangs ennemis pour y chercher la mort. Hélas! il était invulnérable, et il put s'écrier aussi : *La mort ne veut pas de moi!* « Je n'ai pu mourir, Madame! » dit-il à la reine, en revenant à Naples le 18 : son trône avait disparu. Le 19 il nomma des plénipotentiaires pour traiter avec le vainqueur, afin de faire cesser la trop inutile effusion de sang. Il combla de largesses ceux qui lui avaient été attachés. Le 20, il s'embarqua à Miliscola pour l'île d'Ischia, et voulut entrer à Gaëte; il avait eu le projet de s'enfermer dans cette ville, mais elle était gardée par des vaisseaux anglais. Le 21, il se jeta dans un bâtiment de commerce, qui fit voile pour la Provence, où il débarqua le 28, sur la même plage qni avait reçu le souverain de l'île d'Elbe. La reine Caroline, restée seule, se montra la digne sœur de Napoléon : elle déploya un courage égal à une adversité qu'elle avait vainement prédite. Cette princesse, qui méritait un meilleur sort, stipula avec les Anglais son départ de Naples et le transport de toute sa famille, sur un vaisseau britannique, dans le port de Trieste.

Ce funeste épisode de la catastrophe qui attendait Napoléon lui enleva l'appui de l'Italie, dont l'immobilité silencieuse, soutenue par l'attitude menaçante

du monarque le plus guerrier de l'Europe après lui, formait une alliance secrète avec sa fortune. Les auspices furent malheureux. La présomptueuse ineptie des conseillers de l'infortuné Joachim abusa de la jactance du caractère de ce prince, causa sa perte, celle de l'Italie; et bien que l'Autriche fût éloignée du champ de bataille où la destinée de Napoléon allait être décidée, l'invasion de Murat contribua puissamment à sa ruine.

Aussitôt débarqué, Joachim envoya un courrier au duc d'Otrante, qu'il chargeait d'informer Napoléon de son arrivée, et de lui offrir son bras. Pour toute réponse, Napoléon demanda à son ministre quel traité de paix avait été conclu entre la France et Naples depuis 1814. Napoléon, qui eût encore pardonné à Murat s'il s'était présenté lui-même, se méfia de l'intermédiaire, avec d'autant plus de raison qu'il venait de surprendre Fouché dans une intrigue avec M. de Metternich.

Napoléon se serait vengé noblement de 1814 en faisant combattre Murat avec lui, pour l'aider à reconquérir sur l'étranger le trône de France; mais ni l'un ni l'autre ne devaient mourir sous les aigles françaises. Depuis le moment où Joachim malheureux a remis le pied sur le sol de la France, son nom est devenu sacré pour elle; et notre histoire, à laquelle il appartient par tant de hauts faits, conserve à jamais le droit d'appeler à la postérité du jugement qui viola envers ce prince le caractère inviolable de la royauté, comme il est de son devoir d'ajouter que Murat succomba en héros.

Cependant un nouveau manifeste, publié à Vienne

le 12 mai, manifeste de l'autocratie future des rois sur les libertés européennes, annonce l'orage qui approche de la France. Les alliés avaient déjà pourvu à tous les moyens d'attaque; leurs grands et petits vassaux étaient avertis; ils faisaient la presse de l'Europe. Depuis les Espagnols et les Tartares, déjà dressés à l'invasion par Wellington et Alexandre, jusqu'aux Napolitains dressés à la retraite par Neipperg et qui figurèrent, *pour mémoire*, sur l'état-général des armées coalisées, tout se trouvait sous les armes : le rendez-vous était encore PARIS ! et le mot d'ordre, MORT A NAPOLÉON !

Napoléon ouvrit, le 1er juin, le Champ-de-Mai : cette fête politique et religieuse rappelait aux citoyens le serment de la première fédération ! Ce rapprochement n'échappa à personne : l'amour de la liberté vivait dans tous les cœurs, mais il n'éclata pas avec des transports fréquens et spontanés, comme en 1790, à cette époque de jeunesse et d'enthousiasme, où toutes les imaginations, enflammées d'espérances par les magnifiques promesses du présent, s'élançaient vers l'avenir prochain d'un bonheur inconnu jusqu'alors aux nations. Napoléon, son génie, sa gloire, sa présence, et les merveilles qu'on en attendait, ne pouvait manquer d'exercer encore un ascendant magique sur les Français. Du haut de son trône, élevé devant la façade de l'École-Militaire, l'Empereur, en réponse à l'orateur des corps électoraux, fit entendre un discours qui était une reconnaissance éclatante de la souveraineté nationale, et dans lequel on remarqua les passages suivans :

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peu-

« ple; dans la prospérité, dans l'adversité, sur le « champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans « l'exil, la France a été l'objet unique et constant de « mes pensées et de mes actions. Comme le roi d'A- « thènes, je me suis sacrifié pour mon peuple, dans « l'espoir de voir se réaliser la promesse donnée de « conserver à la France son intégrité naturelle, ses « honneurs et ses droits..... Les vœux de la nation « m'ont ramené sur ce trône qui m'est cher, parce « qu'il est le *palladium* de l'indépendance, de l'hon- « neur et des droits du peuple... Lorsque nous aurons « repoussé une injuste agression, une loi solennelle « réunira les différentes dispositions de nos consti- « tutions aujourd'hui éparses... »

Après ce discours, prononcé d'une voix ferme, aux applaudissemens unanimes des spectateurs, l'orateur des corps électoraux proclama le résultat général des scrutins ouverts dans toute la France pour l'acceptation de l'Acte constitutionnel. Alors Napoléon, descendant les degrés de son trône, se rendit à un autel immense que l'on avait construit au milieu du Champ-de-Mars, et là, de même que Louis XVI en 1790, il prêta sur l'Évangile son serment de fidélité à la nouvelle constitution. Ainsi soumis à un engagement sacré, l'Empereur reçut à son tour le serment du peuple par la députation électorale; celui des armées, par les ministres de la guerre et de la marine; celui des gardes nationales, par le ministre de l'intérieur; et enfin il distribua lui-même des aigles à la garde nationale de Paris et à la garde impériale. « *Jurez de les défendre.* » leur dit-il; elles répondirent: « *Nous le jurons.* » Le cri de *vive l'Empereur!* reten-

tit tout à coup dans l'assemblée et dans le Champ-de-Mars, et fut au loin répété par la foule. Les troupes défilèrent devant Napoléon. Les habitans de Paris ne pouvaient se rassasier de voir ces bataillons sacrés de la vieille et de la jeune garde, où la croix d'honneur désignait à la reconnaissance publique des rangs entiers de soldats. On se pressait autour d'eux; on les saluait, on les admirait. Ces derniers gardes de Napoléon emportaient avec eux tous les souvenirs de la gloire militaire, de la liberté et de l'empire. Leur attitude, toujours héroïque, était pourtant silencieuse : ils avaient l'air de savoir tous qu'ils marchaient à un sacrifice qui ne devait ni sauver l'empire, ni conquérir la liberté. Les citoyens, partagés entre ces deux opinions, se séparaient en se disant : « *Nous ne les reverrons plus !* » Mais il existait au fond des cœurs des dispositions qui détruisaient une partie de l'impression que l'Empereur attendait du jour de sa nouvelle alliance avec le peuple. Un grand nombre de personnes avaient pensé que Napoléon proclamerait son fils au Champ-de-Mai et déclarerait vouloir se retirer en signant la paix, afin d'épargner la guerre à la France. Il reçut des lettres où l'on agitait cette question avec force, et en l'engageant vivement à s'immoler de nouveau pour le pays. Cette opinion l'inquiéta beaucoup dans le moment, et lui laissa de tristes pressentimens, en lui prouvant que la France, quoique toujours capable de généreux efforts pour se soustraire avec lui à l'orage qui grondait de toutes parts, était surtout avide de repos. Une autre opinion non moins importune se présentait sans cesse à son esprit : l'Acte additionnel

s'était élevé comme un ennemi entre la France et lui. Les témoins de la cérémonie du Champ-de-Mai, les électeurs surtout, avaient cru à leur tour que Napoléon profiterait de l'occasion pour rendre cette fête des citoyens et des soldats plus patriotique encore, en donnant des garanties réparatrices du passé et protectrices de l'avenir. Napoléon fut averti de cette pensée des électeurs, et il conçut l'idée de traiter l'importante affaire du rétablissement de nos libertés dans une grande fête de famille, dont il ordonna la pompe pour le 4, au sein même de son palais. Il voulait aussi remettre de sa main aux électeurs les aigles de leurs départemens, et celles des régimens aux députations de l'armée; en conséquence, dix mille personnes furent réunies dans les vastes galeries du Louvre, dont un côté était occupé par les députations de l'armée, et l'autre par les représentans et les électeurs de l'empire. Si Napoléon eût entendu le vœu de tant de citoyens et de soldats, il aurait conçu dès-lors tous ses périls; il aurait su qu'il n'eût pas été absous de sa dictature impériale par la victoire elle-même.

L'Empereur, le 7 juin, à l'ouverture des Chambres, prononça un discours remarquable par ce début, qui contenait une abjuration des maximes du pouvoir absolu, bien étonnant dans la bouche d'un souverain accoutumé à voir tout céder à sa seule volonté.

« Depuis trois mois, les circonstances et la con-
« fiance du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir illimité.
« Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus pressant de
« mon cœur. JE VIENS COMMENCER LA MONARCHIE
« CONSTITUTIONNELLE : les hommes sont trop impuis-

« sans pour assurer l'avenir; les institutions seules « fixent les destinées des nations. »

Quelques jours après, la Chambre des Pairs et la Chambre des Représentans ayant été admises à apporter leurs adresses au pied du trône :

« Sire, dit la première, vous avez manifesté des « principes qui sont ceux de la nation... Oui, tout « pouvoir vient du peuple. La monarchie constitu-« tionnelle est nécessaire au peuple français, comme « garantie de sa liberté et de son indépendance... Si « la fortune trompait vos efforts, des revers, Sire, « n'affaibliraient pas notre persévérance et redouble-« raient notre attachement pour vous..... » Ces paroles furent prononcées solennellement le 11 juin. La Chambre des Représentans s'exprima ainsi par l'organe de son président :

« ...... Attaquer le monarque de son choix, c'est « attaquer l'indépendance de la nation : elle est armée « tout entière pour défendre cette indépendance et « repousser sans exception toute famille et tout « prince qu'on oserait vouloir lui imposer. Aucun « projet ambitieux n'entre dans la pensée du peuple « français; la volonté même du prince victorieux se-« rait impuissante pour entraîner la nation hors des « limites de sa propre défense..... Si tous ces efforts « devenaient inutiles, que les malheurs de la guerre « retombent sur ceux qui l'ont provoquée !...

L'Empereur répondit à ces deux adresses avec une haute dignité et une fière indépendance.

Il dit aux Pairs :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés est « sérieuse. L'entraînement de la prospérité n'est pas

« le danger qui nous menace aujourd'hui. C'est sous « les fourches caudines que les étrangers veulent « nous faire passer. C'est dans les temps difficiles que « les grandes nations, comme les grands hommes, dé- « ploient toute l'énergie de leur caractère et devien- « nent un objet d'admiration pour la postérité... »

Il dit aux Représentans :

« La Constitution est notre point de ralliement; « elle doit être notre étoile polaire dans ces momens « d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à « diminuer directement ou indirectement la con- « fiance qu'on doit avoir dans ses dispositions, serait « un malheur pour l'État. Nous nous trouverions « au milieu des écueils, sans boussole et sans direc- « tion. La crise où nous sommes engagés est forcée. « N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pres- « sé de tous côtés par les Barbares se rendit la « risée de la postérité en s'occupant de discussions « abstraites, au moment où le bélier brisait les « portes de la ville. Dans toutes les affaires, ma mar- « che sera toujours droite et ferme. Aidez-moi à sau- « ver la patrie. Premier représentant du peuple, j'ai « contracté l'obligation que je renouvelle, d'em- « ployer dans des temps plus tranquilles toutes les « prérogatives de la couronne, et le peu d'expérience « que j'ai acquis, à vous seconder dans l'amélioration « de nos constitutions. »

Pendant que Napoléon promettait ainsi la liberté au peuple français, et donnait à ses représentans des avis prophétiques sur le sort qui attendait la patrie si l'on ne s'unissait pas fortement pour la sauver, les quatre grandes puissances de la coalition, prêtes à

marcher, disaient-elles, au secours de la liberté en péril et de la légitimité abattue, se partageaient l'Europe et dépouillaient la France au mépris des droits les plus sacrés des nations, et en foulant aux pieds les engagemens les plus solennels. Le 9 juin, la traite des blancs, ou si on l'aime mieux, l'adjudication des ames, était stipulée dans un trairé définitif par tous les princes de la chrétienté. La Russie prenait le grand-duché de Varsovie; la Prusse, pour se consoler du traité de Tilsitt, s'adjugeait la moitié du royaume de Saxe, une partie de la Pologne, de la Wesphalie, de la Franconie, et une longueur de soixante-dix lieues de la France républicaine sur la rive gauche du Rhin. L'Autriche reprenait tout ce qu'elle avait perdu à Campo-Formio en 1797, ainsi que tout ce qu'elle avait abandonnée par les traités de Lunéville, de Presbourg et de Vienne. Il n'y a que la Belgique qu'elle ne recouvre pas, parce que la promotion qui a fait un roi du stathouder de Hollande donne à ce prince, par ordre de l'Angleterre, la Belgique, le pays de Liége et le duché de Luxembourg : c'est un présent de cinq millions d'ames que la maison d'Orange reçoit de lord Castlereagh. L'électeur de Hanovre prend le titre de roi par le même droit, et ajoute à son petit royaume quelques villes catholiques qui complètent un million deux cent mille sujets allemands pour la Grande-Bretagne. Le roi de Sardaigne, qui a vécu si long-temps dans les montagnes de son île comme l'anachorète de la royauté, réclame et obtient malgré les assurances proclamées par lord Bentinck à Gênes, la réunion de cet ancien État à son royaume

continental, dont il est absent depuis quinze ans. Ces nations, converties en dons de joyeux avénement, n'apprennent leur changement de condition que par les journaux et par les édits qui les incorporent. Les Belges, les Italiens, les Polonais, les Saxons, les Génois, se réveillent Hollandais, Autrichiens, Russes, Prussiens et Piémontais. Ainsi ces peuples que Napoléon vient de reconnaître libres et indépendans, tout à coup morcelés sous des drapeaux étrangers, sont forcés, par leurs prétendus libérateurs, de faire cause commune contre lui et contre leurs propres partis.

Cependant l'Europe est en marche. Peut-être Napoléon avait-il conservé jusqu'au mois de mai l'espoir de la paix. Toutefois, s'il put adopter ou plutôt ne pas rejeter cette illusion, du moins, dans ce court espace de temps, il avait trouvé le secret de relever l'empire, de rallier la France, de mettre sur pied quatre cent mille soldats, au lieu de quatre-vingt mille, etc., etc. Moins de trois mois avaient suffi à l'enfantement de ces prodiges qui signaleront à jamais à l'étonnement de la postérité ce règne de cent jours. La vie d'aucun des grands hommes de l'antiquité et des temps modernes, l'histoire d'aucun peuple n'offre de terme de comparaison avec cet ensemble de créations, plus surprenantes encore que le miracle de la conquête de la France en vingt jours, par le souverain de l'île d'Elbe, à la tête de mille soldats.

Napoléon n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la nation, c'était de maintenir son indépendance menacée. Deux plans de campagne se présentaient à

son esprit : l'un était, *de laisser les alliés prendre tout l'odieux de l'aggression et s'engager dans nos places fortes, pénétrer sous Paris et sous Lyon, et, là, de commencer sur ces deux bases une guerre vive et défensive.* Les alliés, d'après l'époque fixée par eux pour le commencement des hostilités, ne pouvaient être arrivés que le 1er août dans le rayon de ces deux grandes villes, dont ils auraient trouvé le système de défense complet. Le camp retranché de Paris étant gardé par cent mille hommes, Napoléon eût manœuvré, sous la protection de ce camp, à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats, sur les deux rives de la Seine et de la Marne; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient remportées, l'année précédente, sur des armées de cent et de cent cinquante mille combattans, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers contre lesquels il devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitans, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résister à un million d'assaillans. L'Empereur appliqua le même calcul à la ville de Lyon, qui, également appuyée par ses deux fleuves, protégée par une armée de vingt-cinq mille hommes et par une population dès long-temps aguerrie à un siège, eût encore compté sur les talens du maréchal Suchet ayant soixante mille hommes sous ses ordres : car, cette fois, ce n'était plus à Augereau, malgré sa proclamation de Caen, que Napoléon avait confié le salut de la France du côté du Midi. Ce plan, suivant

lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, fût devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, méritait sans doute la préférence, après le projet que Napoléon avait voulu exécuter dès les premiers jours de son arrivée; projet qui consistait, comme je l'ai dit, à surprendre les soldats de la coalition, non dans leurs bivouacs, mais dans leurs cantonnemens du Rhin et de la Belgique. La résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la défensive comme le meilleur : mais tous les hommes appelés à avoir une opinion lui représentèrent qu'aussitôt que quelques départemens seraient envahis, le découragement se mettrait partout, et et que la Chambre des Représentans donnerait elle-même le signal de la défection. La considération de ce danger trop certain, ainsi que l'évènement l'a prouvé, devait paraître bien plus décisive dans la supposition d'une défaite de l'Empereur en dehors de la frontière; au contraire, on n'aurait eu rien à craindre en suivant un système où le Corps-Législatif eût été presque constamment sous les yeux de Napoléon, et environné d'une armée urbaine de cent mille hommes qui, ralliés à lui par l'intérêt de la défense commune; et n'ayant qu'une pensée, celle de concourir au salut de Paris et de la France, n'auraient permis à personne de se séparer du grand capitaine sur qui seul reposait toute espérance. Napoléon céda, comme en Russie, lors de la retraite de Kutusoff; comme à Düben, en Saxe, où ses lieutenans l'empêchèrent d'exécuter une de ces résolutions pui sauvent les empires, et se repentit de même de

n'avoir pas écouté la seule impulsion de son génie.

Contrarié dans ses idées l'Empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d'ouvrir la campagne le 15 juin. Il n'avait affaire qu'à l'armée anglo-hollandaise et à l'armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne, si l'ennemi était vaincu. Il se portait alors sur l'Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe et autrichienne. Ce projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon qu'il était plus fort sous Paris avec cent quarante mille hommes contre quatre cent cinquante mille, qu'en Belgique contre deux cent vingt mille. Pour comble de malheurs, la Vendée, après avoir arboré les couleurs nationales en présence même du duc de Bourbon, s'insurgea, et il fallut détacher vingt mille hommes de l'armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission de réduire les Vendéens, armés et soldés par l'Angleterre. Ce fut un épisode bien funeste que cette guerre de la Vendée : les vingt mille hommes qu'elle employa eussent, avec les dix mille du comte Lobau, arrêté les Prussiens à la bataille de Waterloo, ou plutôt cette bataille n'aurait pas été livrée, et la journée de Ligny aurait eu pour résultat la prise de Bruxelles, et par suite la conquête de la Belgique. Mais, malgré une diversion si fatale, il faut marcher où nous appellent les vieilles et patriotiques amitiés de la Belgique et des quatre départemens du Rhin, qui tendent les bras à leurs frères de la France.

Le plan de campagne arrêté, et l'ouverture des

hostilités fixée au 15 juin, la garde impériale partit, le 8, de Paris, à marches forcées, pour Avesnes; tous les autres corps de l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippeville. Dans la nuit du 11 au 12, Napoléon quitta la capitale, chargé de la responsabilité de tous les périls, et de celle, plus forte encore, de toutes les trahisons.

CHAPITRE III.

BATAILLES DE LIGNY ET DE WATERLOO. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS,

---

Wellington avait son quartier-général à Bruxelles : son armée, qui présentait une masse de cent quatre mille deux cents combattans, sans compter six mille hommes débarqués récemment à Ostende, campait autour de Gand, de Nivelles, de Genappe, de Soignies, de Grammont et d'Ath. Blücher, à la tête de cent vingt mille hommes, se tenait à Namur; ses cantonnemens, appuyés à la gauche des Anglais, occupaient les environs de Ham, de Ciney, de Charleroy et de Fleurus, rendez-vous général de ses troupes. Un bataillon, détaché à Frasmes par la brigade placée à Genappe, formait le seul point de liaison entre les deux armées. Trop faible pour les affronter à-la-fois, Napoléon dut adopter le parti de les battre séparément, et chacune à leur tour. Il avait calculé, d'après la position de Wellington et celle de Blücher, qu'il leur fallait au moins deux jours pour faire leur jonction et agir sur le même champ de bataille, et dès-lors la possibilité d'un double triomphe lui avait apparu d'autant plus démontrée, que les alliés, à qui ses manœuvres avaient échappé, allaient être surpris par une attaque dont le résultat serait de leur enlever tout moyen de se rejoindre. Restait à choisir entre deux opérations offensives : assaillir de front les An-

glais pouvait être dangereux, et en outre n'aboutir même avec le succès, qu'à amener la réunion des ennemis. Wellington, qui craignait de recevoir les premiers efforts de la furie française; ne jugea pas bien Napoléon. Celui-ci, au contraire, résolut d'attaquer la tête des colonnes de l'armée prussienne, de percer leur ligne à Charleroy, et d'ouvrir entre elles tout l'espace de Namur à Bruxelles. Napoléon s'était déterminé par de puissantes raisons. « En effet, disait-il, si nous dérobons à l'ennemi les mouvemens des deux corps qui doivent, de Lille et de Valenciennes, se rendre à Maubeuge, Blücher ne sera prévenu de notre approche que par l'enlèvement de Charleroy; conséquemment, nul moyen pour lui non-seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir le 16 plus que huit divisions. De son côté Wellington, averti seulement la veille au soir du passage de la Sambre, ne pourra avoir ses troupes rassemblées que le 16 sur la fin du jour; encore sa cavalerie n'arrivera-t-elle que la nuit suivante; ces impérieuses circonstances livrent seul à nos coups Blücher, séparé d'une partie de ses forces. »

Napoléon avait bien exécuté ce qu'il avait bien conçu : l'armée forte de cent vingt-deux mille quatre cent quatre hommes, et pourvue de trois cent cinquante bouches à feu, se trouvait réunie le 14, à l'insu des Prussiens, et apprenait la présence de l'Empereur par la proclamation suivante :

« Soldats !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et

« de Friedland, qui décida deux fois du destin de
« l'Europe. Alors comme après Austerlitz, comme
« après Wagram, nous fûmes trop généreux. Nous
» crûmes aux protestations et aux sermens des prin-
« ces que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui
« cependant, coalisés entre eux, ils en veulent à l'in-
« dépendance et aux droits les plus sacrés de la
« France. Il ont commencé la plus injuste des agres-
« sions : marchons donc à leur rencontre! Eux et
« nous ne sommes-nous plus les mêmes hommes?
« Soldats! à Iéna contre ces mêmes Prussiens, au-
« jourd'hui si arrogans, vous étiez un contre deux,
« et à Montmirail un contre trois. Que ceux d'entre
« vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fas-
« sent le récit de leurs pontons et des maux affreux
« qu'ils ont soufferts! Les Saxons, les Belges, les Ha-
« novriens, les soldats de la Confédération du Rhin,
« gémissent d'être obligés de prêter leurs bras à la
« cause des princes ennemis de la justice et des droits
« de tous les peuples. Ils savent que cette coalition
« est insatiable; après avoir dévoré deux millions de
« Polonais, douze millions d'Italiens, un million de
« Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer
« les États du deuxième ordre de l'Allemagne. Les
« insensés! un moment de prospérité les aveugle;
« l'oppression et l'humiliation du peuple français
« sont hors de leur pouvoir. S'ils entrent en France,
« ils y trouveront leur tombeau. Soldats! nous avons
« des marches forcées à faire, des batailles à livrer,
« des périls à courir; mais, avec de la constance, la
« victoire sera à nous. Les droits, l'honneur et le
« bonheur de la patrie seront reconquis; pour tout

« Français qui a du cœur, le moment est arrivé de « vaincre ou de périr. »

Tout avait réussi au gré de notre attente : le 14 au soir une sécurité parfaite régnait à Bruxelles, à Charleroy et à Namur. Blücher allait être surpris; mais le général Bourmont, commandant la troisième division du 4e corps, et employé sur les vives instances du génèral Gérard, qui dirigeait ce corps, et sous la garantie de l'infortuné La Bédoyère, déserta avec le colonel du génie Clouet et le chef d'escàdron Villoutrey, écuyer de l'Empereur, et passa à l'ennemi. Blücher profita des renseignemens importans qu'il reçut de Bourmont, pour se rapprocher de l'armée anglaise. Napoléon de son côté, prévoyant les changemens que devait produire une révélation aussi funeste, et connaissant le caractère entreprenant de Blücher, prit de nouvelles dispositions d'apres celles qu'il attendait de son adversaire : le 15, à la pointe du jour, l'armée française se prépara à passer la Sambre sur trois ponts, avant midi. L'avant-garde du 2e corps, formé par la division du prince Jérôme, culbuta les Prussiens près de Thuin. Vers dix heures et demie du matin, l'Empereur, à la tête de sa garde, et précédé de la cavalerie du général Pajol et des sapeurs des marins de la garde, entre à Charleroy, abandonné par les Prussiens en retraite sur Gilly. La Sambre était franchie, tous les corps réunis. Le maréchal Ney arriva de Paris. L'Empereur lui donna le commandement de l'aile gauche, forte de trente-huit mille hommes avec quatre-vingt-seize pièces de canon. Elle était composée des 1er et 2e corps, l'un sous le

général Reille, et de deux corps de cavalerie, qui le lendemain furent remplacés par les cuirassiers du comte de Valmy. Le maréchal eut ordre de se rendre maître des Quatre-Bras, à cinq lieues environ en avant de Charleroy. Pénétrant les mouvemens stratégiques de Wellington et de Blücher, Napoléon avait senti l'extrême importance du poste des Quatre-Bras, point de jonction naturel et nécessaire de l'armée anglaise avec l'armée prussienne établie à Fleurus, à Bry, à Saint-Amand, à Ligny et à Sombref. En effet, l'occupation des Quatre-Bras par des forces aussi imposantes réparait tout-à-coup le mal que la trahison avait pu causer, consommait irrévocablement la séparation des armées ennemies et assurait la possession de Sombref, dont le maréchal Grouchy était chargé de s'emparer avec le 3e corps. Ce dernier village, à trois lieues des Quatre-Bras, n'avait de point intermédiaire que celui de Bry. Le maréchal Ney devait donc déboucher sur la route de Bruxelles, et le maréchal Grouchy sur celle de Fleurus. Napoléon compte qu'à la nuit l'avant-garde du maréchal Ney aura occupé les Quatre-Bras et que, le lendemain 16, Blücher sera débordé par les deux maréchaux, tandis qu'il le pressera de front avec les autres corps.

Après ces dispositions l'Empereur se porta sur Gilly. Le pont de Châtellet venait d'être enlevé par la tête de colonne du 4e corps, qui menaçait le flanc des Prussiens de Pirsch, que le 3e attaquait de face. Aussi ce général abandonna Gilly; et laissa pour protéger sa retraite deux bataillons formés en carrés. Retardé par leur résistance, l'Empereur ordonna au général Letort de donner tête baissée sur ces carrés

avec les quatre escadrons de la garde et un du 15e de dragons. Les deux bataillons prussiens, bientôt enfoncés, perdirent beaucoup d'hommes et cinq pièces de canon. Mais Letort y périt, et l'armée eut à regretter un de ses plus braves généraux. Pirsch se reploya sur Fleurus. A la gauche, le maréchal Ney exécutait aussi son mouvement avec le 2e corps, dont la division Girard était détachée sur la droite. Il poussait l'ennemi de Gosselies et forçait le prince de Weymar, après lui avoir pris huit cents hommes et deux pièces de canon, à lui abandonner le village de Frasmes, à une lieue des Quatre-Bras, où le prince passa la nuit avec quatre bataillons. Si, au lieu de s'arrêter à Gosselies et de n'occuper Frasmes que par un détachement, le 2e corps se fût établi tout entier dans ce dernier village, le 1er, qui le suivait, n'eût pas été refoulé derrière Jumet; il eût pris possession de Gosselies et se serait trouvé en ligne. Alors la moindre démonstration sur les Quatre-Bras, pendant les deux heures de jour qui restaient, assurait au maréchal ce poste important.

Le soir, Blücher n'avait pu réunir son armée. Cette opération eut lieu pendant la nuit; quant à l'armée anglaise, elle demeurait tranquille dans ses cantonnemens. Deux avis de notre attaque victorieuse ébranlèrent à peine Wellington. Enfin, surpris au bal par un troisième courrier de Blücher qui voulait risquer le lendemain une bataille, le général anglais mit son armée en mouvement le 16 au matin, avec ordre de se rassembler aux Quatre-Bras. Napoléon l'avait prévu, en prescrivant la veille l'occupation de ce poste, véritable clef de la position de Blücher.

Dans le même moment peut-être, l'Empereur, à qui un officier de lanciers avait donné avis *que l'ennemi présentait des masses du côté des Quatre-Bras*, envoyait le général Flahaut dire au maréchal Ney de s'avancer avec toute l'aile gauche, et de dissiper *tout ce qui venait de Bruxelles*, pendant que lui marcherait sur Fleurus, et que le maréchal Grouchy ferait son mouvement sur Sombref. A une heure; en débouchant de Fleurus, on aperçut les Prussiens en avant de Ligny, sauf les trente mille hommes de Bulow, qui étaient en route de Liége pour rejoindre Blücher. Napoléon fut satisfait de trouver l'ennemi dans un ordre de bataille oblique; il ne doutait pas que l'aile droite prussienne, qu'il croyait débordée, depuis le matin au moins, par le maréchal Ney, aux Quatre-Bras, ne touchât au moment d'être enveloppée, et il fit prendre position. Ainsi l'impétueux Blücher venait de lui-même chercher la bataille que Napoléon et son armée brûlaient de lui livrer. Appuyée sur Bry, sur Saint-Amand, sur Ligny, l'armée prussienne présente un front formidable. Elle compte quatre-vingt-seize mille combattans et deux cent quatre-vingt huit pièces de canon. Napoléon n'a en ligne que soixante-sept mille hommes, avec deux cents quatre pièces d'artillerie. Cependant, malgré cette infériorité numérique et l'avantage de la position de son ennemi, l'Empereur, fort du sentiment unanime qui transporte son armée, ordonne l'attaque. Elle commence à trois heures et demie. Vandamme fait enlever Saint-Amand par une division, malgré la plus vive résistance. Cette division est bientôt forcée de se retirer devant des forces supérieures,

bientôt aussi elle revient secourue par une autre division, et pendant ce temps, le général Girard, détaché du 2e corps, arrête valeureusement toute une colonne prussienne. Vandamme est rentré dans Saint-Amand; mais ce beau succès a coûté la vie au général Girard, l'un des héros de Lutzen.

Au centre de la ligne ennemie, Ligny était devenu le théâtre d'une action acharnée et glorieuse pour nos armes. Vers deux heures et demie, Napoléon toujours persuadé que le maréchal Ney occupait les Quatre-Bras, lui avait envoyé un troisième ordre d'attaquer *tout ce qui était devant lui et de rabattre sur le maréchal Grouchy, afin de concourrir à envelopper le corps prussien réuni entre Bry et Sombref.* Une heure après, comme l'action commençait, Napoléon expédia au maréchal un quatrième ordre, ainsi conçu : « Vous devez manœuvrer sur-le-champ, « de manière à envelopper la droite de l'ennemi, « et tomber à bras raccourcis sur ses derrières. « Cette armée est perdue, si vous agissez vigoureu- « sement. *Le sort de la France est dans vos mains.* « Ainsi n'hésitez pas un instant pour faire le mouve- « ment que l'Empereur vous ordonne, et dirigez- « vous sur les hauteurs de Bry et Saint-Amand pour « concourir à une victoire peut-être décisive. L'en- « nemi est pris en flagrant délit au moment où il « cherche à se réunir aux Anglais. » Cet ordre fut remis au maréchal à six heures du soir par le colonel Forbin-Janson. Après le départ de cet officier, Napoléon dit au général Gérard partant pour emporter Ligny : « Il se peut que dans trois heures le « sort de la guerre soit décidé. Si Ney exécute bien

« les ordres, il ne s'échappera pas un canon de l'ar-
« mée prussienne : elle est prise en flagrant délit. »
Mais la plus désastreuse fatalité devait rendre bien incomplet le résultat des combinaisons que le génie de Napoléon avait méditées dès la réunion de son armée à Philippeville.

Dans sa route, le colonel Forbin-Janson rencontra le comte d'Erlon, qui, retardé dans sa marche, ainsi que l'avait été le maréchal Grouchy, se rendait enfin aux Quatre-Bras à la tête du 1er corps; il lui donna communication de l'ordre relatif à l'aile gauche. Le général s'était empressé de s'y conformer, et déjà la division Durette, qu'il avait en tête, était arrivée à la hauteur de Villers-Peruin : c'était dans le moment où Blücher renouvelait ses attaques contre Saint-Amand, défendue par Vandamme. Sur sa gauche, à Ligny, la bataille conduite par le comte Gérard, était devenue terrible. Ce village fut pris et repris jusqu'à quatre fois, toujours avec la même valeur et la même opiniatretè des deux parts. Le combat se prolongeait par le nombre des troupes ennemies, et présentait une effroyable scène de carnage. Toutefois la résistance des prussiens commençait à mollir, et l'intrépide Gérard était près d'enlever Ligny, quand l'apparition d'un corps signalé sur les derrières ralentit son attaque. La garde impériale, qui se portait à son secours, suspendit sa marche pour aller au devant de la colonne inconnue. C'était le corps de d'Erlon. Cet incident fit perdre trois heures bien précieuses. Cependant l'Empereur attendait l'attaque de d'Erlon sur Bry : l'arrivée imprévue de ce général réalisait en partie l'espérance qu'il

avait attachée au mouvement de l'aile gauche sur ce point. Malheureusement d'Erlon reçut et crut devoir exécuter l'ordre du Maréchal Ney de se réunir à lui; il se reploya sur Frasmes, laissant aux prises la division Durette. Ainsi le corps de d'Erlon ne servit ni à Napoléon ni au maréchal, car il était trop tard pour qn'il pût avec utilité rallier l'aile gauche.

En effet, il était sept heures quand Napoléon apprit qu'il devait renoncer à envelopper l'aile droite de Blücher. Alors il résolut d'enlever la victoire en perçant la ligne de l'ennemi, qu'il avait forcé par l'attaque de Saint-Amand à dégarnir son centre, De son côté, Blücher, trompé par le mouvement rétrograde de la garde et des cuirassiers de Milhaud pour marcher à la rencontre de la colonne inconnue, avait cru à notre retraite, et il avait repris avec une violence nouvelle l'attaque sur Saint-Amand, dans le but de rapprocher sa droite vers Chestian, où il comptait s'appuyer aux Anglais. Mais la brigade de dragons que le maréchal Ney avait laissée à Villers-Peruin, se porta vivement avec la division Durette au devant de l'attaque de Blücher, qui se vit également arrêté par la division Gérard et par le 3e corps. Le général prussien se trouva tout à coup dans la même position que Napoléon, obligé de renoncer à l'appui de Wellington et à la jonction des trente mille hommes de Bulow, comme Napoléon devait renoncer à la coopération du maréchal Ney, occupé devant les Quatre-Bras à contenir l'armée anglaise. Blücher se borna donc à s'établr au petit Saint-Amand et parut s'arrêter. Cependant il conservait encore uue partie de Ligny; ce village eût été emporté depuis deux heures

par le comte Gérard, qui acquit tant de gloire dans cette bataille, si la méprise dont fut cause le corps du général d'Erlon ne lui eût enlevé l'appui de la garde impériale. Mais Napoléon jugea que l'instant d'enlever la victoire était venu. Gérard avait déjà engagé les divisions Vichery et Hulot, ainsi qn'une partie de la division Pêcheux : l'Empereur fit entrer en ligne le reste de cette division. Ce mouvement, appuyé d'une charge vigoureuse de la cavalerie, ébranla soudain les Prussiens. Saisissant tout à coup ce moment d'indécision de l'ennemi, l'Empereur lança les grenadiers à pied de la garde en colonne serrée par la grande rue de Ligny, pendant que les grenadiers à cheval, tournant le village, prenaient en flanc la réserve prussienne placée en arrière. La vigueur et l'ensemble de ces deux attaques portèrent le désordre dans les rangs de Blücher. Une horrible déroute précipita ses troupes des hauteurs de Ligny, qu'elles couvrirent de leurs débris, et qui furent tout à coup couronnées par nos soldats. Cruellement détrompé ds son rêve de victoire, Blücher s'avança avec impétuosité au devant de notre cavalerie à la tête de six escadrons, qui furent rompus par les cuirassiers de Milhaud. Lui-même eût son cheval tué, et il tomba au milieu de nos rangs; mais il dut son salut à la nuit qui survint, et l'obscurité favorisa également sa retraite. Il laissa sur le champ de bataille une vingtaine de mille hommes, quarante canons et huit drapeaux : nous eûmes à regretter six mille deux cents hommes, sur lesquels la division Gérard à elle seule en perdit mille neuf cents. Notre triomphe était brillant sans doute, mais si les ordres de Napoléon eus-

sent été exécutés par l'aile gauche, c'en était fait de Blücher, et Wellington se fût bien gardé d'oser risquer à lui seul le sort d'une bataille contre Napoléon victorieux.

Dans la matinée, Wellington s'était rendu au moulin de Bussy pour se concerter avec Blücher. Il lui proposa de le soutenir; mais le général prussien était impatient d'en venir aux mains; d'ailleurs l'armée anglaise ne pouveit être arrivée que dans la soirée: en attendant il courait le risque d'être écrasé par l'armée de Napoléon. Ils s'arrêtèrent alors au projet de faire marcher l'armée anglaise, dès qu'elle serait réunie, par la chaussée des Quatre-Bras à Sombref. On ne saurait comprendre comment Blücher et Wellington, le 16 au matin, purent croire que dans l'intervalle de leurs dispositions le poste des Quatre-Bras ne serait point enlevé par l'aile gauche de notre armée; car vers les neuf heures, quand, avant de déboucher sur Fleurus, l'Empereur envoya au maréchal son premier ordre, il n'y avait encore depuis la veille aux Quatre-Bras que la brigade du prince de Weymar, et ce ne fut qu'à la réception de celui dont le général Flahaut était porteur, c'est-à-dire vers deux heures, que la brigade de Bylandt vint renforcer celle du prince Bernard, et compléter les huit mille hommes de la divison Perponcher, contre lesquels le maréchal Ney avait en ligne seize mille hommes du deuxième corps et les cuirassiers du comte de Valmy. Le motif qui empêcha ce vaillant capitaine d'exécuter le mouvement si impérieusement prescrit plusieurs fois par Napoléon, dût être de la plus grande gravité; mais jusqu'à présent il est resté in-

connu. Quoi qu'il en soit, la brigade de Weymar s'était placée dans le bois de Bossu, en avant du poste des Quatre-Bras, qui va nous devenir si fatal, et la brigade de Bylandt était en arrière de la ferme de Germioncourt, lorsque vers une heure le maréchal Ney engagea l'action. Le général Bachelu renversa Bylant, et prit Germioncourt. Le général Foi s'empara de Pernimont, et entre eux le général Piré avec la cavalerie complétait la ligne de cette attaque victorieuse. Ils allaient enfin se rendre maîtres des Quatre-Bras, quand tout à coup la division anglaise de Picton, forte de dix mille hommes environ, déboucha de Genappes. La supérioté du nombre appartenait encore au maréchal; mais une demi-heure après, le duc de Brunswich parut suivi de quatorze mille hommes, et successivement jusqu'à cinq heures les divisions Alten et Cooke portèrent à quarante-six mille combattans les défenseurs de ce poste des Quatre-Bras, qui, pendant quinze heures, avait été gardé par moins de quatre mille hommes. Ce fut alors que le maréchal, se sentant trop faible avec vingt-un mille hommes pour soutenir un pareil choc, envoya au général d'Erlon, par le général Delcambre, chef d'état-major du premier corps, l'ordre impératif, *et sous sa responsabilité personnelle*, de se porter vers lui en toute hâte avec son corps, dont la division Durutte était déjà engagée. Il n'était plus temps d'espérer ce secours; mais il fallait à tout prix résister à l'armée anglaise que Wellington, arrivé de la bataille de Ligny, conduisait en personne.

Le maréchal Ney vit tout le péril, et se retrouva dans son élément. Les charges de sa cavalerie, le feu

continu de ses batteries, la mort du duc de Brunswick, tombant dans la mêlée, le général Picton, blessé au milieu de sa division enfoncée, plusieurs régimens écossais détruits, tout promettait à l'Achille français d'enlever encore le palladium de la bataille, et de conquérir enfin le village des Quatre-Bras. Mais Wellington jette soudain en avant de nouvelles troupes, dont la masse chassa nos braves du bois de Bosssu, de Pernimont et de Germioncourt. Ce fut au plus fort de cette terrible mêlée que Forbin-Janson apporta l'ordre si impérieux du mouvement sur Bry et Saint-Amand. Napoléon au milieu de sa victoire était loin de penser que Ney défendait avec vingt mille hommes contre près de cinquante mille les pénates de l'armée qu'il allait vaincre à Ligny. Cependant, rempli du sentiment de ce grand devoir, le maréchal déployait une constance égale à son ardeur; il parvint jusquà la nuit à contenir par une défense héroïque les terribles assauts de l'armée anglaise. Wellington perdit cinq mille hommes, Ney quatre mille : la journée du 16 nous coûta dix mille hommes sur les deux champs de bataille. Le corps de Bulow allait réparer les pertes de l'ennemi; rien ne pouvait réparer les nôtres, qu'une victoire décisive. Le matin le maréchal Ney avait pu détruire l'aile droite de Blücher; le soir il sauva l'armée française. Le comte d'Erlon arriva après cette lutte mémorable. Il avait erré toute la journée entre nos deux armées sans brûler une amorce; il avait bien fait d'obéir à l'ordre de l'Empereur, qui le dégageait de toute obéissance à l'ordre du maréchal : mais Napoléon n'était plus ni compris ni obéi. La suite le prou-

vera. Après la bataille de Ligny, l'armée prussienne, à moitié détruite et dispersée, fit sa retraite dans le plus grand désordre : les premier et deuxième corps sur Mont-Saint-Guibert, et le troisième sur Gembloux, où il fut rejoint pendant la nuit par les trente mille hommes de Bulow. La précipitation et la fuite des ennemis, et surtout l'obscurité, nous empêchèrent de les poursuivre. De son côté, Wellington passa la nuit aux Quatre-Bras; mais instruit de la défaite de Blücher, il ordonna la retraite sur Bruxelles. L'Empereur l'avait prévu : il expédia le général Flahaut au maréchal Ney, avec l'ordre de suivre les Anglais, et d'occuper enfin la position des Quatre-Bras, où il devait attendre les forces que Napoléon se préparait à envoyer sur la route de Bruxelles. Le maréchal, trompé sur les dispositions du général anglais, balançait encore à marcher aux Quatre-Bras, quand un second ordre termina son indécision. L'Empereur avait jugé que si Wellington se retirait, il ne laisserait qu'une arrière-garde au Quatre-Bras, et que dans le cas contraire il serait forcé de se reployer devant l'attaque combinée du maréchal et des troupes qui allaient déboucher par la route de Namur. En effet, après avoir détaché l'aile droite forte de cinquante mille hommes sous les ordres du maréchal Grouchy pour ne laisser aucun relâche à Blücher, Napoléon se porta lui-même avec soixante-cinq mille hommes, à dix heures du matin, sur Marbais où il prit position. De ce village il expédia au maréchal Ney un troisième ordre d'attaquer les Quatre-Bras. Un combat de tirailleurs et la marche de Napoléon mirent décidément Wellington en retraite, à une heure. A deux

heures le sixième corps entrait aux Quatre-Bras. Le maréchal y arriva avec le deuxième et le premier corps, et suivit le général anglais, qui parut vouloir opposer une certaine résistance en avant de la forêt de Soignes. Continuant son mouvement rétrograde, Wellington s'arrêta à Waterloo, où il établit son quartier-général. L'empereur marchait derrière le maréchal; son armée était forte de soixante-sept mille hommes et deux cent cinquante pièces de canon, tandis que le maréchal Grouchy, dirigé par les routes de Mont-Guibert et de Gembloux, avait reçu l'ordre d'arriver avec les Prussiens à Wavre, distant de Ligny d'environ sept lieues : c'était là que Blücher, devait mettre fin à sa retraite. Napoléon compte sur la prompte exécution du mouvement qu'il a prescrit au maréchal Grouchy. Mais le lieutenant de l'Empereur est mal informé de la marche de Blücher, et porte la plus grande partie de ses forces vers Gembloux, pendant que le général prussien, qui a gagné trois heures sur lui, est déjà à Wavre. Le maréchal n'a fait que deux lieues dans la journée, et remet au lendemain la poursuite de l'ennemi. Cependant ses ordres sont précis. Ils n'admettent aucun retard. Le maréchal doit ne pas perdre de vue les Prussiens, et rendre impossible leur jonction avec l'armée de Wellington, en poursuivant Blücher. Qui pourrait empêcher le maréchal d'attaquer Wavre le 18 à dix heures du matin? Ce village n'est qu'à quatre heures de Gembloux. Cette diversion est d'autant plus importante, que tout annonce pour le lendemain une grande bataille; Napoléon la désire, car il espère frapper un coup décisif avant que la coalition ait jeté

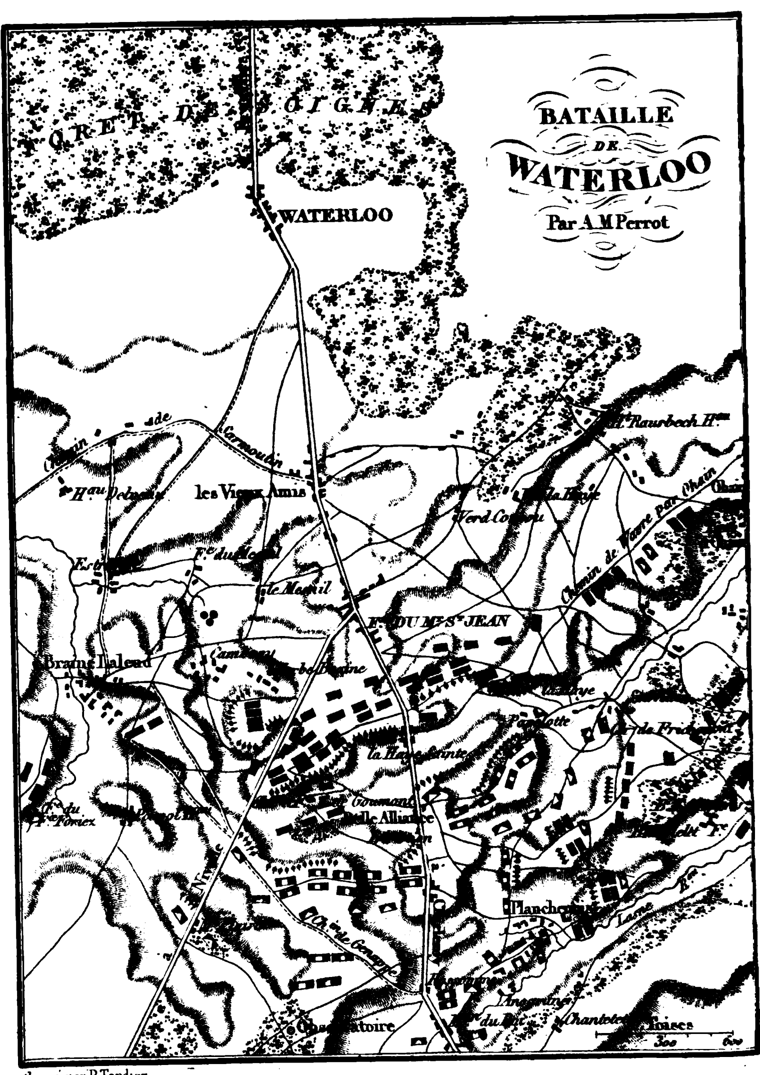
tous ses soldats sur la France. Une victoire qui le conduirait à Bruxelles, sur les débris de l'armée anglaise, peut résoudre en sa faveur la question politique qui arme l'Europe contre lui : ce ne serait pas la première fois que l'épée du grand capitaine aurait tranché le nœud de la diplomatie.

La coopération de Grouchy est pour Napoléon le gage du triomphe ; la seule crainte qu'il éprouve, c'est que Wellington n'ose l'attendre dans les plaines de Waterloo ; et, la nuit, il visite les lignes des grand'gardes, pour s'assurer que l'ennemi ne lui abandonne pas le champ de bataille. Enfin l'aurore vint dissiper ses inquiétudes : toute l'armée anglaise est devant lui les rayons du soleil ont éclairci tout à coup l'atmosphère, chargée depuis quelques jours de nuages orageux, et les Français ont pu saluer encore le soleil d'Austerlitz. A dix heures et demie, Napoléon parcourt les rangs de ses soldats dont l'enthousiasme belliqueux lui promet de vaincre ou de mourir. Ils tiendront leur serment. Quant à l'Empereur, il a fait ses dispositions pour percer le centre des Anglais, les pousser sur la chaussée, et arrivant au débouché de la forêt, couper la retraite à la droite et à la gauche de leur ligne. Le succès de cette attaque doit rendre toute retraite impossible à Wellington, le séparer de l'armée prussienne, et lui faire expier cruellement la faute qu'il a commise par le choix du champ de bataille de Waterloo, en avant d'une forêt épaisse et d'une grande ville, après la défaite de Blücher.

La pluie, qui a tombé par torrens pendant toute la nuit, a rendu les chemins presque impraticables ; la

marche de nos soldats en est nécessairement ralentie : ils ont d'ailleurs à sécher leurs armes et à les mettre en état ; le combat ne doit s'engager que vers une heure par trois attaques simultanées. Les troupes anglo-bataves, rangées en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, occupaient les hauteurs depuis le plateau qui domine le château de Hougoumont jusqu'au penchant d'un autre plateau près des fermes de la Haye et de Papelotte. La position de Hougoumont à la gauche des Anglais devenait pour eux de la plus grande importance, car c'était par là que les Prussiens devaient les joindre; Wellington y avait jeté ses plus braves soldats; c'est sur ce point aussi que Napoléon dirige la première attaque : Jérôme, qui en est chargé, enlève le bois de Hougoumont; prise et reprise plusieurs fois par les Français et les Anglais, cette position reste enfin au pouvoir des premiers. Mais l'ennemi s'est maintenu dans le château, qu'il a crénelé avec soin, et qui renferme ses meilleures troupes : le général Reille reçoit l'ordre de mettre le feu à ce château avec une batterie d'obusiers.

A la droite, le comte d'Erlon, appuyé par une immense artillerie, se porte vers le village de Mont-Saint-Jean. Là éclate une épouvantable canonnade qui porte le ravage dans les rangs de l'infanterie anglaise et balaie le plateau. Napoléon, après avoir parcouru toute la ligne, au milieu de l'enthousiasme et des acclamations de joie des troupes, se place sur une éminence près de la ferme de la Belle-Alliance, d'où il peut embrasser toutes les parties du champ de bataille, disposer de ses réserves, et s'élancer à



Gravé par P. Tardieu

leur tête partout où le danger appellerait sa présence.

Napoléon allait faire attaquer le centre de l'armée anglaise par le maréchal Ney, quand il aperçoit un corps de troupes sur les hauteurs de Saint-Lambert : sont-ce les divisions que l'Empereur a envoyé demander à Grouchy pour le seconder dans la bataille contre Wellington ? Une lettre interceptée lève bientôt tous les doutes, en nous apprenant que Bulow vient, avec ses trente mille hommes, occuper l'intervalle entre l'armée française et le corps de Grouchy. Mais si ce maréchal n'a pu arrêter Bulow, ou s'est laissé devancer par lui, sans doute il arrive sur ses derrières ; il suit l'armée prussienne, qu'il occupera assez longtemps pour que Napoléon en finisse avec Wellington. En attendant, par la faute de Grouchy, l'ennemi a quatre-vingt-dix mille hommes à opposer aux soixante-cinq mille de Napoléon, qui est forcé de changer ses dispositions et de se priver d'une partie de sa réserve, afin d'empêcher l'attaque dont un nouvel ennemi le menace.

Domont et Suberwick, avec deux mille cinq cents hommes de cavalerie légère, doivent chercher à contenir l'avant-garde de Bulow et pousser des partis pour se mettre en communication avec le maréchal Grouchy, qu'un premier courrier a prévenu de l'arrivée de Bulow ; en même temps un corps de sept mille hommes aux ordres du comte de Lobau va se ranger derrière la cavalerie du général Domont, pour garantir nos flancs si le mouvement de Bulow n'était pas arrêté par Grouchy. Ces dispositions prises, Napoléon ordonne au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haie-Sainte et le village

de la Haie. Au bout d'une demi-heure, les batteries ennemies s'éloignent de la ligne, et sont remplacées par d'autres ; les tirailleurs anglais se reploient à leur tour ; Wellington craint pour ses masses que foudroie notre artillerie, et leur cherche un abri derrière les crêtes des hauteurs. Nos troupes se portent en avant. Ney aborde la position avec son intrépidité ordinaire, et quatre-vingts pièces d'artillerie le secondent; mais la cavalerie ennemie s'élance sur l'infanterie française, qu'elle parvient à ébranler, et qui recule après avoir perdu deux aigles et plusieurs de nos pièces culbutées dans un chemin creux. Milhaud accourt avec une brigade de cuirassiers ; ils couvrent de morts le champ de bataille. De son côté l'Empereur, qui avait vu l'ébranlement de notre infanterie à droite, s'y était porté au galop, et avait bientôt rétabli l'ordre. La canonnade continue avec fureur, et une nouvelle attaque nous rend maîtres de la ferme de la Haie-Sainte. Le général anglais Pichn est tombé mort; l'ennemi fuit en désordre, sabré par la cavalerie de l'infatigable Milhaud; la bataille est gagnée si Grouchy se présente.

C'était alors que Bulow, débouchant de Saint-Lambert, se déployait devant les bois de la Parise. Trente mille Prussiens s'avançaient au secours de Wellington. « Nous avions ce matin quatre-vingt-dix « chances contre une, dit l'Empereur au duc de Dal- « matie, son major-général. L'arrivée de Bulow nous en « fait perdre trente: mais nous en avons encore soixante « contre quarante, si Grouchy répare l'horrible faute « qu'il a commise hier de s'arrêter à Gembloux, et « s'il envoie son détachement avec rapidité. La vic-

« toire en sera plus décisive; car le corps de Blücher « sera entièrement perdu. » Cependant le comte de Lobau s'efforce d'arrêter le nouvel ennemi qui marche droit au centre de l'armée française. Mais comment, avec deux mille cinq cents chevaux et sept mille fantassins, empêcher d'avancer les trente mille hommes de troupes fraîches que commande Bulow? Toutefois, Napoléon espère encore enfoncer le centre des Anglais, avant que les Prussiens puissent s'y opposer. Pendant que le maréchal Ney se soutient à la Haie-Sainte, suivant l'ordre de Napoléon, qui lui avait prescrit de ne faire aucun mouvement jusqu'à ce qu'on connût l'issue de l'attaque des Prussiens, Durutte essaye d'enlever les fermes de la Haie et de Papelotte. Vers quatre heures et demie, Wellington renouvelle ses tentatives sur la Haie-Sainte : ses troupes sont ramenées par notre infanterie. Alors le maréchal, pénétré de la nécessité d'appuyer le succès et de s'emparer des hauteurs, toujours occupées par l'armée anglo-hollandaise, appelle une brigade de réserve, composée des cuirassiers de Milhaud; ils s'ébranlent: bientôt le maréchal couronne le plateau avec ses troupes, dont les charges brillantes font un mal horrible aux ennemis. Cette manœuvre parait décisive; tout le monde chante victoire autour de Napoléon : « *C'est trop tôt d'une heure*, dit l'Empereur; *cependant il faut soutenir ce qui est fait.* » Voyant alors cette cavalerie exposée au feu meurtrier de la mitraille, aux nouvelles charges de l'ennemi, dont les lignes ne sont pas encore enfoncées, il ordonne au comte de Valmy de l'appuyer avec deux divisions de cuirassiers; entraînée par ce mouvement

et par un excès d'ardeur, la division du général Guyot les suit : c'était la réserve de la garde; et Napoléon essaya en vain de la rappeler! il était cinq heures du soir!

Le choc des trois mille cuirassiers de Kellermann et de la grosse cavalerie de la garde fut terrible; Milhaud, qui avait été obligé de se replier devant les forces supérieures de Wellington, se rallie aux nouveaux corps qui viennent le seconder; alors tous se précipitent à la fois sur ce plateau dont l'occupation doit décider du sort de la bataille. L'infanterie anglaise, assaillie avec la plus violente impétuosité, se forme en carrés qui vomissent la mitraille et la mort sur les escadrons français; mais ceux-ci s'élancent successivement contre ces remparts de feu, dont plusieurs sont enfin renversés : au milieu de leurs débris une nouvelle lutte s'engage entre la cavalerie française et celle de l'ennemi, qui vole au secours de son infanterie. Vingt fois les carrés enfoncés, brisés, se reforment; vingt fois aussi les soldats de Kellermann et de Milhaud s'y jettent avec une fureur toujours croissante. Wellington voit s'éclaircir les rangs de son infanterie; obligé lui-même de s'enfermer à chaque instant dans un carré, il ne doit son salut qu'à l'immobilité de ses soldats, qui meurent à leurs postes. A l'aspect de ce carnage épouvantable, il verse des larmes : « Il faut encore, s'écrie-t-il, quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens; plût au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivassent avant! » Mais la main de fer de nos cuirassiers continue de décimer ses bataillons; pendant deux heures ces héroïques soldats affrontent la mort; ni l'artillerie, ni

la baïonnette, ne peuvent ralentir leurs attaques sans cesse renaissantes, et douze mille Anglais sont tombés sous nos coups.

Wellington est battu! déjà la route de Bruxelles est encombrée de fuyards et de bagages; des soldats de toutes armes se jettent à travers la forêt de Soignes; les caissons, les voitures renversées, annoncent le désordre d'une déroute, et le général anglais s'apprête à donner le signal de la retraite : il a même fait rétrograder sur Anvers la batterie de dix-huit qui devait le joindre; la nuit et l'armée prussienne, comme il l'a dit lui-même, paraissent seules pouvoir le sauver. C'est dans ce moment extrême que Blücher entre en ligne, à la tête de trente mille hommes, ouvrant la communication entre Bulow et Wellington. En même temps deux brigades de cavalerie anglaise, fortes de six mille hommes, placées naguère en réserve sur la route, et rendues disponibles par l'arrivée des troupes prussiennes, viennent se présenter aussi devant nous.

Que faisait alors Grouchy? Parti à deux heures seulement de Gembloux, au lieu d'avoir quitté cette position à deux heures du matin, afin de se montrer à Wavre assez tôt pour arrêter Blücher, il était vers midi à moitié chemin de ce village. En vain la canonnade de Waterloo l'appelle sur le terrain où Napoléon l'attend avec tant d'impatience; en vain Excelmans et Gérard le pressent de voler à son secours : il continue à marcher sur Wavre, où se trouvait seul le corps de Thielmann; Blücher en était parti le matin à sept heures. Napoléon abandonné à lui-même, privé de son aîle droite, en présence de cent cin-

quante mille hommes qui vont fondre sur sa faible armée, épuisée déjà par huit heures de combat, juge de sang-froid sa position. Il lui faut faire face aux deux armées, et il ordonne un grand changement de front. Les bataillons de la garde se forment en deux colonnes sous les yeux de l'Empereur. Cependant trois bataillons d'infanterie de la seconde ligne viennent en bon ordre se mettre en retraite auprès de la garde; Napoléon court au-devant d'eux et les renvoie à leur poste. Mais leur mouvement rétrograde et la vue du corps de Blücher avaient fait reculer plusieurs régimens aux prises avec l'ennemi sur le plateau. A cet aspect, Napoléon sent la nécessité de soutenir sa cavalerie indécise; il se porte avec les quatre premiers bataillons de la moyenne garde à la gauche de la Haie-Sainte, et prescrit au général Reille de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le disposer en colonne d'attaque. A la Haie-Sainte, Napoléon rencontre une partie des troupes du maréchal Ney en retraite, et les fait ranimer par la nouvelle de l'approche de Grouchy : en même temps il remet au maréchal Ney les quatre bataillons dont on vient de parler: et lui donne l'ordre de se porter en avant pour conserver le plateau. Tout s'arrête et ressaisit la position. Un quart d'heure après, les huit autres bataillons arrivent au bord du ravin qui séparait les deux armées, et, sous les yeux de Napoléon, se formait un bataillon en bataille, et flanqué sur ses flancs par deux autres en colonne serrée. De son côté, le général Reille, ayant réuni tout son corps vers Hougoumont, traverse le ravin, et aborde la position ennemie.

Cependant les quatre bataillons de la moyenne garde sont aux prises : Ney à pied, l'épée à la main; Friant, Cambronne, repoussent tout ce qui se trouve devant eux, et bravent le feu d'une ligne immense. L'ennemi cède à l'impétuosité de notre attaque; mais Wellington entièrement rassuré par l'arrivée des Prussiens, fait avancer les bataillons dont il peut maintenant disposer, et le combat se rallume : la victoire va encore couronner les efforts des soldats français, lorsque Blücher, culbutant la faible division qui lui est opposée, parvient au village de la Haie. Wellington profite du trouble et de l'hésitation qu'il remarque dans le mouvement de notre armée, par suite de la marche de Blücher, et lance toute sa cavalerie, qui, n'osant pas essayer de les enfoncer, tourne les huit carrés de la garde pour atteindre l'extrême droite, et pénètre entre la Haie-Sainte et le corps du général Reille. Plus de ralliement possible : la division de cavalerie de réserve aurait pu le favoriser; mais, par un malheur qui tenait à la fatalité de cette journée, la division de réserve de la garde, composée de deux mille grenadiers à cheval et dragons, tous gens d'élite, s'était engagée sur le plateau sans l'ordre de l'Empereur. Il n'a plus de disponibles que les quatre escadrons de service autour de sa personne : il les fait charger, et, bientôt accablés par des masses énormes, ces braves sont culbutés, malgré des prodiges de valeur. En même temps, les quatre bataillons de la moyenne garde et les corps de cavalerie de la garde, qui tiennent tête depuis plusieurs heures à presque toute l'armée anglaise, ayant épuisé tous leurs efforts et brûlé toutes leurs munitions, voyant

le feu de nos carrés derrière eux, reculent aussi, et la journée est perdue pour nous. Maîtresse du plateau, toute l'armée anglo-batave marche en avant et occupe cette position qui devait nous assurer la victoire. Alors le cri fatal de *sauve qui peut!* poussé par quelques traîtres, et répété par des soldats en désordre, se fait entendre; les lignes se rompent, les rangs se mêlent, la déroute de l'armée française commence. Enfin, les huits bataillons de la garde qui étaient au centre, où les soutenaient le magnanime Cambronne et le maréchal Ney, qui avait eu cinq chevaux tués sous lui, sont désorganisés à leur tour par la masse des fuyards, et tombent écrasés sous le nombre en se défendant jusqu'au dernier soupir. La cavalerie ennemie, multipliant ses charges contre les bataillons rompus et dispersés, redouble la confusion qu'augmente encore l'obscurité de la nuit; l'artillerie anglaise et prussienne balaie le champ de bataille, où quelques carrés de la vieille garde sont encore debout.

Napoléon, qui a tout fait pour prévenir et arrêter ce désordre, se jette au milieu des fuyards, et s'efforce de les rallier derrière un régiment de la garde en réserve à la gauche de Planchenoit avec deux batteries : malheureusement les ténèbres; qui empêchent de le voir, détruisent tout l'effet accoutumé de sa présence sur les troupes; en même temps qu'un tumulte effroyable s'oppose à ce qu'on entende sa voix. Ce fut alors que le prince Jérôme s'écria: *Ici doit mourir tout ce qui s'appelle Bonaparte!*

Entraîné dans la déroute, entouré d'ennemis, Napoléon se place, l'épée à la main, au milieu d'un

carré, et veut périr avec les braves qui combattent encore; son dernier champ de bataille sera son tombeau! Mais les généraux qui sont auprès de Napoléon l'arrachent à la mort qu'il demande et qu'il affronte comme un soldat. « *La mort ne veut pas de vous*, lui disent ses grenadiers, *retirez-vous !* » Enfin, il se décide à s'éloigner de ce théâtre de destruction sans combat, où sa perte ne serait qu'un malheur de plus pour la France et pour l'armée. Le feu des alliés se fait encore entendre déjà bien au-delà de l'espace que nos troupes doivent parcourir pour commencer la retraite. Plusieurs officiers et soldats, ne pouvant se servir de leurs armes contre les ennemis, les tournèrent contre eux. On dit même que quelques-uns s'aidèrent à accomplir ce dernier sacrifice d'un héroïque désespoir. L'intrépide général Duhesme, blessé, tomba dans les mains des Prusssiens qui l'égorgèrent! Les Belges couvrirent de leur courageuse amitié ceux de nos braves qui respiraient encore; ils veillèrent toute la nuit sur le terrain où venait de s'éteindre la gloire des cinquante batailles rangées que les Français avaient gagnées avec Napoléon.

Arrivé à Genappe avec son état-major, l'Empereur essaie d'y réunir quelques troupes pour former l'arrière-garde et mettre un terme aux poursuites de l'ennemi : la nuit, la confusion d'une déroute générale, l'encombrement des hommes et des chevaux, tout s'oppose à la résolution de l'Empereur. Il quitte Genappe, s'arrête quelques heures à Philippeville, et entre, le 20, à Laon, où les gardes nationales d'un côté, les paysans de l'autre, pourvus de toutes sortes d'armes, l'accueillent aux cris de *vive l'Empereur!* et

lui proposent le secours de leur généreux dévoûment. Satisfait du courage de ces braves gens, Napoléon les remercie, et charge le maréchal Soult de rallier les corps de l'armée, diminuée de vingt-cinq mille hommes, dont huit mille prisonniers et dix-sept mille tués ou blessés; la perte de l'ennemi avait été égale à celle des Français. Jérôme ramène vingt-cinq mille hommes, avec cinquante pièces de canon; la garde impériale, sous les ordres de Morand et de Colbert, se réunit à eux sous les murs d'Avesnes. D'un autre côté, Rapp a reçu l'ordre de venir les rejoindre avec vingt-cinq mille hommes d'élite, et Grouchy, dont le corps d'armée, de trente mille hommes, est intact, opère sa retraite, après avoir battu Thielmann, à Wavre, et menacé Bruxelles. Sous peu de jours, Napoléon pourra couvrir Paris avec cent vingt mille hommes de vieilles troupes et trois cent cinquante bouches à feu.

Il veut rester à Laon et y défendre les approches de la capitale. Le conseil de ses généraux combat ce projet, et le détermine à quitter l'armée pour se rendre à Paris; mais il pressent le sort qui l'y attend: « Je vais à Paris, dit-il, mais je suis persuadé que vous « me *faites faire une sottise*; ma vraie place est ici; « je pourrais y diriger ce qui se passera dans la capi- « tale, et mes frères feraient le reste. » Après avoir pris cette funeste résolution, Napoléon met la dernière main au Bulletin de Waterloo. « Mon intention, « dit-il, est de ne rien dissimuler; il faut, comme « après Moskou, révéler à la France la vérité tout « entière. J'aurais pu rejeter sur *d'autres* une partie « des malheurs de cette journée; mais le mal est fait :

« il ne faut plus en parler. » Napoléon fut bien généreux. Il partit précédé du Bulletin funèbre dans le dessein de donner à Paris quarante-huit heures aux préparatifs de sa défense, de rassembler tous les hommes des dépôts et des places, et de revenir à Laon couvrir la capitale avec tout ce qui reste de la vieille et de la nouvelle armée.

CHAPITRE IV.

ABDICATION DE NAPOLÉON. — SÉANCE DES CHAMBRES. — NAPOLÉON A LA MALMAISON. — SON DÉPART POUR ROCHEFORT. — SON EMBARQUEMENT SUR LE BELLÉROPHON. — SON ARRIVÉE A SAINTE-HÉLÈNE.

Le lendemain 21 juin, Napoléon descend à l'Élysée, à quatre heures du matin; il revenait rempli de l'idée qu'une grande dictature lui était nécessaire pour sauver la patrie; il aurait pu s'emparer de l'autorité illimitée, mais il jugeait bien plus utile et plus national qu'elle lui fût déférée par les Chambres. Si, encore botté, et tout couvert de la poussière du champ de bataille, Napoléon avait suivi sa résolution d'aller droit aux chambres, de leur parler le langage d'une généreuse confiance et d'un grand homme qui sent ses forces, nul doute que sa demande, malgré la conspiration de Fouché, n'eût obtenu le succès qu'il en attendait; nul doute que, tracé par lui, le tableau rapide et vrai des ressources du pays et de tout ce qu'il avait préparé avec tant d'habileté depuis trois mois, n'eût fait partager à tous les esprits sa profonde conviction de la certitude du salut de la France sous son égide. Malheureusement l'excès de la fatigue avait affaibli ses forces physiques. Constamment à cheval depuis le 15, exposé à une affreuse intempérie, ayant donné trois batailles en trois jours et passé la nuit la plus cruelle après Waterloo, il était

hors d'état de se présenter et de parler à une grande assemblée. Vaincu par la nécessité, il se mit au bain et se contenta de réunir ses ministres autour de lui. Là du moins son génie et les hautes pensées ne lui manquèrent pas. D'abord le découragement parut régner dans les cœurs, et se manifesta par des paroles peu dignes de ministres français ; mais Carnot et Lucien proposèrent des mesures hardies et proportionnées à l'imminence du danger. Ce dernier voulait avec raison qu'on se passât du secours des Chambres, puisqu'on ne pouvait se confier dans leurs bonnes dispositions. Napoléon espéra que la présence de l'ennemi sur le sol national rendrait aux députés le sentiment de leur devoir, et comptait d'ailleurs sur l'attachement du peuple et de l'armée, éprouvé tant de fois et jamais démenti. Alors, avec une rare précision, une force d'expression admirable, et un accent qu'on ne saurait définir, il passa en revue tous les moyens de salut qui restaient à la France, et produisit une révolution telle dans les esprits, que les plus timides embrassèrent le parti du courage. Le conseil tout entier, même les traîtres cachés qu'il renfermait, se montra unanime dans l'adoption des grandes résolutions. Telles étaient les dispositions autour de l'Empereur. Pendant ce temps, la Chambre des Représentans, réunie sous la présidence de Lanjuinais, entendait sortir de la bouche de La Fayette les paroles suivantes, qui étaient une véritable levée de boucliers contre Napoléon :

« Lorsque, pour la première fois depuis bien des « années, j'élève une voix que les vieux amis de la

« liberté reconnaîtront encore, je me sens appelé à « vous parler des dangers de la patrie, que vous « seuls maintenant avez le pouvoir de sauver... Voici « le moment de nous rallier autour du vieux étendard « tricolore, celui de 89, celui de la liberté, de l'éga- « lité et de l'ordre public. C'est enfin le seul que nous « avons à défendre contre les prétentions étrangères « et contre les tentatives intérieures. Permettez à « un vétéran de cette cause sacrée, qui fut toujours « étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre « quelques résolutions préalables, dont vous appré- « cierez, j'espère, la nécessité.

« ART. 1er. *La Chambre des Représentans déclare « que l'indépendance de la patrie est menacée.*

« ART. 2. *La Chambre se déclare en permanence. « Toute tentative pour la dissoudre est un crime de « haute trahison :* QUICONQUE *se rendrait coupable de « cette tentative*, SERA TRAÎTRE A LA PATRIE ET SUR-LE- « CHAMP JUGÉ COMME TEL.

« L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont « combattu et combattent encore pour défendre la « liberté, l'indépendance et le territoire de la France, « ont bien mérité de la patrie.

« Les ministres de la guerre, des relations exté- « rieures et de l'intérieur, sont invités à se rendre « sur-le-champ au sein de l'assemblée, etc.

« J'appuie la proposition de M. de La Fayette, dit « un membre; car, *dans quelques instans la Cham- « bre pourrait être dissoute.* »

Les dispositions de l'assemblée, les manœuvres ténébreuses de Fouché qui avait séduit et trompé un assez grand nombre de deputés, la crainte illusoire

d'une dissolution prochaine à laquelle Napoléon ne pensait ancunement, firent triompher cette proposition dans la Chambre des Représentans; et, bientôt après, dans la Chambre des Pairs, Boissy-d'Anglas aussi se laissa entraîner par la même erreur que La Fayette. Les deux grands pouvoirs de la France ne comprirent pas qu'il était de leur devoir d'organiser contre l'Europe un 18 brumaire, dont Napoléon était le chef indispensable : au lieu de cette dictature, premier besoin de toute patrie en danger, il s'entend menacer de la peine des traîtres par ces mêmes Chambres qui, le 1er de ce mois, lui ont solennellement décerné l'autorité suprême au champ de Mai! « J'avais bien pensé, dit-il, que j'aurais dû congé« dier ces gens-là avant mon départ. C'en est fait, ils « vont perdre la France! » Il sentit surtout qu'au lieu de l'abandonner avec si peu de prudence et tant d'indignité, les Représentans, soit par peur, soit par conviction, se rallieraient autour de lui, s'il était encore à la tête des soldats, qui meurent et ne proscrivent jamais. Il se repentit vivement de n'avoir pas suivi son impulsion particulière à Laon. Pourtant tout ne lui paraît pas encore désespéré; et d'un autre côté, se rappelant ce que Regnault lui avait déclaré sur les mauvaises dispositions de la Chambre, il dit en levant le conseil : « J'abdiquerai s'il le « faut... » Il aurait bien voulu retenir cette imprudente parole; mais elle avait été prononcée devant Fouché qui ne la laissa pas tomber. Cependant, par ses ordres, les ministres, assistés du prince Lucien, se rendent à la Chambre des Repésentans, pour leur communiquer les résultats de la bataille de Waterloo,

et leur demander de s'unir avec le chef de l'État, dans le noble but de concourir aux mesures de salut public nécessitées par le danger. Mais les esprits se trouvaient trop échauffés pour écouter les conseils de la raison, et Lucien avait en vain démontré que chercher à isoler la nation de l'Empereur, c'était aller au devant des vœux les plus ardens de l'ennemi; néanmoins des explications données par le duc de Vicence et par le prince d'Eckmul, et les efforts des amis de Napoléon, avaient réussi à lui rallier la majorité. La Fayette, mal inspiré par de généreux sentimens, eut encore le fatal honneur de ranimer la discorde; M. Dupin ne soutint que trop vivement cette nouvelle hostilité, secondé par Manuel, qui, arrivé récemment à Paris, marchait à tâtons et sans expérience sur un théâtre semé d'embûches. La Chambre des Pairs avait montré plus de calme et de jugement; mais elle ne pouvait pas beaucoup influer sur les grandes décisions du moment, et toute la prépondérance publique appartenait à la Chambre élective, qui voulait évidemment l'abdication de Napoléon. Il fallait ou dissoudre les Représentans ou se démettre de la couronne, comme La Fayette le demandait, aux applaudissemens de ses collègues : le premier parti, malgré sa rigueur, était indispensable. Jamais il n'y eut de coup d'État prescrit par une nécessité plus impérieuse; la preuve en était dans l'adoption des propositions du général La Fayette, dirigées et contre Napoléon, et aussi contre la population, qui ne douta plus que la dissolution de la Chambre des Représentans ne fût l'objet principal du retour de l'Empereur. Napoléon sent bien

ce qu'il pourrait encore avec le peuple; mais tout est tiède ou froid autour de lui : il lit sur les fronts le découragement des ames; aucun de ses ministres n'élève une voix généreuse. Dans les Chambres ses ennemis vont la tête levée, et redoublent d'audace à mesure que ses conseils et ses amis laissent voir leur manque de résolution ou l'absence du dévouement : on menace même d'exiger de l'Empereur ce qu'on venait de lui demander comme un sacrifice à la France. Il l'apprend. A cette nouvelle, il s'indigne de la violence qu'on veut lui faire; peut-être va-t-il prendre une détermination conforme à la puissance de son caractère, et en appeler des Représentans, qui s'égarent, à la nation, que la raison, l'attachement, et surtout les périls de la patrie, rallieront à lui. Il résiste aux lâchetés si contagieuses en de pareilles circonstances, et brave l'orage, non pas dans son intérêt, qui le touche peu, mais pour le pays, dont la situation l'afflige, et qu'il voudrait délivrer des alliés : « Il ne s'agit pas de moi, disait-il à « M. Constant; il s'agit de la France. On veut que « j'abdique..... C'est autour de moi, autour de mon « nom que se groupe l'armée : si j'abdique aujour- « d'hui, vous n'aurez plus d'armée dans deux jours..... « Me repousser quand je débarquai à Cannes, je « l'aurais conçu..... Si on m'eût renversé il y a quinze « jours, c'eût été du courage..... Mais je fais partie « actuellement de ce que l'étranger attaque. Je fais « donc partie de ce que la France doit défendre..... « Ce n'est pas la liberté qui me dépose, c'est Water- « loo, c'est la peur..... » Comme il parlait, une foule tumultueuse affluait tout à coup dans l'avenue de

Marigny; et criait avec enthousiasme : *vive l'Empereur!* Les trames et la police de Fouché ne pouvaient empêcher ces témoignages; elles n'auraient pas pu davantage arrêter la marche de Napoléon, s'il eût voulu se rendre au camp avec tout ce peuple, et reprendre le commandement de l'armée. « Que me doi-
« vent ceux-ci? reprit Napoléon. Je les ai trouvés, je
« les ai laissés pauvres. L'instinct de la nécessité les
« éclaire. La voix du pays parle par leur bouche; et
« si je le veux, si je le permets, la Chambre rebelle,
« dans une heure, n'existera plus..... Mais la vie d'un
« homme ne vaut pas ce prix : je ne suis pas revenu
« de l'île d'Elbe pour que Paris fût inondé de sang. »
Napoléon se trompait : il n'y aurait point eu de sang répandu dans Paris; la garde nationale y eût continué son noble service, et les fédérés, dont la voix le provoquait à se faire le dictateur de la patrie en péril, auraient grossi les rangs de son armée de cinquante mille citoyens aguerris aux tumultes de la politique et aux dangers de la guerre.

Joseph et Lucien même, qui avaient jusqu'alors montré tant de fermeté, n'ont cessé d'insister pour déterminer leur frère à résigner la couronne, et sont parvenus à vaincre enfin sa résistance obstinée : il les appelle au conseil avec tous ses ministres, auxquels il expose froidement la nécessité de son abdication. Elle a déjà été rédigée par Lucien. Le duc de Bassano arrive, et annonce qu'il doit parler contre l'abdication; Napoléon l'interrompt, et lui dit qu'il n'est plus question que de la forme. On la trouvait vicieuse en ce qu'elle réservait aux frères de Napoléon une part dans le gouvernement; et ils durent entendre

qu'ils n'y étaient pas appelés par la confiance nationale. Un nouveau travail se fit séance tenante, et Lucien écrivit sous la dictée de l'Empereur la déclaration suivante :

« Au Peuple Français.

« En commençant la guerre pour l'indépendance « nationale, je comptais sur la réunion de tous les « efforts, de toutes les volontés, et le concours de « toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en « espérer le succès, et j'avais bravé toutes les décla- « rations des puissances contre moi. Les circonstan- « ces me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice « à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils « être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir « voulu seulement qu'à ma personne! Ma vie poli- « tique est terminée, et je proclame mon fils, sous « le titre de *Napoléon II, Empereur des Français*. « Les ministres actuels formeront provisoirement le « conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à « mon fils m'engage à inviter les Chambres à orga- « niser sans délai la régence par une loi. Unissez- « vous tous pour le salut public et pour rester une « nation indépendante.

« Au palais de l'Élysée, 22 juin 1815.

« Napoléon. »

Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux Chambres. Ainsi, Fouché ne tarda pas à jouir de son ouvrage. Cependant,

dans l'intervalle de cette communication, celui des ministres d'État qui avait porté la parole à Napoléon pour abdiquer, et qui avait renouvelé cette proposition devant le conseil, vint lui dire que la Chambre des Représentans exigeait son abdication, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Une fois encore, le même homme, député pour le même objet, revint remplir cette mission si pénible. Enfin, l'abdication n'arrivant pas assez tôt au gré de la Chambre impatiente, il dépêcha un officier supérieur de la garde nationale, avec l'ordre de presser auprès de l'Empereur l'envoi de l'acte, dont, pour des intérêts cachés et plus qu'incertains, quelques personnages se montraient si avides. « *Ces bonnes gens*, lui dit Napoléon, *sont bien pressés. Dites-leur de se tranquilliser.* » En effet, dans la Chambre des Représentans, sur la proposition de M. Duchesne, l'Empereur devait être engagé à abdiquer; mais le général Solignac ayant généreusemnt représenté *qu'il importait à l'honneur de la Chambre de ne pas proposer une chose qui semblait devoir être l'expression libre de la volonté du monarque*, la séance fut suspendue jusqu'à l'arrivée du message. Un moment après, le ministre de la guerre vint déclarer qu'à la frontière du Nord l'armée montait encore à soixante mille hommes, et qu'on pouvait la renforcer de dix mille hommes d'infanterie, d'un corps de cavalerie et de deux cents pièces de canon. « Vous aurez, dit-il, une armée assez respec-
« table pour appuyer nos négociations avec un en-
« nemi qui a prouvé qu'il ne tenait pas toujours fidè-
« lement ses promesses. »

A une heure, furent introduits les ministres de la

police, de l'intérieur, des relations extérieures et de la guerre. Le président lut la déclaration de l'Empereur, dont ils étaient porteurs. Fouché proposa de nommer, séance tenante, une commission de cinq membres, chargée d'aller auprès des alliés traiter des intérêts, des droits et de l'indépendance de la France. On observa que ce choix appartenait au pouvoir exécutif, qu'il était urgent d'établir. La Chambre arrêta :

« 1° Que son président et son bureau iraient exprimer à Napoléon, au nom de la nation, la reconnaissance et le respect avec lesquels elle acceptait le noble sacrifice qu'il venait de faire;

« 2° Qu'il serait nommé une commission provisoire de gouvernement, dont trois membres choisis dans la Chambre des Représentans, et deux dans la Chambre des Pairs; et que les ministres continueraient leurs fonctions près de cette commission. »

La Chambre vota ensuite l'acceptation de l'abdication de l'Empereur. Le ministre de la guerre demanda, et la Chambre sanctionna la proposition de déclarer traîtres à la patrie tous les militaires de tout grade qui ne se rendraient pas à leur poste.

« J'ai des motifs, dit le prince d'Eckmühl, pour « réclamer cette mesure. Des émissaires cherchent à « faire déserter les gardes nationales qui sont dans « les places. Prenons garde de ne pas renouveler la « faute du gouvernement provisoire, et de laisser « désorganiser l'armée. »

La Chambre des Pairs adopta les décisions de la Chambre des Représentans sur la députation à l'Em-

pereur et la nomination de la commission exécutive. Un incident très grave marqua cette séance :

« Il faut s'exprimer franchement, dit La Bédoyère, « sur la forme de gouvernement que l'on prétend « adopter. L'Empereur s'est expliqué ; son abdication « est indivisible : elle est nulle si l'on ne reconnaît « pas son fils. »

L'article 67 de l'acte additionnel, qui proscrivait la Maison de Bourbon, fut aussi rappelé dans la Chambre des Pairs, comme il l'avait été dans l'autre Chambre. On résolut de passer à l'ordre du jour sur ces importantes questions, afin de les laisser entières pour la discussion : elle s'engagea le soir même. Cependant les députations des deux Chambres s'étaient rendues auprès de l'Empereur, qui leur avait répondu :

« Je vous remercie des sentimens que vous m'ex- « primez. Je désire que mon abdication puisse faire « le bonheur de la France, mais je ne l'espère point. « *Elle laisse l'état sans chef, sans existence politique.* « Le temps perdu à renverser la monarchie aurait « pu être employé à mettre la France en état d'écra- « ser l'ennemi. Je recommande à la Chambre de ren- « forcer promptement les armées. Qui veut la paix « doit se préparer à la guerre. *Ne mettez pas cette « grande nation à la merci des étrangers. Craignez « d'être déçus dans vos espérances ; c'est là qu'est le « danger.* Dans quelque position que je me trouve, « je serai toujours bien si la France est heureuse. Je « recommande mon fils à la France ; j'espère qu'elle « n'oubliera pas que je *n'ai abdiqué que pour lui*. Je « l'ai fait aussi, ce grand sacrifice, pour le bien de

« la nation : ce n'est qu'avec ma dynastie qu'elle « peut espérer d'être libre, heureuse et indépen- « dante. »

Napoléon prononça cette réponse avec un accent si noble, si touchant, que tous les assistans furent profondément émus, et que Lanjuinais lui-même, qui se laissait entraîner au souffle de la politique de Fouché, ainsi qu'au torrent des idées du moment, ne put retenir ses larmes.

L'abdication de Napoléon mit les passions à l'aise, et les opinions aux prises dans la Chambre des Députés, sur laquelle Fouché exerçait, soit par ses créa-res, soit par ceux qu'il trompait, une assez grande influence. Napoléon II et la régence avaient évidemment la majorité dans la Chambre, mais le parti d'Orléans y comptait aussi un bon nombre de défenseurs que le ministre soutenait presque ouvertement, puisqu'il ne craignait pas de dire aux hommes qui conservaient de l'attachement pour le gouvernement républicain : « Mon Dieu, la république, je « l'aime tout autant que vous; mais pour y arriver, « il faut passer par *l'hôtel d'Orléans.* » Ce mot n'était encore qu'un nouveau trait de duplicité. Une intrigue qui remontait assez loin et assez haut s'agitait en faveur du prince de Suède, qui, en 1814, affectait sourdement le trône de Napoléon, après avoir rougi ses armes du sang des Français, et conduit les armées alliées au sein de sa patrie. Une assemblée composée de tels élémens couvait nécessairement des orages dans son sein : on les vit éclater à la séance du 23. Parmi les Réprésentans qui s'efforçaient de faire déclarer la vacance du trône, M. Mourgues

s'empara de la proposition de M. Dupin et lui donna une extension nouvelle. Le ministre d'État Regnault, en la combattant avec toute la force du bon droit et les armes de la raison, commit la faute ou eut la faiblesse de recourir à l'un de ces moyens termes qui ne sont pour l'ordinaire que de coupables lâchetés ou des palliatifs dangereux, et ne plaisent que trop souvent à la majorité d'une assemblée fatiguée d'une longue délibération. Il proposa, au lieu du conseil de régence, seule mesure légale et constitutionnelle dans la circonstance, une commission exécutive de cinq membres, qui aurait le choix et la direction des négociateurs à envoyer aux alliés : c'était prononcer de fait l'exhérédation de Napoléon II, et anéantir l'abdication de son père. La proposition de M. Regnault fut adoptée par la Chambre; ensuite, le conseiller d'État Béranger, après avoir éloquemment établi les droits de Napoléon II, éleva une question importante, en demandant la responsabilité du gouvernement provisoire. M. Dupin proposa de l'admettre à un serment. Le conseiller d'État Defermont repoussa cette proposition, en déclarant que la Chambre elle-même n'avait point caractère pour recevoir ce serment; et de là, reprenant l'argumentation de Béranger en faveur du droit constitutionnel de Napoléon II à la couronne, il s'exprima avec tant d'énergie, que l'assemblée se leva d'enthousiasme aux cris de *vive l'Empereur Napoléon II!* On demanda et on adopta l'insertion au procès-verbal de ce mouvement de la chambre. Béranger représenta sa proposition sur la responsabilité des membres du gouvernement provisoire. « Qu'arriverait-il, dit-il, *si l'un*

d'eux, infidèle à ses devoirs, venait à perdre votre confiance? » La Chambre garda le silence, mais le nom de Fouché était sur toutes les lèvres. Le conseiller d'État Boulay de la Meurthe reproduisit encore avec succès la grande question de l'hérédité au trône. « ..... N'avons-nous pas une monarchie constitution« nelle? L'empereur mort, l'empereur vit. Napo« léon Ier a déclaré son abdication; vous l'avez ac« ceptée : par cela seul, par la force des choses, par « une conséquence irrésistible, Napoléon II est empe« reur des Français. Vous ne pouvez pas même délibé« rer; nos lois fondamentales ont décidé la question... « L'abdication de l'Empereur est indivisible... Nous « sommes entourés de beaucoup d'intrigans, de fac« tieux qui voudraient faire déclarer le trône vacant... « Je veux aller plus loin. Je veux mettre le doigt sur « la plaie. Il existe une faction d'Orléans..... Il est « douteux que le duc d'Orléans voulût accepter la « couronne : mais s'il l'acceptait, ce serait pour la « rendre à Louis XVIII. — *Je puis l'assurer positive« ment,* dit un membre. — Je demande, continue « Boulay de la Meurthe, que l'assemblée déclare et « proclame qu'elle reconnaît Napoléon II pour em« pereur des Français. »

Cette proposition, qui agite l'assemblée, est vivement soutenue par le ministre d'État Regnault de Saint-Jean-d'Angély; il demande que tous les actes publics et privés soient rédigés au nom de Napoléon II, et qu'on le proclame dans cette séance. Plusieurs membres ont interrompu l'orateur, en substituant *la nation* à tout ce que le comte Regnault rapportait à Napoléon II. M. Dupin suit le même sys-

tème, et le précise davantage : « ..... Nous serions « insensés, dit-il, d'abandonner ce que nous pou« vons encore espérer d'un héros, pour l'attendre « d'un enfant..... Je demande si Napoléon II pourra « faire ce que son père, par l'acte de son abdication, « reconnaît n'avoir pu faire?..... Qu'avons-nous à op« poser aux ennemis? la nation! C'est au nom de la « nation qu'on se battra, qu'on négociera; *c'est « d'elle qu'on doit attendre le choix du souverain.* « C'est elle qui précède tout gouvernement et qui « lui survit.....— Que ne proposez-vous la républi« que? » dit un membre. Telle n'était pas la pensée de M. Dupin. Enfin, Manuel, après une improvisation très-habile sur la question politique qui occupait la France, l'Europe et les Chambres, après avoir reproduit tous les argumens en faveur de la reconnaissance de Napoléon II, par suite de l'abdication de l'Empereur, et révélé dans l'existence du parti républicain, du parti d'Orléans et du parti royaliste, les divisions qui menaçaient la France, conclut en ces termes : « Je répète que par cela seul qu'on l'a mis en question, Napoléon II doit être reconnu..... Je demande que la Chambre passe à l'ordre du jour, motivé : 1° *Sur ce que Napoléon II était devenu empereur par le fait de l'abdication de Napoléon et par la force des constitutions de l'empire ;* 2° *sur ce que les deux Chambres avaient voulu et entendu, en nommant une commission de gouvernement, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve, pour conserver sa liberté et son repos.* » Ceci se rapportait à l'incertitude que l'orateur avait signalée sur l'espèce

de régence qui serait donnée au souverain mineur. Cette proposition passa à l'unanimité, et, pour la seconde fois, l'assemblée et les tribunes se levèrent au cri de *vive l'Empereur!* Ainsi Napoléon II venait encore d'être proclamé par la Chambre des Réprésentans.

Les diverses résolutions de la Chambre des Représentans furent portées à la Chambre des Pairs, où la séance du soir devint aussi très-orageuse. Les amis de Napoléon ne pouvaient s'endormir sur la proposition de La Bédoyère, appuyée par M. de Ségur.

Le président ouvrit la séance et rapporta les dernières paroles de l'Empereur à la députation : « *Je* « *n'ai abdiqué que pour mon fils*. L'Empereur a abdi« qué, dit Lucien Bonaparte, *vive l'Empereur!* Je « demande que la Chambre, par un mouvement « unanime et spontané, déclare qu'elle reconnaît « Napoléon II comme empereur des Français. » Cette proposition, combattue par Boissy, fut violemment soutenue par La Bédoyère : « Je répète, dit-il, ce « que j'ai dit ce matin. Napoléon a abdiqué pour son « fils. Si les Chambres ne proclament point Napo« léon II, l'abdication est nulle, de toute nullité. J'ai « entendu des voix autour du souverain heureux; « elles s'en éloignent aujourd'hui qu'il est dans le « malheur. Il y a des gens qui ne veulent pas recon« naître Napoléon II, parce qu'ils veulent recevoir la « loi de l'étranger, à qui ils donnent le nom d'ALLIÉ. « L'abdication de Napoléon est indivisible. Si l'on ne « veut pas reconnaître son fils, il doit tenir l'épée, « environné de Français qui ont versé leur sang « pour lui, et qui sont encore couverts de blessures.

« Il sera abandonné par de vils généraux qui déjà
« l'ont trahi. Mais si l'on déclare que tout Français
« qui quittera son drapeau sera couvert d'infamie,
« *sa maison rasée, sa famille proscrite,* alors plus de
« traîtres, plus de ces manœuvres qui ont occasionné
« les dernières catastrophes, et dont peut-être quel-
« ques auteurs siégent ici. »

Au milieu du tumulte causé par cette violente improvisation, les cris *à l'ordre!* se font entendre. « *Écoutez-moi!* » reprend La Bédoyère. Le président se couvre, et le calme se rétablit. La discussion est reprise.

« Que risquons-nous en disant ce qui est? dit le
« comte de Ségur. Napoléon est mort politiquement,
« quand il pouvait encore défendre son trône : il ne
« faut pas que son sacrifice soit inutile. Son succes-
« seur est Napoléon II. Le gouvernement provisoire
« traitera en son nom. Je demande que le gouverne-
« ment provisoire prenne le titre de *régence.* » La proposition de Lucien, soutenue par le duc de Bassano, le prince Joseph, les comtes Rœderer, Flahaut, Cornudet, est ajournée au lendemain, sur l'avis de Thibaudeau. On s'étonna beaucoup d'entendre le ministre Decrès s'écrier avec véhémence : « Est-ce le
« moment de s'occuper des personnes? La patrie
« avant tout..... Je demande que la discussion soit
« fermée. »

Après cette discussion, la Chambre héréditaire, qui avait accueilli les résolutions de la Chambre élective, procéda à la nomination de deux membres du gouvernement. Le choix des Pairs se fixa sur le

baron Quinette et le duc de Vicence; les Représentans donnèrent leurs suffrages au général Grenier, au comte Carnot, et au duc d'Otrante, qui obtint, dit-on, la présidence par une supercherie. Dès ce moment, tout était consommé; Fouché occupait la place de Napoléon!

Le gouvernement provisoire ainsi constitué confia au prince d'Essling le commandement en chef de la garde nationale de Paris. La déclaration de Napoléon portait : « Les ministres continueront leurs fonctions « sous l'autorité de la commission. » Deux refusèrent de les exercer : le duc Cambacérès et le duc de Bassano. Boulay de la Meurthe et Berlier les remplacèrent, l'un à la justice, l'autre à la secrétairie d'État : M. Bignon remplaçait le duc de Vicence aux relations extérieures. Le ministre de la guerre se chargea de la défense de Paris; le maréchal Jourdan eut le commandement de l'armée du Rhin; MM. de Pontécoulant, de La Fayette, Sébastiani, d'Argenson et Laforest, nommés plénipotentiaires, durent partir avec la mission d'aller porter aux alliés des paroles de paix.

Aussitôt après son installation, le gouvernement provisoire fut présenté à Napoléon : en y retrouvant deux de ses ministres et un de ses conseillers d'État, il dut se croire suffisamment garanti sous le rapport des égards et de sa sûreté personnelle. Le 27, MM. Andréossy, Boissy-d'Anglas, Valence, Flaugergues et La Besnardière, furent envoyés auprès de Wellington pour négocier un armistice.

Le gouvernement provisoire arrêta que tous ses actes seraient publiés *au nom du peuple français*.

Cette étrange disposition amena la demande d'une explication de la part de la Chambre étonnée. Sommé de s'expliquer, le duc d'Otrante dit que, *puisque Napoléon II n'avait encore été reconnu par aucune puissance, on ne pouvait traiter en son nom, et qu'il avait fallu ôter aux ennemis tout prétexte à un refus de négocier.* Ces paroles condamnaient évidemment ou détruisaient de fait la reconnaissance de Napoléon II, consacrée par l'adoption de l'amendement politique du représentant Manuel et par les suffrages de la Chambre des Pairs. Ainsi, cette commission éphémère de gouvernement prouvait qu'elle ne reconnaissait pas le fils de Napoléon comme son successeur, tandis qu'elle n'était elle-même qu'un résultat de l'abdication faite en faveur de cet enfant, solennellement proclamé empereur. Cependant, le 28 juin la législature déclarait Paris en état de siège, appelait l'armée du Nord pour défendre la capitale au dehors, la garde nationale et les tirailleurs pour la défendre au dedans. Il n'était point question des fédérés, quoiqu'on eût consacré l'acceptation de leurs secours, en lisant à la tribune leurs généreuses propositions de se dévouer au salut commun. Les Chambres votèrent aussi des adresses patriotiques aux armées et au peuple français. Ce malheureux peuple, battu par tant d'orages, en butte à tant de chances diverses, avait reçu, dans le court espace de dix-huit mois, des proclamations de Napoléon, de la régence, des souverains étrangers, du gouvernement provisoire *Talleyrand;* du comte d'Artois, comme lieutenant-général du royaume; de son frère, remonté sur le trône; de ce même prince, partant de nouveau pour

un exil dont le terme était incertain; puis de Napoléon, des Chambres, du gouvernement provisoire *Fouché:* il allait en recevoir encore des souverains alliés, et enfin de Louis XVIII, prêt à reprendre la couronne. Heureusement l'histoire offre peu d'exemples de ce jeu bizarre de la fortune, qui condamne une nation à flotter nécessairement entre des vœux, des intérêts et des devoirs si opposés. La raison publique dut être être long-temps ébranlée par le choc de ces singulières commotions; mais un grand peuple ne périt jamais corps et biens; il survit aux tempêtes par sa propre force.

Le 30 juin, le prince d'Eckmühl, ministre de la guerre, écrivait du quartier-général de la Villette à lord Wellington : « Vos mouvemens hostiles conti-« nuent, quoique, *suivant leurs déclarations*, les « motifs de la guerre que nous font les souverains « alliés n'existent plus, puisque l'empereur Napo-« léon a abdiqué. » Et il lui demandait, en attendant la décision du congrès, un armistice pareil à celui que le maréchal Suchet venait de conclure à Chambéry avec les généraux autrichiens, dont les instructions devaient être semblables à celles de Wellington. D'un autre côté, nos plénipotentiaires recevaient des alliés l'assurance de l'intention la plus prononcée *de n'imposer à la France aucune forme de gouvernement.*

Mais la commission provisoire, sans perdre de vue un moment l'hôte encore si redoutable de l'Élysée, ne paraissait occupée que des intérêts généraux, et ne s'apercevait pas de toutes les manœuvres de son président, dans un intérêt purement personnel. Fou-

ché, qui seul sans doute était dans le secret de l'avenir, présidait lui-même avec une imperturbable duplicité aux soins de la guerre et aux soins de la pacification. Bien que déjà éclairé sur l'issue de la situation actuelle, il ne négligeait aucun moyen, soit par les communications, soit par les actes du gouvernement, soit enfin par des relations privées, d'entretenir à la fois la nation, l'armée, les Chambres, les alliés, et enfin le Roi dans une égale confiance. L'armée était organisée et rassemblée pour la défense de Paris. Le maréchal Grouchy avait ramené quarante mille hommes et cent cinquante pièces de canon, après avoir battu les Prussiens à Wavre. Il était parvenu à suspendre à Soissons la marche de l'ennemi, qui, maître de Compiègne, de Senlis, de Creil, était déjà plus près que lui de Paris : ce maréchal avait reçu le commandement de l'armée du Nord, appelée à la défense de la capitale. Le premier et le sixième corps se trouvaient sous les ordres du général Reille; le troisième et le quatrième corps, ainsi que la cavalerie du général Excelmans, obéissaient au général Vandamme. Drouot, le compagnon de Napoléon à l'île d'Elbe, commandait la garde, et le plus grand homme de guerre après Napoléon, Masséna, était à la tête de la garde nationale parisienne. D'un autre côté, M. de Vitrolles que Napoléon n'avait pas voulu faire juger, était plus que libre, et exerçait publiquement à Paris et au quartier-général des fonctions confidentielles. D'accusé il était devenu protecteur, depuis la funeste résolution de l'abdication. Mais tant que l'Empereur reste à l'Élysée, l'armée et même le peuple lui appartiennent par leurs sentimens una-

nimes; et les fédérés brûlent du désir de prendre la revanche de 1814, en saisissant ces mêmes armes que le duc de Feltre, actuellement à Gand, leur avait refusées. Fouché et ses adhérens, les uns engagés dans sa cause par l'intérêt, les autres trompés par sa politique, quelques-uns par des craintes fondées sur de généreux motifs, sentent le besoin d'éloigner promptement celui qui même désarmé et presque captif, tient encore en échec, à Paris, ses amis et ses ennemis intérieurs, au dehors le roi et l'étranger: car qui peut calculer les suites de l'apparition subite de Napoléon à la tête de quatre-vingt mille soldats, de la garde nationale et de la population, qui peut-être n'attend que lui pour se dévouer! Aussi, immédiatement après l'abdication, la peur et la politique sous le masque du zèle, avaient abordé, auprès de l'Empereur, la question de la pressante nécessité de son départ, et lui-même s'était hâté de déclarer qu'il devait s'éloigner de Paris, dans la crainte que les alliés pussent douter de sa bonne foi et calomnier son abdication. Il mettait son honneur à exécuter sur-le-champ ses promesses, abandonnant à la conscience de ceux qui avaient accepté l'acte de son dévouement, le soin d'en remplir aussi les conditions. C'était ainsi qu'il avait agi pour la France lors du traité d'Amiens, et pour lui lors du traité de Fontainebleau. A ces deux époques, qui forment comme le cadre du tableau de son règne, il laissa les parties contractantes en dehors des engagemens stipulés. Jusqu'au dernier moment, Napoléon voulut rester fidèle à son grand sacrifice. Le 25 juin, il demanda deux frégates pour le transporter hors de France;

et aussitôt, se décidant à quitter le palais de l'Élysée, trop petit quelques jours auparavant pour contenir la foule empressée des ambitieux et des courtisans, et maintenant déserté par tous ces esclaves de la fortune, il résolut d'attendre la réponse du gouvernement provisoire à la Malmaison, devenue la première station de l'exil.

L'Empereur, descendu deux fois du trône que peut-être il pouvait conserver avec l'appui de la France, a revu l'habitation du premier Consul : il y est reçu par la princesse Hortense. Quelle véritable grandeur lui retrace ce charmant séjour, et quel bonheur la fille de Joséphine, aussi aimable que sa mère, et douée d'une force d'âme qu'on ne lui connaissait pas avant une si cruelle épreuve! Les images du grand Frédéric, éparses dans les appartemens, les portraits de François II et d'Alexandre, les marbres, les tableaux, tout dans Malmaison rappelle à Napoléon sa gloire militaire, tout l'entretient de l'armée qui a fait tant de prodiges avec lui. De quel lieu peut-il lui faire de plus touchans, de plus nobles adieux, que de la retraite où si souvent il a trouvé la pensée et le repos de ses victoires? Aussi adressa-t-il à ses anciens compagnons d'armes cette belle et dernière proclamation qui avait pour titre :

Napoléon aux braves soldats de l'armée devant Paris.

« SOLDATS!

« Quand je cède à la nécessité qui me force de « m'éloigner de la brave armée française, j'emporte

« avec moi l'heureuse certitude qu'elle justifiera, par « les services éminens qne la patrie attend d'elle, « les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne peuvent « pas lui refuser. Soldats! je suivrai vos pas, quoique « absent. Je connais tous les corps, et aucun d'eux « ne remportera aucun avantage signalé, que je ne « rende justice au courage qu'il aura déployé. Vous « et moi, nous avons été calomniés. Des hommes « indignes d'apprécier vos travaux ont vu dans les « marques d'attachement que vous m'avez données « un zèle dont j'étais le seul objet; que vos succès « futurs leur apprennent que c'était la patrie par-« dessus tout que vous serviez en m'obéissant, et « que si j'ai quelque part à votre affection, je le dois « à mon ardent amour pour la France, notre mère « commnne. Soldats! encore quelques efforts, et la « coalition est dissoute. Napoléon vous reconnaîtra « aux coups que vous allez porter. Sauvez l'honneur, « l'indépendance des Français. Soyez jusqu'à la fin « tels que je vous ai connus depuis vingt ans, et « vous serez invincibles. »

Ces généreux adieux ne parvinrent pas à l'armée, et ne furent pas même publiés dans le *Moniteur;* ils effrayèrent trop Fouché, dont ils auraient sans doute déconcerté les trames et les projets. Au lieu d'une noble et dernière satisfactiou, un nouvel outrage attendait Napoléon. Le lieutenant-général Becker, membre de la Chambre des Représentans, arriva à la Malmaison, envoyé par la commission du gouvernement, qui avait mis sous ses ordres la garde de Napoléon. « L'honneur de la France, disait le ministre « de la guerre, commande de veiller à la conserva-

« tion de la personne de l'Empereur, et au respect
« qui lui est dû. L'intérêt de la patrie exige qu'on
« empêche la malveIllance de se servir de son nom
« pour exciter des troubles. »

Napoléon, qui reconnut aussitot les précautions de là frayeur cachée sous les apparences hypocrites du zèle, se contenta de répondre au général Becker: « Qu'on aurait dû l'informer officiellement de cette « disposition, qu'il regardait comme une affaire de « forme et *non comme mesure de surveillance*, à la- « quelle il lui semblait d'autant plus inutile de vou- « loir l'assujétir, qu'il n'avait pas l'intention d'en- « freindre ses engagemens. » Informé par le général de la marche du gouvernement et des dispositions des deux Chambres : « Que l'on me donne, dit-il, les « frégates que j'ai demandées, et je pars à l'instant « pour Rochefort. Encore faut-il que je puisse me « rendre à ma destination sans risquer *de tomber en-* « *tre les mains de mes ennemis*. Il me tarde de sortir « de France, afin de me soustraire aux desseins *que* « *l'ennemi a sur ma personne*, et d'échapper à une « catastrophe dont l'odieux retomberait sur la na- tion. » Napoléon était alors mieux inspiré qu'il ne le fut quinze jours après, quand il alla se précipiter dans le péril qu'il avait voulu éviter.

Si la commission de gouvernement avait mis à la disposition de Napoléon, au moment même de sa demande, les deux frégates qu'il réclamait pour se rendre aux États-Unis avec sa famille, la mer était libre, et l'Empereur eût échappé à la coalition. Mais la commission en agit autrement. Le 26, elle chargea le général Becker *d'accompagner Napoléon jusqu'à l'île*

d'Aix, et de rester auprès de sa personne jusqu'à l'arrivée des passeports *qu'elle avait réclamés de l'Angleterre pour le passage de ce prince en Amérique*. Elle donnait en même temps l'ordre au ministre de la marine de faire armer deux frégates à Rochefort, en leur fixant les États-Unis pour destination. Par cette dernière mesure, elle donna l'éveil aux Anglais sur le point de l'embarquement, et remit volontairement entre leurs mains le sort de Napoléon. En effet, elle savait bien qu'elle ouvrait une négociation incertaine dans son issue, qui pouvait traîner en longueur, finir même par un refus; circonstance dans laquelle Napoléon, dont le départ ne devait avoir lieu avec sécurité que s'il était imprévu, se trouverait à la merci de ses plus cruels ennemis. Mais la sûreté du grand homme parut être un soin secondaire pour la commission.

Napoléon à la Malmaison excitait les alarmes des membres de la commission. Non contens de lui enlever chaque jour, sous de nouveaux prétextes, la plupart des officiers sur le dévouement desquels il pouvait compter, *les cinq empereurs*, comme il les appelait, écrivirent au ministre de la guerre, le 27 : « Il est indispensable que Napoléon se décide à « partir pour l'île d'Aix. *S'il ne se résout pas à la* « *notification de l'arrêté*, vous le ferez surveiller à la « Malmaison, de manière à ce qu'il ne puisse s'en « évader. » Fouché, plus inquiet et plus pressant que les autres, manda au général Becker : « *En attendant* « *on doit prendre toutes les précautions pour la sûreté* « *personnelle de Napoléon, et pour qu'il ne quitte pas* « *le séjour qui lui est momentanément assigné.* » Le

même jour, le ministre de la guerre, encore plus odieux par son lâche acharnement contre l'idole aux pieds de laquelle on l'avait vu si humblement prosterné, prescrivait au général Becker, en lui renouvelant l'ordre du départ, de faire à Napoléon la notification de la décision de la commission des Cinq, *et d'exercer la plus active surveillance pour qu'il ne pût sortir de la Malmaison, dans le cas où il ne se déciderait pas à partir pour l'île d'Aix. La gendarmerie et les troupes étaient mises à la disposition du général Becker pour garder toutes les avenues de la Malmaison.* Ainsi Napoléon se voyait emprisonné, écroué par ses ministres et par ses généraux de la veille. Aussi, quand le général Becker eut communiqué ces nouveaux ordres à Napoléon, ce prince le chargea de déclarer au maréchal Davoust que : *les communications n'étant plus libres, il renonçait au voyage; qu'il ne trouvait pas de garantie suffisante pour sa personne. Que d'ailleurs, en arrivant à cette première destination, il se considérait comme prisonnier, puisque son départ de l'île d'Aix devait dépendre des passeports, qui lui seraient sans doute refusés, pour se rendre en Amérique. D'après cela,* ajouta Napoléon, *je suis décidé à recevoir mon arrêt à la Malmaison, et, en attendant qu'il soit statué sur mon sort par le duc de Wellington, auquel le gouvernement peut annoncer ma résignation, je resterai à la Malmaison, persuadé que l'on n'entreprendra rien contre moi qui ne soit digne de la nation et de son gouvernement.*» Le général Becker écrivit cette réponse sous la dictée de l'Empereur, qui avait bien jugé la démarche de Fouché auprès de Wellington.

Cependait l'ennemi faisait des progrès et menaçait les environs de Malmaison; Blücher avait déjà des partis du côté de Saint-Germain. A cette nouvelle, les derniers défenseurs, groupés autour de Napoléon, firent des reconnaissances, et le général Becker, suivant les ordres de son prisonnier, brûla le pont de Chatou, qui avait dû sauter, ainsi que celui du Pec; mais ce dernier allait être livré à l'ennemi par un Français, qui oserait demander et qui obtiendrait la récompense d'une telle action! On transmit au général Becker, le 28, un nouvel ordre de se conformer aux instructions données au ministre de la marine. Le comte Merlin fut chargé de se joindre au général pour déterminer Napoléon à partir. M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, venait de recevoir la réponse du duc de Wellington... «*Pour ce qui regarde un passeport pour Napoléon Bonaparte pour passer aux États-Unis d'Amérique, je dois prévenir V. Exc. que je n'ai aucune autorité de mon gouvernement pour donner une réponse quelconque à cette demande.*» Le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe arrivèrent le soir à la Malmaison pour décider Napoléon; il leur promit de se mettre en route le lendemain.

Mais avant de monter en voiture, il entendit un coup de canon. Cette explosion devint électrique pour cette ame encore toute guerrière : «Qu'on me « nomme général, dit-il vivement au comte Becker, « je commanderai l'armée; je vais en faire la de- « mande, partez de suite.... Expliquez leur que je ne « veux pas ressaisir le pouvoir, que je veux écraser « l'ennemi et le forcer à traiter d'une manière plus

« avantageuse avec le peuple français.... qu'ensuite je poursuivrai ma route... » Blücher, par la plus haute des imprudences, s'était séparé des Anglais, et nul doute que son armée n'eût été écrasée, si l'on avait laissé Napoléon profiter d'une position décisive qu'il avait saisie et jugée avec la rapidité de son coup d'œil militaire. Becker était Français, il sentit l'importance de la dernière victoire que le grand capitaine voulait remporter pour le salut commun; et, malgré la rigueur du mandat qui l'attachait à la personne de Napoléon, il partit pour Paris. Sa confiance était un honorable témoignagne rendu au caractère de l'Empereur, qu'il croyait avec raison aussi incapable de manquer à sa parole que d'user d'un tel subterfuge pour s'échapper. Des sentimens aussi élevés que ceux du héros, un si généreux sacrifice, ne pouvaient entrer dans l'ame de Fouché. « *Est-ce qu'il se moque de nous?* dit-il après la lecture de la lettre de Napoléon; *d'ailleurs, il sera sans doute parti, et il est à présent à haranguer les soldats.* » Le général se rendit garant de la parole de Napoléon. Cependant Carnot, trop éclairé pour ne pas comprendre l'à-propos et l'importance de la proposition de Napoléon, penchait à le replacer à la tête de l'armée; mais Fouché, d'autant plus obstiné à défendre l'avis contraire qu'il craignait de voir toutes ses trames coupées tout à coup par le succès de Napoléon, succès auquel il croyait plus que personne, parvint à déterminer ses collègues au refus, par des raisons dont quelques-unes ne manquaient pas d'évidence et de force, quoique au fond elles ne servissent qu'à colorer les manœuvres ténébreuses d'un lâche et d'un traître. Les membres de la com-

mission répondirent à l'Empereur : « Que leur de-« voir envers la patrie, et les engagemens pris avec « les puissances étrangères, ne permettaient pas d'accepter son offre. » Carnot fut chargé de porter cette décision. Napoléon parut indigné et affligé d'une conduite aussi opposée au caractère français que nuisible aux intérêts de la France. « Eh bien ! puisque c'est ainsi, partons, partons ! » dit-il au général Becker, qui était de retour des Tuileries. Après cette exclamation, Napoléon chargea M. de Flahaut d'aller à Paris concerter son départ et son embarquement avec les membres de la commission. Dans l'intervalle de l'absence de cet officier, oubliant les affreuses paroles du prince d'Eckmühl, qui avait osé proférer au conseil la menace de venir arrêter lui-même son empereur, Napoléon fit éclater aux yeux de l'amitié une douleur profonde du refus de la commission ; ensuite livré à des mouvemens généreux et passionnés, il paraissait vouloir reprendre son épée et courir se mettre à la tête de l'armée sous Paris. « Il faut en « finir, disait-il ; si vos cinq empereurs ne veulent « pas de moi pour sauver la France, je me passerai « de leur consentement. Il me suffira de me montrer, « et Paris et l'armée me recevront encore une fois « en libérateur. » Mais le malheur de la France, qu'il pouvait accroître en cas de revers, arrêtait ses résolutions.

Pendant les entretiens si graves qu'amenait la position de Napoléon, position cruelle sans doute, mais non désespérée, si ce grand caractère n'eût pas trouvé, dans sa haute raison et dans un amour sincère du pays, des motifs puissans pour ne pas écouter

les conseils de son audace naturelle, on apprit que les Prussiens se proposaient d'enlever l'Empereur, et que Blücher avait menacé de lui ôter la vie par le plus lâche des crimes, s'il parvenait à se saisir de sa personne. L'Empereur fit alors quelques dispositions pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais elles étaient inutiles : ses anciens compagnons d'armes, les soldats, les officiers, les généraux, placés dans la direction de la Malmaison, veillaient sur lui, prêts à verser pour sa défense jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

La proximité de nos troupes du dernier asile de l'Empereur, la crainte que, touché des nouvelles preuves de leur devouement, Napoléon ne résistât pas à l'envie de se battre à leur tête; que l'armée, toujours idolâtre de son ancien chef, ne vînt le reconquérir et le forcer de la conduire à l'ennemi, ou enfin que Blücher ne parvînt à réussir à exécuter son odieux projet, jetèrent la commission dans une perplexité dont l'éloignement de Napoléon pouvait seul la tirer. Le 29, à trois heures et demie du matin, elle envoya de nouveau le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe le presser de partir sur-le-champ; il promit de le faire dans la journée. A cinq heures moins un quart, Napoléon, tout troublé intérieurement des adieux de la princesse Hortense, qui avait montré le cœur de sa mère Joséphine dans des momens si cruels, ému des larmes du petit nombre des serviteurs fidèles dont l'avenir l'inquiétait bien plus que le sien, frappé au cœur par le douloureux sentiment d'une séparation éternelle avec la France, mais la contenance ferme, la voix calme, les

traits sereins, comme un homme supérieur aux coups de la fortune, se jeta dans la voiture de l'un de ses officiers, suivi des généraux Bertrand, Rovigo et Becker. La veille on lui avait proposé de se livrer lui-même aux étrangers, à l'Empereur Alexandre, par exemple : « Ce dévouement serait beau, avait-il ré-« pondu ; mais une nation de trente millions d'hom-« mes qui le souffrirait serait à jamais déshonorée. »

La commission, par un message du 30 juin, déclara aux deux Chambres les graves considérations qui lui avaient imposé le devoir sacré d'éloigner Napoléon de Paris. L'Empereur avait annoncé l'intention de ne pas s'arrêter dans son voyage, mais il voulut coucher à Rambouillet. Pendant la nuit, il envoya des courriers sur la route afin d'aller au devant des nouvelles de Paris ; il pensait que, pressé par l'imminence du danger, éclairé par la nécessité, le gouvernement le rappellerait pour le salut commun. A la pointe du jour, il reçut un courrier, lut la dépêche, et dit au général Becker, en levant au ciel des regards contristés : « C'est fini ! c'en est fait de la « France ! Partons. » A huit heures du matin, il quitta la résidence impériale, après avoir donné ordre au concierge de lui envoyer le mobilier de quelques appartemens. La demande qu'il avait aussi faite de la bibliothèque de Trianon, composée de deux mille deux cents volumes, à laquelle il voulait qu'on joignît l'*Iconographie* de Visconti et la *Description de l'Égypte*, l'un des monumens dont sa gloire et sa munificence avaient doté le pays, fut deux jours après la matière d'une communication du gouvernement. La Chambre des Représentans accueillit ce

vœu, qui forme un singulier contraste avec la puissance de celui qui disposait naguère des destinées de cent cinquante millions d'hommes! Dans sa route, Napoléon s'arrêta à la barrière de Tours, s'entretint avec le préfet, et partit ensuite pour Poitiers, d'où il expédia un courrier au préfet maritime de Rochefort.

Le même jour quinze généraux et le ministre de la guerre signaient au camp de la Villette une lettre adressée à la chambre des Représentans : « *Nous sommes en présence de nos ennemis. Nous jurons entre vos mains, à la face du monde, de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et de l'honneur national. On voudrait nous imposer les Bourbons... Dans nos succès on nous a vus grands et généreux : dans nos revers, si l'on veut nous humilier, nous saurons mourir...* » Au même moment, la Chambre des Représentans votait une adresse au peuple français dans le même sens. Elle avait aussi terminé le projet de constitution, qui pouvait encore rallier tous les esprits, en donnant à la patrie autant de défenseurs que de citoyens. A cette occasion, les cris de *vive Napoléon II!* avaient retenti dans l'enceinte législative, et mêlé le nom du jeune prince à l'espoir de la liberté consacrée par le nouveau pacte social. De son côté, le général Lamarque venait de signer la pacification de la Vendée. Mais l'évènement touchait à sa fin pour l'armée, pour les Représentans et les Pairs, pour Napoléon II et pour la commission de gouvernement. En effet, le président, qui agissait en dehors d'elle et la trahissait sans aucune pudeur, sans songer qu'il préparait lui-

même sa propre perte, informa les Chambres, le 2 juillet, que l'on traitait d'un armistice au quartier-général du duc de Wellington.

Arrivé à Niort, Napoléon y trouva un triomphe populaire. C'était une perfidie de la fortune. Sa route était semée d'écueils pour son courage, outre ceux qui se cachaient dans les replis de son ame, ouverte à une profonde douleur, sans cesser de rêver encore de nouvelles espérances. Entraîné par les acclamations des habitans, et par l'enthousiasme de la garnison de Niort, dont la plus forte partie, officiers et soldats, vinrent se jeter à ses pieds, en le suppliant de se mettre à leur tête, et informé qu'il existait déjà à Rochefort de grandes difficultés pour la sortie des frégates, il ordonna au général Becker d'écrire au gouvernement afin de les lui signaler. « *Dites-lui aussi qu'il connaît mal l'esprit de la France; qu'il s'est trop pressé de m'éloigner;* que s'il avait accepté ma proposition, les affaires auraient changé de face; *que je pourrais encore, au nom de la nation, exercer une grande influence en appuyant les négociations par une armée* à laquelle mon nom servirait de point de ralliement... » Au moment où le général Becker, chargé de transmettre ces mémorables paroles, achevait sa lettre, on apprit qu'une forte canonnade avait été entendue le 30; l'Empereur dicta et fit ajouter le *post-scriptum* suivant : « Nous espérons que l'ennemi nous donnera le temps de couvrir Paris, et de voir l'issue des négociations; *si, dans cette situation, la croisière anglaise arrête le départ de l'Empereur, vous pouvez disposer de lui comme général, uniquement occupé du désir d'être*

utile à la patrie. » Il chargeait aussi le général Becker de demander au gouvernement d'autoriser le capitaine de la frégate à communiquer avec le commandant de la station anglaise pour sa sûreté personnelle, et *pour épargner à la France la douleur et la honte de le voir enlever à son dernier asile, pour être livré à la discrétion de ses ennemis.* Le 3, Napoléon atteint Rochefort, où l'ennemi prévenu a établi sa croisière. Il attend la réponse à la lettre écrite de Niort, sous sa dictée, par le général Becker. Cette réponse arriva le 4. Le ministre de la guerre disait : « *Les garnisons de Rochefort et de La Rochelle doivent vous prêter main forte pour faire embarquer Napoléon.* « La commission écrivait également : « *Napoléon doit s'embarquer sans délai.* Il aurait pu partir le 29..... *Employez la force..... Faites-le partir..... Faites-le embarquer..... Ses services ne peuvent être acceptés à cause de nos engagemens avec les puissances..... La commission voit des inconvéniens à ce que Napoléon communique avec l'escadre anglaise..... Elle refuse la permission demandée.......* » Il faut donc tenter absolument le passage sur les frégates. Napoléon ordonne de mettre à la voile. Le vent se lève favorable pour échapper aux Anglais, et dans le cas où l'on ne pourrait se soustraire à leur vigilance, une des frégates leur livrera un combat dont la défaite serait glorieuse, et l'autre, celle qui portera Napoléon, obtiendra l'éternel honneur de le sauver. Chacun alors aurait fait son devoir, même la commission des Cinq ; mais le commandant, appelé par l'Empereur, lui présente les instructions qu'il a reçues ; elles sont précises... « *Le gouvernement a fait armer vos frégates pour*

faire porter Napoléon aux États-Unis. Il approuve tout ce qu'exigera le succès de votre mission, et vous ne ferez rien de trop pour sauver l'honneur du gouvernement, en exposant vos bâtimens et votre liberté. »

Cependant comme cette phrase présente une sorte d'ambiguité, et qu'au besoin le commandant des frégates peut l'interpréter dans un sens généreux, la commission ajoute : « IL VOUS EST DÉFENDU D'ACCOMPLIR VOTRE MISSION, SI LES BATIMENS DE L'ÉTAT PEUVENT COURIR QUELQUE DANGER. » Le danger n'est que trop manifeste pour Napoléon, puisque ses trois ministres qui siégent à la commission sont alarmés de celui que peuvent courir les frégates! Ainsi, la seule ressource que la prévoyance de la commission ait préparée à Napoléon, en l'envoyant à Rochefort; en avertissant Wellington par la demande d'un sauf-conduit, et en désignant le point de départ dans l'ordre donné au général Becker de conduire à l'île d'Aix L'ENNEMI COMMUN, cette ressource consiste à se livrer lui-même aux mandataires des vainqueurs de Waterloo! Le refus du commandant des frégates d'obtempérer à la demande de Napoléon est d'autant mieux caractérisé, qu'un navire danois, commandé par M. Besson, officier français, a montré la route aux frégates, et est sorti du port sous les yeux de Napoléon; il échappe à la croisière, et il parcourt librement les mers!!!

Le jour où Napoléon ne peut plus même sortir de France sur un navire français, le 3 juillet, le palais de Saint-Cloud, où tant de fois il reçut la France et l'Europe, le palais de Saint-Cloud, devenu le quartier-général de Blücher, voit signer, en vertu des pou-

voirs donnés par le maréchal Davoust au baron Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, au général Guilleminot, chef d'état-major de l'armée, au comte de Bondy, préfet de la Seine, la convention qui remet Paris entre les mains des alliés et envoie l'armée au-delà de la Loire, pour y subir un arrêt de dissolution. Ces éphémérides sont tragiques. Elles ont aussi un lendemain bien étrange; car c'est dans la séance du 4, que le représentant Garat donne lecture de la *Déclaration des droits des Français et des principes fondamentaux de leur constitution. Le* 5 *le Moniteur* réunit encore deux actes bien différens dans ses colonnes passives. L'un est la déclaration de la Chambre des Représentans, signée de son président et de son bureau, par laquelle elle publie hautement ses sentimens et ses principes politiques, conformément à la nouvelle constitution :

« Les troupes des puissances alliées vont occuper « la capitale..... La Chambre des représentans n'en « continuera pas moins de siéger au milieu des habi-« tans de Paris, où la volonté expresse du peuple a « appelé ses mandataires..... Elle déclare qu'elle se « repose sur le respect des puissances alliées pour « l'indépendance de la nation, si positivement « exprimé dans leurs manifestes..... Que le gouver-« nement de la France, quel qu'en puisse être le « chef, doit réunir les vœux de la nation légalement « émis... Ainsi, tout gouvernement qui n'aurait d'au-« tres titres que des acclamations et la volonté d'un « parti, ou qui serait imposé par la force, tout gou-« vernement qui n'adopterait pas les couleurs natio-« nales, et ne garantirait point la liberté des ci-

« toyens, etc., etc. (les droits du peuple), n'aurait « qu'une existence éphémère.... Que si les bases « énoncées dans cette déclaration pouvaient être « méconnues ou violées, les Représentans du peu- « ple... protestent d'avance à la face du monde entier « contre la violence et l'usurpation... » L'autre acte était la proclamation de la commission du gouvernement, aussi adressée aux Français. « Dans les cir- « constances difficiles où les rênes de l'État nous « ont été confiées, il n'était pas en notre pouvoir « de maîtriser le cours des évènemens et d'écarter « tous les dangers; mais nous devions défendre les « intérêts du peuple et de l'armée, également com- « promis dans la cause d'un prince abandonné par « la fortune et la volonté nationale, etc. » La séance du même jour de la Chambre des Représentans fut consacrée à la discussion de la Déclaration des Droits du peuple français. Elle passa à la majorité de trois cent vingt et un votans; sur trois cent soixante-trois !

Le 6, la garde nationale parisienne déclara, par l'organe de ses chefs de légion et de ses majors, *qu'elle tiendrait à honneur de conserver à jamais les couleurs nationales, qui ne pourraient être abandonnées sans danger.* Immédiatement après, *le Moniteur* publie cette déclaration du Roi aux Français:

« J'apprends qu'une porte de mon royaume est « ouverte, et j'accours.... Je n'ai pas permis qu'aucun « prince de ma famille parût dans les rangs des « étrângers... Mon gouvernement devait faire des « fautes : peut-être en a-t-il fait... Il est des temps où

« les intentions les plus pures ne suffisent pas pour « diriger, et quelquefois même elles égarent. Je « promets, moi qui n'ai jamais promis en vain (l'Europe entière le sait), de pardonner, à l'égard « des Français égarés, tout ce qui s'est passé depuis « le jour où j'ai quitté Lille au milieu de tant de « larmes, jusqu'au jour où je suis rentré dans Cam- « brai au milieu de tant d'acclamations. Cependant « le sang de mes sujets a coulé par une trahison « dont les annales du monde n'offrent pas d'exem- « ple. Cette trahison a appelé l'étranger dans le « cœur de la France; je dois donc, pour la dignité « de mon trône, pour l'intérêt de mes peuples, pour « le repos de l'Europe, exempter de pardon les insti- « gateurs et les auteurs de cette trame horrible. Ils « seront désignés à la vengeance des lois par les « deux Chambres, que je me propose de convoquer « incessamment.

« Cambrai, 28 juin.

« LOUIS.

« Plus bas :

« Le prince DE TALLEYRAND. »

Dans une situation aussi cruelle, où la terre et la mer étaient également fermées à Napoléon par le gouvernement provisoire et par la coalition, ce prince a la générosité de résister aux vives et continuelles instances qu'il reçoit de l'armée victorieuse de Lamarque dans la Vendée, et de celle que commande Clausel à Bordeaux. Le fléau de la guerre civile est la tête de Méduse qu'il oppose invincible-

ment à cette dernière et violente tentation de reparaître encore à la tête des soldats français qui l'appellent; il congédie, les larmes aux yeux, les généraux, les officiers qui sont venus lui porter ces paroles de la gloire; son sacrifice doit être complet. Il repousse l'idée que le sang français ne coulerait pas pour la patrie, mais pour lui seul. Après la journée de Waterloo, où il a été désobéi et trahi, entouré de nouvelles embûches, presque menacé par un arrêt de mort s'il reste sur le sol français, il a le droit et le pouvoir d'en appeler une dernière fois aux armes; cependant, malgré cette certitude, et quoique rempli du sentiment de sa force, il ne veut pas risquer le sort du pays à ce grand jeu de la fortune qui ne promet qu'un triomphe toujours si voisin de la défaite. D'ailleurs, si l'évènement venait à lui être contraire, où fuirait-il après cette dernière catastrophe, qui l'aurait couvert inutilement encore du sang de ses braves? En Corse? il le sait, cette patrie de son obscurité lui est ouverte. Il pourrait, au milieu de ces mêmes montagnes de la Ronda, où la guerre le fit tressaillir, il y a quarante-six ans, dans le sein de sa mère, défier long-temps toutes les armées de l'Europe. Un sentiment sublime éteint tout à coup dans son ame cette séduction puissante de régner, de combattre et de mourir aux lieux qui l'ont vu naitre. Il ne sera pas dit *que seul il aura trouvé le port dans le naufrage du peuple français!*

Napoléon résidait à Rochefort, non en fugitif, mais comme prince; reçu par la première autorité du département, accueilli par les acclamations du peuple, il habitait la préfecture, avec les mêmes

honneurs qu'aux Tuileries. Toutefois il n'était guère accessible qu'au duc de Rovigo, son ancien ministre, et au général Bertrand, son grand-maréchal. Le 8, après d'assez mauvaises nouvelles, l'Empereur, suivi de Bertrand, de Rovigo, de Becker et de Gourgaud, quitte la France au milieu des témoignages de dévouement et de regrets des militaires et de la population, et monte un canot de dix rameurs, pour aller coucher à bord de *la Saal*. L'équipage de la frégate lui prodigue tous les honneurs dus à sa personne, à son rang, à sa gloire, à son malheur, qui le rendait plus auguste au lieu de le rabaisser. Le lendemain, il descend à l'île d'Aix; il s'empresse d'inspecter la garnison, de visiter la place, aux cris redoublés de *vive l'Empereur!* poussés sur son passage par les militaires et les habitans : cette revue est le dernier adieu qu'il fait à la France comme général; ces acclamations, le dernier adieu qu'il reçoit comme souverain. Il retourne à bord; mais une dépêche du ministre Decrès, en date du 6, accompagnée du dernier arrêté du gouvernement provisoire, informe le général Becker que si Napoléon *voulait aller à bord de la croisière anglaise, ou directement en Angleterre, il devait faire par écrit au préfet maritime la demande d'un parlementaire; il devait en être de même pour obtenir un aviso, si Napoléon se décidait à partir pour l'Amérique. Sous aucun motif Napoléon ne pouvait débarquer sur le territoire français, sous peine, pour le commandant du bâtiment*, DE HAUTE TRAHISON. D'après ces nouvelles et impératives instructions, une péniche fut envoyée à l'île de Ré, pour connaître, par les signaux, le nombre des bâtimens anglais et

la position de leurs stations. Ce rapport n'arriva que le 10, et ne continua qu'à redoubler, dans Napoléon, le supplice de l'irrésolution. Il se décida seulement à faire partir sur-le-champ, en parlementaires, pour l'escadre anglaire, le duc de Rovigo et le comte de Las-Cases, les chargeant de s'informer si l'on avait reçu des sauf-conduits, et comment il serait accueilli en Angleterre s'il y allait demander l'hospitalité. A deux heures, les deux envoyés revinrent avec cette réponse : Que le commandant de la station anglaise prendrait les ordres de l'amiral, ce qui devait employer trois ou quatre jours. Cette circonstance força donc Napoléon de reprendre les tentatives entretenues, afin de pouvoir se dérober sur un bâtiment léger aux regards de l'ennemi. Cependant *le Belléro-phon*, où avaient abordé Rovigo et Las-Cases, les suivit et vint mouiller dans la rade des Basques; les stations des deux nations furent dès lors très rapprochées.

En conséquence, le 11, le général Lallemand partit sur une péniche à bord de la corvette *la Bayadère*, pour la rivière de Bordeaux. Les marins de Rochefort répondaient du capitaine. Le 12 seulement, Napoléon apprit par les journaux que le gouvernement royal avait remplacé le gouvernement provisoire, et que les alliés étaient à Paris. Alors, pressé par l'impérieuse nécessité, Napoléon déclara sa volonté d'eller chercher un refuge sur la croisière anglaise. Il fit embarquer ses bagages sur *l'Épervier* et sur *la Sophie*, et retourna à l'île d'Aix, où il voulut attendre le retour du général Lallemand. Son affreuse anxiété fut bientôt portée au comble par

l'arrivée de son frère, qui lui confirma toutes les nouvelles de Paris. Joseph lui donna le conseil de prendre à l'instant même un parti quelconque, avant que le nouveau ministère, à la tête duquel se trouvaient Talleyrand et Fouché, ne fît mettre un embargo sur les bâtimens de l'État, et ne lui enlevât tout moyen de salut. Dans le même moment Lallemand revint de sa mission : *la Bayadère* se mettait aux ordres de Napoléon. La rivière de Bordeaux n'était point surveillée : Il y avait de plus en partance un bâtiment américain sur lequel on pouvait tromper la croisière. Mais, d'un autre côté, le drapeau blanc flottait déjà sur les forts de la route à parcourir par terre. Il fallait faire quatre lieues de la Tremblaye à Royan, pour éviter le passage de Maumusson; tel fut le rapport du général Lallemand. Malgré le péril du trajet par terre, ce parti était encore le meilleur. Mais l'idée affreuse et révoltante de pouvoir être arrêté par une patrouille, traduit sur-le-champ devant une commission militaire ou un tribunal prévôtal, comme ayant remis le pied sur le continent français, au mépris des instructions récemment envoyées, souleva l'ame de Napoléon, et, après avoir reçu les adieux de son frère Joseph, qui de Rochefort mit à la voile pour d'Amérique, il se détermina à partir, dans la nuit du 13 au 14, sur un bâtiment neutre danois, avec Bertrand, Rovigo, Lallemand et Gourgaud. Un incident domestique fit changer tout à coup cette salutaire résolution. Mêmes difficultés avaient eu lieu le 13 au soir pour s'embarquer sur des chasse-marées.

On était au 14 : le temps pressait; Napoléon décida

enfin que Las-Cases et Lallemand se rendraient en parlementaires à la station anglaise, pour y chercher la réponse aux ouvertures faites le 10. Le capitaine Maitland, commandant *le Bellérophon*, leur dit : « qu'il attendait à chaque minute les ordres relatifs « aux saufs-conduits, mais que si l'Empereur voulait, « dès cet instant, s'embarquer pour l'Angleterre, « il était autorisé à l'y conduire, et à le traiter avec « tout le respect et les égards dus au rang qu'il avait « occupé. » Le capitaine ajouta : « que, d'après son « opinion privée (et plusieurs autres capitaines pré- « sens se joignirent à lui), on ne pouvait douter que « Napoléon ne trouvât un accueil favorable en Angle- « terre; que dans ce pays le prince et les ministres « n'exerçaient pas le pouvoir arbitraire du continent; « que le peuple anglais avait une générosité de sen- « timens et une libéralité d'opinions supérieures à la « souveraineté même. » Ces protestations, où Napoléon vit l'assurance d'une loyale hospitalité, décidèrent et durent décider celui qui avait eu la généreuse pensée de la demander. Mais elles cachaient un piège infame. En effet, le capitaine qui osait prodiguer ces explications rassurantes avait reçu, dès le 7 juillet, de la part de lord Keith, et par l'entremise de sir Henri Hotham, l'injonctiou de redoubler la vigilance pour intercepter Bonaparte. « S'il vient à être pris, écrivait l'amiral, il doit « m'être amené dans cette baie (Plymouth), parce « que j'ai des ordres pour disposer de sa personne. » Une autre lettre en date du 8, écrite au capitaine, en renouvelant l'injonction de redoubler de vigilance afin de s'emparer de l'Empereur, portait : « Si

« vous êtes assez heureux pour l'intercepter, vous « devez le transférer, avec sa famille, sur le vaisseau « que vous commandez, l'y tenir sous bonne et sûre « garde, revenir en toute diligence au port le plus « voisin d'Angleterre; interdire, à votre arrivée, « toute communication avec la terre, et garder le « plus profond secret sur toute l'affaire, jusqu'à ce « que vous receviez des ordres ultérieurs de l'ami- « rauté. » Trop élevé au-dessus des lâches détours auxquels s'abaissait le ministre des volontés de lord Keith, avide de saisir sa proie, Napoléon, persuadé d'ailleurs par le conseil unanime de ses compagnons, qui ne pouvaient soupçonner une telle déloyauté, accepta l'hospitalité du *Bellérophon* avec une noble confiance. Ce sentiment éclate au plus haut degré dans ce qu'il fit écrire au capitaine Maitland par le grand-maréchal, et plus encore dans la lettre suivante, dont il chargea le général Gourgaud pour le prince régent d'Angleterre :

« ALTESSE ROYALE,

« En butte aux factions qui divisent mon pays, et « à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Eu- « rope, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, « comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple « britannique. Je me mets sous la protection de ses « lois, que je réclame de V. A. R. comme du plus « puissant, du plus constant et du plus généreux de « mes ennemis.

« Rochefort, 13 juillet 1815.

« NAPOLÉON. »

Malgré la convention faite avec le capitaine Mait-

land, que Gourgaud aurait toutes les facilités pour remplir son message, et remetre à Son Altesse Royale la lettre dont il était porteur, cet officier, expédié à Plymouth sur la corvette *le Slaney*, à bord de laquelle il fut toujours considéré comme parlementaire, reçut de l'Amiral Keith la défense de débarquer, et ne put obtenir aucun moyen de communication directe avec le prince.

Le 15, Napoléon se rendit à bord de *l'Épervier;* mais à l'instant d'y monter, il dit au général Becker ces belles paroles qui rappellent celles de Crassus à ses soldats : « *Retirez-vous, général; je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français soit venu me livrer à mes ennemis.* » Avant ce moment, Napoléon avait remis à cet officier une copie de sa lettre au prince régent, en ajoutant :

« Puisque je suis un obstacle à la paix de l'Europe, « je ne puis lui donner une plus grande preuve de « de ma condescendance à ses désirs, qu'en me « livrant à la puissance qui dirige la politique du « continent.

« C'est à la postérité qu'appartient désormais le « jugement de la conduite des souverains envers la « France. En continuant la spoliation de notre « patrie, il seront condamnés par leurs propres « manifestes; et les monumens historiques que ces « grandes catastrophes transmettront aux généra- « tions à venir, fixeront l'opinion des siècles futurs « sur la grandeur de mes entreprises.

« Que la paix de l'Europe devienne donc le prix de « ma renonciation au trône de France! Que l'em-

« pereur Alexandre soutienne le caractère de gran-
« deur et de magnanimité qui le distingue dans les
« circonstances mémorables de son règne; qu'il
« n'oublie pas que, dans la situation où se trouve
« l'Europe, le repos de la Russie dépend de la con-
« servation de l'ancienne France. Enfin, que les sou-
« verains qui règlent maintenant le sort des nations
« remplissent leurs engagemens, et mes vœux seront
« remplis. »

L'Épervier l'eut bientôt transporté à bord du vaisseau amiral de la station. En mettant le pied sur *le Bellérophon*, Napoléon dit au capitaine, « Je viens « à votre bord me mettre sous la protection des « lois d'Angleterre. »

Vers les trois heures, l'amiral Hotham arriva au mouillage sur *le Superbe*, de 74. Il rendit visite à Napoléon, et le pria de venir le lendemain visiter son vaisseau; Napoléon y déjeuna avec toute sa suite. Mais avant de descendre du *Bellérophon*, il s'arrêta sur le pont, où était rangée la garnison, et lui fit faire l'exercice. Le séjour sur *le Bellérophon* se prolongea neuf jours, en raison des calmes et des vents contraires. Napoléon y fut l'objet d'un respect aussi constant que l'admiration de l'équipage. Enfin, le 24, le vaisseau jeta l'ancre dans la rade de Torbay. Là revint Gourgaud, porteur de la fatale nouvelle du refus qu'il avait éprouvé. Il avait dû se dessaisir de la lettre au prince régent; cet augure était funeste. Napoléon n'eut pour distraction du chagrin qu'il ressentit que les acclamations publiques. Aussitôt que l'on eut appris sa présence à bord du *Belléro-*

phon, la mer se couvrit d'embarcations, et les cris d'enthousiasme qui s'élevèrent de ces bâtimens furent si unanimes, que le capitaine parut craindre l'enlèvent de son *hôte*, et ordonna de repousser ces canots à coups d'avirons. Deux jours après, il reçut l'ordre d'appareiller pour Plymouth. Là seulement, le gouvernement britannique devait faire connaître sa décision sur la demande de Napoleon.

A Plymouth, l'affluence devint bien plus considérable qu'à Torbay. Les journaux avaient averti l'Angleterre de l'arrivée de Napoléon; la population sembla se porter tout entière à Torbay pour voir, pour honorer le grand homme du siècle. Les routes étaient couvertes de voitures : la mer disparaissait sous les barques innombrables qui encombraient la rade; elles luttaient de rapidité et d'adressepour approcher *le Bellérophon*. A l'heure où Napoléon paraissait sur le pont, toute cette foule le saluait, restait la tête découverte, et, agitant ses chapeaux, remplissait l'air d'acclamations. Napoléon contemplait avec émotion ce respect, cet intérêt universel du peuple britannique. Il voyait qu'en Angleterre aussi, il avait la popularité de la gloire, et que le malheur le mettait en paix avec ce grand pays. L'accueil triomphal qu'il recevait dans le premier port de la Grande-Bretagne devait être pour lui le présage assuré d'une généreuse hospitalité. Mais le peuple anglais ne fut pas consulté par son gouvernement, et bientôt *le Bellérophon* s'entoura de canots armés qui repoussèrent les spectateurs à coups de fusil. Quelques Anglais périrent dans les flots, par suite de la brutalité avec laquelle on exécutait l'ordre d'isoler

le Bellérophon. Une pareille violence, exercée tout à coup contre ceux qui venaient l'honorer, dut révéler à Napoléon le secret de sa captivité; d'ailleurs, il n'avait pas reçu dans la rade de Plymouth, à son arrivée, la visite de l'amiral Keith, comme il avait reçu au mouillage de Rochefort celle de l'amiral Hotham. Cependant les Anglais ignoraient l'arrêt porté par leur ministère; ils étaient encore abusés à Plymouth, comme Napoléon l'avait été à Torbay. Ils conservaient toujours l'espoir que le condamné de la fortune n'avait plus rien à craindre des hommes : ils se trompaient. Le 30 juillet, lord Keith se rendit à bord du *Bellérophon* avec le chevalier Banbury, sous-secrétaire d'État. Admis en présence de Napoléon, ils lui remirent une pièce ministérielle où on lisait :

« ..... Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers « notre pays, ni à nos alliés, que le général Bona- « parte conserve le moyen de troubler de nouveau « la paix du continent. L'île de Sainte-Hélène a été « choisie pour sa future résidence. *Le climat est « sain,* et la situation locale permettra qu'on l'y « traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait « faire ailleurs, *vu les précautions indispensables « qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa « personne...* »

A cette nouvelle, Napoléon opposa les plus énergiques réclamations. Dans le premier moment, il paraissait décidé à mourir au milieu des efforts de sa résistance, plutôt que d'obéir à un arrêt si cruel. « L'idée seule de Sainte-Hélène, disait-il, me fait « horreur! Être relégué pour toute sa vie dans une

« île entre les tropiques à une distance immense du « continent, privé de toute communication avec le « monde, et de tout ce qu'il renferme de cher à mon « cœur! C'est pis que la cage de Tamerlan! Autant « aurait valu signer tout de suite mon arrêt de mort. » Mais on fut sourd à ces justes plaintes; la mesure était irrévocablement arrêtée: si Napoléon résistait, les satellites du ministère anglais avaient reçu l'ordre de porter les mains sur lui. L'illustre captif sentit qu'il ne devait pas se commettre à de pareils ennemis; et c'est alors que, du haut de sa raison, il adressa à lord Keith cette lettre qui n'a point d'égale dans l'histoire des plus grandes victimes de l'insconstance de la fortune :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et « des hommes, contre la violence qui m'est faite, « contre la violation de mes droits les plus sacrés, « en disposant par la force de ma personne et de ma « liberté. Je suis venu librement à bord du *Belléro-* « *phon*. Je ne suis pas prisonnier, je suis l'hôte de « l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du « capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouverne- « ment de me recevoir et de me conduire en An- « gleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je « me suis présenté de bonne foi, pour venir me met- « tre sous la protection des lois d'Angleterre. Aussitôt « assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du « peuple britannique. Si le gouvernement, en don- « nant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de « me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me « tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et

« flétri son pavillon. Si cet acte se consommait, ce « serait en vain que les Anglais voudraient parler « désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur « liberté. La foi britannique se trouvera perdue dans « l'hospitalité du *Bellérophon*. J'en appelle à l'his- « toire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la « guerre au peuple anglais, vint librement dans son « infortune chercher un asile sous ses lois. Quelle « plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son « estime et de sa confiance? Mais comment répondit- « on en Angleterre à une telle magnanimité? On « feignit de tendre une main hospitalière à cet en- « nemi; et quand il se fut livré de bonne foi, on « l'immola!

« Napoléon.

« Au bord du *Bellérophon*, à la mer. »

Ainsi Napoléon s'était tout à coup vu enlevé à l'Europe et à la bienveillance publique du peuple anglais par un arrêt clandestin. A cette époque, s'était formé, parmi les officiers de l'illustre proscrit, un projet qu'on pourrait bien appeler la conspiration du désespoir. La grande salle du vaisseau était tapissée d'armes suspendues : il y en avait à peu près pour cinquante personnes. Les braves qui avaient survécu à tant de batailles. et surmonté tant d'obstacles réputés insurmontables, s'élançant tous ensemble jusqu'au capitaine, et s'emparant des armes, auraient fait main basse sur les premiers qui eussent voulu leur résister, et se seraient rendus maîtres du vaisseau. Dans le cas où la victoire leur eût paru impos-

sible à espérer, ils devaient mettre le feu aux poudres, et s'ensevelir avec l'Empereur dans le naufrage commun. Napoléon sembla d'abord adopter ce hardi complot, mais sa raison ne tarda point à le rejeter. « Les Anglais, dit-il, feront un hourra sur moi; ils « m'enlèveront malgré vous et malgré moi; et j'aurai « la douleur de vous voir tous périr sans pouvoir « vous défendre. Loin de moi cet affreux spectacle; « il me poursuivrait jusqu'à mon dernier soupir. »

Le 4 août l'on appareilla, et *le Bellérophon*, qui n'était point équipé pour une course lointaine, croisa vers l'est dans la Manche, jusqu'à ce que *le Northumberland*, destiné à l'expédition de Sainte-Hélène, fut prêt à recevoir le captif européen. Ce bâtiment était à Portsmouth.

Le 6, *le Bellérophon*, au lieu d'aller attendre *le Northumberland* dans l'excellente rade de Torbay, mouilla à côté dans la mauvaise baie de Starpoint, où parut bientôt le vaisseau de l'exil, escorté de deux frégates chargées de troupes qui devaient former la garnison de Sainte-Hélène. Cette escadre était sous les ordres de l'amiral Cockburn. Un incident fort singulier avait déterminé le brusque départ de Plymouth. L'amiral Keith prétendit avoir été averti par le télégraphe qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon; cet homme se présenta effectivement dans la journée du 4 août. On l'aperçut de loin : lord Keith, afin de l'esquiver, se vit contraint d'abandonner son vaisseau, de gagner un autre bâtiment, et définitivement de mettre en mer, après avoir pris toutes les précautions pour défendre les

approches du *Bellérophon*, et s'opposer à ce qu'aucun acte ne fût notifié au capitaine. Lord Keith tremblait que son prisonnier n'échappât à la proscription, en se trouvant tout à coup placé sous la protection des lois anglaises qu'il était venu implorer. C'eût été un spectacle d'un intérêt bien extraordinaire pour la ville de Londres, de voir Napoléon conduit en prison par un shériff, et, rentré tout à coup sous l'empire de la loi commune, se soustraire ainsi à la sentence illégale et despotique que le congrès de Vienne, transplanté à Paris, venait d'improviser contre lui. On s'empressa d'autant plus d'enlever à Napoléon cet étrange moyen de salut, que rien n'aurait pu, ni à Torbay ni à Plymouth, empêcher l'officier public de faire son devoir.

Les amiraux Keith et Cockburn se rendirent à bord du *Bellérophon*, et remirent à Napoléon un extrait de leurs instructions : « Napoléon et sa suite « doivent être désarmés. L'amiral Cockburn fera la « visite des meubles, et saisira les diamans, l'argent, « les valeurs, afin de l'empêcher d'en faire un instru« ment d'évasion. Ces sommes seront administrées « pour subvenir à ses besoins. » Le cas de mort était prévu. « Le général (c'est le nom affecté à Napoléon) « peut disposer de ses biens par testament. Le géné« ral sera mis en prison s'il essaie de s'évader. Toutes « ses lettres et celles de ses compagnons seront lues « par le gouverneur... » On permettait aux généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud et au chambellan Las-Cases de suivre la victime; les généraux Savary, duc de Rovigo, et Lallemand, tous deux condamnés à mort, étaient exclus du nombre de ses compagnons

d'infortune. Jamais en Europe, depuis sa civilisation, jamais outrages plus odieux n'ont souillé la politique d'un gouvernement. La peur qu'inspirait Napoléon à ses ennemis les poursuivait jusque dans son exil, et la haine britannique ne croyait pas pouvoir prendre trop de précautions pour se tranquilliser elle-même, et rassurer ses magnanimes alliés.

Le 2 août, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, avaient signé cette convention :

« Napoléon Bonaparte étant *au pouvoir des souverains alliés*, LL. MM. les rois, etc., et les empereurs, etc., ont agréé, en vertu des stipulations du traité du 25 mars 1815, sur les mesures les plus propres à rendre impossible toute entreprise de sa part contre le repos de l'Europe :

« ART. 1er Napoléon Bonaparte *est considéré* par les puissances qui ont signé le traité du 20 mars dernier, *comme leur prisonnier.*

« 2. Sa garde est spécialement confiée au gouvernement britannique. Le choix de la place et des mesures qui peuvent le mieux assurer l'objet de la présente stipulation est réservé à S. M. Britannique.

« 3. Les Cours impériales d'Autriche et de Russie, et la Cour royale de Prusse, nommeront des commissaires pour se rendre et habiter dans la place que le gouvernement de S. M. britannique aura assignée pour la résidence de Napoléon Bonaparte, et qui, sans être responsables de sa garde, s'assureront de sa présence.

« 4. S. M. Louis XVIII est invitée, au nom des quatre Cours ci-dessus mentionnées, d'envoyer pa-

« reillement un commissaire français au lieu de la
« détention de Napoléon Bonaparte.

« 5. S. M. le roi du royaume uni de la Grande-
« Bretagne et de l'Irlande s'oblige à remplir les en-
« gagemens qui lui sont assignés par la présente con-
« vention.

« 6. La présente convention sera ratifiée, etc. »

On doit remarquer à cet égard la promptitude avec laquelle la sentence fut exécutée. L'amiral Keith, accompagné du contre-amiral Cockburn, vint la signifier à Napoléon sur *le Bellérophon*, dans la rade de Starpoint, le 6 août. Le lendemain, à deux heures après midi, Napoléon dut quitter la trompeuse hospitalité du *Bellérophon* pour la prison du *Northumberland*. Là le ton de ses gardiens ou de ses geoliers changea : ils affectaient de se couvrir devant lui et de nommer seulement général le souverain dont lord Castlereagh lui-même avait, l'année précédente, reconnu la qualité d'empereur dans la négociation de Châtillon.

Cette époque sera connue dans l'histoire sous le nom d'*époque des violations*. Les violations de la capitulation de Dresde, de celle de Dantzick et de la convention de Paris, étaient des présages assez certains de la violation d'un droit non moins sacré dans la personne de Napoléon; mais il ne put s'abaisser jusqu'à croire que son infortune et sa confiance ne seraient pas respectées par le gouvernement d'un grand peuple; il se trompait, comme Alexandre ou César se seraient trompés en pareil cas. Le 10, l'escadre fit voile pour Madère; le 11, Napoléon dans

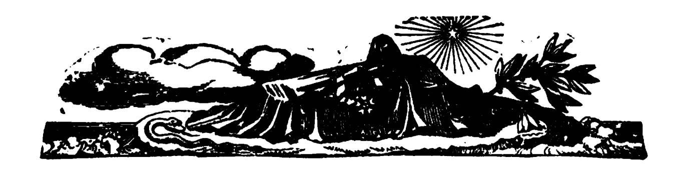
son cabinet, disait à Gourgaud; « J'aurais mieux fait « de ne pas quitter l'Égypte, j'aurais pu m'y maintenir. L'Arabie attend un homme; avec les Français en réserve, les Arabes et les Égyptiens comme « auxiliaires, je me serais rendu maître de l'Inde, et « j'aurais dominé l'Orient. Le 15, jour de sa fête, qui fut célébrée sur le vaisseau, Napoléon ne put s'empêcher de donner un souvenir aux époques précédentes de cette solennité annuelle, et de laisser échapper ces tristes paroles dans le sein de l'amitié: « Quelle différence avec ce que nous avons vu quand « la France entière était dans l'allégresse! »

Le 17 août, le *Northumberland* passa en vue du cap de la Hogue. C'est là que Napoléon salua pour la dernière fois la France, par ces mots dignes de lui : « Adieu, adieu, terre des braves! adieu chère France! « Quelques traîtres de moins, et tu serais encore la « grande nation et la maîtresse du monde. » C'était dans la profonde conviction de cette vérité, que ses implacables et lâches adversaires le déportaient à Sainte-Hélène.

Le 24, on s'arrêta à Madère; le lendemain on fit voile pour Sainte-Hélène. Pendant une si longue navigation, Napoléon toujours semblable à lui-même ne se démentit pas un moment. Pour les siens il n'avait pas cessé d'être Empereur; pour les Anglais, l'un des premiers capitaines, et l'un des plus grands hommes du monde. L'admiration inspirée à l'équipage par Napoléon était telle, que l'amiral Cockburn craignit de le voir devenir maître du vaisseau. Ce même officier, convaincu du vide que l'illustre captif laissait en Europe, et prévoyant le besoin que sa patrie pour-

rait en avoir plus tard, disait quelquefois : « Peut-être « un jour une escadre anglaise ramènera Napoléon « en Europe. » Ce mot avait de la portée : en effet, si Napoléon avait survécu deux années de plus à sa chute, la Grande-Bretagne l'aurait rappelé de Sainte-Hélène, et qui sait ce qu'elle eût alors demandé elle-même au vainqueur d'Iéna, de Friedland et de Wagram! Les vents furent favorables à la vengeance des rois : le 14 octobre, Napoléon aperçut le rocher qu'il allait habiter; le 15, l'escadre jeta l'ancre à midi, et l'on mit en panne. En regardant Sainte-Hélène de plus près, Napoléon ne put s'empêcher de dire à ses amis : « Ce n'est pas un beau séjour; « j'aurais mieux fait de rester en Égypte, je serais aujourd'hui empereur de tout l'Orient. » Le 17, à sept heures et demie, cent onze jours après son départ de Paris, l'Empereur descendit, avec le maréchal Bertrand et l'amiral anglais, sur cette terre, qui ne devait pas rendre sa proie.

FIN DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.



LIVRE DIX-HUITIÈME.

Napoléon à Sainte-Hélène.

CHAPITRE PREMIER.

(1815-1821.)

ÉTABLISSEMENT DE NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE. — SA VIE. — LE GOUVERNEUR HUDSON-LOWE. — SA TYRANNIE ENVERS LE PRISONNIER.

Le généreux équipage du *Bellérophon* avait vu avec douleur Napoléon passer au milieu des hommages du peuple britannique sous les verroux du *Northumberland*. L'équipage de ce dernier vaisseau, non moins sensible à une infortune si auguste, ne le vit pas, sans frémir, toucher le sol qui devait le dévorer. Le silence, les larmes des officiers, des matelots, des troupes du bord, adieux muets et prophétiques, honorèrent les Anglais et la victime de leur affreux gouvernement. Sur le *Northumberland*, Napoléon venait de passer ses trois derniers mois d'Europe; un canot le jeta tout à coup en Afrique; il descendit

dans une auberge. Le lendemain, accompagné de l'amiral Cokburn et du général Bertrand, il alla voir à trois lieues de la ville, la maison de Longwood, qui lui était destinée. Au retour, il s'arrêta à une maison de campagne, nommée les Briars (les ronces), et il désira s'établir, le jour même dans un petit pavillon, dépendant de la maison de M. Balcombe, plutôt que de rester une autre nuit à l'auberge où, gardé à vue, il avait pu regretter la liberté du *Northumberland*. Le pavillon de Briars ne formait qu'une pièce au rez-de-chaussée, surmonté d'un grenier; il n'était nullement préparé pour recevoir un tel hôte; mais l'air au moins y était libre, et quelques arbres l'ombrageaient.

Ce lieu, où Napoléon fit placer son lit de camp, devint tout à la fois la chambre à coucher, le salon, la salle à manger et le cabinet de travail. Las Cases et son fils Emmanuel s'établirent dans le comble, au dessus de Napoléon. Aux environs, et jusqu'à deux milles de distance, furent dispersés M. et Mme Bertrand; M. et Mme de Montholon, avec leurs enfans; le général Gourgaud, et les serviteurs de Napoléon. A l'entour et au plus près, sont les sentinelles, les corps-de-garde, les postes : il faut avoir affaire à chacun d'eux pour aborder Napoléon, pour lui porter ses vêtemens, son linge, ses alimens. Le ministère anglais a fait du pic de Sainte-Hélène un ponton commandé par sir George Cokburn. Cependant le captif ne paraît pas encore condamné à une mort lente, et inévitable; il est seulement écroué à Sainte-Hélène, comme coupable du crime de haute confiance envers le prince régent d'Angleterre; on ne le traite jus-

qu'ici que comme un grand prisonnier d'État. Il a d'ailleurs, pour compensation, les soins de la famille de l'honnête et sensible M. Balcombe, qui lui prodigue tous les égards compatibles avec la surveillance sévère, quoique mesurée, de l'amiral. Mais quand les commissaires des princes chrétiens seront arrivés et réunis autour du geolier de la Sainte-Alliance, alors l'affreuse nature, qui a élevé les rocs arides de Sainte-Hélène au milieu des abîmes de la mer et des précipices, au sein d'une atmosphère pestilentielle, ne sera plus qu'un faible auxiliaire de l'exécrable tyrannie qui doit attacher l'immortalité du crime au nom de sir Hudson Lowe. En attendant un supplice que n'a retracé aucun des historiens qui ont transmis de grandes infortunes, Napoléon, qu'on n'a jamais abordé, même sur le *Bellérophon*, que par l'intermédiaire de ses compagnons, voit tout à coup entrer brusquement dans sa chambre le capitaine du *Redpol*, qui retourne en Europe, et il lui remet la note suivante, que Las-Cases écrit sous sa dictée rapide :

Note. « L'Empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si celui-ci vit encore. Il profite de cette occasion pour réitérer et faire parvenir au gouvernement britannique les protestations qu'il a déjà faites contre les étranges mesures adoptées contre lui :

« 1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'Empereur n'est pas prisonnier de guerre : sa lettre écrite au prince régent, et communiquée au capitaine Maitland avant de se rendre à bord du *Bellérophon*, prouve assez au monde entier les dispo-

sitions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'Empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était relatif à sa personne; mais il a dédaigné de mêler des intérêts personnels dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'Empereur François, qui était son beau-père; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que les lois; et, renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2° Si l'Empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

3° Le gouvernement anglais considérant l'Empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit public; ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de cartel entre les deux nations dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des sauvages, qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice que celui de le porter sur cet affreux rocher: la mort qui lui eût été donnée à bord du *Bellérophon* eût été un bienfait en comparaison.

« Nous avons parcouru les contrées les plus infortunées de l'Europe; aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher. Privé de tout ce qui peut rendre

la vie supportable, il est propre à renouveler à chaque instant les angoisses de la mort. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinée, quelle qu'elle soit, peuvent l'empêcher de mettre lui-même un terme à une si horrible existence : l'Empereur met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle; mais si le gouvernement britannique devait persister dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

Le capitaine Desmont part avec cette note, qui aura le sort de la sublime protestation du *Bellérophon*. Napoléon n'en doute pas, et, n'espérant plus rien de la générosité du gouvernement anglais, il continue à se réfugier avec calme dans le souvenir de sa vie passée. En effet, le jour même de l'arrivée à Briars, le lendemain de son débarquement, il s'était occupé à dicter à Las-Cases la campagne d'Italie, à Bertrand celle d'Égypte. Fidèle à ses engagemens, il aura le courage d'accomplir à Sainte-Hélène, autant que le lui permettront ses forces, la promesse de l'île d'Elbe : *j'écrirai les grandes choses que nous avons faites*. Les généraux Montholon et Gourgaud furent appelés aussi alternativement pour écrire sous sa dictée. Ne pouvant plus tenir l'épée, chacun d'eux se voyait réduit, comme le héros, à tenir la plume, mais c'était servir encore la France et Napoléon, que de retracer la gloire des campagnes d'Italie et d'Égypte, la grandeur du consulat et celle de l'empire.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis le débarquement à Sainte-Hélène, que le climat avait déjà

attaqué la santé de Napoléon. L'exercice du cheval lui était nécessaire : mais comme il ne put obtenir de l'amiral, qui faisait les fonctions de gouverneur *par intérim*, de n'être pas surveillé dans ses courtes promenades par un officier anglais, il renvoya ses chevaux. Malgré ses premières douleurs physiques et morales, que renouvelait chaque incident de ses longues journées, Napoléon, disait à ses compagnons : «Notre situation peut même avoir des attraits.
« L'univers nous contemple; nous demeurons les
« martyrs d'une cause immortelle. Des millions
« d'hommes nous pleurent. La patrie soupire et la
« gloire est en deuil. Nous luttons ici contre l'oppres-
« sion des dieux, et les vœux des nations sont pour
« nous..... Mes véritables souffrances ne sont point
« ici. Si je ne considérais que moi, peut-être aurais-je
« à me réjouir. Les malheurs ont aussi leur héroïsme
« et leur gloire. *L'adversité manquait à ma carrière.*
« Si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de ma
« toute-puissance, je serais demeuré un problème
« pour bien des gens. Aujourd'hui, grace au mal-
« heur, on pourra me juger à nu.... »

Un autre jour il leur disait : « A quel infame trai-
« tement ils nous ont réservés! Ce sont les angoisses
« de la mort! A l'injustice, à la violence, ils joignent
« l'outrage et les supplices prolongés. Si je leur étais
« si nuisible, que ne se défaisaient-ils de moi? Quel-
« ques balles dans le cœur ou dans la tête auraient
« suffi. Il y eût eu au moins quelque énergie dans ce
« crime. Si ce n'était vous autres, vos femmes sur-
« tout, je ne voudrais recevoir ici que la ration d'un
« simple soldat. Comment les souverains de l'Europe

« peuvent-ils laisser polluer en moi ce caractère sacré « de la souveraineté? Ne voient-ils pas qu'ils se tuent « de leurs propres mains à Sainte-Hélène? Je suis « entré vainqueur dans leurs capitales; si j'y eusse « apporté les mêmes sentimens, que seraient-ils de- « venus? Ils m'ont tous appelé leur frère; je l'étais « devenu par le choix des peuples, la sanction de la « victoire, le caractère de la religion, les alliances de « leur politique et de leur sang..... Faites vos plain- « tes, Messieurs, que l'Europe les connaisse et s'en « indigne! Les miennes sont au-dessous de ma di- « gnité et de mon caractère. J'ordonne ou je me « tais. »

Le 10 décembre, après un séjour d'environ deux mois dans le pavillon de Briars, Napoléon alla prendre possession de son dernier asile. Il existe dans l'île d'heureuses positions offrant de grands arbres, des jardins, et d'autres belles habitations, entre autres, *Plantation-House*. Des ordres barbares, venus de Londres, ne permirent pas à Napoléon de s'y établir; on lui assigna *Longwood*, maison de campagne du sous-gouverneur, jadis construite pour servir de grange à la Compagnie des Indes, et assise sur un plateau élevé de deux mille pieds au-dessus du niveau de la mer, sans cesse battu par des vents impétueux, par des pluies violentes, qui durent plus de la moitié de l'année, et presque toujours couvert de nuages épais, d'où s'échappent parfois les rayons d'un soleil dévorant. Des rochers à pic, séparés par de profonds abîmes, des montagnes escarpées et arides, terminent l'horizon de ce théâtre d'une ancienne convulsion de la nature. On éprouve à Longwood les plus

étonnantes variations atmosphériques; en moins d'une heure de temps on passe de la zone glaciale à la zone torride; là règnent toute l'année des dyssenteries, des hépatites aigues et chroniques, affections presqne toujours mortelles, et souvent si promptes, si terribles, qu'un instant suffit pour porter le désordre dans l'économie animale, et détruire la puissance des remèdes les plus efficaces. La population n'offre point d'exemple de longévité; même pour un indigène, le terme de quarante-cinq ans est le dernier période de la vie commune, vérité attestée par les registres de l'état civil. Voilà désormais la retraite du dominateur de l'Europe, et le cimetière où il doit laisser sa cendre; aussi Napoléon disait : « *Ce pays est mortel. Partout où les fleurs sont étiolées, l'homme ne peut pas vivre. Ce calcul n'a point échappé aux élèves de Pitt. Transformer l'air en instrument de meurtre,* disait encore Napoléon, *cette idée n'était pas venue au plus farouche de nos proconsuls; elle ne pouvait germer que sur les bords de la Tamise.* »

La maison de Longwood se compose de vingt petites pièces, presque toutes construites en bois. Pendant neuf mois, l'humidité en moisit les cloisons et pendant les trois autres, où le soleil des tropiques frappe d'aplomb cette demeure, on y respire l'odeur infecte du goudron dont elle est enduite. Napoléon habite une seule pièce tendue en nankin brun, encadré dans du papier vert; deux fenêtres de cette pièce s'ouvrent sur le camp du 54ᵉ régiment, qui le garde; elle a pour décoration; quelques portraits du roi de Rome, des deux impératrices, le réveil-matin du grand Frédéric, et le lit de fer d'Austerlitz. Un

canapé chargé de livres, quelques chaises, un guéridon sur lequel Napoléon mange seul quelquefois, une commode qui supporte un grand nécessaire et une aiguière d'argent, complètent l'ameublement de la chambre à coucher. Un cabinet de bain est auprès; plus loin un billard et une salle à manger obscure; les officiers de Napoléon sont logés, partie sous le même toit que lui, partie dans les demeures voisines. Ses serviteurs, au nombre de onze, composent sa maison domestique; un homme excellent, un habile médecin, le docteur O'Meara, descendu avec lui du *Northumberland*, attaché d'office à l'illustre captif, s'est dévoué à lui comme un vieux Français, et s'applique à adoucir par ses soins et par son affection, les mesures tyranniques du gouvernement anglais.

Outre le travail important de ses Mémoires, à la rédaction desquels Napoléon associait ses compagnons d'infortune, des conversations du plus haut intérêt avec eux étaient également un des plaisirs favoris de son esprit. C'était un penchant bien naturel dans un homme qui avait occupé le monde pendant vingt années, que d'aimer à planer sur le passé, pour y resaisir la source, les moyens, les jouissances de sa grandeur, et la justifier, comme s'il parlait à la postérité. Mais loin de se concentrer tout entier en lui-même, par suite de cet égoïsme si exclusif dont on accuse les rois, Napoléon aimait aussi quelquefois à jeter encore des regards d'aigle sur l'avenir de l'Europe et surtout de la France.

Il parlait un jour de sa chute avec une grande impartialité : « C'est sans raison surtout qu'on m'a re-
« proché d'avoir employé des nobles et des émigrés...

« Ce ne sont point les nobles et les émigrés qui ont
« amené la restauration, mais bien plutôt la restau-
« ration qui a ressuscité les nobles et les emigrés.....
« Les vrais coupables sont les intrigans de toutes les
« couleurs et de toutes les doctrines. Fouché n'est
« point un noble; Talleyrand n'est pas un émigré;
« Augereau et Marmont n'étaient ni l'un ni l'autre....
« Le bon M. de Ségur, malgré son âge, m'a fait of-
« frir de me suivre.... Ce n'est rien de tout cela qui
« m'a renversé: mais seulement des catastrophes
« imprévues, inouïes, des circonstances forcées, cinq
« cent mille hommes aux portes de la capitale,
« une révolution encore toute fraîche, une crise
« trop forte pour les têtes françaises, et surtout
« une dynastie pas assez ancienne. Je me serais relevé
« du pied des Pyrénées même, si seulement j'eusse
« été mon petit-fils; et, ce que c'est pourtant que la
« magie du passé, bien certainement j'étais l'élu des
« Français. Leur nouveau culte était leur ouvrage;
« eh bien! dès que les anciens ont reparu, voyez
« avec quelle facilité ils sont retournés aux idoles?
« Et comment une autre politique, après tout, eût-
« elle pu empêcher ce qui m'a perdu? J'ai été trahi
« par Marmont, que je pouvais dire mon fils, mon
« enfant, mon ouvrage; lui auquel je confiais mes
« destinées en l'envoyant à Paris, au moment même
« où il consommait sa trahison et ma perte! J'ai été
« trahi par Murat, que de soldat j'avais fait roi, qui
« était l'époux de ma sœur. J'ai été trahi par Ber-
« thier, véritable oison que j'avais fait une espèce
« d'aigle. J'ai été trahi dans le sénat précisément par
« ceux du parti national qui me doivent tout....... Si

« un Macdonald, un Valence, un Montesquiou « m'eussent trahi!.... mais ils m'ont été fidèles. Que « si l'on m'objectait la bêtise de Murat, je répon« drais par l'esprit de Marmont.... »

« Saint-Jean-d'Acre enlevé, disait-il un autre jour, « l'armée française volait à Damas et à Alep. Elle eût « été en un clin d'œil sur l'Euphrate : les chrétiens « de la Syrie, les Druses, les chrétiens de l'Arménie « se fussent joints à elle : les populations allaient « être ébranlées.... J'aurais atteint Constantinople « et les Indes : j'eusse changé la face du monde. »

Une seule circonstance, peu importante au premier aspect, a interrompu ces grandes destinées ; en effet, une connivence coupable, et achetée au poids de l'or, ayant fait sortir du Temple sir Sidney Smith qui passait pour avoir voulu incendier la flotte de Brest, et Phélipaux, ancien camarade de Napoléon à l'École militaire, ces deux hommes parvinrent à enlever notre artillerie de siège, et à ravitailler Saint-Jean-d'Acre au moment où cette ville, battue en brèche par l'armée française, allait succomber. Qu'un homme vénal fût de moins au pouvoir, qu'un chef de bureau inaccessible à la corruption conservât son emploi, Napoléon donnait à l'Europe et à l'Asie le spectacle d'un Mahomet politique, et renouvelait l'empire de Sésostris ou d'Alexandre.

En avril 1816, après la lecture des papiers publics, où était vivement retracé l'état déplorable de plusieurs de nos provinces, Napoléon toujours occupé du sort de la France et du monde, s'écria : « La con« tre-révolution, même en la laissant aller, doit iné« vitablement se noyer d'elle-même dans la révolu-

« tion. Il suffit à présent de l'atmosphère des jeunes « idées pour étouffer les vieux féodalistes; car rien « ne saurait désormais détruire ou effacer les grands « principes de notre révolution. Ces grandes et belles « vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les « avons entrelacées de lustre, de monumens, de pro- « diges : nous en avons lavé les premières souillures « dans des flots de gloire; elles seront désormais « immortelles. Sorties de la tribune française, ci- « mentées du sang des batailles, décorées des lauriers « de la victoire, saluées des acclamations des peuples, « sanctionnées par les traités, les alliances des « souverains, devenues familières aux oreilles « comme à la bouche des rois, elles ne sauraient « plus rétrograder. Elles vivent dans la Grande-Bre- « tagne; elles éclairent l'Amérique; elles sont natio- « nalisées en France. Voilà le trépied d'où jaillira la « lumière du monde. Elles le régiront, elles seront « la foi, la religion, la morale de tous les peu- « ples; et cette ère mémorable se rattachera, « quoi qu'on en ait voulu dire, *à ma personne*, parce « que, après tout, j'ai fait briller le flambeau, con- « sacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution « achève de m'en rendre le Messie. Ainsi, amis et « ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le « grand représentant... »

La lecture des journaux lui inspirait toujours de brillantes et terribles improvisations, qui étaient autant de traits de lumière avec lesquels il semblait éclairer les ténèbres de l'avenir : « Que résultera-t-il « de tout cela? (en parlant de la France quelques « jours après) deux peuples sur un même sol, achar-

« nés, irréconciliables, qui se chamailleront sans
« relâche et s'extermineront peut-être! Bientôt la
« même fureur gagnera toute l'Europe. L'Europe ne
« formera bientôt plus que deux partis ennemis : on ne
« se divisera plus par peuples et par territoires, mais
« par couleur et par opinion; et qui peut dire les
« crises, la durée, les détails de tant d'orages? Car
« l'issue n'en saurait être douteuse : les lumières et
« le siècle ne retrograderont pas! Quel malheur que
« ma chute! j'avais refermé l'outre des vents : les
« baïonnettes l'ont déchirée. Je pouvais marcher pai-
« siblement à la régénération universelle! Elle ne
« s'exécutera désormais qu'à travers des tempêtes! »

Les prophéties contenues dans ces deux morceaux sont empréintes d'une sorte de repentir; il avait raison quand il disait : *l'adversité manquait à ma carrière*. De si nobles, de si sublimes aveux ne seraient pas sortis *des nuages de sa toute puissance;* il les aurait gardés pour lui.

Ces idées sont celles qui l'ont le plus constamment dominé sur la terre de l'exil; elles le poursuivaient comme des vérités qu'il semblait forcé de révéler. Le pic de Sainte-Hélène était devenu pour lui le trépied du destin; il y rendait des oracles sur le monde dont on l'avait banni. Napoléon prédisant, dans les fers de la Sainte-Alliance, le triomphe des doctrines libérales, n'est pas le moins grand phénomène de sa vie.

« ..... Les mœurs publiques sont en hausse, et l'on
« peut prédire qu'elles s'amélioreront graduellement
« pour tout le globe. La raison humaine, son déve-
« loppement, celui de nos facultés, voilà toute la clef
« sociale, tout le secret du législateur. Il n'y a que

« ceux qui veulent tromper les peuples et les gou-
« verner à leur profit, qui peuvent vouloir les rete-
« nir dans l'ignorance..... Le premier devoir d'un
« prince est de vouloir ce que veut le peuple. Il
« faudra tôt ou tard que la régénération moderne
« s'accomplisse : c'est en vain que les vieilles aristo-
« craties multiplieraient leurs efforts pour s'y oppo-
« ser. C'est la roche de Sisyphe qu'elles tiennent éle-
« vée au-dessus de leurs têtes; quelques bras se las-
« seront, et au premier défaut tout croulera. Le vieux
« système est à bout. Le premier souverain qui au
« milieu de la première grande mêlée, embrassera
« de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la
« tête de toute l'Europe et pourra tenter ce qu'il
« voudra. »

Ce qui suit n'est pas moins remarquable, parce que la raison du grand politique de Sainte-Hélène prévoit et annonce le ministère de M. Canning, sans le nommer.

« Le ministère de Castlereagh passera, et *celui qui*
« *lui succédera, héritier de tant de fautes, deviendra*
« *grand s'il veut seulement ne pas les continuer.* Tout
« son génie peut se borner à laisser faire, à obéir
« aux vents qui soufflent. *Au rebours de Castlereagh,*
« *il n'a qu'à se mettre à la tête des idées libérales,*
« *au lieu de se liguer avec le pouvoir absolu, et il re-*
« *cueillera les bénédictions universelles, et tous les*
« *torts de l'Angleterre seront oubliés.* »

Cet oracle extraordinaire était rendu à Sainte-Hélène!.... Peut-être a-t-il donné la mort à Castlereagh, et produit Canning.

En parlant ainsi sur les autres, Napoléon sentait

aussi que son propre règne était fini, et que, pour le continuer, il eût dû se mettre à la tête de l'émancipation des peuples. Une telle autorité est imposante sur une pareille question. « *Il fallait vaincre à Moscou!* » disait-il. Il fallait surtout vaincre à Waterloo. L'esprit de ces deux campagnes ne se ressemblait pas : à Moskou, c'était encore pour l'empire du monde qu'il avait les armes à la main; à Waterloo, c'était pour l'indépendance de la patrie. Cette victoire changeait à elle seule tout son système ; il exécutait lui-même le 18 *brumaire* de l'Empire.

Le 17 avril 1816, le nouveau gouverneur, sir Hudson-Lowe, fit sa première visite à Longwood. « Il est hideux, dit Napoléon; c'est une face patibu-« laire; mais le moral, après tout, peut raccommo-« der ce que cette figure a de sinistre. »

C'était une barbarie de la part des ministres anglais d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat de Sainte-Hélène; ce fut un crime d'assigner à l'illustre captif sir Hudson-Lowe pour gardien. L'amiral Cockburn, auquel on donnait un si indigne successeur, avait paru rigide, tracassier, jaloux de son autorité, violent même; mais il possédait un cœur d'homme et son caractère ne manquait pas de générosité. Sir Hudson-Lowe, accoutumé à martyriser les soldats français sur ces fameux pontons, la honte éternelle de nos voisins, avait un singulier titre d'honneur comme officier : avec deux mille hommes et une bonne artillerie, il s'était laissé forcer dans l'île inexpugnable de Caprée, par le général Lamarque à la tête de douze cents baïonnettes françaises. Il avait rapporté des souvenirs de Tibère de cette île qu'il

n'avait pu défendre; et dans celle de Sainte-Hélène il s'annonça comme le Séjan de Bathurst et de Castlereagh. Il débuta par un mot affreux. Les officiers de Napoléon lui disaient qu'à Longwood il n'y avait point d'arbres pour se mettre à l'ombre. *Nous en planterons*, répondit-il. Tel était le ministre subalterne dont les commissaires des rois de l'Europe vinrent sanctionner par leur présence la basse tyrannie, le 17 juin, en apportant à Sainte-Hélène le bill relatif à la détention de Napoléon; car le ministère britannique avait osé faire convertir en loi l'acte le plus indigne de porter ce nom sacré.

Rien ne fut oublié par le nouveau gouverneur pour torturer sa victime. Le cheval était absolument nécessaire à Napoléon; la surveillance indécente et prochaine qui l'arrêtait à chaque pas le força de se priver d'un exercice indispensable avec sa constitution et ses habitudes; bientôt même l'espace qu'il parcourait à pied fut tellement circonscrit par les sentinelles multipliées sur son passage, qu'il se vit obligé de renoncer à ses promenades. La transition subite d'une vie laborieuse et agitée à une inaction complète des facultés physiques, suffisait pour porter une atteinte funeste à la constitution du prisonnier. La mauvaise qualité des alimens, la nature de l'eau qui n'était supportable qu'après avoir subi l'épreuve du feu, des privations de toute espèce, le strict nécessaire à peine assuré, et près de manquer quelquefois, la petitesse et l'incommodité d'une maison malsaine, devaient accroître incessamment le danger. Mais un tempérament robuste et éprouvé, l'énergie d'un grand caractère, pouvaient triompher

de tout, même de l'influence meurtrière du climat; Hudson-Lowe eut recours à tous les moyens propres à miner et à décomposer les forces morales du captif. La maison de Longwood fut par le fait mise au secret: on interdit à Napoléon et aux siens toute correspondance avec les habitans de l'île; on entrava les communications avec les officiers et les soldats de la garnison, et particulièrement avec ceux du brave 63e, qui, lui rendant cette espèce de culte qu'un grand capitaine obtiendra toujours dans le cœur même des guerriers ses ennemis, admiraient et plaignaient Napoléon sans négliger toutefois aucun de leurs devoirs. Indépendamment de ces vexations journalières, les agens de sir Hudson pénétraient à toute heure dans les appartemens de Longwood; les occupations, l'état de maladie, le sommeil même si nécessaire au prisonnier, ne suspendaient point ces visites réitérées. Ce n'est pas tout; la haine du cabinet britannique avait enlevé d'avance à Napoléon la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de ses frères et de son fils! Leurs lettres, si on en laissait passer quelques-unes, ne lui arrivaient qu'après avoir été décachetées et lues par des officiers subalternes. Nul moyen d'écrire, même au prince régent, sans soumettre la correspondance au gouverneur: apparemment lord Bathurst craignait que la libre et noble expression des douleurs du grand homme, parvenant directement au prince, ne lui inspirât une résolution généreuse. Vainement Napoléon avait fait demander les journaux anglais et français, et les livres relatifs aux années qui s'écoulaient pendant son exil; cette requête si simple avait

été rejetée : non content donc de l'enfermer vivant dans une affreuse prison qu'on s'appliqua à lui montrer comme son tombeau, on voulait encore lui interdire pour jamais tout rapport, même intellectuel, avec la France, l'Europe et le monde. Quelquefois on paraissait se relâcher de la sévérité de cette consigne, mais c'était pour mettre sous ses yeux des fragmens des gazettes, et les libelles les plus remplis d'injures débitées contre lui par des misérables qui avaient rampé à ses pieds, et fatigué sa patience de leur servilité intéressée. La mort venait-elle à frapper quelques-uns des objets de son affection, le gouverneur par un raffinement de barbarie, s'empressait de lui communiquer la fatale nouvelle; en même temps on lui enviait toutes les consolations du cœur. Ainsi, ayant appris qu'un voyageur venu d'Europe avait vu Marie-Louise, et touché de ses mains leur enfant, Napoléon, ému jusqu'au fond des entrailles, demanda la permission d'entretenir un instant cet étranger sur des personnes si chères; un refus cruel fut la réponse de sir Hudson. Napoléon, qui n'avait point abdiqué la première des souverainetés de l'homme, celle de son propre cœur, restait supérieur à ces injures et à ces outrages; mais à la lecture du discours prononcé dans la Chambre des Pairs, par lord Bathurst, qui, sourd aux instances privées, et opposant de lâches mensonges aux plaintes publiques de lord Holland et des membres les plus distingués de l'opposition, au sujet de la détresse de l'illustre prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène, avait osé affirmer qu'il avait des trésors immenses à sa disposition, il dicta de verve cette éloquente réfutation, bien moins pour confondre le ministre, que pour

être entendu de l'Angleterre et de la France, de l'Europe et de la postérité :

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon.
« Ils sont immenses, il est vrai, mais ils sont exposés
« au grand jour. Les voici : le beau bassin d'Anvers,
« celui de Flessingue, capables de contenir les plus
« nombreuses escadres, et de les préserver des glaces
« de la mer; les ouvrages hydrauliques de Dunker-
« que, du Hâvre, de Nice; le gigantesque bassin de
« Cherbourg; les ouvrages maritimes de Venise; les
« belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence
« à Metz; de Bordeaux à Bayonne; les passages du
« Simplon, du Mont-Cénis, du Mont-Genèvre, de la
« Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre direc-
« tions (dans cela seul vous trouveriez plus de 800
« millions); ces passages qui surpassent en hardiesse,
« en grandeur et en efforts de l'art, tous les travaux
« des Romains! Les routes des Pyrénées aux Alpes,
« de Parme à la Spezzia, de Savone en Piémont; les
« ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de
« Tours: de Rouanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère
« de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc., etc.
« Le canal qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs,
« unissant les mers de Hollande avec la Méditerranée;
« celui qui unit l'Escaut à la Somme, joignant Am-
« sterdam à Paris; celui qui joint la Rance à la Vi-
« laine; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du
« Rhin. Le desséchement des marais de Bourgoing,
« du Cotentin, de Rochefort. Le rétablissement de
« la plupart des églises démolies pendant la révolu-
« tion; l'élévation de nouvelles; la construction d'un
« grand nombre d'établissemens d'industrie, pour

« l'extirpation de la mendicité. La constructiou du « Louvre, des greniers publics, de la Banque, du « canal de l'Ourcq : la distribution de ses eaux dans « la ville de Paris; les nombreux égouts, les quais, « les embellissemens et les monumens de cette grande « capitale. Les travaux pour l'embellissement de Ro- « me; le rétablissement des manufactures de Lyon; « la création de plusieurs centaines de manufactures « de coton, de filature et de tissage, qui emploient « plusieurs millions d'ouvriers. Des fonds accumulés « pour créer plus de quatre cents manufactures de « sucre de betteraves pour la consommation d'une « partie de la France, qui auraient fourni du sucre « au même prix que celui des Indes, si elles eussent « continué d'être encouragées seulement encore qua- « tre ans. La substitution du pastel à l'indigo, qu'on « fût venu à bout de se procurer en France à la même « perfection et à aussi bon marché que cette pro- « duction des colonies. Le nombre des manufactures « pour toute espèce d'objets d'art....., etc., etc. Cin- « quante millions employés à réparer et à embellir « les palais de la couronne. Soixante millions d'ameu- « blemens placés dans les palais de la couronne « en France, en Hollande, à Turin, à Rome. Soixante « millions de diamans de la couronne, tous achetés « avec l'argent de Napoléon. Le *Régent* même, le « seul qui restât des anciens diamans de la couronne « de France, ayant été retiré par lui des mains des « juifs de Berlin, auxquels il avait été engagé pour « trois millions. Le musée Napoléon, estimé à plus « de quatre cents millions, et ne contenant que des « objets légitimement acquis, ou par de l'argent, ou

« par des conditions de traités de paix connus de « tout le monde, en vertu desquels ces chefs-d'œu- « vre furent donnés en commutation de cession de « territoire ou de contributions. Plusieurs millions « amassés pour l'encouragement de l'agriculture, « qui est l'intérêt premier de la France. L'institution « des courses de chevaux, l'introduction des mé- « rinos, etc., etc., etc.

« Voilà ce qui forme un trésor de plusieurs mil- « liards, qui durera des siècles.

« Voilà les monumens qui confondront la calom- « nie!!!... L'histoire dira que tout cela fut accompli « au milieu de guerres continuelles, sans aucun em- « prunt, et même lorsque la dette publique dimi- « nuait tous les jours, et qu'on avait allégé les taxes « de cinquante millions. Des sommes très-considé- « rables demeuraient encore dans son trésor parti- « culier. Elles lui étaient conservées par le traité de « Fontainebleau, comme résultant des épargnes de « sa liste civile et de ses autres revenus privés. Elles « furent partagées et n'allèrent pas entièrement dans « le trésor public; ni entièrement dans celui de la « France!!!...

Cependant les persécutions continuèrent avec le même caractère à Sainte-Hélène; le gouverneur crut devoir venir se justifier en rejetant sur le ministère anglais tout l'odieux d'une conduite infame; il prétendait accomplir un devoir. « Le bourreau en fait « autant, lui répondit l'Empereur; il exécute aussi « les ordres qu'il a reçus. Je ne crois pas qu'un gou- « vernement soit assez vil pour donner des ordres sem- « blables à ceux que vous faites exécuter... Vous avez

« plein pouvoir sur mon corps, mais aucun sur mon
« ame. Cette ame est aussi fière, aussi courageuse,
« que quand elle commandait à l'Europe. Vous êtes
« un sbire sicilien et non pas un Anglais. Je vous prie
« de ne plus revenir, jusqu'à ce que vous apportiez
« l'ordre de me *dépêcher* : alors vous trouverez toutes
« les portes ouvertes. » Malgré cette défense, les sicaires de sir Hudson-Lowe voulurent pénétrer dans l'asile de Napoléon; la menace d'une défense désespérée, et la protestation réitérée qu'on ne violerait le droit de sa porte qu'en passant sur son cadavre, le débarrassèrent enfin d'un indigne assujétissement. Mais la haine et la méchanceté n'en parvinrent pas moins à leur but, celui de l'assassiner lentement et d'une manière infaillible. En effet, pour se dérober à des persécutions sans relâche et sans fin, Napoléon résolut de se confiner dans son étroite et fatale demeure, et avança ainsi, par le défaut d'exercice et surtout par le travail immense que nécessitait la rédaction de ses Mémoires, l'époque à laquelle, suivant son énergique expression, le ciel de Sainte-Hélène, chargé du forfait de sa mort, devait le consommer.

CHAPITRE II.

MALADIE, MORT, TESTAMENT DE NAPOLÉON.

Le comte de Las-Cases, chambellan de Napoléon, à qui l'on doit de précieux et de touchans souvenirs des quinze premiers mois de Sainte-Hélène, avait été arraché à la confiance, à l'amitié du captif, par son impitoyable gardien. Une lettre insignifiante, confiée à un voyageur, sans avoir été remise ouverte au gouverneur, suivant la règle imposée par ce geôlier ombrageux, fut la cause innocente de l'enlèvement de M. de Las-Cases et de ce jeune Emmanuel, son fils, alors enfant, qui depuis est allé venger publiquement à Londres, sur la personne de sir Hudson-Lowe, les outrages faits à son père et à Napoléon. Ce prince les vit de sa fenêtre, entraîner par des soldats. Un autre calcul de la barbarie envenimée par la peur, qui tourmentait jour et nuit le geôlier de Longwood, ravit de même au malade le médecin du *Northumberland*, O'Meara, qui avait obtenu et mérité sa confiance. Le docteur O'Meara s'était rendu bien coupable aux yeux de Hudson-Lowe : il était aimé de Napoléon, il l'aimait ; et, crime irrémissible ! il avait voulu épargner un crime à sa patrie, en écrivant au ministère que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier. Pour surcroît de malheur, le général Gourgaud, qui, de retour en Europe, n'a

cessé de défendre Napoléon pendant sa vie et après sa mort, fnt condamné, par le délabrement total d'une santé depuis long-temps chancelante à rompre le ban d'une fidélité qui lui était bien chère. Ainsi Napoléon se trouva tout-à-coup privé de quatre compagnons qui, par la variété de leurs services et par celle de leurs connaissances, contribuaient chaque jour à lui alléger le fardeau de l'existence. Il n'avait plus auprès de lui que les généraux Bertrand et Montholon.

Malgré la defense du gouverneur, O'Meara était allé rendre compte à Napoléon de la nécessité de son départ. « Le crime s'en consommera plus vîte, lui « dit Napoléon...... Quand vous serez arrivé en Eu- « rope, vous irez trouver mon frère Joseph; vous lui « direz que je desire qu'il vous donne le paquet con- « tenant les lettres particulières et confidentielles « qui m'ont été écrites par les empereurs Alexandre « et François, par le roi de Prusse et les autres sou- « verains de l'Furope, que je lui ai confiées à Ro- « chefort (1).

« Vous les publierez pour couvrir de honte ces « souverains, et découvrir au monde l'hommage vil « que ces orgueilleux vassaux me rendaient, quand « ils sollicitaient des faveurs ou me suppliaient pour « leurs trônes. Lorsque j'étais fort, et que j'avais le « pouvoir en main, ils briguèrent ma protection et « l'honneur de mon alliance, et ils léchèrent la pous- « sière de mes pieds : maintenant que je suis vaincu « ils m'oppriment lâchement, et me séparent de ma « femme et de mon enfant. »

(1) Voyez la note *A*, à la fin du livre.

Napoléon recommanda ensuite au docteur de tâcher de lui envoyer des renseignemens authentiques sur la manière dont son fils était élevé. « Qu'il n'oublie « jamais, dit-il, qu'il est né prince français ! Adieu, « O'Meara, nous ne nous reverrons plus ! »

Le docteur Stokoë, chirurgien du vaisseau le *Conquérant*, remplaça le docteur O'Meara, et fut aussi congédié par le gouverneur. Napoléon resta sans médecin pendant près d'une année. Ce fut après cette période, et lorsque la maladie avait eu le temps de prendre un caractère incurable, qu'il vit arriver le docteur Antomarchi, professeur de Florence, et les chapelains Buonavita et Vignali, envoyés de Rome par le cardinal Fesch, tous les trois compatriotes dè Napoléon. Ils lui apportaient les vœux de la terre natale; ils devaient bientôt y porter ses derniers adieux. La première entrevue avec Antomarchi, qui eut lieu le 23 septembre 1819, brisa son ame émue par les souvenirs les plus tendres. Il reçut alors avec transport le portrait de son fils, qu'il contempla long-temps, les yeux pleins de larmes. « Cher « enfant, s'il n'est pas victime de quelque infamie « politique, il ne sera pas indigne de celui dont il « tient le jour. » Quelque temps après cette scène, suivie de plusieurs autres où l'amour paternel avait éclaté avec toute la tendresse possible, l'Empereur, rentrant accablé de fatigue, et ne sachant que faire pour combattre une mauvaise disposition, se saisit d'un Racine, et ouvrit le livre à *Andromaque*. « *Andromaque*, dit-il, *c'est la pièce des pères malheureux.* » Puis il se mit à lire quelques vers; mais l'ouvrage lui tomba des mains à ce passage fameux :

Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils;
Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie
Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie,
J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui:
Je ne l'ai point encore embrassé aujourd'hui:

Au milieu des plus cruelles souffrances, un de ses plaisirs les plus doux était d'appeler les enfans du grand-maréchal, d'assister à leurs jeux et d'accommoder leurs différends; il se prêtait à ce rôle avec une complaisance toute paternelle: mais ces distractions, de famille en quelque sorte, ne le détournaient pas des hautes pensées et des généreux sentimens. L'amour de la patrie occupait surtout cette grande ame, à la quelle on a voulu refuser la sensibilité, parce que chez lui la sensibilité ardente, et même pleine de tendresse, était modérée par la puissance aux prises avec tous les périls, avec tous les embarras et toutes les extrémités des choses humaines. Sur son roc de Prométhée, Napoléon ne parlait de la Corse qu'avec une affection toute filiale. « Ah! « docteur, quels souvenirs la Corse m'a laissés! Je « jouis encore de ses sites, de ses montagnes; je la « foule, je la reconnais à l'odeur qu'elle exhale. Je « voulais l'améliorer, la rendre heureuse, tout faire « en un mot pour elle: le reste de la France n'eût « pas désaprouvé ma prédilection.» Ensuite, après avoir détaillé tous ses projets de grandeur pour le pays qui l'a vu naître, il s'écria: « *La patrie! la pa-* « *trie!* Si Sainte-Hélène était la France, je me plairais sur cet affreux rocher. » Les bons soins du médecin, la docilité du malade, si habituellement rebelle aux prescriptions de l'art, avaient produit un mieux sensible dans son état. Le 13 novembre, il

marchait dans son jardin; faible encore, il s'assit, promena ses regards à droite et à gauche, et dit au docteur Antomarchi avec une expression pénible : « Ah! où est la France? où est son riant climat? Si « je pouvais respirer au moins un peu d'air qui eût « touché cet heureux pays! Quel spécifique que le « sol qui nous a vus naître! Antée réparait ses forces « en touchant la terre : ce prodige se renouvellerait « pour moi; je le sens, je serais revivifié si j'aperce- « vais nos côtes. Nos côtes! j'oubliais que la lâcheté « a fait une surprise à la victoire; on n'appelle pas de « ses décisions. »

L'année 1819 s'écoula dans les alternatives de maladie et de rétablissement, qui aboutirent à une rechute grave et dont l'issue ne pouvait que donner de fortes inquiétudes. Cependant, malgré ses souffrances et un dépérisement visible, la mémoire de Napoléon toujours présente, son imagination toujours la même, lui retraçaient les évènemens avec une fidélité admirable et les coloraient avec une étonnante richesse. Dans le récit de ses campagnes d'Italie et d'Égypte, il lui échappait des éclairs de génie semblables à ceux qui jaillissent d'un horizon enflammé.

La maladie continua avec les mêmes vicissitudes en 1820. Dans les premiers mois de l'année, Napoléon semblait avoir repris la santé, grace à une vie plus active et aux travaux du jardinage, auxquels il avait eu recours sur la foi de son médecin. Illusion trompeuse! l'affection était trop grave pour guérir sous un climat aussi propre à développer son énergie. Cette situation du malade, prévue et annoncée par

la correspondance et la relation du docteur O'Meara et par les rapports du docteur Stokoë, était connue en Angleterre; le 20 juillet, le fidèle O'Meara, toujours attentif à l'état de son illustre ami, écrivit à lord Bathurst :

« Votre seigneurie me rendra la justice de se rap-« peler que la crise, actuellement arrivée, a été pré-« dite par moi, et officiellement annoncée à l'ami-« rauté, à mon retour de Sainte-Hélène, en 1818. « Un temps bien court a trop malheureusement jus-« tifié une opinion que le simple bon sens suffisait « pour faire prononcer, et que la probité la plus « ordinaire obligeait de divulguer. » La déclaration du docteur, aussi remarquable par la précision des faits que par l'énergie de l'expression, devait ôter tout prétexte de doute au ministre anglais. Elle portait : « *Que la mort prématurée de Napoléon était « aussi certaine, sinon aussi prochaine, si le même « traitement était continué à son égard, que si on « l'avait livré au bourreau.* » Le digne M. O'Meara sollicitait, par la même lettre, la permission de retourner à Sainte-Hélène pour y donner des soins à Napoléon, dont il avait, pendant trois ans, étudié la constitution. Il demandait à partir gratuitement, et même à résider à ses frais auprès du PATIENT. L'expression si énergique de PATIENT avait été proposée par le grand-maréchal Bertrand, et acceptée par le gouverneur sir Hudson-Lowe, en remplacement des qualifications d'empereur et de général, dont l'une répugnait aux Anglais, et l'autre aux Français. Lord Bathurst ne voulut point écouter la proposition du courageux O'Meara, et accepta sans hésiter la respon-

sabilité d'un refus qui équivalait presque à un arrêt de mort. Dans l'île fatale, comme à Londres, on prévoyait la fin de la douloureuse agonie de Sainte-Héléne. Le 20 juillet, le docteur Antormachi adressa au docteur Colonna, pour être communiquée à la famille de Napoléon, une lettre qui annonçait, non pas un danger imminent, mais le désespoir de la guérison. Cependant le 31 du mois, le malade paraissait rétabli; il reprit avec plaisir ses habitudes matinales : mais le feu couvait sous la cendre; le physique se décomposait par degrés, et le moral était affecté. Les bruits alarmans répandus sur Napoléon II avaient porté une vive et profonde atteinte au cœur paternel; heureusement la nouvelle arriva que l'enfant avait été promu au grade de caporal. Assuré ainsi de l'existence de son fils qu'il avait cru mort : « Ah! je respire! » s'écria-t-il; et suivant sa coutume, il se jeta sur d'autres souvenirs pour dissimuler son émotion. Vers le 15 septembre, les symptômes fâcheux ayant reparu avec un caractère de violence, une lettre pressante sur l'état critique de Napoléon fut adressée, par le comte Bertrand, au lord Liverpool, et ne produisit encore aucun effet. Il fallait autre chose afin de convaincre lord Bathurst, qui avait pour Napoléon la dureté de cœur d'un émule de Castlereagh, et que rassuraient sans cesse les mensonges de sir Hudson-Lowe.

De nobles souvenirs de l'Italie et de la France, de touchantes images de sa famille, remplissent les intervalles des souffrances du malade, et ne l'empêchent pas de prononcer chaque jour son arrêt lui même malgré les déceptions par lesquels la pitié du méde-

sin cherche à lui déguiser la triste verité. La douleur de la mort de sa sœur, la princesse Élisa, rappelle Napoléon à ette idée fixe de sa fin prochaine : « Je « n'ai plus ni forces, ni activité, ni énergie; je ne suis « plus Napoléon, dit-il à son médecin. Vous cherchez « en vain à me rendre l'espérance, à rappeler la vie « prête à s'éteindre. Vos soins ne peuvent rien con- « tre la destinée; elle est immuable. La première « personne de notre famille qui doit suivre Élisa dans « la tombe est ce grand Napoléon qui végète, qui « plie sous le faix, et qui pourtant tient encore l'Eu- « rope en alarmes! » Il ne se trompait pas. En effet, les révolutions d'Espagne et de Naples, qu'il apprit au mois de janvier 1820, avaient porté au plus haut degré les alarmes qu'inspirait à l'Angleterre celui qu'elle retenait comme enchaîné dans une prison inaccessible, entouré de tous côtés par des troupes nombreuses, et dominé en outre par deux camps assis à droite et à gauche sur deux mamelons les plus élevés de l'île. Cette frayeur était si grande, qu'elle semblait encore animer sir Walter Scott, lorsqu'il écrivait en 1827 : « On ne saurait calculer l'effet qu'aurait pu produire son nom dans ce moment de commotion générale; mais ce qui est certain, c'est que les conséquences de son évasion auraient été terribles; le ministère sachant quelle action un génie semblable exercerait au milieu des élémens du désordre, avait enjoint au gouverneur de Sainte-Hélène de redoubler de vigilance. » Napoléon se mourait de jour en jour, pendant que lord Bathurst, le voyant déjà l'épée à la main au milieu de l'Italie enivrée de revoir son libérateur, prescrivait au docile Hudson-

Lowe et à l'amiral qui commandait la station de Sainte-Hélène les plus grandes précautions pour empêcher l'évasion du prisonnier. Qu'on juge de son sort, puisque toutes les rigueurs, employées contre lui, devaient encore s'accroître pour calmer la frayeur que ce nouvel Annibal causait à la nouvelle Rome.

L'année 1821 a commencé sous de funestes auspices. Napoléon décline de moment en moment; n'importe! un pied déjà dans la tombe, il s'occupe encore de l'Europe et de son avenir; il parle de l'Italie en homme qui avait sur elle de grands et de justes desseins; il regrette amèrement de n'avoir pu faire de la Péninsule une puissance unique et indépendante que son fils eût gouvernée. Dans le mois de février, une comète parut au-dessus de Sainte-Hélène; Napoléon songea d'abord à celle de Jules-César, et sembla prévoir que sa propre mort était prochaine. Tout ce qui l'environnait le pressait d'aller voir ce phénomène; mais instances inutiles; Un seul de ses officiers gardait le silence : « Vous m'avez compris, vous! » lui dit-il. Depuis long-temps il avait la conviction de ne point échapper au climat de Sainte-Hélène, et à tout moment quelques paroles prophétiques annonçaient cette conviction. Elle était également dans le cœur de ses serviteurs; aussi, le 17 mars, le comte Montholon écrivit à la princesse Borghèse : « Que la mala-
« die de foie dont Napoléon souffrait depuis plusieurs
« années, et qui est endémique et mortelle à Sainte-
« Hélène, avait fait des progrès effrayans depuis
« deux mois; qu'il ne pouvait marcher dans son ap-
« partement sans être soutenu. » Le comte ajoutait :
« A la maladie de foie se joint une autre maladie,

« également endémique dans cette île. Les intestins « sont gravement attaqués..... Le comte Bertrand a écrit au mois de septembre, à lord Liverpool, pour « demander que l'Empereur soit changé de climat, « et faire connaître le besoin qu'il a des eaux miné- « rales. Le gouverneur, sir Hudson-Lowe, *s'est re-* « *fusé de faire passer cette lettre à son gouvernement,* « *sous le vain prétexte que le titre d'Empereur était* « *donné à S. M.* L'Empereur compte aussi sur V. A. « pour faire connaître à des Anglais influens l'état « véritable de sa maladie. Il meurt sans secours sur « cet affreux rocher; son agonie est effroyable.... »

En effet, ce fut le jour même où écrivait le général Montholon que commença la crise qui, deux mois après, devait emporter Napoléon. «*Là, c'est là!*» disait-il, le 17 mars, en montrant sa poitrine au docteur Antomarchi. Celui-ci lui présenta un flacon d'alcali. «*Eh non! ce n'est pas faiblesse*, s'écria Na- « poléon, *c'est la force qui m'étouffe, c'est la vie qui* « *me tue*.... Puis, s'élançant à une fenêtre et regar- « dant le ciel : « 17 *mars*, dit-il; *à pareil jour, il y a* « *six ans* (il était à Auxerre, venant de l'île d'Elbe), « *il y avait des nuages au ciel. Ah! je serais guéri si* « *je voyais ces nuages.*» Puis il saisit la main du docteur, et l'appuyant sur son estomac : « *C'est un* « *couteau de boucher qu'ils ont mis là, et ils ont brisé* « *la lame dans la plaie.* »

Les derniers jours de Napoléon furent aussi grands que les plus glorieuses époques de sa vie. Trop certain de sa mort, il souriait de pitié ou plutôt de compassion à ceux qui cherchaient à combattre en lui cette idée. «*Pouvez-vous joindre cela?*» dit-il à

M. Munckhouse, officier anglais, après avoir coupé en deux le cordon de la sonnette de son lit : «..Aucun « remède ne peut me guérir. Mais ma mort sera un « baume salutaire pour nos ennemis. J'aurais désiré de « revoir ma femme, et mon fils; mais que la volonté « de Dieu soit faite! » Puis, avec une attitude digne de Socrate, il ajouta : « Il n'y a rien de terrible dans « la mort. Elle a été la compagne de mon oreiller « pendant ces trois semaines, et à présent elle est sur « le point de s'emparer de moi pour jamais. » Un autre jour il dit : « Les monstres! me font ils assez « souffrir? encore s'ils m'avaient fait fusiller, j'aurais « eu la mort d'un soldat..... J'ai fait plus d'ingrats « qu'Auguste; que ne suis-je comme lui en situation « de leur pardonner! La nouvelle maison destinée à Napoléon venait d'être terminée. « *Elle me servira de* « *tombeau*, » dit-il; et, en effet, on dut en employer les pierres à bâtir le caveau où il repose.

Le 15 avril, Napoléon s'enferme avec MM. de Montholon et Marchand; il fait ce testament où il n'oublie personne, ni ceux qui l'ont suivi, ni ceux qu'il a laissés en France, ni ceux qui depuis longtemps avaient cessé de vivre, ni aussi les pervers qui l'ont trahi. Ce précieux inventaire des sentimens de Napoléon remonte de la prison de Longwood à sa jeunesse : près du dernier moment, il songe aux enfans du général Dutheil qui a pris soin de lui dès son entrée dans la carrière militaire; à la famille du représentant Gasparin qui, au siège de Toulon, a sanctionné les inspirations du génie et défendu leur auteur contre la persécution, au fils de l'intrépide Dugommier, son ami, le premier qui ait deviné le

maître futur de l'Europe dans un jeune commandant d'artillerie de la république. Parmi ses légataires sont les soldats de l'île d'Elbe, les blessés de Waterloo, les proscrits de l'amnistie de 1815, les victimes de la réaction, les anciens amis, les serviteurs fidèles : sa chère ville de Brienne, et huit provinces de France, ont part aux libéralités de cet autre César, non moins reconnaissant et non moins généreux que le premier. De son lit de mort, Napoléon, conservant en quelque sorte son aurorité jusqu'à la dernière heure, stipule aussi les intérêts qui, après lui, doivent occuper deux empires. Son vœu le plus cher est que ses cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu *de ce peuple français qu'il a tant aimé*... Il recommande à son fils *de ne jamais oublier qu'il est né prince français, de ne jamais combattre la France*, d'adopter sa devise : *tout pour le peuple français*, etc. Antomarchi arrive : « *Voilà mes apprêts, docteur !* » lui dit Napoléon en lui montrant des papiers qui couvrent le tapis. « *Je m'en vais.... plus d'illusion. Je « suis résigné.* » Le 19 il est mieux. On s'en réjouit. « *Vous ne vous trompez pas*, dit-il, *je suis mieux, mais je ne sens pas moins ma fin s'approcher. Quand je serai mort, chacun de vous aura le bonheur de revoir l'Europe, ses parens, ses amis : moi je reverrai mes braves dans les Champs-Élysées. Oui*, ajouta-t-il d'une voix forte et solennelle : *Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre.... En me voyant, ils deviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres, avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric, à moins*, ajouta-t-il en riant,

que là-bas on ait peur de voir tant de guerriers ensemble. » Dans le même moment entra le docteur Arnold, chirurgien d'un régiment anglais. « C'en est « fait, lui dit Napoléon ; le coup est porté. Je touche « à ma fin : je vais rendre mon corps à la terre. « Approchez, Bertrand, traduisez à Monsieur ce que « vous allez entendre.... N'omettez pas un mot. — « J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britan« nique. Je demandais une loyale hospitalité. Contre « tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me ré« pondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil « d'Alexandre, de l'empereur François, du roi de « Prusse. Mais il appartenait à l'Angleterre de sur« pendre, d'entraîner les rois, et de donner au « monde le spectacle inouï de quatre grandes puis« sances s'acharnant sur un seul homme. C'est votre « ministère qui a choisi cet affeux rocher où se con« somme, en moins de trois ans, la vie des Euro« péens, pour y achever la mienne par un assassinat. « Et comment m'avez-vous vu traité depuis que je « suis sur cet écueil ? Il n'y pas une indignité dont « vous ne vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les « plus simples communications de famille, celles mê« mes qu'on n'a jamais interdites à personne, vous « me les avez refusées... Ma femme, mon fils, n'ont « plus vécu pour moi : vous m'avez tenu six ans « dans la torture du secret. Dans cette île inhospi« talière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit « le moins fait pour être habité, celui où le climat « meurtrier du tropique se fait le plus sentir ; il a « fallu me renfermer en quatre cloisons, moi qui « parcourais à cheval toute l'Europe ! Vous m'avez

« assassiné longuement, avec préméditation, et l'in-
« fâme Hudson a été l'exécuteur des hautes œuvres
« de vos ministres.... Vous finirez comme la superbe
« république de Venise; et moi, mourant sur cet
« affreux rocher, privé des miens et manquant de
« tout, *je lègue l'opprobre de ma mort à la maison*
« *régnante d'Angleterre.* » Tel fut le manifeste testamentaire de Napoléon.

Napoléon était trop pénétré du sentiment de sa propre grandeur, pour ne pas croire à l'immortalité de l'âme. Deux jours après, le 21, il voulut rendre l'hommage du chrétien à ce dogme consolateur; la veille, à l'insu des généraux Bertrand et Montholon, l'autel se trouva dressé dans la pièce voisine de la chambre mortuaire; il avait tout prescrit lui-même au chapelain qui reçut sa confession. L'état du malade ne permit pas qu'on lui administrât le viatique. Seul, avcc l'abbé Vignali qui ne l'avait connu qu'à Sainte-Hélène, il ne donna à aucun témoin de sa puissance passée le spectacle de cette dernière abdication. Présent aux ordres que Napoléon avait intimés, le 20, à son chapelain, le docteur Antomarchi parut manifester une sorte d'étonnement. « *Je ne suis* lui dit Napoléon, *ni philosophe ni médecin. N'est pas athée qui veut.* » C'était sans doute *matérialiste* que Napoléon avoit voulu dire. Le 25, il eut la force d'ajouter quatre codicilles à son testament.

Le 28, un soin stoïque occupe Napoléon; il charge Antomarchi de faire l'autopsie de son corps; de communiquer à son fils ses observations, de mettre son cœur dans de l'esprit-de-vin, et de le porter « *à sa chère Marie-Louise! Vous irez à Rome, docteur;*

vous direz aux miens que le grand Napoléon a expiré sur ce triste rocher, dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire. » Le lendemain on lui apporta de l'eau de la fontaine voisine de Hutsgate. « Si la destinée voulait « que je me rétablisse, dit-il, j'élèverais un monu- « ment dans le lieu où jaillit cette source; je cou- « ronnerais sa fontaine, en mémoire du soulagement « qu'elle m'a causé. Si je meurs, et que l'on ne pros- « crive pas mon cadavre comme on a proscrit ma « personne, je souhaite que l'on m'enterre auprès « de mes ancêtres, dans la cathédrale d'Ajaccio. S'il « ne m'est pas permis de reposer où je naquis, eh « bien! que l'on m'ensevelisse là où coule cette eau « si douce et si pure! » Il ne formait ce dernier vœu que parce qu'il savait bien qu'on lui refuserait d'être inhumé sur les bords de la Seine. Le 2 mai, dans un accès de délire, il se croyait à la tête de l'armée d'Italie, et s'écriait: « *Steingel, Desaix, Masséna, allez, courez, prenez la charge, ils sont à nous!* » Le lendemain, Napoléon a vu s'approcher sa dernière heure; la veille on avait entendu le guerrier qui décidait du sort d'une bataille : le 3 mai, on écoute le dictateur de l'Europe qui parle aux sujets qui lui sont restés. Sa voix est solennelle, et il va prononcer la dernière volonté de sa toute-puissance; il s'adresse à ses exécuteurs testamentaires, aux généraux Bertrand et Montholon et leur dit :

« Vous allez repasser en Europe. Je vous dois « quelques conseils sur la conduite que vous avez à « tenir. Vous avez partagé mon exil, *vous serez fidè-* « *les à ma mémoire; vous ne ferez rien qui puisse la*

« *blesser*. J'ai sanctionné tous les principes, je les ai « infusés dans mes lois, dans mes actes; il n'y en a « pas un seul que je n'aie consacré. Malheureusement « les circonstances étaient graves. J'ai été obligé de « sévir, d'ajourner; les revers sont venus; *je n'ai pu* « *débander l'arc, et la France a été privée des idées* « *libérales que je lui destinais*. Elle me juge avec in- « dulgence; elle me tient compte de mes intentions; « elle chérit mon nom, mes victoires. *Imitez-la,* « *soyez fidèles aux opinions que nous avons défendues,* « *à la gloire que nous avons acquise; il n'y a hors de* « *là que honte et confusion.* »

Le 4, une tempête affreuse déracina jusqu'au dernier arbre qui avait prêté son ombrage à Napoléon; elle parut annoncer que le dernier astre, sous lequel la terre avait brillé, allait s'éteindre. A cinq heures et demie du soir, Napoléon n'interrompit le silence léthargique où il était plongé que pour laisser échapper ces deux mots : « TÊTE D'ARMÉE. » Telle fut la suprême parole du vainqueur de l'Europe. Le buste de son fils, qu'il avait fait placer, depuis un mois, en face de son lit, avait eu son dernier regard. Vingt minutes après, ces mains qui avaient tenu et donné tant de sceptres, qui avaient élevé tant de monumens et renversé tant de remparts, se glacèrent sous les baisers et sous les larmes des enfans du général Bertrand.

Le lendemain, à six heures du soir, le docteur Antomarchi procéda religieusement à l'autopsie, d'après les intentions de Napoléon. Ce triste devoir eut pour témoins les exécuteurs testamentaires, des officiers de la garnison, et huit médecins anglais; ces

derniers, d'après l'ordre du gouverneur, dressèrent procès-verbal de l'opération. Il y était dit que Napoléon avait succombé *à une affection cancéreuse héréditaire*. Le docteur Antomarchi refusa de signer le procès-verbal, parce que son opinion était que Napoléon avait succombé à une *gastro-hépatique chronique*, produite par le climat. Ainsi, au lieu de constater la vérité, l'autopsie consacra la fable absurde du caractère d'héréditaire, que les médecins anglais durent appliquer à la maladie de Napoléon, d'après les insinuations ou les ordres de sir Hudson, qui voulait essayer de soustraire son gouvernement et lui-même à la responsabilité éternelle d'un grand crime, que les siècles n'absoudront jamais. Les instructions ministérielles qui, malgré les déclarations du docteur O'Méara, avaient décidé, de longue main, que le *patient* mourrait de la maladie de son père, avaient démenti d'avance le témoignage irréfragable de l'autopsie du cadavre de l'*ennemi commun*. Le ministère britannique et la Sainte-Alliance donnaient sans doute encore ce nom à Napoléon; mais lui, dans un élan sublime, la veille du jour fatal, avait dit : « *Je suis en paix avec tout le genre humain.* » Aussi, après la mort, son visage portait encore l'empreinte du calme de son ame. Le moment était venu où il avait tout pardonné.

Le Congrès d'Aix-la-Chapelle, où la haine avait désigné également Sainte-Hélène pour servir de tombeau à Napoléon, et prévu sa mort inévitable, avait aussi défendu à ses cendres le retour dans la patrie; elles devaient rester à la terre étrangère et au lieu même du supplice du proscrit. Ni les réclamations

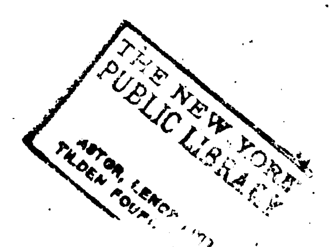
des généraux Bertrand et Montholon, qui invoquèrent le traité de Paris, ni, depuis, les instances de la famille Bonaparte, qui demanda de faire transporter à Rome le corps de son chef, ne purent rien changer à la décision du Congrès, dont Hudson-Lowe prescrivit impérieusement l'exécution. Alors le premier vœu de Napoléon, renouvelé peu de jours avant de quitter la vie, d'être inhumé au bord de la fontaine, fut réclamé par ses compagnons, heureux de donner du moins à leur souverain le dernier asile qu'il avait choisi lui-même. Le lieu où repose Napoléon est un site très-romantique, au fond d'une petite vallée que l'on appelle *vallée du Fermain.* Auprès coule un filet d'eau limpide, qui descend du pic de Diane : au-dessus est *Hutsgate,* la Porte de la Cabane, première habitation du grand-maréchal Bertrand. Au commencement de l'exil, cette vallée était un des repos favoris de Napoléon dans ses promenades : ce lieu lui plaisait, et un sentiment de prédilection l'y attirait : « Si je dois mourir sur ce rocher, dit-il au général « Bertrand, faites-moi enterrer au-dessous de ces « saules, près de ce ruisseau. »

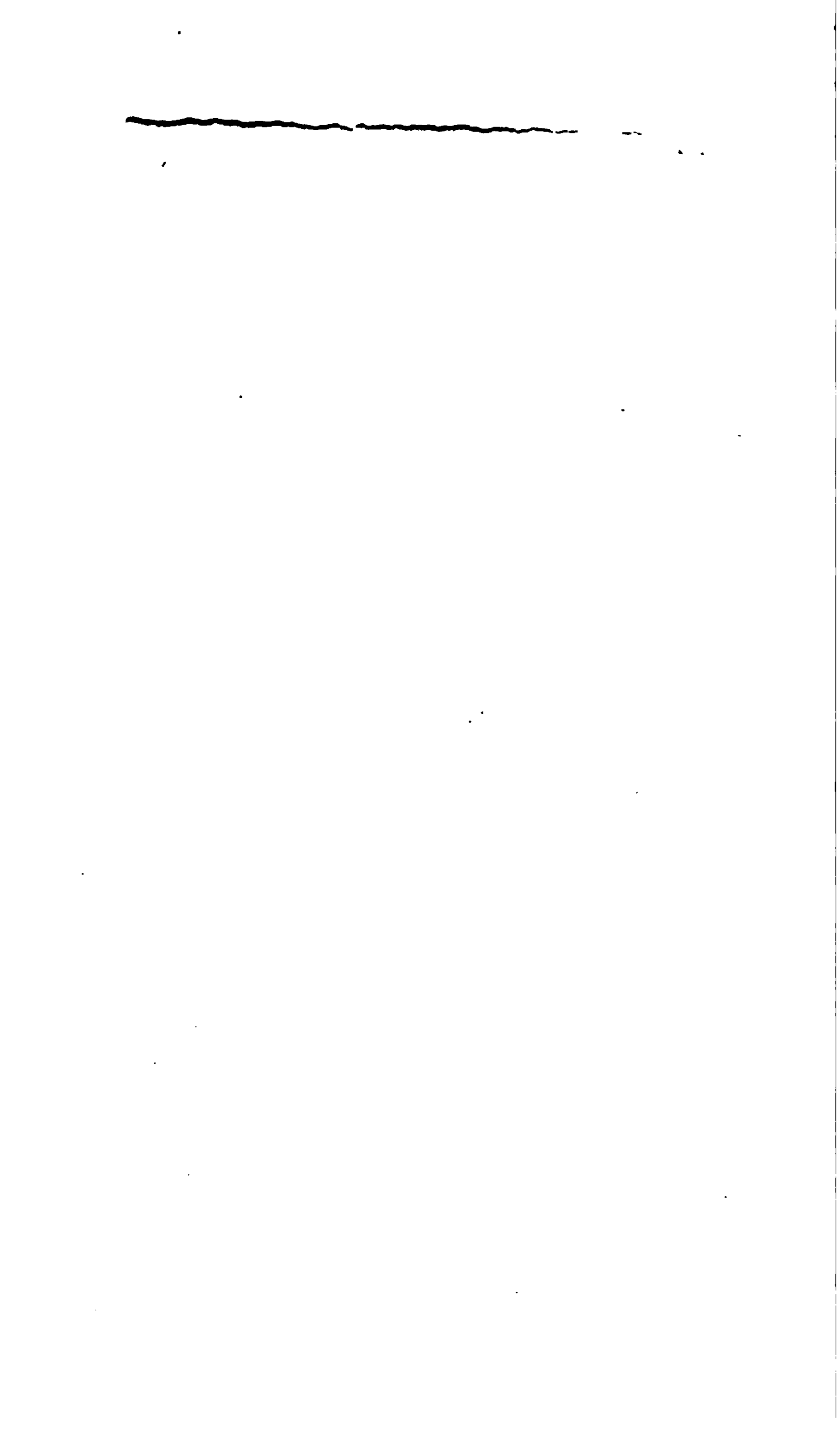
Cependant, après l'autopsie, sir Hudson-Lowe ayant refusé aux exécuteurs testamentaires le transport en Europe du cœur et de l'estomac de Napoléon, ils firent enfermer ces précieux restes dans des coupes pleines d'esprit-de-vin. Napoléon, revêtu de l'uniforme des chasseurs à cheval de la garde impériale, couvert de tous les ordres qu'il avait ou créés ou reçus pendant son règne, fut exposé sur son lit de parade; le manteau de Marengo lui servait de drap mortuaire : ces rapprochemens ont de l'éloquence.

Le captif des rois allait descendre dans la tombe avec toutes les décorations de la royauté européenne; et la couche de fer où il se reposait après les quarante-neuf batailles rangées où il les avait tous vaincus, devenait un monument funèbre autour duquel la religion et la vénération historique rassemblaient au fond de l'Océan Atlantique, les respects d'un état-major anglais et les regrets d'une famille française. En ce moment, le gouverneur parut se joindre à la douleur dont les amis de Napoléon étaient accablés. Il déplora la perte qu'ils avaient faite, en annonçant qu'elle était d'autant plus fâcheuse, que son gouvernement revenait à bien. Le ministère l'avait chargé d'annoncer au général Bonaparte que l'instant approchait où la liberté pouvait lui être rendue, et que Sa Majesté Britannique ne serait pas la dernière à accélérer le terme de sa captivité. Sir Hudson ajouta, d'une manière étrange, et comme un homme qui laisse échapper malgré lui l'expression de sa pensée : « Il est mort : tout est fini; nous lui rendrons « demain les derniers devoirs. »

Napoléon resta exposé le 6 et le 7 mai. Sir Hudson, revenu à des sentimens convenables, permit à tout Anglais de venir contempler *l'hôte du Bellérophon*, le mort de Sainte-Hélène. Le concours fut général et la douleur unanime. Pas un habitant qui ne pleurât sur Napoléon; pas un soldat qui ne donnât des regrets au grand capitaine. Ses souffrances lui avaient attiré tous les cœurs : sa mort le rendait sacré. Le 8, le corps fut embaumé : on le revêtit ensuite de l'uniforme de la veille, et on le renferma dans un quadruple cercueil. Le 9, la pompe funèbre

eut lieu dans l'ordre suivant : Napoléon Bertrand, filleul de l'Empereur, fils du grand-maréchal ; le chapelain Vignali, revêtu de ses habits sacerdotaux; les docteurs Antomarchi et Arnold; vingt-quatre grenadiers anglais, destinés à descendre le corps au bas de la colline; ensuite une voiture de deuil, où le corps était placé; derrière elle, le cheval de Napoléon; les exécuteurs testamentaires, comte Bertrand, comte Montholon, et Marchand, premier valet-de-chambre; et les serviteurs de Napoléon, escortaient à pied le convoi, que la comtesse de Montholon suivait, en voiture, avec sa fille. Là finissait la famille française. Venait ensuite un groupe d'officiers anglais de mer et de terre; les membres du conseil de l'île; le général Coffin, le marquis de Monchenu, commissaires pour la France et l'Autriche; l'amiral; et le héros de cette pompe de mort, le gouverneur; enfin lady Hudson-Lowe et sa fille en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de Longwood. Comme la route ne permettait pas au char funéraire d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenadiers anglais de Walter Scott eurent l'honneur de porter sur leurs épaules les dépouilles mortelles du héros. Elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui contenaient le cœur et l'estomac, et qui furent placées sur le cercueil descendu dans le funèbre asile. Douze salves d'artillerie apprirent à l'Océan que l'ame de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'officiers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme.


THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS



On trouva dans la chambre de Napoléon quelques papiers qu'il avait déchirés. Ces fragmens sont précieux; ils renferment les premières étincelles des pensées vigoureuses qui, jusqu'au dernier moment, fermentèrent dans son esprit et tinrent son ame élevée au-dessus de son infortune :

« Nouveau Prométhée, je suis cloué à un roc, où « un vautour me ronge. Oui, j'avais dérobé le feu « du ciel pour en doter la France : le feu est re- « monté à sa source et me voilà ! L'amour de la « gloire ressemble à ce pont que Satan jeta sur le « chaos pour passer de l'enfer au paradis : la gloire « joint le passé à l'avenir, dont il est séparé par un « abîme immense. Rien à mon fils, qne mon nom ! »

Napoléon n'avait pas cessé de régner à Sainte-Hélène, et ne perdait pas de vue l'Europe qu'il pouvait gouverner encore; mais il vivait surtout avec sa gloire comme avec l'hôte des siècles à venir; elle assistait à ses derniers momens, lorsqu'il choisit sa tombe près d'une source limpide, abritée par des saules; et cette sépulture d'un sage était pour lui le monument sépulcral du maître du monde.

Jamais homme, depuis Alexandre-le-Grand et César, n'eut le droit d'être plus avide des regards de la postérité. En regardant des yeux de la pensée son cercueil placé sous la garde des orages, au sein de l'Océan immortalisé par les chants du Camoëns, son ame prophétisait peut-être pour sa cendre le pèlerinage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les restes



l'Océan immortalisé par les chants du Camoëns
ame prophétisait peut-être pour sa cendre le p
nage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les

TESTAMENT

ET CODICILLES

DE NAPOLÉON.

Ce jourd'hui 15 avril 1821, à Longwood,
île de Sainte-Hélène.

Ceci est mon Testament ou acte de ma dernière volonté.

I.

1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentimens : je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de

Marmont, Augereau, Talleyrand et Lauriston. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi!

7° Je remercie ma bonne et très excellente mère; le cardinal; mes frères Joseph, Lucien, Jérôme; Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le Manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de *Maximes*, *Sentences*, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français (1), lorsque..... entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans de semblables circonstances j'agirais de même.)

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

2° Je lègue à Lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filials qu'il m'a rendus depuis

(1) Tout ce qui peut expliquer la pensée, peindre la situation intérieure de Napoléon écrivant son testament, est digne d'intérêt. Or il est aisé de se convaincre, à l'inspection de l'original, qu'il a d'abord fini l'article I à notre renvoi; car, immédiatement au-dessous de la ligne, il écrit le numéro II de l'article suivant qu'on voit plus bas; mais trouvant sans doute que sa phrase n'a pas rendu tout ce qu'il voulait, il raie ce numéro II et ajoute ce qu'on lit comme complément, explication et justification de ce qui précède. Ce n'est pas tout: vient plus tard, et à une seconde lecture, à ce qu'il paraîtrait par l'écriture et par la forme des parenthèses, ce qui termine l'article.

Au surplus, rien n'est plus propre à jeter des lumières sur ce triste sujet, et à faire juger des sentimens qui dirigeaient en ce moment Napoléon, que les détails curieux et les particularités intéressantes consignés à cet égard dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII, 20 novembre 1816.

six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il ma rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officicer ou soldat de ma vieille garde.

6° Idem à Saint-Denis, cent mille francs.

7° Idem à Navarre, cent mille francs.

8° Idem à Peyron, cent mille francs.

9° Idem à Archambaud, cinquante mille.

10° Idem à Corsor, vingt-cinq mille.

11° Idem à Chandell, Idem.

12° A l'abbé Vignali, cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Novo de Rostino.

13° Idem au comte de Las-Cases, cent mille francs.

14° Idem au comte Lavallette, cent mille francs.

15° Idem au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu (1).

16° Idem au général Brayher, cent mille francs.

17° Idem au général Lefèvre-Desnouettes, cent mille francs.

18° Idem au général Drouot, cent mille francs.

19° Idem au général Cambronne, cent mille francs.

20° Idem aux enfans du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.

21° Idem aux enfans du brave Labédoyère cent mille francs.

22° Idem aux enfans du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° Idem aux enfans du général Chartrand, cent mille francs.

24° Idem aux enfans du vertueux général Travost, cent mille francs.

25° Idem au général Lallemand, l'aîné, cent mille francs.

26° Idem au comte Réal, cent mille francs.

27° Idem à Costa de Bastilica en Corse, cent mille francs.

(1) On trouve au *Mémorial*, t. VI, mercredi 23 octobre 1816, la circonstance intéressante et curieuse qui a mérité une si magnifique apostille.

28° Idem au général Clausel, cent mille francs.

29° Idem au baron Menneval, cent mille francs.

30° Idem à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

31° Idem au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armes françaises, et en confondre les calomniateurs et les apostats.

32° Idem au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

30° Idem à Poggi, de Talaro, cent mille francs.

34° Idem au chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. 100 depuis juillet 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

36. Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 5,600,000 fr., dont il a éte disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'ile d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfans, et, au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1° Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache. Le compte en sera demandé au baron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de 200,000,000 fr., savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai pendant quatorze ans faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 par an : j'ai bonne mémoire, 2° le produit de ce portefeuille; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814. les palais de Rome, Florence, Turin y compris tous ces meubles, ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Compagnoni.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui

restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation (la répartition en sera faite au prorata des appointemens d'activité); moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

Etat A *joint à mon testament.*

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'Ile de Lobau, de la Moskowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets; et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières, la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'Empereur, et divers effets de toilette conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette, Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillemens, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes montres, et la chaîne de cheveux de l'Impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médailler.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : états *B* et *C*.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Noveras de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura-seize ans.

VI.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint Denis de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé NAPOLÉON.

ÉTAT *A*.

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-

Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

4° Une boucle de col en or au prince Jérôme.

ÉTAT A.

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveil-matin. C'est le réveil-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Potsdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes des cheveux de l'Impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France renfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou, n° I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 Chemises.

6 Mouchoirs.

6 Cravates.

6 Serviettes.

6 Paires de bas de soie.

1 Cols noirs.

6 Paires de chaussettes.

2 Paires de draps de batiste.

2 Taies d'oreiller.

2 Robes de chambre.

2 Pantalons de nuit.

1 Paire de bretelles.

4 Culottes, vestes de casimir blanc.

6 Madras.

6 Gilets de flanelle.

4 Caleçons.

6 Paires de gants.

1 Petite boîte pleine de mon tabac.

1 Boucle de col en or. } renfermées
1 Paire de boucles de jarretières en or. } dans la petite
1 Paire de boucles en or à souliers. } boîte n° III.

Habillement

1 Uniforme chasseur.

1 *Idem* grenadier.

1 *Idem* Garde nationale.

1 Capote grise et verte.

1 Manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).

1 Jebeline petite veste.

2 Paires de souliers.

2 Paires de bottes.

1 Paire de pantoufles.

6 Ceinturons.

ÉTAT *B*.

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 Sabre de Sobieski (1).

1 Grand collier de la Légion-d'Honneur.

(1) C'est par erreur que ce sabre est porté sur l'état A. Celui-là est le sabre que l'Empereur portait à Aboukir, et qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.

1 Épée en vermeil.

1 Glaive de consul.

1 Épée en fer.

1 Ceinturon de velours.

1 Collier de la Toison-d'Or.

1 Petit nécessaire en acier.

1 Veilleuse en argent.

1 Poignée de sabre antique.

1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'Empereur.

1 Petit médailler.

2 Tapis turcs.

2 Manteaux de velours cramoisi brodés, avec veste et culottes.

1° Je donne à mon fils :

Le sabre de Sobieski.

Le collier de la Légion-d'Honneur.

L'épée en vermeil

Le glaive de consul.

L'épée en fer.

Le collier de la Toison-d'Or.

Le chapeau d'Henri IV et la toque.

Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.

A Madame, la veilleuse en argent.

Au cardinal, le petit nécessaire en acier.

Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.

A la princesse Pauline, le petit médailler.

A la reine de Naples, un petit tapis turc.

A la reine Hortense, un petit tapis turc.

Au prince Jérôme, la poignée du sabre antique.

Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culottes.

Au prince Louis, manteau brodé, veste et culottes.

Signé NAPOLÉON.

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du Testament, se lisait :

« *Ceci est mon Testament, écrit tout entier de ma propre main.* »

NAPOLÉON.

Avril, le 16. — 1821. Longwood.

Ceci est un Codicille de mon Testament.

1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple Français que j'ai tant aimé.

2° Je lègue au comte Bertrand, Montholon et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes, et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île Sainte-Hélène (1).

Ce Codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

Au dos se lisait : « Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main. »

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur ma liquidation de la liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40,000,000 que je lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

(1) Le Testament et les Codicilles de l'Empereur ont été imprimés plusieurs fois, et se trouvent dans divers ouvrages; mais le plus souvent ils sont incomplets et dans un ordre interverti. La plupart des éditeurs ont négligé celui-ci. Frappés de trouver à l'article Ier la répétition littérale d'un paragraphe du Testament, et de voir le second en contradiction manifeste avec le contenu de de ce même Testament, et ne pouvant s'expliquer cette singularité, ils ont pensé qu'ils n'avaient rien de mieux à faire, que d'éluder la difficulté qu'ils ne pouvaient résoudre, et l'ont laissée de côté. Toutefois, en voici l'explication bien simple. Le Testament était la pièce réelle et secrète, confiée aux soins des exécuteurs testamentaires; le présent Codicille, la pièce fictive et ostensible, qui, présentée à sir Hudson-Lowe, laissait les exécuteurs testamentaires en pleine liberté d'agir d'après leurs instructions. Sans cette précaution nécessaire, le gouverneur n'eût pas manqué de faire mettre le scellé sur tout ce qui appertenait à Napoléon, et l'eût fait transmettre en Europe à son gouvernement.

1° Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte Las-Cases, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° A Marchand, 100,000, dont il versera 50,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5° Au comte Lavallette, 100,000.

6° Au général Hogendorp, Hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50,000, (cinquante mille francs.)

7° A mon aide-de-camp Corbineau, 50,000.

8° A mon aide-de-camp Caffarelli, 50,000.

9° A mon aide-de-camp Dejean, 50,000.

10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000.

11° 50,000, savoir : 10,000 à Peyron, mon maître d'hôtel; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur; 10,000 à Novarre; 10,000 à Cursor, mon maître d'office; 10,000 à Archambaud, mon piqueur.

12° Au baron Menneval, 50,000.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessière, 50,000.

14° A la fille de Duroc, 50,000.

15° Aux enfans de Labédoyère, 50,000.

16° Aux enfans de Mouton-Duverney, 50,000.

17° Aux enfans du brave et vertueux général Travot, 50,000.

18° Aux enfans de Chartran, 50,000.

19° Au général Cambronne, 50,000.

20° Au général Lefèvre-Desnouettes, 50,000.

21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départemens du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

22° Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivans, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cambronne, Larrey,

Percy et Emmery ; il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, 200,000 francs.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exacte exécution à mon fils Eugène Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821, à Longwood.

Ceci est un troisième Codicille à mon Testament du 15 avril.

1° Parmi les diamans de la couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour 50,000,000 livres qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Torlonia, de Rome, 2 à 300,000 livres en lettres de change de mes revenus de l'île d'Elbe ; depuis 1815, le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme : on la lui fera restituer (1).

3° Je lègue au duc d'Istrie trois cent mille francs, dont seulement cent mille reversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution des legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, deux cent mille francs. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

(1) M. G. Peyrusse a justifié par un mémoire imprimé et par les déclarations authentiques de messieurs les exécuteurs testamentaires, insérées dans le *Moniteur* du 11 mai 1831, qu'il n'avait disposé d'aucune des sommes réalisées à la caisse du banquier Torlonia, et que l'article du Testament de l'Empereur Napoléon le concernant avait été rédigé dans une supposition qui s'est ainsi trouvée sans fondement.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, cent mille francs.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire-ordonnateur, cent mille francs.

7° Je lègue aux enfans du général Letort, tué dans la campagne de 1815, cent mille francs.

8° Ces 800,000 livres de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'art. 36 de mon Testament, ce qui porterait à 6,400,000 livres la somme des legs dont je dispose par mon Testament, sans comprendre les donations faites par mon second Codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos se lisait; « Ceci est mon troisième Codicille à mon Testament, tout entier écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

« Sera ouvert le même jour, et immédiatement après l'ouverture de mon Testament. »

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est un quatrième Codicille à mon Testament. Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième Codicille.

1° Nous léguons au fils ou au petits-fils du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne avant la révolution, la somme de 100,000, cent mille francs, comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° *Idem* au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100,000). Nous avons sous ses ordres dirigé ce siége, commandé l'artillerie. C'est en témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem* nous léguons cent mille francs (100,000) aux fils ou petits-fils du député de la Convention, Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé, sanctionné de son autorité le

plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le Comité de salut public. Gasparin nous a mis, par sa protection, à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem* nous léguons cent mille francs (100,000) à la veuve, fils ou petit-fils de notre aide-de-camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps (1).

5° *Idem* (10,000) dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier (2) sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si

(1) Beaucoup ont écrit sur le caractère et les qualités de Napoléon, soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles, qui, dans leurs préambules et leurs détails, ne jettent de vives lumières, et ne se trouvent caractéristiques. Après les avoir lus soigneusement, on ne se demande plus s'il fut bon citoyen, bon époux, bon père, parent, ami affectionné; s'il fut sensible aux bienfaits, aux services qu'il reçut; s'il en perdit jamais le souvenir.

Le présent Codicille surtout est des plus touchans à cet égard; et combien de si précieux témoignages ne se trouvent-ils point rehaussés encore par toutes les circonstances dont ils furent entourés! Napoléon touchait à sa fin, des douleurs aiguës le torturaient sans relâche, et c'est dans cette situation désespérée, dans un même instant, le même jour, qu'il trace avec cette dignité, cette précision, ce même esprit d'ordre et de calcul qui présidaient à ses décrets, ses quatre derniers Codicilles!! et il les écrit entièrement de sa main, lui, pour qui ce devait être une si grande affaire, en ayant depuis long-temps tout-à-fait perdu l'habitude!

(2) Quelques-uns ont blâmé, dans ce quatrième Codicille, l'article du subalterne Cantillon, comme pouvant, suivant eux, être pris pour un sentiment de haine et avoisiner la justification du meurtre; mais nullement; et ce serait bien mal lire. Napoléon n'a voulu au contraire, par une similitude frappante, que mieux constater un grand principe de morale, et faire ressortir plus énergiquement tout l'odieux du raisonnement, de la violence, de l'assassinat même, selon lui, employés contre sa personne.

vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées contre le texte des traités.

6° 410,000, quatre cent dix mille francs seront ajoutés aux 6,400,000 dont nous avons disposé, et porteront mes legs à 6,810,000. Ces 410,000 doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9,000 livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous lui faisons par nos Testamens : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant les legs faits par notre Testament au comte Montholon, une pension de 20,000 fr. accordée à sa femme est annulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 p. 100, trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 6,800,000 fr., soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000,000 du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant des susdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre Testament et Codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très chère et bienaimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 30,000 livres de rentes qu'il possède dans le duché de Parme et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers; elle les connaît.

3° Je lègue sur les 2,000,000 ci-dessus mentionnés 300,000 francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4° Je lègue 200,000 au comte Montholon, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem* 200,000 au comte Las-Cases, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

6° *Idem* à Marchand 100,000, sur lesquels il versera 50,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la révolution, Jean Jérôme Lewie, ou à sa veuve, enfans ou petits-enfans, 100,000 livres.

8° A la fille de Duroc, 100,000.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100,000.

10° Au général Drouot, 100,000.

11° Au comte Lavalette, 100,000.

12° *Idem* 100,000, savoir : 25,000 à Peyron, mon maître d'hôtel;

25,000 à Novarre, mon chasseur; 25,000 à Saint-Denis, le garde de mes livres; 25,000 à Santini, mon ancien huissier.

13° *Idem* 100,000, savoir : 40,000 à Planat, mon officier d'ordonnance; 20,000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte; à Lavigne qui était dernièrement concierge d'une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte; à Jeannet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitans de Brienne-le Château, qui ont le plus souffert.

15° Les 300,000 francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île l'Elbe actuellement vivans, ou à leurs veuves et enfans, au prorata des appointemens, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit: « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très chère épouse l'impératrice Marie-Louise.

Signé NAPOLÉON.

FIN DU TESTAMENT.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE QUATRIÈME VOLUME.

LIVRE QUINZIEME.

SECONDE CAMPAGNE DE SAXE.

LIVRE SEIZIÈME.

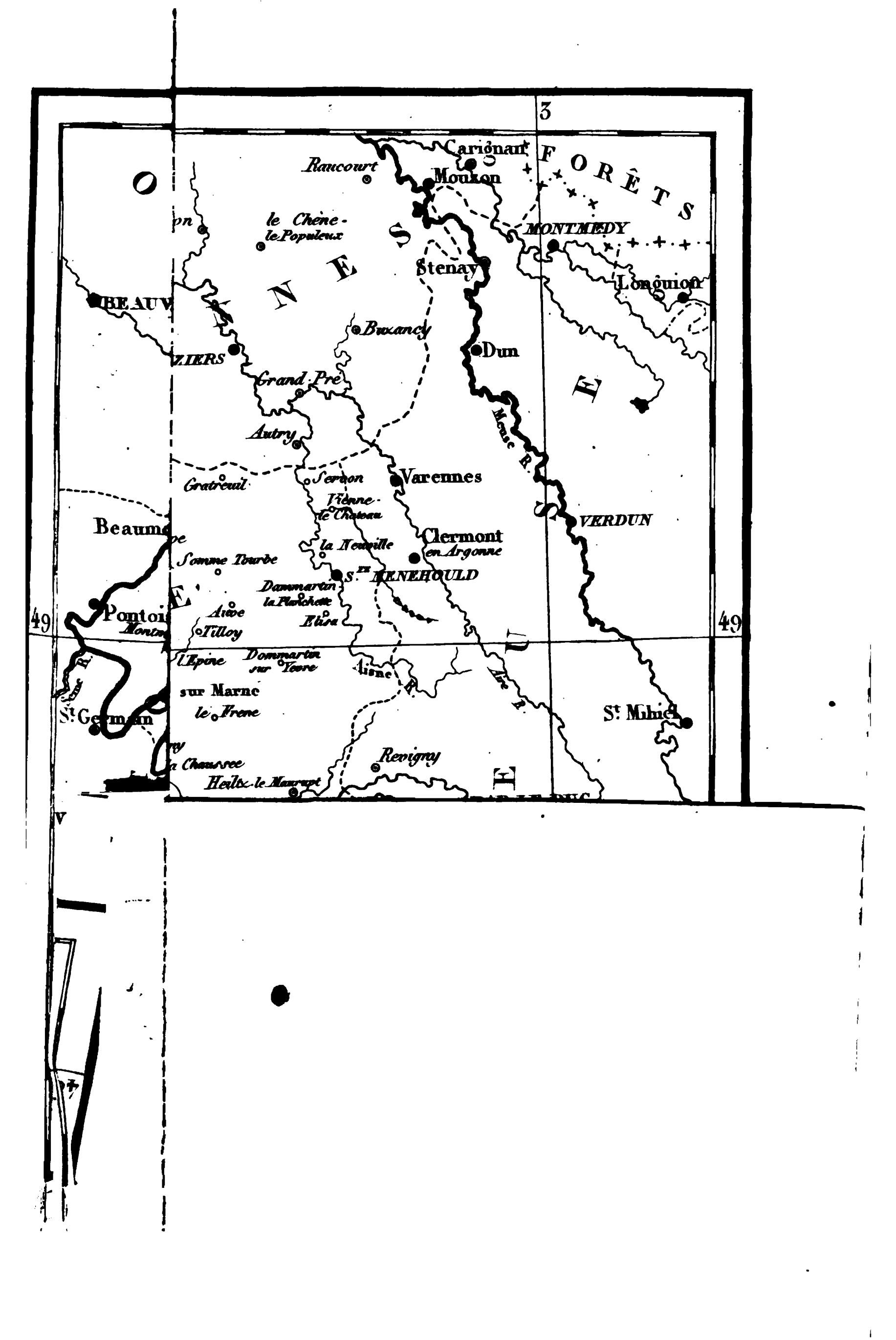
LIVRE DIX-SEPTIÈME.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE.

(1815 à 1821.)

FIN DE LA TABLE.



3
FORÊTS
Carignan
Raucourt
Mouzon
le Chêne-le-Populeux
MONTMEDY
Stenay
Longuion
BEAUV
Buzancy
ZIERS
Dun
Grand Pré
Autry
Meuse R.
Gratreuil
Sernon
Varennes
Vienne le Chateau
VERDUN
Beaum
Clermont en Argonne
la Neuville
Somme Tourbe
Dammartin la Planchette
Pontoi
Aive
Elisa
49
Tilloy
l'Epine
Dommartin sur Yevre
Aisne R.
Aire R.
sur Marne
le Frene
St. Mihiel
St. Germain
Revigny
a Chaussee
Heilt le Maurupt

9

